





N°

Vol.

Comp.

Tabl.



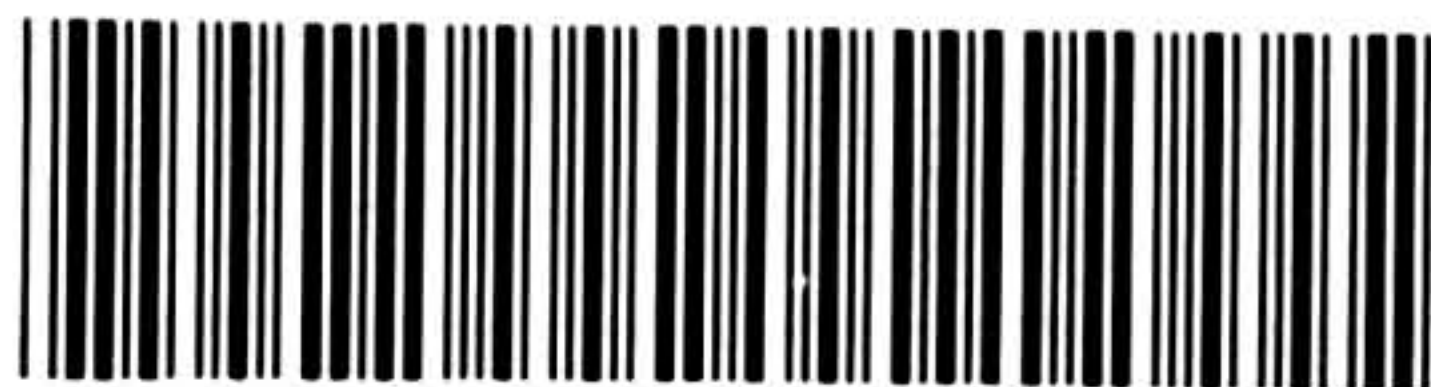
Q 7261

Bibliothèque publique  
de Neuchâtel.



258.377

BPU Neuchâtel



1031024631



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA RÉPUBLIQUE**  
**ET CANTON DE NEUCHÂTEL,**

PUBLIÉ PAR LES ORDRES DE L'ASSEMBLÉE

Et sous la direction de M. GONZALVE PETITPIERRE,

L'un des Secrétaires.

NEUCHÂTEL

1848



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA RÉPUBLIQUE**  
**ET CANTON DE NEUCHÂTEL,**

PUBLIÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE

Et sous la direction de M. GONZALVE PETITPIERRE,

L'un des Secrétaires.

---

NEUCHÂTEL.

1848



# **BULLETIN OFFICIEL**

## **DES DÉLIBÉRATIONS**

# **DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

## **RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

## **DÉCRET**

**CONCERNANT L'INSTITUTION D'UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE  
POUR LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

La Constitution du Pays est confiée aux travaux d'une assemblée de représentants qui prendra le titre d'*Assemblée constituante*.

### **ART. 2.**

Quand la Constitution aura été votée par cette Assemblée, elle sera soumise à la sanction du peuple.



MM. les députés de la constituante, ainsi que les abonnés au Bulletin des délibérations de cette assemblée, sont prévenus qu'une *Table analytique* des matières qui y sont contenues sera faite et livrée à l'impression ; mais que ce travail demandant des recherches longues et compliquées, il ne pourra guère être achevé avant quelques semaines.

On peut se procurer des exemplaires complets du Bulletin pour le prix de 5 fr. de France au bureau du *Patriote neuchâtelois*.

Q 7261

cat. d'impr.



## RÈGLEMENT

POUR L'ÉLECTION DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

ART. 1<sup>er</sup>.

Les assemblées électorales se tiendront dans le temple ou dans la maison commune des chefs-lieux d'arrondissement.

ART. 2.

Chaque collège électoral sera présidé par un délégué du gouvernement, qui justifiera de ses pouvoirs en prenant la présidence.

ART. 3.

Le président ouvrira la séance en faisant faire lecture du décret de convocation et de son préambule, ainsi que du présent règlement.

ART. 4.

L'assemblée procédera immédiatement à la nomination de deux secrétaires et de deux contrôleurs au moins, qui, avec le président, formeront le bureau. Ces nominations seront faites au scrutin de liste et à la majorité relative des suffrages. Si une première proposition pour la formation du bureau était admise sans réclamations, le scrutin deviendrait superflu.

ART. 5.

Le président invitera ensuite l'assemblée à déclarer si les personnes présentes ont le droit de voter aux termes du décret en date de ce jour.

ART. 6.

En conséquence, si un membre de l'assemblée fait observer qu'un autre membre présent n'a pas les qualités prescrites pour voter, ce dernier répondra, puis étant sorti avec



ses parents, y compris les cousins germains, l'assemblée décidera par assis et levé son exclusion ou son admission.

ART. 7.

Lorsque, après l'accomplissement des formalités précédentes, l'assemblée aura été légalement composée, il sera procédé à l'élection des représentants : à cet effet, le président et chaque membre de l'assemblée pourront présenter tel éligible que bon leur semblera pour être porté sur la liste des candidats.

ART. 8.

Toute personne dont la proposition aura été appuyée par autant de membres qu'il y a de députés à élire, sera portée sur la liste.

ART. 9.

La liste ainsi dressée, il en sera fait lecture, et le président invitera l'assemblée à déclarer si elle reconnaît comme éligibles tous ceux qui en font partie, aux termes de l'art. 8 du Décret de ce jour. En cas d'objection, on procédera comme il est dit art. 6. du présent Règlement au sujet des électeurs.

La liste étant bouclée, elle sera dressée par ordre alphabétique, et il en sera fait, en gros caractères, un certain nombre de copies, lesquelles seront affichées à l'extérieur et à l'intérieur du local où se tient l'assemblée.

L'on votera ensuite sur le candidat porté le premier sur la liste. Pour cela, les électeurs recevront chacun une ballote dont il sera tenu compte, et la déposeront, selon qu'ils voudront *servir* ou *non* le candidat ballotté, dans *l'une* ou *l'autre* de deux boîtes, portant *l'une* le mot *pour*, et *l'autre* le mot *contre*. Ces boîtes seront placées de manière à ce que l'on ne puisse voir où le votant met sa ballote.



Ensuite le bureau dépouillera le scrutin, prendra note des ballottes *pour* et *contre* et proclamera le résultat du ballottage.

On agira de même successivement pour les candidats suivants, toujours selon l'ordre alphabétique; puis quand la liste des candidats sera épuisée, on proclamera leur nom et le nombre des suffrages obtenus par chacun d'eux.

Si le nombre des candidats qui ont eu la majorité absolue (c'est-à-dire la moitié des suffrages plus un) est *égal* au nombre des représentants à élire, ces candidats seront proclamés *représentants*, et l'élection sera terminée.

Si le nombre des candidats qui ont eu la majorité absolue est *inférieur* au nombre des représentants à élire, on les proclamera d'abord représentants: puis, on les retranchera de la liste, ainsi que ceux qui auraient eu moins de la dixième partie des voix; les candidats restants seront ensuite l'objet d'une nouvelle opération.

Si le nombre des candidats qui ont eu la majorité absolue est *supérieur* à celui des représentants à élire, on proclamera représentants ceux qui auront eu à la fois la majorité absolue et le plus grand nombre de suffrages. — En cas de parité de suffrages, le sort décidera.

ART. 10.

Si la nombreuse population de certains arrondissements donnait lieu de craindre que le mode de ballottage successif ne fût trop long, ce mode pourrait être remplacé par celui du scrutin de liste; alors chaque votant inscrirait sur son bulletin autant de noms que de représentants à élire.

Tout bulletin blanc sera considéré comme nul; il en sera de même des bulletins qui porteront moins de noms ou plus de noms qu'il n'y a de représentants à élire. Seront également nuls les bulletins portant des noms qui ne sont pas



inscrits sur la liste des candidats. Tous ces bulletins seront déduits du compte à faire pour établir le nombre des votans et le chiffre de la majorité absolue.

ART. 11.

Vu la nombreuse population du Locle et de la Chaux-de-Fonds et l'impossibilité d'y faire une application sérieuse de l'art. 5. pour constater la qualité des électeurs, la mesure exceptionnelle suivante est ordonnée pour ces deux localités.

Par les soins des Comités administratifs du Locle et de la Chaux-de-Fonds, il sera sur le champ formé un bureau électoral composé de cinq membres au moins, choisis parmi des personnes neutres et impartiales. Ce bureau aura son siège en permanence à la maison-de ville de chaque localité et devra faire publier son existence immédiatement et par les voies les plus propres à la porter à la connaissance du public. Ce bureau aura pour mission spéciale de vérifier la *qualité* des électeurs.

En conséquence, chaque électeur sera tenu de se présenter au dit bureau, muni des pièces suffisantes pour se faire reconnaître, et recevra une carte portant son nom, son âge, son lieu d'origine et un timbre spécial. Les électeurs porteurs de cette carte seront seuls admis dans le collège électoral. Toutes difficultés qui pourraient s'élever relativement à la *qualité* des électeurs seront décidées souverainement par le bureau. Ce bureau demeurera ouvert au public depuis 8 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Il sera fermé vendredi 17 mars à 8 heures et demie du matin.

ART. 12.

Le procès-verbal de l'élection sera rédigé séance tenante et signé par le président et les membres du bureau: une expédition en sera adressée au plus tard dans deux fois vingt-quatre heures au Président du Gouvernement Provisoire. Ce



procès-verbal indiquera exactement le nom, le prénom, l'âge, le domicile et le lieu d'origine de chaque représentant, ainsi que le nombre de votes qu'il a obtenus.

Au Château de Neuchâtel, le 9 mars 1848.

*Le Président du Gouvernement provisoire,*  
**PIAGET.**

*Le Secrétaire,*  
**A. HUMBERT.**

## TABLEAU DES DISTRICTS ÉLECTORAUX.

CE TABLEAU EST DRESSÉ D'APRÈS LES RECENSEMENTS OFFICIELS.

	Population.	Députés.
District de Neuchâtel.	3553	7
NEUCHÂTEL. Le collège se réunira à Neuchâtel.		
District de Landeron.		
Le collège se réunira au Landeron.		
LANDERON. . . . .	659	1
District de Cressier, Enges et Combes.		
Le collège se réunira à Cressier.		
CRESSIER . . . . .	327	501
ENGES . . . . .	135	
COMBES . . . . .	39	
District de Boudry et Bôle.		
Le collège se réunira à Boudry.		
BOUDRY . . . . .	702	872
BÔLE . . . . .	170	
		2



	Population.	Députés.
District de Colombier et Areuse.		
Le collège se réunira à Colombier.		
COLOMBIER . . . . .	410	463 1
AREUSE . . . . .	53	

District de Cortaillod.		
Le collège se réunira à Cortaillod.		
CORTAILLOD . . . . .	326	1

District de Bevaix.		
Le collège se réunira à Bevaix.		
BEVAIX. . . . .	481	1

District d'Auvernier.		
Le collège se réunira à Auvernier.		
AUVERNIER . . . . .	401	1

District de Rochefort.		
Le collège se réunira à Rochefort.		
ROCHEFORT . . . . .	533	1

District de Peseux, Corcelles, Cormondrèche et Montmollin.		
Le collège se réunira à Corcelles.		
CORCELLES et CORMONDRÈCHE . . . . .	567	1023 2
PESEUX. . . . .	288	
MONTMOLLIN . . . . .	168	

District de Noiraigue et Brot-dessous.		
Le collège se réunira à Noiraigue.		
NOIRAIGUE. . . . .	218	440 1
BROT-DESSOUS . . . . .	222	

District de Brot-dessus, Martel, Combes-dernier, Mossa, Joratel, Rondel et les Tournes.		
Le collège se réunira à Brot-dessus.		



	Population.	Députés.
BROT-DESSUS et LES TOURNES . . . . .	449	472 1
MARTEL et COMBES-DERNIER . . . . .	228	
JORATEL et RONDEL . . . . .	72	
MOSSA . . . . .	53	

District de Travers.

Le collège se réunira à Travers.

TRAVERS . . . . .	916	1143 2
MONTAGNES DE TRAVERS. . . . .	227	

District de Couvet.

Le collège se réunira à Couvet.

COUVET . . . . .	1259 2
MONTAGNES DE COUVET . . . . .	

District de la Chaux-de-Fonds.

Le collège se réunira à la Chaux-de-Fonds.

CHAUX-DE-FONDS . . . . .	6304 12
--------------------------	---------

District de Coffrane et des Geneveys.

Le collège se réunira à Coffrane.

COFFRANE . . . . .	304	506 1
GENEVEYS . . . . .	202	

District des Eplatures et des Planchettes.

Le collège se réunira aux Eplatures.

(*) ÉPLATURES, environ . . . . .	600	834 2
PLANCHETTES . . . . .	234	

District du Locle.

Le collège se réunira au Locle.

LOCLE, environ . . . . .	5300 11
--------------------------	---------

District des Brenets.

Le collège se réunira aux Brenets.

BRENETS . . . . .	835 2
-------------------	-------

(\*) Les Eplatures embrassent le territoire compris dès la limite de la Chaux-de-Fonds jusqu'au Cret du Locle, inclusivement, et en ligne droite jusqu'au territoire de la Sagne.



**District de la Brévine et Châtaigne.**

Le collège se réunira à la Brévine.

BREVINE . . . . .	663	} 853	2
CHATAIGNE . . . . .	190		

**District de la Chaux-du-Milieu et du  
Cerneux-Péquignot.**

Le collège se réunira à la Chaux-du-Milieu.

CHAUX-DU-MILIEU . . . . .	574	} 790	2
CERNEUX-PEQUIGNOT . . . . .	216		

**District de Savagnier.**

Le collège se réunira à Savagnier.

SAVAGNIER PETIT et GRAND . . . . .	481	1
------------------------------------	-----	---

**District de Dombresson, Villiers et Paquier.**

Le collège se réunira à Dombresson.

DOMBRESSON . . . . .	623	} 1013	2
VILLIERS . . . . .	205		
PAQUIER . . . . .	185		

**District de Chézard et Saint-Martin.**

Le collège se réunira à St-Martin.

CHÉZARD et SAINT-MARTIN . . . . .	616	1
-----------------------------------	-----	---

**District de Cernier et Fontainemelon.**

Le collège se réunira à Cernier.

CERNIER . . . . .	451	} 783	2
FONTAINEMELON . . . . .	332		

**District de Fontaine et Hauts-Geneveys  
sur Fontaine.**

Le collège se réunira à Fontaine.

FONTAINE . . . . .	260	} 514	1
HAUTS GENEVEYS . . . . .	254		



District des Ponts et Plamboz.

Le collège se réunira aux Ponts.

PONTS . . . . .	1252	} 1347	2
PLAMBOZ . . . . .	95		

District de la Sagne.

Le collège se réunira à la Sagne.

LA SAGNE . . . . .	1519	3
--------------------	------	---

District de Môtiers et Boveresse.

Le collège se réunira à Môtiers.

MOTIERS . . . . .	672	} 989	2
BOVERESSE . . . . .	317		

District de Fleurier et Saint-Sulpice.

Le collège se réunira à Fleurier.

FLEURIER . . . . .	1046	} 1405	3
SAINT-SULPICE . . . . .	359		

District de Buttes.

Le collège se réunira à Buttes.

BUTTES . . . . .	938	2
------------------	-----	---

District des Verrières.

Le collège se réunira aux Verrières.

LES VERRIÈRES, MEUDON, GRAND-BOURGEAU, et BELLE-PERCHE . . . . .	1218	2
---	------	---

District de la Côte-aux Fées.

Le collège se réunira à la Côte-aux-Fées.

COTE-AUX-FÉES . . . . .	778	2
-------------------------	-----	---

District des Bayards.

Le collège se réunira aux Bayards.

BAYARDS GRANDS ET PETITS . . . . .	619	1
------------------------------------	-----	---



District de Lignières.

Le Collège se réunira à Lignières.

LIGNIÈRES.	495	1
------------	-----	---

District de Cornaux, Wayre, Maley, Voens,  
Epagnier, Marin et Thielle.

Le Collège se réunira à Cornaux.

CORNAUX.	266	} 513	1
WAVRE et THIELLE.	80		
MARIN.	144		
EPAGNIER, MALEY et VOENS.	53		

District de Saint-Blaise, la Coudre,  
Hauterive.

Le Collège se réunira à Saint-Blaise.

SAINT-BLAISE	489	} 708	1
HAUTERIVE	148		
LA COUDRE	71		

District de Gorgier.

Le Collège se réunira à Gorgier.

GORGIER	669	1
---------	-----	---

District de Saint-Aubin et Sauges

Le Collège se réunira à Saint-Aubin.

SAINT-AUBIN.	320	} 500	1
SAUGES	180		

District de Vaumarcus, Vernéaz,  
Montalchez et Fresens.

Le Collège se réunira à Vaumarcus

VAUMARCUS	87	} 464	1
VERNEAZ.	27		
MONTALCHEZ.	191		
FRESENS	159		



District de Valangin et Boudevilliers.

Le Collège se réunira à Valangin.

VALANGIN. . . . .	172	}	494	1
BOUDEVILLIERS . . . . .	322			

District de Fenin, Saules, Villars  
et Engollon.

Le Collège se réunira à Fenin.

FENIN, VILLARS et SAULES. . . . .	272	}	360	1
ENGOLLON . . . . .	88			

District du château de Neuchâtel.

Le Collège du contingent se réunira  
au château de Neuchâtel.

LE COLLÈGE DU CONTINGENT. . . . .	360	1
-----------------------------------	-----	---

**TABEAU DES DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.**

(ÉLECTIONS DES 17 ET 23 MARS 1848).

**I. NEUCHÂTEL.**

1. Humbert-Droz, pharmacien.
2. Piaget, président du gouvernement provisoire.
3. Ferdinand DuBois.
4. Erhard Borel, chancelier.
5. Loutz, instituteur.
6. C.-A. Borel.
7. Charles Petitpierre, négociant.

**II. LANDERON.**

1. G. Bonjour.

**III. CRESSIER.**

1. J.-B. Ruedin.

**IV. BOUDRY.**

1. Jean Steck.
2. Auguste Pettavel.



**V. COLOMBIER.**

1. Frédéric Verdan.

**VI. CORTAILLOD.**

1. Constant Henri.

**VII. BEVAIX.**

1. J.-J. Comtesse.

**VIII. AUVERNIER.**

1. Alphonse Perrochet.

**IX. ROCHEFORT.**

1. H. Benoit-Renaud.

**X. CORCELLES, CORMONDRÈCHE, PESEUX.**

1. Aimé Bourquin.
2. Ed.-Henri Droz.

**XI. NOIRAIGUE.**

1. Henri-François Duvanel, de Brot-dessous.

**XII. TRAVERS.**

1. Montandon, membre du gouvernement provisoire.
2. Henri Jeanneret.

**XIII. COUVET.**

1. Grandpierre, Louis, fils.
2. Gonzalve Petitpierre.

**XIV. CHAUX-DE-FONDS.**

1. L<sup>e</sup> Brandt-Stauffer, directeur du département des finances.
2. G. DuBois, directeur du département militaire.
3. J.-C. Ducommun.
4. Eugène Ducommun-Steiger.
5. Ami Girard, commandant en second des forces militaires.
6. Louis Humbert-Prince.
7. Aimé Humbert, secrétaire du gouvernement provisoire.
8. Ch. Jacot-Guillarmod.
9. Florian Landry, docteur.
10. Célestin Nicolet, pharmacien.
11. Edouard Perrochet.
12. Edouard Robert-Theurer.

**XV. COFFRANE.**

1. Daniel L'Eplattenier.



**XVI. EPLATURES.**

1. Alfred Sidney-Droz, docteur.
2. Ariste Lesquereux, libraire.

**XVII. LOCLE.**

1. H. Grandjean, membre du gouvernement provisoire.
2. Williams Dubois.
3. David Perret, fils.
4. A. Leuba, membre du gouvernement provisoire.
5. F.-A. Zuberbuhler.
6. A. Lambelet.
7. H.-F. Montandon.
8. F. Droz.
9. Williams Favre.
10. Eugène Huguenin.
11. Napoléon Guinand.

**XVIII. BRENETS.**

1. Justin Billon.
2. F. Girard.

**XIX. BRÉVINE.**

(Pas encore nommé.)

**XX. CHAUX-DU-MILIEU.**

1. L.-C. Perrenoud.
2. A.-L. Robert-Charrue.
3. Justin Huguenin-Vuillemin.

**XXI. SAVAGNIER.**

1. Frédéric-Guillaume Gaberel, justicier.

**XXII. DOMBRESSON.**

1. Sandoz-Morthier, membre du gouvernement provisoire.
2. Justin Gretillat.

**XXIII. CERNIER.**

1. A. Veuye.
2. Ulysse Debély.

**XXIV. FONTAINE.**

1. Aimé Challandes.

**XXV. PONTS.**

1. Louis Lambelet.
2. Ch.-Ph. Benoit.



**XXVI. SAGNE.**

1. Oscar Nicolet.
2. Louis Vuille.
3. Jean Richard.

**XXVII. MÔTIERS.**

1. Calame père.
2. Guillaume Dubied.

**XXVIII. FLEURIER.**

1. L. Bovet-Clerc.
2. Ch. Guillaume.
3. Jeanrenaud-Besson.

**XXIX. BUTTES.**

1. Frédéric Leuba.
2. Henri-Ami Leuba-Fatton.

**XXX. VERRIÈRES.**

1. Gustave-Henri Lambelet.
2. Fritz Lambelet.

**XXXI. CÔTE-AUX-FÉES.**

1. Grandpierre fils, Louis.
2. Calame fils.

**XXXII. BAYARDS.**

1. Alphonse Rosselet.

**XXXIII. LIGNIÈRES.**

1. Constant Chiffelle.

**XXXIV. CORNAUX.**

1. Jâmes-François Clottu.

**XXXV. SAINT-BLAISE.**

1. Charles-Gustave Heinzely.

**XXXVI. CHÉZARD ET SAINT-MARTIN.**

1. Paul Morthier.

**XXXVII. GORGIER.**

1. François Benoit.



XXXVIII. SAINT-AUBIN.

1. Auguste Rougemont.

XXXIX. VAUMARCUS.

1. J.-F. Porret.

XL. VALANGIN.

1. Charles-Frédéric Girardbille.

XLI. FENIN.

1. Eugène Favre, avocat.

XLII. NEUCHÂTEL.

*Collège militaire du Château.*

1. Courant, colonel.

XLIII. BROU-DESSUS, MARTEI, JORATEI, MOSSA, RONDEL.

1. Henri-François Duvanel.

---

*AVIS. Le soussigné, chargé spécialement de la rédaction et de la publication des BULLETINS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, prie MM. les Députés qui tiendraient à ce que leurs votes écrits figurassent dans le compte-rendu des séances, de bien vouloir les lui transmettre autant que possible le jour même où ils auront été émis.*

*Neuchâtel, le 6 avril 1848.*

GONZALVE PETITPIERRE,

*l'un des secrétaires de l'Assemblée constituante.*

---



**BULLETIN OFFICIEL**

**DES DÉLIBÉRATIONS  
DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, à l'office des postes et au bureau d'avis ; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

**ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE**

de la  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

Le gouvernement provisoire a rendu l'arrêté suivant :

L'assemblée constituante est convoquée pour le mercredi 5 avril courant.

Elle se réunira dans la grande salle du château de Neuchâtel, à neuf heures du matin.

Messieurs les représentants seront invités par lettres closes.

Donné au château de Neuchâtel, le 30 mars 1848.

*Le président du gouvernement provisoire : PIAGET.*

*Le chancelier-adjoint fonctionnant comme secrétaire : LEUBA.*

La séance est publique ; nul ne sera admis dans la salle sans être muni d'une carte.



## PREMIÈRE SÉANCE

MERCREDI 5 AVRIL 1848.

MM. les députés à l'assemblée constituante se trouvant réunis à 9 heures du matin dans la grande salle du château, pavoisée de deux bannières aux couleurs fédérales, sont invités par M. le président du gouvernement provisoire à assister à un service religieux. Ils se rendent en conséquence en cortège, au bruit du canon et au milieu d'une haie de miliciens qui leur rendent les honneurs militaires, dans l'église collégiale, d'où, après avoir entendu un sermou de circonstance prêché par M. Krieger, pasteur à Neuveville, ils regagnent, avec le même cérémonial, le lieu de leurs séances.

M. le président du gouvernement provisoire fait procéder à l'appel nominal, qui constate la présence de 85 membres.

Sont absents :

MM. *Aimé Bourquin*, *d'Yvernois*, *Guilluame Dubied* et *Fréd. Girard*.

Sur l'invitation de M. le président du gouvernement provisoire, M. *Théodore Calame*, député de Môtiers, prend le fauteuil de la présidence comme doyen d'âge. Les plus jeunes membres de l'assemblée, MM. *Paul Morthier*, *Florian Landry* et *Ariste Lesquereux*, remplissent provisoirement les fonctions de secrétaires.

Il est fait lecture d'un rapport du gouvernement provisoire sur les opérations électorales. Ce rapport est ainsi conçu :



« Le gouvernement provisoire a examiné avec soin les procès-verbaux des élections des représentants à l'assemblée constituante, et, à peu d'exceptions près, il s'est convaincu que partout ces élections s'étaient faites régulièrement.

» Aucune protestation quelconque n'a eu lieu contre les opérations des collèges électoraux.

» En conséquence, et sans s'arrêter à quelques légères informalités commises dans quelques arrondissements, où l'on a omis de constater l'âge précis des députés, après avoir toutefois reconnu d'une manière générale que ces députés réunissaient comme candidats toutes les conditions exigées par le décret du gouvernement provisoire du 7 mars dernier, le gouvernement, après avoir constaté de son côté que les députés dont il s'agit avaient l'âge requis, n'hésite pas à proposer l'admission immédiate à la constituante de tous les députés élus.

Messieurs les représentants à l'assemblée constituante ont d'ailleurs pu voir par l'article 8 du décret du gouvernement, mentionné plus haut, qu'en dérogation à l'ordre de choses ancien, mais par une conséquence naturelle de l'admission à la votation dans les collèges électoraux de ceux de nos concitoyens résidant hors du canton, et aussi pour ne pas priver le pays, dans une circonstance aussi grave, du concours de tous les Neuchâtelois qui, par leurs lumières et leur expérience, pourraient rendre de bons services à la république, le gouvernement provisoire avait laissé aux collèges électoraux la liberté de choisir leurs représentants hors du canton. Cette innovation sur laquelle la constitution pourra revenir, si elle le juge convenable, lorsqu'il s'agira de la constitution du grand-conseil, n'a eu, comme on peut s'en convaincre, qu'un résultat avantageux; les trois représentants élus par suite de cette disposition ne pourront que rendre de bons services à la patrie neuchâteloise dans laquelle ils sont décidés à se fixer désormais, à mesure que les institutions républicaines s'y consolideront de plus en plus.

» En conséquence, le gouvernement provisoire propose à la



constituante d'admettre tous les députés élus à prendre part à ses travaux. »

Ce rapport est approuvé sans observations.

On procède à l'élection d'un président définitif et de deux vice-présidents.

Le nombre des bulletins délivrés est de 83. Trois sont annulés pour vice de forme. Le nombre des votants est donc de 82; majorité absolue : 42.

M. *Jeanrenaud-Besson*, député de Fleurier, membre du gouvernement provisoire, est élu président au premier scrutin, par 75 suffrages.

MM. *Brandt-Stauffer*, député de la Chaux-de-Fonds, membre du gouvernement provisoire, et M. *Fréd. Verdan*, député de Boudry, sont élus vice-présidents, également au premier scrutin, le premier par 68 suffrages, le second par 53.

Sont nommés secrétaires définitifs :

M. *Aimé Humbert*, député de la Chaux-de-Fonds, secrétaire du gouvernement provisoire, au premier scrutin, par 81 voix sur 84 votans.

M. *Gonzalve Petitpierre*, député de Couvet, également au premier scrutin, par 79 voix.

M. *Auguste Lambelet*, député du Locle, au second scrutin, par 57 voix.

Avant de descendre du fauteuil de la présidence, M. *Calame père*, président provisoire, adresse à l'assemblée l'allocation suivante :

« Messieurs les députés !

« C'est une grande, une imposante solennité que celle de ce jour. Une assemblée nationale constituante à Neuchâtel est un



de ces événemens que la Providence permet à de rares époques pour apprendre aux peuples qu'ils ne doivent jamais désespérer de leur cause, et une leçon terrible aux grands de ce monde, de la fragilité de leur pouvoir, lorsqu'il n'a pas pour base la justice et pour résultat le bonheur des peuples qui leur sont confiés.

» Les fautes sans nombre commises par le gouvernement déchû, avaient mis notre pays sur le bord de l'abîme ; notre heureuse révolution le sauve d'une ruine inévitable.

» Nous sommes appelés, chers concitoyens, à doter notre jeune république d'une constitution en harmonie avec les lumières et les besoins de l'époque, d'une constitution qui sera le fondement du nouvel édifice social qui va s'élever sur les ruines de la féodalité, de l'aristocratie, de l'arbitraire. Plus de prérogatives de rang, de naissance, de fortune, plus de castes, de corporations privilégiées. *Tout pour le peuple et par le peuple* : telle doit être notre devise, la règle de notre conduite, le sujet de nos délibérations. Veuille le Dieu qui préside aux destinées des peuples, nous inspirer, nous guider dans l'œuvre sainte que nous avons à accomplir ! »

Après l'installation des membres du bureau définitif, M. Jeanrenaud-Besson, président, ouvre la session par le discours suivant :

Messieurs les représentans, très chers concitoyens !

Mon premier besoin, en prenant possession de ce siège auquel vous venez de me faire l'honneur de m'appeler, est de vous exprimer ma vive reconnaissance pour cette preuve éclatante de votre confiance. C'est la plus belle récompense d'une vie de combats pour la belle et noble cause qui vient de triompher.

Je sens toutefois, messieurs, que je suis au-dessous de la tâche que vous m'imposez, mais je compte sur votre indulgence et votre loyal concours....



C'est un beau et majestueux spectacle que celui auquel il nous est donné d'assister en ce jour, où le peuple neuchâtelois, après avoir bravement reconquis son indépendance et sa liberté, est appelé pour la première fois à exercer le premier des attributs de la souveraineté, celui de se constituer comme il lui plaît, de régler lui-même ses propres affaires.

Quel est celui d'entre nous, quel est le Neuchâtelois digne de ce nom dont le cœur ne soit profondément ému à ce spectacle, et qui n'éprouve le besoin de rendre grâce à Dieu de cette glorieuse émancipation (rêve chéri de toute notre existence), de s'inspirer de son esprit, de s'appuyer de son secours dans l'œuvre de régénération qui nous est confiée ?

Certes, messieurs, ne nous le dissimulons pas ; cette œuvre est grande et d'autant plus difficile, qu'elle se complique en ce moment d'une crise financière et sociale inouïe jusqu'à ce jour dans notre vieille Europe. Nous n'avons pas seulement, comme nos voisins et confédérés, à modifier plus ou moins des institutions déjà enracinées dans notre sol, mais tout à créer en quelque sorte pour consolider notre jeune république et fonder sur de solides bases le règne des lois et de la liberté.

Cependant nous ne nous laisserons pas décourager par des obstacles qui, après tout, sont loin d'être insurmontables pour des républicains au cœur ferme ; mais nous appuyant sur cette maxime du sage : *qui veut durer doit s'établir dans le simple et le vrai*, nous marcherons avec persévérance et prudence vers le but qui nous est assigné, sans prétendre doter notre pays d'institutions parfaites, théoriquement parlant, mais d'institutions qui soient en harmonie avec nos mœurs, avec les habitudes et les besoins réels de nos populations, et qui soient surtout praticables, laissant au temps et à nos successeurs le soin de perfectionner notre œuvre. Nous ne perdrons pas de vue que la principale cause des convulsions qui agitent la société, c'est l'aveuglement et l'obstination du pouvoir à suivre une route contraire aux vrais besoins et aux sympathies du peuple, et que chez nous en particulier la révolution s'est opérée au cri de *Vive la*



*Suisse ! uni à celui de Vive la république !* et ces enseignemens ne seront pas perdus pour nous.

Comme républicains franchement libéraux et forts de nos principes, nous devons regretter que, par suite de scrupules dont en d'autres temps et lorsqu'il s'agissait seulement de passer du joug d'un monarque sous celui d'un autre monarque ils avaient fait bon marché, les partisans du pouvoir déchu ne soient pas directement représentés dans cette assemblée nationale, et continuent, pour la plupart, à boudier notre belle révolution.

Espérons que le moment n'est pas éloigné où les hommes honnêtes de ce parti, dans le cœur desquels la patrie doit aussi avoir une bonne place, ouvriront enfin les yeux et consentiront à serrer la main que nous leurs tendons, et à sacrifier avec nous tout ressentiment sur l'autel de la patrie ! qu'il en sera de notre petite république comme de ces familles où l'inexplicable force du sang rallie incessamment, en dépit de mille causes de désharmonie et de dispersion !

Espérons surtout que, grâce à la vigilance, à la sagesse et à la fermeté des autorités républicaines, et il faut le dire aussi hautement, à la sagesse dont le peuple et en particulier le parti républicain a fait généralement preuve en ces derniers temps, le berceau de notre indépendance ne sera souillé par aucun excès !

En appelant la bénédiction du Très-Haut sur cette assemblée et sur nos délibérations, je déclare ouverte la session de la constituante nationale, et j'invite M. le président du gouvernement provisoire à faire à l'assemblée toutes les communications qu'il jugera convenables.

Il est fait lecture du projet de règlement organique pour l'assemblée constituante. Ce projet, élaboré par le gouvernement provisoire, est de la teneur suivante :



## DISPOSITIONS GÉNÉRALES, INSTALLATION ET FONCTIONS DU BUREAU.

### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le gouvernement provisoire convoque l'assemblée constituante, examine les procès-verbaux des élections, vérifie l'identité des députés, appelle à la présidence provisoire de l'assemblée le membre le plus âgé et au bureau provisoire trois secrétaires choisis parmi les plus jeunes députés.

### ART. 2.

Ces préliminaires mis en règle, la constituante procède à l'élection de son bureau définitif, lequel devra se composer d'un président, de deux vice-présidents et de trois secrétaires.

### ART. 3.

Ces élections se feront au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages : A cet effet, chaque député inscrira d'abord trois noms sur son bulletin, pour les candidats à la présidence et à la vice-présidence ; le député qui aura réuni le plus de voix en sus de la majorité absolue sera proclamé président ; les deux députés qui en auront réuni le plus après lui seront proclamés vice-présidents.

L'élection des trois secrétaires aura lieu ensuite de la même manière.

### ART. 4.

Ces élections terminées, le bureau provisoire cède sa place au bureau définitif, et le président, après avoir déclaré ouverte la session de la constituante nationale de la république, invitera le gouvernement provisoire, dont le président aura son siège à côté de celui du président de la constituante, à faire à l'assemblée les communications et propositions qu'il jugera convenables.



ART. 5.

Au président de l'assemblée constituante appartient la police de la salle et la direction des délibérations. Il n'agit que comme organe de l'assemblée et pour faire exécuter le règlement. Il veille spécialement à ce que l'ordre et la décence règnent dans les délibérations, et, sans tolérer la licence, il doit avoir soin que la liberté soit pleinement assurée et respectée.

ART. 6.

Si le président veut user de son droit comme membre de l'assemblée, pour délibérer, il doit quitter son siège et se faire remplacer pendant ce temps-là par l'un des vice-présidents. Il ne votera que dans le cas où les voix seraient également partagées.

ART. 7.

Les secrétaires rédigeront le procès-verbal des séances, qui devra contenir en substance les divers incidents qui mériteront d'être notés, l'énoncé de propositions, leur issue et le nombre des votants de part et d'autre, lorsqu'ils auront été comptés.

ART. 8.

Au début de chaque séance, le procès-verbal de la séance précédente sera lu à l'assemblée et soumis à son approbation, puis publié par la voie de l'impression.

ART. 9.

Pour chaque séance, le bureau placera dans la salle un tableau indiquant l'ordre du jour.

## ORDRE ET MODE DES DÉLIBÉRATIONS.

ART. 10.

Toutes les propositions particulières des députés et toutes les pétitions adressées à la constituante, seront indiquées à l'assemblée vingt-quatre heures au moins avant qu'elles puissent



devenir l'objet d'une délibération. La communication de ces propositions et pétitions sera faite au début de chaque séance, après l'adoption du procès-verbal de la séance précédente.

ART. 11.

Avant toute autre délibération, l'assemblée devra toujours statuer sur les procès-verbaux des nouvelles élections : dans le cas où ces élections seraient entachées d'illégalités, suspendues ou cassées, les sièges contestés demeureront vacants, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu régulièrement.

ART. 12.

Ces préliminaires mis en règle, la constituante délibère d'abord sur les objets qui lui sont proposés de la part du gouvernement provisoire, ensuite sur les adresses et pétitions, et enfin, sur les propositions individuelles et qui rentrent dans le cadre des objets soumis à la constitution. Néanmoins si le cas l'exige, il dépend de la majorité de l'assemblée que cet ordre soit interverti.

ART. 13.

Sur tout objet soumis à la discussion de la constituante, il y aura d'abord un débat libre, puis une délibération générale, par appel nominal. Après le premier débat, le président pourra, selon le cas, consulter l'assemblée par assis et levé pour savoir si elle veut passer à la délibération générale ou si elle préfère voter immédiatement sur l'objet en discussion.

ART. 14.

Pour tout objet de délibération qui renferme plus d'un article, il y aura d'abord une délibération sur l'objet en général et ensuite une délibération séparée sur chaque article. Les articles étant épuisés ainsi que les amendements proposés, l'assemblée se prononcera par assis et levé sur l'ensemble de l'objet.

ART. 15.

Les députés opineront assis. Un opinant ne pourra reprendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président.



ART. 16.

On n'adresse la parole qu'au président et à l'assemblée.

ART. 17.

Toute imputation de mauvaise intention sera réputée une violation de l'ordre.

DES AMENDEMENTS.

ART. 18.

Les amendements proposés sur les objets soumis à la délibération de la constituante et qui seront appuyés par cinq députés, seront inscrits sur-le-champ par les secrétaires, puis lus à l'assemblée qui en délibérera suivant les règles ci-après.

ART. 19.

Les sous-amendements seront mis aux voix avant les amendements, et ceux-ci avant la proposition principale.

ART. 20.

Le président proposera l'ordre dans lequel les amendements devront être présentés. S'il y a réclamation, l'assemblée décidera de la priorité à leur accorder.

DES COMMISSIONS.

ART. 21.

Si, sur un objet quelconque, le tiers des votants en demande le renvoi à l'examen préalable d'une commission, cette commission doit être nommée. Sur son rapport, il s'établira un débat libre à la suite duquel l'assemblée sera appelée à statuer définitivement.

ART. 22.

Lorsqu'il s'agira de nommer une commission, le président désignera d'abord autant de candidats que de commissaires à



nommer, et il invitera ensuite les membres de l'assemblée à en indiquer d'autres. Toute adjonction proposée par un député, si elle est appuyée de trois suffrages, sera admise. La liste de présentation ainsi formée, un des secrétaires répétera successivement les noms des candidats. Chaque député les inscrira sur une carte et tracera ensuite ceux des candidats qu'il veut écarter en ne laissant subsister qu'autant de noms qu'il y a de commissaires à élire. Si l'assemblée le juge convenable, elle peut aussi nommer la commission par assis et levé, sur la présentation du président.

ART. 23.

Les commissions seront ordinairement composées de sept membres. La personne qui aura obtenu le plus de suffrages réunira la première fois la commission, laquelle alors choisira elle-même son président.

ART. 24.

Les commissions chargées de l'examen d'une question devront s'en occuper sans délai et faire leur rapport aussitôt que possible à l'assemblée.

## DES PROPOSITIONS INDIVIDUELLES

### ET DE LA VOTATION.

ART. 25.

Tout membre de l'assemblée constituante qui veut faire une proposition est tenu de la rédiger par écrit et de la présenter textuellement à l'assemblée. Si elle est appuyée par cinq députés, elle sera inscrite au procès-verbal et mise en délibération, selon que le portent les articles 13 et 14 du présent règlement.

ART. 26.

Pour que l'assemblée constituante puisse voter définitivement sur un objet quelconque, la présence des  $\frac{2}{3}$  au moins de la totalité des membres dont elle se compose est nécessaire.



Les résolutions seront prises à la majorité absolue des membres présents.

**POLICE.**

**ART. 27.**

Les séances de l'assemblée constituante seront publiques.

**ART. 28.**

Pour être admis dans la salle des séances, il faudra être muni d'une carte d'entrée.

Le nombre des cartes distribuées sera proportionné au local. La totalité de ces cartes sera remise à tour de rôle aux députés.

**ART. 29.**

Tout signe d'approbation et de désapprobation est interdit aux assistants. Il sera facultatif à l'assemblée de faire sortir de la salle, soit spécialement les personnes qui auront troublé l'ordre, soit tous les assistants, selon les cas.

**ART. 30.**

Si quelque membre de l'assemblée troublait la délibération, le président pourra le rappeler à l'ordre.

**ART. 31.**

Les députés à l'assemblée constituante sont inviolables quant aux opinions qu'ils pourraient émettre dans l'assemblée, mais si l'un d'eux, durant la séance, avait tenu quelque discours ou fait quelque acte que l'assemblée jugeât répréhensible, elle pourra passer un arrêté de censure contre lui, et décider si cet arrêté sera ou non inscrit au procès-verbal. L'assemblée pourra même, selon la gravité du cas, prononcer la déchéance du député à la majorité des  $\frac{2}{3}$  au moins de la totalité des membres de la constituante.

**ART. 32.**

Tous les citoyens faisant partie de l'assemblée constituante recevront de l'Etat une allocation de quatre francs de France par journée de présence aux séances, à titre d'indemnité.



Ce projet est adopté sans discussion.

M. le président du gouvernement provisoire fait lecture, au nom de cette autorité, du rapport suivant sur les principaux actes de son administration :

Messieurs !

Si le premier devoir d'un gouvernement républicain est de rendre compte de son administration au peuple qui l'a choisi, ce devoir est plus impérieux encore pour un gouvernement provisoire, dont les actes, intimément liés à la révolution même, ont besoin comme elle de recevoir la sanction du pays légalement représenté par ses mandataires. Cette sanction produira un double résultat pour l'affermissement de la jeune république, car en donnant une sorte de consécration au passé, elle préparera l'avenir et prêterà au gouvernement la nouvelle énergie dont il doit faire preuve jusqu'au moment où vos travaux auront solidement fondé l'ère de la liberté. Quand cet instant désiré sera venu, messieurs, les membres de votre gouvernement provisoire remettront avec joie le pouvoir aux mains du peuple, désormais le seul souverain, heureux de partager avec vous l'honneur d'avoir attaché leurs noms à l'œuvre glorieuse de l'émancipation du pays.

Nous n'essayerons point de vous retracer le tableau des événements qui viennent de s'accomplir avec une si merveilleuse rapidité : tous acteurs ou témoins, qu'aurions-nous à nous apprendre ? D'ailleurs notre révolution appartient déjà à l'histoire, c'est à elle à raconter. Nous ne vous ferons pas davantage assister à l'agonie du pouvoir déchu ; ce pouvoir usé, miné par ses propres œuvres et par ses propres excès, inintelligent de l'avenir, s'est affaissé sans bruit sur lui-même quand le doigt du peuple a détruit l'équilibre factice qui le soutenait encore debout. Il est tombé, laissant peut-être dans une égale surprise et ceux qui, séduits par de trompeuses apparences, le jugeaient



impérissable, et ceux qui, sans croire à sa durée, l'estimaient pourtant moins près de sa ruine.

Notre révolution, messieurs, a présenté deux caractères qu'il n'est pas sans intérêt de signaler, parce qu'ils sont un gage de sécurité pour l'avenir. Le premier de ces deux caractères est la spontanéité de l'élan national, qui s'est pour ainsi dire manifesté sur tous les points du pays à la fois : à peine la république française avait-elle été proclamée que la république neuchâteloise existait déjà, quoique son étendard ne fût point encore arboré. L'esprit d'ordre et de modération forme le second caractère de cette singulière révolution, qui s'est opérée sans combat, et que nul excès, nul acte de vengeance n'ont souillée. Oubliant leurs affections et leurs intérêts privés pour ne songer qu'à la patrie, oubliant surtout les persécutions qu'ils avaient subies, nos braves patriotes, nobles et généreux enfants du pays, Neuchâtelois et Suisses, n'ont vu autour d'eux que des frères. Honneur à eux, messieurs ! quand un peuple, les armes à la main, sait unir le calme à la force, il est vraiment digne de la liberté et saura la conserver après l'avoir conquise.

Tout gouvernement, issu d'une révolution, emprunte toujours, s'il est fidèle à son origine, une partie de son caractère, et un mouvement populaire si remarquable par l'ordre et la dignité devait donner au gouvernement provisoire la modération pour guide. Pour s'affermir dans la position où il était placé, en présence des débris d'une féodalité séculaire et des vœux d'une démocratie naissante, le gouvernement devait prendre autant de soin de ne point faire sans nécessité de nouvelles ruines, que de se montrer inébranlable dans son énergie, quand cette énergie était requise par les circonstances ; il devait songer à ne point se hâter de détruire avant d'avoir amassé et façonné les matériaux des constructions nouvelles. Telle est, messieurs, la marche politique que nous nous sommes tracée et que nous avons suivie sans en dévier, quoique des esprits un peu ardents aient pu la qualifier de timide, oubliant peut-être que la prudence n'est pas de la timidité. C'est cette politique



qui, après le zèle et la persévérance infatigables des patriotes, a consolidé notre jeune république et lui a permis de surmonter en partie le plus étrange obstacle qu'ait jamais rencontré un gouvernement naissant, obstacle devant lequel la république se fût brisée peut-être, si elle n'eût été appuyée sur un peuple connaissant ses droits et résolu à les conserver à tout prix.

Le système déchu, messieurs, avait son principe politique à Berlin, et c'est à peu près, avec une dette considérable, tout ce qu'il avait de commun avec la monarchie; en réalité, le gouvernement de Neuchâtel était une aristocratie ou oligarchie féodale, dont les bras s'étendaient sur tout le pays et le régissaient par des agents subalternes. Ces agents eux-mêmes s'envisageaient non comme les hommes du pays, mais comme les serviteurs du prince ou plutôt de ceux qui s'abritaient sous le manteau royal. La confusion de tous les pouvoirs en les mêmes mains servait merveilleusement ce système, qui devait rendre pénible et difficile l'avènement brusque et instantané de la démocratie, en lui retirant les instruments nécessaires pour fonctionner, avant qu'elle ait pu en créer de nouveaux appropriés à son usage. Ordinairement les embarras d'un gouvernement révolutionnaire prennent leur source dans les questions politiques ou financières du moment; il était réservé au petit pays de Neuchâtel de donner l'exemple inouï du plus grand acte d'incivisme qui jamais ait été commis, celui d'une administration toute entière y compris la magistrature, opérant en masse sa retraite dans un intérêt de caste et de dynastie, au risque de livrer le pays aux horreurs de la plus affreuse anarchie et de causer sa ruine peut-être! Tel est, messieurs, le projet que le système déchu avait conçu, qu'il n'a pas craint d'exécuter, et dont il a tenté d'opposer les conséquences à la marche de la révolution républicaine.

Heureusement, messieurs, ce complot a échoué devant le zèle à l'épreuve des patriotes. Des comités établis sur tous les points du territoire et centralisés par des commissariats ont fourni sur-le-champ au gouvernement provisoire une adminis-



ration énergique, vigilante, prenant ses ressources dans son propre sein et suffisant à tous les besoins. Jamais peut-être l'ordre public n'a été plus respecté. L'administration judiciaire seule a souffert et souffre encore, parce que dans ce service spécial les fonctionnaires sont moins faciles à improviser ; mais bientôt, nous l'espérons, cette importante branche de l'administration du pays sera partout rétablie. Que tous les citoyens sachent seulement quels sont les véritables auteurs de l'interruption du cours des affaires ; qu'ils sachent bien que cette interruption est un des derniers legs de l'esprit féodal et monarchique ; qu'ils se souviennent, quand le moment de se souvenir sera venu ! Avec le concours de cette puissante assemblée, avec celui de quelques juges bons citoyens qui ont mis le salut de leur pays au premier rang de leurs devoirs, avec l'aide d'hommes consciencieux et éclairés qui ont offert leurs services à la république, le mal sera bientôt réparé. Elle sortira victorieuse de cette épreuve et en tirera cette grande et utile leçon, si importante dans une démocratie, c'est qu'il n'y a point d'hommes indispensables, point d'hommes qui ne puissent être remplacés dans un pays où règnera un véritable patriotisme.

Tous les services publics ont été entravés par le même obstacle ; partout il a fallu chercher d'abord un fil pour se conduire au milieu du labyrinthe d'une administration compliquée et confuse ; partout il a fallu se livrer à des travaux d'organisation, créer les éléments nécessaires, chercher des hommes de bonne volonté pour les mettre en œuvre, pourvoir en même temps à l'expédition des affaires urgentes : voilà sous quelles conditions votre gouvernement provisoire a été appelé à fonctionner. On a cru le rebuter et le contraindre à l'inaction, on a seulement ralenti sa marche. Mais vous comprendrez aussi, messieurs, qu'au milieu des préoccupations politiques du moment et avec de pareilles entraves, il eût été matériellement impossible de vous présenter un tableau de situation de chaque département. Les finances et le militaire, ces deux services si essentiels pour notre organisation intérieure et nos relations



fédérales, ont d'abord arrêté toute notre attention; c'est sur ces deux points, et sur le premier surtout, que les travaux spéciaux ont été dirigés, car sans la connaissance exacte de notre situation financière, il serait évidemment impossible d'organiser aucun service et d'arriver à l'établissement d'un système général.

Les plus grandes difficultés se sont présentées, messieurs, pour trouver la clef d'une comptabilité qui n'a point de centre commun et dont le bilan ne paraît pas avoir été jamais fait. Les éléments nécessaires n'ont pu être encore réunis au complet, et malgré le concours des hommes spéciaux les plus capables, malgré leur travail opiniâtre, le département des finances a pu seulement parvenir à constater l'étendue et la nature des créances passives composant la dette de l'état, sans pouvoir cependant affirmer qu'il n'existe pas d'autres dettes encore inconnues, parce que la méthode de comptabilité admise par l'ancien gouvernement ne fournit aucun moyen de contrôle.

De ce premier et important travail, il résulte :

1° Que la dette publique de Neuchâtel ascendait  
au 31 décembre 1846 à . . . . . L. 958,556<sup>»</sup>5'

2° Qu'elle a été augmentée du 31 décembre  
1846 au 1<sup>er</sup> mars 1848 de . . . . . » 541,537<sup>»</sup>-

et qu'ainsi la dette générale ascende à . . . NL 1,479,892<sup>»</sup>5'

Il résulte encore du dépouillement des écritures que la trésorerie du roi doit, au 31 décembre 1847, le solde du fonds capital formé pour subvenir aux frais fédéraux et montant à cette époque à L. 64,226<sup>»</sup>5'.

Enfin, si l'on compare le chiffre de la dette publique, telle que ce chiffre a été indiqué en juin 1847 pour l'exercice de 1846 au corps législatif, avec le chiffre donné par le dépouillement des billets et reconnaissances existantes à la même époque, on trouve que la dette publique s'élevait à L. 958,556<sup>»</sup>5' et non à . . . . . » 242,668<sup>»</sup>6' comme l'indique la communication du gouvernement.

D'où il résulte qu'un sommaire de . . . . L. 695,667<sup>»</sup>18'



de dettes n'avait point été signalé, quoique cependant ces dettes fussent déjà créées à cette époque.

Quant aux valeurs actives de l'état, elles consistent en domaines et en forêts, en une créance de L. 21,248 pour avances dues par le département de Berlin, et un solde en caisse de quelques mille livres, soit en chiffres . . . . L. 12,855,43, mais qu'on ne peut exactement évaluer en écus, attendu qu'une partie de ce solde pourrait se trouver compromis par les affaires de la maison Perret.

En partant du point de vue où il était placé, des bases de son administration et de la nature des recettes et dépenses, il est évident, messieurs, que l'ancien gouvernement marchait à une impasse, et qu'avant peu son système financier devenait incapable de fonctionner.

Sans être aussi sombre, l'avenir n'est cependant pas sans embarras pour nous, car il n'est pas facile, en présence de la crise financière qui pèse sur l'Europe, de déterminer avec exactitude comment on pourra faire face aux besoins des services; les domaines de l'état ont certainement une valeur relative très propre à rassurer sur l'avenir. On comprend qu'arrivés à l'état normal, un bon système de finances pourra nous sortir aisément de la gêne où nous allons nous trouver; mais il ne suffit point de regarder l'avenir, il faut avant tout voir le présent, et vous trouverez comme nous que la monarchie nous a laissé un héritage dont la liquidation présentera plus d'une difficulté.

Quant aux divers services du département des finances, ceux dont les chefs n'ont point trouvé convenable de continuer leurs fonctions ont été repourvus. La régie des sels, sous la direction de M. Humbert, s'est mise en mesure de fournir sans interruption l'approvisionnement du pays. En un mot, le gouvernement provisoire a fait tout ce que les circonstances permettaient de faire pour assurer les services dépendant du département des finances.

L'organisation militaire a été également l'objet des soins du gouvernement. En présence des événements européens,



la sûreté de l'état et nos relations fédérales exigent impérieusement que cette organisation soit aussi prompte et aussi complète que possible. Malheureusement, messieurs, le gouvernement déchu a laissé presque tout à faire dans cette partie, et il eût probablement éprouvé un grand embarras si sa politique antinationale ne l'eût empêché de mettre ses contingents sur pied il y a quelques mois. En tout cas aujourd'hui, la mise sur pied serait impossible à côté du vuide laissé dans l'arsenal par les dilapidations de ces derniers temps. Après avoir coûté plus de L. 80,000 pour un service de parade inutile, la garde soldée a été autorisée à piller l'état qu'elle n'avait pu défendre, et a enlevé pour plus de L. 46,000 d'armes et d'équipements militaires. Une enquête a été dressée pour constater cette dilapidation effrontée : elle sera soumise en temps et lieu à qui de droit, et, nous l'espérons bien, justice sera faite des coupables.

Mais, en attendant, le département militaire est en souffrance ; les circonstances pressent ; les magasins doivent être repourvus dans le plus bref délai, car si nous avons voulu être Suisses, nous devons aussi vouloir remplir les obligations que ce titre nous impose. Il n'appartenait point au gouvernement provisoire d'autoriser ces importantes dépenses : un projet d'urgence vous sera présenté, car en présence des événements et de l'état de l'arsenal, il n'y a pas à hésiter. L'on ne peut, sans inconvénient, attendre, pour y pourvoir, le moment où le pays sera définitivement constitué. Si vous lui en fournissez les moyens, le département militaire, puissamment secondé par les chefs habiles, dévoués et énergiques dont il s'est assuré le concours, pourra bientôt offrir à la Suisse des bataillons dignes de marcher avec leurs frères d'armes quand la commune patrie réclamera leurs bras. Vous vous occuperez avec intérêt, messieurs, de cet important service lorsque vos travaux législatifs seront terminés.

En ce qui touche les autres parties de l'administration intérieure du pays, nous avons peu de communications à vous faire, messieurs. Il a été pourvu à l'entretien des routes ; on s'est entendu pour faire représenter l'état de Neuchâtel à la conférence



du dessèchement des marais du Seeland. Les mesures hygiéniques relatives à l'état du bétail dans les cantons voisins ont été rigoureusement prises; partout la police a été administrée avec promptitude et vigilance. L'ordre judiciaire se réorganise peu à peu, et déjà l'une des localités les plus importantes, la Chaux-de-Fonds, a sa cour de justice; celle de Boudry est prête à fonctionner. En un mot, nous sommes heureux de pouvoir le dire, si le concours des bons citoyens ne nous manque pas, nous passerons sans trop de secousses de l'état transitoire à un état définitif qui réalisera les vœux depuis si long-temps formés par tous les patriotes du pays. Votre gouvernement provisoire avait pour mission, sous le point de vue administratif, de maintenir l'ordre, de faire respecter les propriétés et les personnes, d'étudier l'organisation ancienne et de préparer les voies et les éléments de la nouvelle, de pourvoir aux mesures d'urgence; il a rempli cette mission, imparfaitement sans doute, mais autant qu'il le pouvait pendant un aussi court espace de temps et au milieu des agitations politiques; c'est à vous, messieurs, à apprécier ses travaux et à le diriger pour l'avenir.

Sous le point de vue politique, messieurs, nous n'avons à vous entretenir que de nos relations fédérales, qui, dès le premier avènement de notre ère républicaine, ont été telles que vous deviez les espérer. Le haut vorort nous a accueillis avec bienveillance comme des amis que l'on attend depuis long-temps. Il ne nous a laissé désirer ni son appui moral, ni son appui matériel. Il n'a point hésité à reconnaître, conformément à ses doctrines, que tout canton suisse avait le droit de se constituer comme il l'entendait, moyennant que cette constitution fût réellement l'expression du vœu national. Il n'a pas hésité davantage à nous accorder l'assistance fédérale, que nous avons cru devoir lui demander dans une pensée d'ordre, dans le but de prévenir tout conflit possible, toute inutile effusion de sang. Les conseils sages et modérés de ses commissaires, d'accord avec nos propres sentiments, nous ont confirmés dans la voie prudente que nous avions choisie et que nous nous félicitons d'avoir suivie.



En quittant notre pays, qu'ils ont parcouru d'un bout à l'autre, ils ont pu juger, par l'accueil fraternel qu'ils ont reçu partout, du caractère vraiment national de notre révolution; ils auront pu dire à nos confédérés que le drapeau fédéral qui brille sur le sommet de nos édifices flotte enfin sur une patrie suisse.

Nous ajouterons, messieurs, que la grande majorité des cantons nous a donné les témoignages les moins équivoques de sympathie, et que nos relations sont régulièrement établies avec eux.

Pour compléter son rapport, le gouvernement doit vous rendre compte de trois actes graves de sa politique intérieure, tous intimement liés à notre révolution, dont ils étaient à-peu-près une conséquence inévitable dans les circonstances critiques où se trouvait le pays : nous voulons parler de l'arrestation et de la détention des membres de l'ancien conseil d'état, de la suspension de la liberté de la presse, et enfin de l'intervention du gouvernement dans le conflit qui fut sur le point de s'élever entre l'administration de la ville et les bourgeois.

Vous n'ignorez pas, messieurs, qu'au moment où les patriotes des Montagnes étaient en marche pour venir occuper le château après la proclamation de la république dans les Montagnes, le bruit courut que le conseil d'état, décidé à n'opposer aucune résistance, avait signé son abdication. L'une de ces résolutions était en effet la conséquence nécessaire de l'autre. Aussi le gouvernement provisoire, en arrivant au château sans coup férir, ne mit-il point en doute la réalité de la démission de l'ancien conseil d'état, et considérant la demande qu'il allait faire comme une demande de pure forme, il adressa une réquisition à M. le président du conseil pour l'inviter à remettre l'abdication de ses pouvoirs. Une réponse évasive dont le sens ne fut bien compris que le lendemain, éluda cette invitation. Le lendemain, en effet, une proclamation affichée et répandue dans le pays, traitait de poignée de *factieux et de corps francs* ce peuple contre lequel on n'avait point osé se défendre. Le conseil d'état appelait à son aide, à lui qui n'avait rien fait pour s'aider lui-même,



il appelait les bataillons du vorort, de ce même vorort que naguères, dans cette enceinte, il qualifiait de faction radicale et d'organisateur du meurtre. Cet appel au vorort, dans la situation désespérée où il s'était volontairement placé, ne pouvait être sérieux de la part du conseil d'état, mais il n'en produisit pas moins une irritation très vive dans le pays, et peu s'en fallut que la guerre civile, que ce même conseil avait repoussée la veille, ne vînt à éclater. Cette conduite était évidemment une inconséquence : en se posant comme gouvernement de droit par son refus d'abdication, et comme gouvernement de fait par son appel au vorort, le conseil d'état se replaçait en état de guerre contre le gouvernement provisoire de la république et lui dictait sa conduite ; celui-ci n'hésita plus. Jusqu'alors il n'avait pas même conçu la pensée d'une arrestation. Mais après la nouvelle attitude prise par le conseil d'état, le gouvernement provisoire n'avait plus le choix des partis ; il devait faire procéder à l'arrestation des membres du pouvoir déchu, ou bien le peuple devait déposer les armes ; il n'y avait pas d'autre alternative, car les deux gouvernements ne pouvaient exister ensemble sans un conflit immédiat. Le peuple devenait menaçant ; quelques heures encore et cette révolution pacifique changeait de caractère, aussi l'arrestation fut ordonnée et exécutée avec tous les égards dûs à la position des membres du conseil. Amenés au château, la liberté leur fut encore offerte moyennant leur démission qu'ils refusèrent ; plus tard encore, cette condition leur fut, sinon directement offerte, tout au moins insinuée assez clairement, et toujours en vain.

Depuis lors, messieurs, les événements ont changé : les mouvements de Vienne, de Berlin, d'Allemagne ont changé la face de l'Europe ; nous pensions voir tomber d'elle-même la barrière qui séparait l'ancien conseil d'état de la liberté ; mais persistant dans une pensée qu'il ne nous appartient point d'apprécier, il n'a rien fait pour redevenir libre et se trouve avoir atteint le moment où cette liberté ne dépend plus de la volonté du gouvernement provisoire, mais de vous, messieurs, de vous qui



représentez la nation et qui seuls avez à statuer sur le sort des prisonniers. Vous jugerez d'abord si nous pouvions, en présence des événements que nous venons de rapporter, laisser siéger à côté du gouvernement du peuple un gouvernement du roi, vous jugerez si le repos du pays, si le sang que nous avons épargné n'est pas une large compensation à quelques jours d'arrêts forcés ; car vous le savez, la détention du conseil n'est guère autre chose qu'un arrêt militaire, dans le meilleur appartement du château, où rien ne lui manque, sinon la seule chose qu'on ne pouvait lui laisser sans danger pour le peuple, et peut-être pour lui-même, la liberté. Vous apprécierez ensuite, messieurs, si le moment est venu où l'on peut lever ces arrêts sans crainte. Quant à nous, sûrs d'avoir sauvé la cause de la révolution par cette mesure nécessaire, sûrs d'avoir épargné bien du sang versé peut-être, nous attendons avec confiance le jugement du peuple que vous représentez.

La suppression du journal le *Neuchâtelois* a été vivement critiquée, mais pour apprécier cette mesure, commandée par la nécessité, il faut connaître les circonstances dans lesquelles se trouvait placé votre gouvernement ; il ne pouvait agir autrement qu'il ne l'a fait, ainsi que nous allons aisément vous en convaincre.

Sans aucun doute, messieurs, la liberté de la presse est le premier gardien de la liberté ; nous en avons posé nous-mêmes le principe dans le projet de constitution. Mais la liberté de la presse n'est pas la licence : aussi toutes les constitutions placent-elles le remède à côté du mal ; partout la loi réprime les abus.

Or quelle était notre situation, messieurs, par le refus des tribunaux de continuer l'exercice de leurs fonctions ; à qui pouvions-nous déférer les articles incendiaires du *Neuchâtelois* ? c'est à leurs amis que les rédacteurs du journal doivent s'en prendre, si, faute de pouvoir recourir aux moyens légaux de répression, le gouvernement provisoire s'est trouvé contraint d'user de son pouvoir discrétionnaire pour mettre un terme aux prédications furieuses d'une feuille qui menaçait chaque jour



de éclater des émeutes dans certaines parties du pays, et d'attirer sur ses rédacteurs, et sur l'imprimeur lui-même, des malheurs que le gouvernement aurait hautement déplorés. La censure provisoire ou l'établissement d'une cour prévôtale et martiale, en l'absence de toute justice civile, voilà, messieurs, ce que le gouvernement avait à choisir : de deux maux il a choisi le moindre, et certes nous sommes convaincus que le journaliste lui-même n'aurait pas fait d'autre choix. Dans des momens de révolution, alors que toute action de la loi est suspendue, alors qu'une étincelle peut produire un incendie, la faiblesse dans un gouvernement provisoire est presque un crime, parce que dans de pareils momens le salut du peuple doit être la loi suprême.

L'affaire de la ville de Neuchâtel, messieurs, n'est point un acte du gouvernement ; aussi n'est-ce point de cette révolution qu'il vous doit compte, mais de son intervention comme autorité supérieure entre l'ancienne administration et les bourgeois.

Le gouvernement provisoire doit le dire, il n'a jamais eu à craindre d'attaque sérieuse et directe de la part de l'ancienne administration, du moins il aime à le penser ainsi : mais aucune commune du pays ne s'est montrée plus hostile et plus tracassière, plus éloignée de se ranger sous notre bannière, plus disposée à nous entraver de mille façons. Cependant le gouvernement provisoire, fidèle au principe qu'il avait adopté, ne s'immisçait nullement dans les affaires de la ville et fermait les yeux, par amour pour la paix, sur bien des choses dont il aurait pu lui demander compte. Toutefois, messieurs, en se posant ouvertement comme ennemie déclarée de la révolution, en accompagnant chaque acte d'obéissance à nos ordres d'une protestation, l'administration commençait à dépasser la limite où se termine l'hostilité passive pour entrer sur le terrain de l'aggression. Le gouvernement usait toujours de patience, espérant qu'enfin cette commune importante ouvrirait les yeux et comprendrait que l'état du pays, que l'intérêt de ses bourgeois eux-mêmes, exigeait d'elle une conduite mieux réfléchie : mais le gouvernement espérait en vain.



C'est alors, messieurs, que, blessés d'une marche si peu en harmonie avec leurs propres sentimens, les bourgeois prirent l'initiative; il leur semblait tout au moins, que dans ces graves circonstances, le conseil de ville aurait dû se souvenir qu'il y avait d'autres bourgeois que ceux du conseil. Ils s'assemblèrent de diverses parties du pays, au nombre de près de 400, et vinrent requérir l'administration de reconnaître la république, ou de donner sa démission. L'irritation commençait à se produire dans les masses, le conseil résistait, les bourgeois insistaient, un conflit paraissait possible et prochain. Vous pouvez aisément penser, messieurs, quels pouvaient en être les résultats pour la tranquillité de la ville et pour sa fortune peut-être. Dans cette occurrence, le gouvernement dut faire acte d'autorité et intervenir; à ses yeux, les conseillers de ville, qui ne l'avaient point reconnu comme corporation, n'étaient que des bourgeois sur le point d'en venir aux mains avec d'autres bourgeois, il ne devait aucune protection à l'administration de la ville, comme administration, mais il devait protéger ses biens et les personnes qui la composaient. En partant de ce point de vue, le gouvernement a suspendu la magistrature de ses fonctions par un arrêt motivé, qui sera mis sous vos yeux; il pourvut à la nomination d'une magistrature provisoire qui devait fonctionner, et fonctionne en effet sous la surveillance directe de deux commissaires du gouvernement. Les scellés furent au préalable apposés en présence de l'ancienne administration elle-même, et ne furent levés, toujours en sa présence, que pour procéder à l'inventaire. Depuis lors, le calme s'est rétabli, et le nouveau conseil administre dans des limites conservatoires assez restreintes, en attendant qu'une organisation régulière et définitive donne à la ville une constitution en harmonie avec celle que vous êtes appelés à élaborer.

Quant aux biens de la ville et de la bourgeoisie, messieurs, nous n'avons pas besoin de vous dire qu'ils sont sacrés à nos yeux, et qu'ils ont le même caractère à ceux de l'administration provisoire. Ce dépôt sera rendu intact à ceux qui devront le recevoir et la protection du gouvernement ne lui fera pas défaut.



En terminant, le gouvernement dira quelques mots de l'expédition militaire dirigée sur les vallées de la Sagne et des Ponts, et sur le Locle. Dans ces contrées, à la Sagne surtout, les populations avaient compris que sans donner une adhésion formelle à l'ordre nouveau, elles ne pouvaient cependant soutenir raisonnablement contre lui une lutte inutile, lutte que le pouvoir déchu n'avait pas voulu tenter lui-même. Sacrifiant leurs affections à la paix publique, elles avaient délibéré et résolu de se soumettre aux ordres du gouvernement, et tout faisait espérer que la tranquillité ne serait plus troublée par de stériles mais dangereuses manifestations.

Malheureusement, messieurs, quelques-uns de ces hommes qui n'ont pas le courage de se montrer, mais espèrent cependant les profits de troubles qu'ils excitent dans l'ombre, en se plaçant à l'abri du danger, quelques-uns de ces hommes essayèrent de susciter des réactions, dont en effet les signes extérieurs commençaient à se montrer au dehors. Des ordres exprès furent brûlés; des proclamations arrachées; des délibérations communales prises pour refuser l'obéissance. Le gouvernement ne dut plus hésiter. Il ne veut ni ne voudra jamais violenter les convictions de personne; il sait que le temps, l'action lente et sûre de la raison peuvent seuls ramener à lui des hommes attachés par habitude à une autre politique; mais il a le droit d'exiger l'obéissance passive à ses ordonnances, et l'exécution des lois. Il n'a rien réclamé de plus aux communes militairement occupées, et qui d'ailleurs l'ont été avec des ménagements de telle nature que la charge a certes été bien légère pour ces populations égarées. Certes, messieurs, appuyé comme il l'était, par le pays, le gouvernement n'avait point à craindre le succès des menées tramées contre lui: mais il se fût montré faible et coupable, s'il eût négligé de prévenir à temps de déplorables conflits.

Des otages ont été livrés pour garantie de la paix publique. Conduits au château de Travers, ils y sont traités comme des otages doivent l'être: vous déciderez, messieurs, si les circonstances permettent aujourd'hui de leur rendre la liberté.



Tels sont, messieurs, les actes les plus saillans auxquels a pris part votre gouvernement, et qu'il ne craint point de soumettre à votre appréciation; il vous a appelés, aussitôt que l'ordre a été rétabli pour permettre cet appel, à concourir à l'acte si grave auquel vous allez travailler : il vous a appelés par un décret conçu dans les plus larges proportions de liberté; il avait pris toutes les mesures pour que la liberté des élections fût partout protégée et respectée. Partout ses efforts ont été suivis de succès, partout l'ordre le plus parfait a régné comme il règne aujourd'hui dans tout le pays. Travaillons donc messieurs, travaillons avec courage à cette constitution qui doit consolider l'œuvre de la révolution.

Au nom du gouvernement provisoire,

*Le président,*  
(signé) PIAGET.

Un tour de délibération par appel nominal est ouvert sur le rapport présenté par le gouvernement.

La très grande majorité de l'assemblée, tout en exprimant sa reconnaissance pour la manière dont le gouvernement provisoire a dirigé les affaires du canton, propose de renvoyer ce rapport à l'examen d'une commission, attendu l'importance des objets qui y sont traités et des questions qu'il peut soulever. La minorité se déclare pleinement satisfaite, et ne voit pas la nécessité d'un renvoi à une commission.

Le renvoi à une commission, mis aux voix, est prononcé à une très grande majorité.

L'on décide, contre l'opinion de M. Girard, qui voudrait qu'on s'en tint au règlement, que la commission sera composée de onze membres.

Il est procédé à la nomination de la commission. Le nombre des bulletins est de 76. Trois billets sont annulés. Il reste donc 73 votants; majorité absolue : 37.



Sont élus membres de la commission :

**MM. Humbert-Droz** par 67 voix au 1<sup>er</sup> scrutin.

*Aug. Lambelet* 67 ,

*Robert-Theurer* 65 ,

*J.-Ch. Ducommun* 65 ,

*Fréd. Verdan* 64 »

*Zuberbühler* 62 ,

*Ch. Guillaume* 61 ,

*Justin Billon* 60 ,

*Ch.-Ph. Benoît* 60 ,

*Louis Grandpierre* 56 ,

*Fr.-Guil. Gaberel* 59 au 3<sup>e</sup> scrutin sur 67 votans.

M. le président annonce à l'assemblée que le tableau des comptes de l'état est déposé sur le bureau pour que tous les membres puissent en prendre connaissance.

M. *Célestin Nicolet* propose à l'assemblée de voter des remerciements aux chefs militaires, qui, par leur énergie et leur patriotisme, ont contribué si puissamment au succès de la révolution.

M. *Piaget* déclare que le gouvernement provisoire s'associe pleinement à cette proposition. Nos miliciens n'ont pas seulement contribué au succès de notre révolution, mais ils sauront aussi contribuer à maintenir les libertés que nous avons acquises.

M. le commandant *Girard* exprime sa reconnaissance pour les remerciements qui sont proposés. Il saisira cette occasion pour dire un mot sur un objet qui l'a vivement affecté. On a remarqué qu'il était resté seul assis lors de la votation qui a eu lieu sur le règlement, et il ne l'a pas fait sans motif, car il trouve que ce règlement serait susceptible d'un grand nombre de modifications. Une seule preuve, c'est que lorsqu'il veut parler, il doit rester assis. Mais ce



n'est rien encore que cette limitation de la liberté individuelle; l'orateur se sent lié par ce règlement comme par des tenailles; le règlement ne laisse aux membres de l'assemblée aucune indépendance; il nous place sous la direction du gouvernement provisoire. Or, la seule tâche du gouvernement, c'est de gouverner l'état. Je ne connais dans cette enceinte, dit l'orateur, qu'une assemblée constituante; je ne connais pas même un gouvernement provisoire siégeant comme tel dans l'assemblée constituante. Les membres du gouvernement qui siègent ici ne siègent que comme députés. Or, le règlement leur accorde une initiative dont ils peuvent abuser. Notre règlement présente d'ailleurs bien des lacunes; dans des circonstances extraordinaires, qui est-ce qui nous convoquera? C'est le gouvernement. Cependant, nous sommes ici l'autorité la plus élevée dans le pays, et le règlement ne peut pas nous lier les mains à ce point.

M. le *président* fait observer à M. Girard que la question qu'il soulève est résolue par l'adoption du règlement, adoption qui a eu lieu sans que personne ait fait la moindre opposition. Il ne peut donc permettre que la discussion se prolonge davantage sur ce sujet. Si M. Girard a des observations à présenter, il peut les déposer sur le bureau sous la forme de propositions, et l'assemblée verra s'il y a lieu à les admettre.

M. le *président du gouvernement provisoire* pense que la votation dont le règlement a été l'objet n'empêche pas que les membres qui croient avoir des modifications à proposer ne puissent les déposer sur le bureau sous forme de propositions. L'assemblée constituante n'est pas un grand-conseil; le but principal de sa réunion, c'est d'élaborer une constitution. Le vote de ce matin ne lie donc pas l'assemblée de telle manière qu'elle ne puisse revenir en arrière.



M. *Girard* estime qu'on peut lui reprocher de ne pas s'être exprimé catégoriquement avant la votation ; mais étant un des plus jeunes membres de l'assemblée, il n'a pas jugé convenable de rompre le premier le silence. Il doit ajouter que le vote a eu lieu avec une grande précipitation.

Les remerciements que M. Nicolet propose d'adresser aux chefs de milices sont votés à l'unanimité.

M. le *président du gouvernement provisoire* fait lecture du projet de constitution que le gouvernement soumet aux délibérations de l'assemblée constituante. Ce projet est de la teneur suivante :

## PROJET DE CONSTITUTION

PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

### DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.

#### A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

---

#### ÉTAT POLITIQUE.

##### *Article 1<sup>er</sup>.*

Le canton de Neuchâtel est une république démocratique et l'un des états de la confédération suisse.

##### *Article 2.*

La souveraineté réside dans le peuple qui l'exerce en la forme déterminée par la constitution.



## **TERRITOIRE.**

### *Article 3.*

Le territoire du canton est inaliénable. Les rectifications de limites sont du domaine de la loi.

### *Article 4.*

Le canton est divisé en six districts administratifs et judiciaires, composés d'un certain nombre de communes. La loi en réglera la circonscription et pourvoira aux autres divisions territoriales qui seraient jugées nécessaires.

## **DETTE PUBLIQUE.**

### *Article 5.*

La dette de l'état est reconnue.

## **DROIT PUBLIC DES NEUCHATELOIS.**

### *Article 6.*

Tous les citoyens sont égaux devant la loi : Il n'existe dans le canton aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.

### *Article 7.*

Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires.

### *Article 8.*

Ils contribuent tous indistinctement aux charges de l'état, dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources. Il sera pourvu par une loi à l'abolition des anciennes redevances féodales, à des conditions propres à ménager les intérêts de l'état et ceux des particuliers, afin d'opérer une équitable répartition des charges publiques.



*Article 9.*

La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties : personne ne peut être poursuivi ni arrêté, aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

*Article 10.*

La propriété est inviolable. Cependant l'état peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, et avec une juste indemnité.

La loi réglera la forme de l'expropriation.

*Article 11.*

La presse est libre. La loi en règle l'exercice et en prévient les abus : ses dispositions ne peuvent être préventives.

*Article 12.*

Le droit de pétition est garanti : les pétitions doivent être signées par une ou plusieurs personnes comme individus. Toutefois les communes et les personnes morales pourront pétitionner, comme telles, pour des objets de leur administration.

*Article 13.*

Tout citoyen Neuchâtelois, tout citoyen Suisse habitant le territoire neuchâtelois doit le service militaire dans les limites déterminées par la loi.

*Article 14.*

Il ne pourra être conclu de capitulation militaire avec aucune puissance étrangère.

*Article 15.*

Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. Il ne pourra jamais être établi de tribunaux temporaires exceptionnels.

*Article 16.*

Chacun professe sa religion avec la même liberté et obtient



pour son culte la même protection, en se conformant aux prescriptions de la loi chargée d'en régler l'exercice extérieur.

Toutefois l'exercice public d'un culte autre que l'un des cultes chrétiens, ne sera permis que dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. La loi pourra prendre des dispositions spéciales à ce sujet.

#### *Article 17.*

Le droit de libre établissement et industrie dans tout le pays est garanti à tous les Neuchâtelois, en se conformant aux lois de police relatives à l'exercice de certaines professions et en satisfaisant aux redevances communales.

Tout Suisse jouira des mêmes droits, s'il appartient à un canton qui accorde la réciprocité.

### **FORME DU GOUVERNEMENT.**

#### *Article 18.*

Le peuple exerce la souveraineté par le concours de trois pouvoirs distincts et séparés.

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire.

#### *Article 19.*

Aucune fonction publique, à l'exception des fonctions ecclésiastiques, ne peut être conférée à vie : mais tout fonctionnaire est susceptible d'être réélu ou confirmé dans ses fonctions.

#### *Article 20.*

Aucun fonctionnaire ne peut accepter de titre, pensions, présents, décorations et fonctions d'une puissance étrangère, sans l'autorisation du pouvoir législatif, à peine de déchéance.

#### *Article 21.*

La loi règle les incompatibilités non prévues par la constitu-



tion et détermine les degrés de parenté qui ne permettent point de siéger ensemble dans le même corps.

## DU GRAND-CONSEIL.

### *Article 22.*

Le pouvoir législatif est exercé par un grand-conseil composé de députés élus directement par le peuple, dans la proportion de un député pour 4,000 âmes de population. Toute fraction au-dessus de 500 comptera pour 4,000.

### *Article 23.*

Ces députés sont élus pour 4 ans et rééligibles. Leurs fonctions ne cessent cependant qu'au moment où la nouvelle législature a été élue.

### *Article 24.*

Les députés représentent le canton et non la localité qui les a nommés. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

### *Article 25.*

Tout siège au Grand-conseil devenu vacant doit être immédiatement repourvu.

### *Article 26.*

Aucun membre du grand-conseil ne peut être judiciairement recherché pour les opinions émises dans l'assemblée.

### *Article 27.*

Pendant les sessions du grand-conseil aucun de ses membres ne peut être arrêté ou soumis à une enquête criminelle, hors le cas de flagrant délit, sans l'autorisation du conseil.

### *Article 28.*

Tous les citoyens neuchâtelois âgés de 20 ans révolus : tous les Suisses de même âge, domiciliés depuis 2 ans dans le pays et qui appartiennent à un canton accordant la réciprocité, sont



électeurs. Ils exercent leurs droits dans le district électoral où se trouve leur domicile.

*Article 29.*

Tout citoyen neuchâtelois, âgé de 25 ans révolus, est éligible.

*Article 30.*

Ceux qui exercent des droits politiques hors du canton, ceux qui sont au service d'une puissance étrangère, ceux qui sont sous le poids d'une sentence infamante, les faillis non réhabilités, les interdits et les assistés par les fonds publics, ne peuvent être éligibles ni électeurs.

*Article 31.*

La loi règle la forme en laquelle le droit électoral sera exercé et détermine le nombre et la circonscription des collèges.

*Article 32.*

Aucune votation du grand-conseil ne peut avoir lieu si les députés présents ne forment pas un nombre égal à celui de la majorité absolue de la totalité des membres du corps.

*Article 33.*

Les séances sont publiques, mais sur la demande d'un tiers des membres présents, l'assemblée peut se former en comité secret.

*Article 34.*

Le grand-conseil se réunit régulièrement deux fois par an : il peut être convoqué extraordinairement par le conseil exécutif et il doit l'être dès que cette convocation est réclamée par le tiers des membres du grand-conseil.

*Article 35.*

Le grand-conseil partage avec le pouvoir exécutif le droit d'initiative : mais toute proposition ou projet de loi présenté par le grand-conseil devra, avant d'être mis en délibération, être renvoyé à l'examen préalable du conseil d'état ou d'une commission législative.



*Article 36.*

Le grand-conseil décrète et révoque les lois, vote les impôts, les dépenses, les emprunts, achats et aliénation du domaine public ; il arrête le budget de l'état, fixe le traitement des fonctionnaires, ratifie les traités et concordats dans les limites du pacte fédéral, nomme les députés chargés de représenter le canton en diète et leur donne des instructions ; il accorde la naturalisation et en règle les conditions, exerce le droit de grâce et d'amnistie : Il prononce en cas de conflits entre les pouvoirs administratifs et judiciaires : il se fait rendre compte de l'exécution des lois et de l'administration de la justice, reçoit et arrête les comptes de finance de l'état.

*Article 37.*

Le grand-conseil nomme :

Les membres du pouvoir exécutif et administratif. Il a le contrôle de ses actes.

Il nomme le commandant d'un corps de troupes mis en activité : les grades militaires au-dessus du grade de capitaine exclusivement.

Il ratifie la nomination des membres de la cour suprême, des tribunaux de première instance et criminels, ainsi que celle des juges de paix.

*Article 38.*

Les membres du grand-conseil pourront recevoir une indemnité. L'opportunité de cette mesure et le chiffre de l'indemnité seront déterminés par une loi, cas échéant.

**DU CONSEIL D'ÉTAT.**

*Article 39.*

Le pouvoir exécutif et l'administration générale du canton sont confiés à un conseil d'état composé de 7 membres nommés par le grand-conseil.



*Article 40.*

Le conseil d'état est renouvelé tous les quatre ans ; les conseillers sortans sont immédiatement rééligibles.

*Article 41.*

Toute place au conseil devenue vacante sera repourvue à la première réunion du grand-conseil ; s'il survenait plus de deux vacances, il devrait y être pourvu immédiatement.

*Article 42.*

Le renouvellement du conseil d'état doit avoir lieu six mois après celui du grand-conseil. Une disposition transitoire réglera le mode et l'époque du premier renouvellement.

*Article 43.*

L'administration de l'état est divisée en départements placés sous la direction immédiate d'un membre du conseil. L'organisation des bureaux et leurs attributions, le nombre et les occupations des employés, sont déterminés par le conseil, qui fixe aussi leurs émolumens sous l'approbation du grand-conseil.

*Article 44.*

La charge de conseiller d'état est incompatible avec toute autre fonction publique salariée. L'indemnité qui serait accordée aux membres du grand-conseil n'est point un salaire.

*Article 45.*

Le conseil d'état promulgue les lois, pourvoit à leur exécution et à celle des sentences des tribunaux ; il prend à cet effet les arrêtés nécessaires. Il nomme et révoque les fonctionnaires et employés dont la nomination n'est pas réservée à d'autres corps par la constitution.

*Article 46.*

Le conseil d'état dirige les autorités inférieures ; il a la surveillance et la police des cultes et de l'instruction publique. Il



fait les réglemens de police dans les limites fixées par la loi , et veille à ce que les tribunaux remplissent exactement leurs fonctions.

*Article 47.*

Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public et la sûreté de l'état. Il ne peut employer à cet effet que des corps organisés par la loi.

*Article 48.*

Le conseil d'état est chargé des relations fédérales et étrangères dans les limites du pacte et de la constitution.

*Article 49.*

Il autorise l'acquisition ou l'aliénation d'immeubles par les communes , et exerce sur leur administration une surveillance directe : il peut toujours se faire représenter dans leurs assemblées ; il peut suspendre provisoirement une administration communale après une enquête préalable, et y pourvoir, sauf à en référer au grand-conseil à bref délai.

## DU POUVOIR JUDICIAIRE.

*Article 50.*

Le pouvoir judiciaire est séparé du pouvoir législatif et du pouvoir administratif.

*Article 51.*

La justice civile sera rendue par des juges de paix , par des tribunaux de première instance dont le nombre ne pourra excéder celui des districts , et par une seule cour d'appel ou cour suprême, qui réunira les attributions de cour de cassation et siégera à Neuchâtel.

Il pourra être institué des tribunaux de commerce.



*Article 52.*

La loi déterminera l'organisation, la juridiction et la compétence de ces tribunaux, et celle des tribunaux criminels et correctionnels.

*Article 53.*

En matière criminelle, pour délits de presse et délits politiques, l'institution du jury est garantie. L'organisation et la compétence de cette institution seront réglées par la loi.

*Article 54.*

Les audiences sont publiques, sauf dans les cas où l'intérêt des mœurs exigerait une restriction à cette publicité.

*Article 55.*

Les sentences de tous tribunaux doivent être motivées, à peine de nullité.

*Article 56.*

Les fonctions judiciaires sont incompatibles avec des fonctions administratives salariées.

*Article 57.*

Aucun fonctionnaire de l'ordre judiciaire ne peut être destitué que par un jugement.

## DES COMMUNES.

*Article 58.*

La constitution ne reconnaît aucun pouvoir en dehors ou à côté des trois pouvoirs établis par elle : Elle est la loi commune de tous les citoyens, de toutes les corporations de l'état, quelles que soient leur dénomination. Tous privilèges et tous franchise, tous droits politiques et de police, hormis ceux consacrés par la présente constitution, sont abolis.

*Article 59.*

La constitution ne reconnaît les communes ou bourgeoises



des associations privées : à ce titre, elle garantit leurs biens et leur en remet l'administration.

*Article 60.*

Le produit de ces biens continuera à être employé pour satisfaire avant tout aux dépenses locales ou générales mises par la loi à la charge des communes ou corporations : toutefois ceux de ces biens qui avaient une destination particulière, continueront à être employés conformément aux intentions des donateurs.

*Article 61.*

L'acquisition du droit de commune ne peut être refusé aux citoyens neuchâtelois ou aux Suisses et étrangers naturalisés, aux conditions ordinaires en pareil cas.

*Article 62.*

Les biens des communes, bourgeoisies et corporations, sont sous la surveillance directe de l'état qui a le droit et le devoir de se faire rendre un compte annuel de leur administration. Cette surveillance s'exercera d'une manière uniforme pour tout le pays.

*Article 63.*

La loi déterminera l'organisation plus spéciale des communes et de leurs attributions : elle pourra créer des municipalités, si le besoin l'exige, en respectant les droits garantis aux communes quant à leurs biens.

*Article 64.*

Tous les réglemens communaux, quels qu'ils soient, seront soumis à l'approbation du conseil d'état.

## DES CULTES.

*Article 65.*

Tous les cultes, en ce qui touche le temporel, sont placés sous la suprématie du gouvernement. La loi réglera les rapports



de l'église avec l'état, sans que jamais la nouvelle organisation puisse constituer des corporations ecclésiastiques indépendantes du pouvoir souverain. Les membres du clergé devront nécessairement être entendus, selon des formes qui seront déterminées, lorsqu'il sera procédé à cette organisation.

*Article 66.*

Aucune corporation religieuse ne pourra s'établir dans le canton sans une autorisation expresse et toujours révocable du grand-conseil.

---

*Article 67.*

Les décrets, lois, coutumes, règlements, arrêts et ordonnances actuellement existants et qui ne sont point contraires à la présente constitution, demeurent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'auront pas été abrogés ou modifiés par les pouvoirs compétents.

---

*Article 68.*

La constitution ne pourra être révisée avant 9 ans.

*Article 69.*

A cette époque, si le grand-conseil trouve opportun de réclamer une révision, la question sera soumise aux collèges électoraux réunis à cet effet, et ils décideront :

1<sup>o</sup> Si la révision doit avoir lieu ;

2<sup>o</sup> Si elle doit avoir lieu par une assemblée constituante ou par le grand conseil.

*Article 70.*

Si la votation du peuple se prononce affirmativement, le grand-conseil et le pouvoir exécutif pourvoiront à l'exécution, chacun en ce qui le concerne.

---



*Article 74.*

La constitution sera soumise à la sanction du peuple en la forme que l'assemblée constituante aura déterminé.

---

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

*a.* L'assemblée constituante actuelle formera le premier grand-conseil du pays.

*b.* Cette disposition sera soumise à la votation du peuple en même temps que la constitution, mais distinctement, de manière que la nation puisse manifester librement sa volonté sur les deux questions, sans qu'elles soient subordonnées l'une à l'autre.

*c.* Après la votation du peuple et dès que le résultat en sera connu et publié, l'assemblée constituante sera sur-le-champ convoquée pour former le gouvernement définitif et prendre telles mesures que les circonstances rendront nécessaires aux termes de la constitution; ou pour élaborer une loi électorale, afin qu'il soit immédiatement vaqué à l'élection d'un grand-conseil; ou pour travailler de nouveau à la constitution, si celle-ci n'avait point reçu la sanction du peuple.

*d.* Le premier conseil d'état qui sera nommé demeurera en fonction 4 ans et demi, pour se conformer à la disposition de l'art. 42.

---

**DISPOSITION ADDITIONNELLE.**

Le conseil d'état devra présenter, dans un délai de six mois au plus, un projet de loi concernant l'organisation judiciaire. Le grand-conseil déterminera également, à la même époque, les délais pendant lesquels devront être présentés les divers projets de loi prévus par les dispositions de la constitution.

M. le président ayant invité les membres de l'assemblée à prendre part à un débat libre, sans qu'aucun membre



réclame la parole, il ouvre une délibération générale par appel nominal sur l'ensemble du projet.

M. *Erhard Borel* prend le premier la parole et prononce le discours suivant :

« C'est dans cette même enceinte où pendant 17 années j'ai vu tant d'actes d'adulation, j'ai entendu tant d'insultes contre la liberté et contre la Suisse, notre bien-aimée patrie; c'est ici que j'ai le bonheur de voir les vrais représentans du peuple neuchâtelois, pour travailler à l'œuvre de sa régénération.

» Mais à la joie que me fait éprouver cette heureuse journée, se mêle cependant des regrets de la perte de presque tous mes anciens amis politiques descendus prématurément dans le tombeau et auxquels Dieu n'a pas voulu accorder d'assister à cette glorieuse solennité.

» Cet hommage rendu à la mémoire de mes frères dans leur foi politique, qui ont souffert les persécutions du pouvoir déchu, n'a pas pour but une excitation de sentimens que je repousse.

» Soyons dignes, messieurs, de la belle cause pour laquelle nous avons combattu, sachons unir la modération à l'énergie, et prouvons à nos antagonistes que les principes républicains ne sont autres que ceux d'égalité et de fraternité qu'a proclamés l'évangile et qu'il est temps de mettre enfin en pratique.

» L'ouragan révolutionnaire a renversé le vieil édifice social, vermoulu, sous lequel se sont abrités pendant des siècles nos aïeux; il s'agit maintenant de réédifier sur ces débris un édifice politique, conforme au nouveau principe que le peuple neuchâtelois a proclamé : celui de la souveraineté du peuple.

» Le voilà, messieurs, le plan de cet édifice, c'est le projet de constitution que vous présente le gouvernement provisoire. Il n'est pas sans doute parfait; mais les œuvres de l'homme le sont-elles? — Cependant il me paraît contenir les dispositions les plus essentielles à l'organisation régulière de notre jeune république, et il laisse à l'autorité législative qui nous succédera, la faculté



de développer et de compléter cette œuvre préliminaire en faisant la part des progrès du peuple neuchâtelois dans la nouvelle voie où il est en marche.

« Je n'entrerais pas pour le moment dans l'examen des diverses parties de la constitution, puisque suivant l'usage adopté en pareil cas, je vote le renvoi de l'examen de ce projet à une commission représentant les diverses nuances de l'assemblée. »

**M. Théophile Calame** s'exprime à son tour en ces termes :

Monsieur le président et Messieurs !

Nous sommes chargés par notre mandat et par la confiance du peuple, de doter notre patrie d'une constitution.

Cette constitution doit avoir pour but le bonheur de la patrie ; son fondement doit être la souveraineté du peuple neuchâtelois ; son résultat, un ordre de choses qui, à l'aide de sages institutions, nous procure les avantages que notre révolution nous promet, et que le peuple en attend.

Donner à une nation une constitution propre à satisfaire ses besoins, adaptée à son caractère, à ses mœurs, au degré de ses lumières, de sa civilisation, c'est, messieurs, une tâche difficile à remplir, et qui offrirait des difficultés bien plus grandes encore, si nous n'avions été devancés dans cette œuvre importante par tous les états qui nous avoisinent ; les constitutions qu'ils se sont données, peuvent sans doute nous fournir des matériaux très utiles, mais nonsuffisantes ; car il faut au peuple neuchâtelois une constitution neuchâteloise, une constitution qui, après avoir déblayé le sol des décombres de la féodalité et de l'aristocratie abattues, élève sur leurs ruines un édifice solide et durable, à l'abri duquel nous et la postérité puissions goûter en paix les bienfaits de la liberté et d'une démocratie sage et modérée. Le projet présenté dans son ensemble paraît remplir toutes ces conditions. Cependant je vote pour le renvoi du projet qui nous est présenté, à une commission qui nous fera son rapport dans le plus bref délai possible.



La très grande majorité, tout en approuvant en général les principes qui sont posés dans la constitution, se prononce pour le renvoi à une commission.

Une minorité, sans repousser la nomination d'une commission, et tout en manifestant des regrets de ce que l'on n'ait pas communiqué plus tôt le projet de constitution aux membres de l'assemblée, estime qu'un tour de délibération préalable, où chaque membre pourrait énoncer les modifications qu'il désirerait apporter à la constitution, contribuerait beaucoup à éclairer la question et servirait de jalon pour les travaux de la commission.

Quelques députés, entre autres MM. *Fréd. Leuba*, *Ed. Perrochet* et *Steck*, signalent soit des lacunes dans le projet, soit quelques-uns des articles qui leur semblent susceptibles d'amendements.

M. *Piaget*, président du gouvernement provisoire, pense que le gouvernement est à l'abri de tout reproche pour s'être hâté de convoquer l'assemblée constituante. Il lui importait au contraire de réunir promptement les mandataires du peuple, afin qu'on ne crût pas que l'autorité provisoire voulût garder le pouvoir une minute de plus qu'il n'était strictement nécessaire. Sans demander qu'on précipite les travaux, il est à désirer que l'on n'apporte dans l'élaboration de l'œuvre constitutionnelle que les délais réellement indispensables.

M. *Gonzalve Petitpierre* pense qu'il y a peut-être moyen de concilier la demande d'un débat préliminaire avec la nécessité d'accélérer le travail, en ce sens que ceux des membres qui auraient des observations à présenter, pourraient les transmettre à la commission qui sera nommée.

Cette opinion est fortement appuyée par plusieurs membres de l'assemblée.



M. le *président* fait observer que, loin d'avoir apporté des entraves à un débat libre, il a au contraire ouvert un tour de délibération pour que chacun pût émettre librement son opinion.

Comme la grande majorité se prononce pour le renvoi à une commission, M. le *président* propose qu'elle soit de quinze membres, vu l'importance du mandat dont elle sera investie.

M. *Girard* proteste contre ce qu'il appelle une seconde violation du règlement, qui statue que les commissions ne seront composées que de sept membres.

M. le *président* lui fait observer que, dans l'art. 23 du règlement qui veut que les commissions ne soient que de sept membres, on a ajouté le mot *ordinairement*, et que s'il y a lieu à déroger à la règle, c'est bien pour le cas spécial dont il s'agit.

L'assemblée se prononce pour la nomination d'une commission de quinze membres, chargée de présenter un préavis sur le projet de constitution élaboré par le gouvernement provisoire.

On procède à la nomination de cette commission. 80 bulletins sont délivrés; 3 sont annulés.

Le nombre des votans est ainsi de 79; majorité absolue : 40.

Sont élus membres de la commission :

- |    |  |      |
|----|--|------|
| 1. | MM. Piaget, présid. du gouv. provisoire, par 75 voix.              |      |
| 2. | Gonzalve Petitpierre . . . . .                                     | 67 , |
| 3. | Jos.-Ch. Ducommun . . . . .  | 65 , |
| 4. | Ed. Montandon, membre du gouver-<br>nement provisoire . . . . .    | 62 , |
| 5. | Aimé Humbert, secrétaire du gouver-<br>nement provisoire . . . . . | 61 , |
| 6. | Louis Grandpierre . . . . .  | 59 , |
| 7. | Humbert-Droz . . . . .   | 57 , |



8.	W. Dubois . . . . .	55 ,
9.	H. Grandjean , membre du gouver- nement provisoire . . . . .	54 ,
10.	Zuberbuhler . . . . .	55 ,
11.	C. Nicolet . . . . .	55 ,
12.	Ferd. Dubois . . . . .	52 ,
13.	Frédéric Verdan . . . . .	50 ,
14.	Jeanrenaud - Besson , président de l'assemblée . . . . .	48 ,
15.	Sandoz-Morthier, membre du gouver- nement provisoire . . . . .	45 ,

Pendant le dépouillement du scrutin, une discussion s'engage sur le temps qui sera laissé à chacune des deux commissions pour remplir chacune son mandat. Un grand nombre de membres insistent pour qu'on accélère autant que possible et demandent que l'on fixe un délai jusqu'à vendredi à la première commission, c'est-à-dire celle qui est chargée d'examiner le rapport du gouvernement provisoire sur les actes de son administration.

Cette opinion mise aux voix obtient la majorité.

Il n'est rien décidé sur l'époque à laquelle la commission chargée d'examiner le projet de constitution devra présenter son travail.

L'assemblée décide que le rapport du gouvernement provisoire sur les actes de son administration, sera imprimé à part et tiré à mille exemplaires.

La séance est levée à quatre heures. La prochaine séance aura lieu vendredi à neuf heures du matin.

*Les secrétaires de l'assemblée constituante :*

(Signé) AIMÉ HUMBERT.

GONZALVE PETITPIERRE.

AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**DEUXIÈME SÉANCE,**

*Vendredi 7 avril 1848.*

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

La séance s'ouvre à 9 heures du matin.

L'appel nominal constate l'absence de sept membres, savoir : MM. *Ferd. Dubois*, *Alp. Perrochet*, *Aimé Bourquin*, *Dubied Girard*, *Fréd. Girard*, *Guillaume Dubied*, *Henri d'Ivernois*.

Le procès-verbal de la séance d'avant-hier est lu par l'un des secrétaires et approuvé avec quelques légères rectifications.



*M. le Président* annonce que *M. le commandant Girard* lui a remis un contre-projet de règlement pour les délibérations de l'Assemblée.

Il est fait lecture de ce contre-projet qui est ainsi conçu :

PROJET DE RÈGLEMENT

POUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

SECTION PREMIÈRE.

*Organisation de l'Assemblée constituante.*

Art. 1. L'assemblée constituante est composée de membres, conformément au décret du Gouvernement provisoire.

Art. 2. L'assemblée nomme pour la direction et la gestion de ses affaires :

- 1° un président,
- 2° deux vice-présidents,
- 3° deux secrétaires,
- 4° deux questeurs.

Art. 3. Le président, les vice-présidents, les secrétaires et les questeurs sont nommés parmi les membres de la constituante.

Art. 4. Le Président, les vice-présidents et les secrétaires sont élus à la majorité absolue et au scrutin secret, et les questeurs à la majorité des voix et au scrutin public,

Art. 5. Le président de l'Assemblée dirige la constituante et ses travaux.

Art. 6. Il fixe l'ordre du jour; toutefois il est réservé à l'assemblée d'y faire des changemens.

Il convoque l'assemblée constituante aussi souvent qu'il le trouve nécessaire, ou lorsque dix membres de l'assemblée en font la demande par écrit.

Dans la votation sur des propositions, le Président décide lorsqu'il y a égalité de suffrages.

Il signe tous les actes de l'assemblée constituante.

Le Président a le droit d'émettre son opinion comme membre de la constituante, sur un objet en délibération, avant la clôture



de la discussion; chaque fois qu'il usera de ce droit, un des vice-présidents le remplacera au fauteuil de la présidence.

Art. 7. Le vice-président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président, lorsque celui-ci est absent ou qu'il invite le vice-président à le remplacer.

Art. 8. Les secrétaires rédigent le procès-verbal de l'assemblée; ce procès-verbal doit contenir toutes les propositions, la substance des délibérations auxquelles elles donnent lieu, les votations et les décisions ainsi que toutes les nominations.

Les secrétaires soignent toutes les expéditions et la correspondance.

Ils signent, conjointement avec le président, tous les actes de l'Assemblée constituante. Pour la correspondance, la signature d'un secrétaire suffit.

Le Président et les secrétaires pourvoient à la publication des délibérations de l'Assemblée constituante, conformément au décret publié à cet effet.

Art. 9. Les questeurs comptent et recueillent les voix dans les votations au scrutin public ou secret, et ils annoncent au Président le résultat des votations.

Ils alternent dans leurs fonctions.

Ils font l'appel nominal au commencement de chaque séance et tiennent le contrôle des membres présents et absents.

Ils sont à la disposition du Président pour le maintien de la police nécessaire dans la salle.

Art. 8. Le personnel nécessaire au service de l'Assemblée constituante et de ses commissions est nommé par le Président.

## SECTION II.

### *Forme des délibérations.*

Art. 9. Les séances de l'Assemblée constituante sont publiques.

Art. 10. L'ouverture des délibérations et la validité d'une décision exigent la présence des deux tiers de la totalité des membres de l'Assemblée.

Art. 11. On procède à l'appel nominal avant l'ouverture des délibérations. Il est pris note au protocole des absents, sous ces deux rubriques: *excusés et non-excusés*.



Art. 12. Les noms des absents devront être insérés au Bulletin des séances.

Art. 13. L'appel nominal est suivi de la lecture et de l'approbation du procès-verbal de la dernière séance ; après quoi le Président annonce à l'Assemblée les communications reçues.

Art. 14. Le procès-verbal approuvé, on passe à la discussion des objets portés à l'ordre du jour.

Art. 15. Le Président dépose sur le bureau les pièces relatives à l'objet en discussion et il en est fait lecture.

Art. 16. La délibération commence par un rapport sur l'objet qui doit être mis à l'ordre du jour. Ce rapport est présenté par un rapporteur de la Commission préconsultative.

Lorsque l'ordre du jour concerne une proposition individuelle d'un ou de plusieurs membres, c'est aux auteurs de la proposition qu'il appartient de la motiver.

Art. 17. A la suite du rapport ou de l'exposé des motifs d'une proposition, la discussion est ouverte.

Art. 18. Le débat est libre. Tout membre qui désire parler demande la parole au Président et il l'obtient à tour de rôle, suivant qu'il l'a demandée.

Art. 19. Si la clôture de la discussion est demandée, on devra, à moins qu'un membre qui n'a pas encore parlé ne demande la parole, voter sur la clôture sans débat ultérieur. Si la clôture est rejetée, la discussion continue.

Art. 20. Chaque membre a le droit de faire une motion d'ordre, par exemple, la proposition de l'ordre du jour, du renvoi à un temps déterminé ou indéterminé, ou à l'examen d'une commission.

Lorsqu'il est fait une motion d'ordre, la discussion sur l'objet en débat est suspendue, celle sur la motion d'ordre est ouverte, développée et décidée sur-le-champ.

Art. 21. Chaque membre a le droit de faire des propositions ; si le Président le demande, elles doivent être rédigées par écrit.

Toute proposition étrangère à l'objet mis à l'ordre du jour doit être annoncée et il en est donné lecture.

L'Assemblée constituante peut entrer en matière immédiatement sur une proposition, ou la renvoyer à l'examen d'une Commission.



Art. 22. La discussion est orale, l'orateur parle de sa place debout ou assis.

En s'adressant à l'Assemblée on se sert de la formule : *Monsieur le Président et Messieurs*. Les convenances parlementaires sont de rigueur dans les débats ; on y évitera toute espèce de personnalité, ainsi que tout objet étranger à la discussion.

Le Président a le devoir de rappeler à l'ordre l'orateur qui s'écarte de cette règle. Chaque membre de l'Assemblée a le droit de demander le rappel à l'ordre. Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit.

Chaque orateur doit poser une conclusion claire et précise.

Art. 22. Lorsque personne ne demande plus la parole, ou que la clôture a été prononcée, le Président ferme la discussion et le rapporteur de la Commission préconsultative fait le rapport de clôture.

Ce rapport consiste dans une appréciation brève et exacte des opinions émises ; il lèvera les doutes élevés, dissipera les malentendus et s'attachera à défendre la proposition principale contre les objections qu'elle a fait naître, à moins qu'il n'existe des motifs pour la modifier.

Art. 23. Le rapport de clôture terminé, le Président pose les diverses questions et propositions qui doivent être mises aux voix, y compris les divers amendements proposés.

Art. 24. Les propositions d'amendement et de sous-amendements doivent être mises aux voix avant les propositions principales, et cela de telle manière que les sous-amendements précèdent les amendements. Celui qui adopte le sous-amendement n'est pas tenu d'adopter aussi l'amendement. De même l'adoption d'un amendement n'implique pas l'approbation de la proposition principale.

Art. 25. L'Assemblée décide, dans le cas où la proposition des questions annoncées par le Président, serait contestée par des membres de l'Assemblée.

Art. 26. Lorsqu'il n'y a qu'une opinion, la votation sur la question a lieu par main levée, sinon c'est par assis et levé.

Le Président proclame immédiatement le résultat de la votation.

Art. 27. Si des amendements sont adoptés à la votation, ils seront renvoyés à la Commission préconsultative, pour coordonner leur rédaction avec les autres dispositions du projet.



Art. 28. Si le règlement ne détermine rien de contraire, ou si l'assemblée ne se prononce pas pour un autre mode, les élections se feront au scrutin secret à la majorité absolue et pour chaque cas séparément.

Lorsque personne n'obtient au 1<sup>er</sup> tour de scrutin la majorité absolue, les quatre candidats qui auront réuni le plus de suffrages restent en élection et l'on procède au scrutin de ballottage.

En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

Le Président annonce immédiatement à l'Assemblée le résultat de l'élection, et l'acte de nomination sera expédié par les secrétaires.

### SECTION III.

#### *Dispositions spéciales pour l'élaboration et la discussion du projet de Constitution.*

Art. 29. Une Commission de rédaction de membres sera chargée de l'élaboration d'un projet de constitution et des dispositions organiques nécessaires à sa mise en vigueur.

Pour l'examen préalable du projet ainsi élaboré, il sera établi une Commission préconsultative de membres nommés au scrutin secret par l'Assemblée constituante elle-même.

Art. 30. Il sera, pour l'examen des pétitions et adresses transmises à l'Assemblée constituante, nommé une Commission des pétitions, dont la Commission préconsultative fixera le nombre des membres etc.

La Commission préconsultative choisira dans son sein la Commission de rédaction et la Commission des pétitions.

Art. 31. Les Commissions établies choisiront leurs Présidents et régleront leur organisation et le mode de leurs délibérations.

Les séances de la Commission préconsultative seront publiques.

Art. 32. Dans la discussion du projet de Constitution par l'Assemblée constituante, indépendamment des prescriptions générales spécifiées ci-dessus, on aura égard aux dispositions spéciales suivantes :

1<sup>o</sup> On discutera d'abord la prise en considération du projet dans son ensemble, et l'on votera sur cette question.

Si la prise en considération de l'ensemble est résolue, il y a lieu :



2° Avant de discuter article par article, de traiter de la question de la prise en considération de chaque titre en particulier.

3° Lorsque tous les titres et les articles auront été approuvés, ainsi que les changemens de rédaction renvoyés à la Commission, l'on procédera à un vote final sur l'ensemble du projet. Avant cette dernière votation, il sera encore ouvert un tour de consultation générale.

4° Jusqu'à cette dernière votation sur l'ensemble du projet, aucun titre ou paragraphe ne peut être considéré comme adopté définitivement; l'on pourra au contraire dans le cours de la discussion, revenir par les voies parlementaires sur chaque titre et paragraphe.

Art. 33. Aussitôt que le projet de constitution aura été discuté par la Commission préconsultative, il sera imprimé et répandu dans le public.

Le présent règlement sera publié par la voie de l'impression et remis à chacun des membres de l'Assemblée constituante.

Après cette lecture, M. le président annonce qu'à teneur de l'article 10 du règlement actuel, qui porte, que toutes les propositions particulières des députés seront indiquées à l'Assemblée vingt-quatre heures au moins avant qu'elles puissent devenir l'objet d'une délibération, le projet qui vient d'être lu sera déposé sur le bureau jusqu'à la prochaine séance.

M. le Président fait connaître que MM. Sandoz-Morthier, Jeanrenaud-Besson et Grandjean, demandent à être remplacés au sein de la Commission constituante préconsultative, attendu qu'ayant coopéré comme membres du gouvernement provisoire au projet primitif que la commission est chargée d'examiner, ils trouvent qu'il suffit de la présence d'un membre du gouvernement dans la Commission pour défendre le travail que cette autorité a élaboré.

Il est en conséquence procédé à trois nouvelles nomina-



tions pour compléter la Commission constituante préconsultative.

Le nombre des bulletins délivrés est de 81 ; deux sont annulés : il reste 79 votants ; majorité absolue , 40.

MM. *Steck* et *Gaberel* ayant seuls réuni la majorité absolue, l'un avec 60 suffrages , l'autre avec 44, sont proclamés membres de la Commission.

Il est procédé à un second tour de scrutin pour la nomination du troisième membre. Le nombre des votants est de 81 ; majorité 41.

*M. Ruedin* est élu par 51 voix.

La Commission chargée d'examiner le rapport du gouvernement provisoire sur les principaux actes de son administration, présente son travail par l'organe de son président *M. L<sup>s</sup> Humbert-Droz* pour la partie politique , et de *M. L<sup>s</sup> Grandpierre* pour la partie financière. Le rapport dont il est fait lecture est ainsi conçu :

### **Partie politique.**

(Rapporteur *M. LAMBELET.*)

« La Commission nommée pour l'examen du rapport que lui a fait le Gouvernement provisoire par l'organe de son Président, a été unanime à reconnaître avant tout que la Providence, dans sa sagesse infinie, semble avoir marqué de son doigt divin les destinées de notre patrie depuis si long-temps affaissée sous le joug d'un régime de privilège et d'exclusion.

» L'ère de la république qui vient de s'ouvrir pour nous, remplacera une position forcée, par un développement progressif qui permettra à chaque intelligence de prendre sa place dans l'administration de la commune-patrie, et qui donnera une réalité au principe de notre révolution : *Tout pour le peuple et par le peuple.*



» Partant du point de vue général des événements accomplis jusqu'à ce jour, la Commission se joint avec bonheur au Gouvernement provisoire pour louer le beau dévouement et le calme uni à la force dont a fait preuve le peuple neuchâtelois dans l'œuvre de son émancipation. Mais que d'obstacles le Gouvernement provisoire n'a-t-il pas rencontrés dès-lors dans la conduite anti-patriotique des membres de l'ancienne administration ! Oubliant leurs graves et sérieux devoirs de citoyens et de magistrats, on les a vus abandonner leurs postes, et mettre ainsi en péril la patrie, qui sans contredit a des droits imprescriptibles et qui ne peuvent être mis en parallèle avec des engagements derrière lesquels ces hommes se sont retranchés pour entraver la marche de la révolution. Aussi la Commission voit-elle avec satisfaction que le Gouvernement s'occupe activement de la formation d'un pouvoir judiciaire provisoire pour tout le pays, qui, composé sans doute de citoyens comprenant la sainteté de leur mission, remplaceront, aux applaudissements des amis de leur pays, ceux qui n'ont pas craint de laisser en souffrance une branche aussi importante.

» Ce n'est pas sans surprise et sans peine que votre Commission a vu dans le rapport du gouvernement provisoire, ainsi que dans l'état mis sous ses yeux, le chiffre énorme de l'appréciation des objets militaires de l'arsenal qui ont été soustraits et dilapidés par l'ancienne garde soldée ensuite d'autorisation d'une partie de ses chefs ; nous vous proposons en conséquence que la Constituante adjuge les frais dont nous venons de parler, à la charge des membres du Gouvernement déchu qui les avait nommés.

» Quant aux frais d'entretien et de solde de cette garde soldée elle-même durant plusieurs mois et dont le chiffre est en quelque sorte quadruple de la première ; considérant que c'est sans nécessité qu'elle a été formée et sans utilité aucune qu'elle a été conservée, que le Gouvernement de lui-même a anticipé sur des pouvoirs dont il pouvait légalement disposer pour le maintien de l'ordre public et que par ces faits il assumait sur le pays, sans but réel ni justifié par aucune circonstance, une dette considérable qui



devait inévitablement retomber sur les citoyens neuchâtois, votre commission vous propose également de mettre les frais de l'entretien et de solde de l'ancienne garde soldée à la charge des membres de l'ancien Gouvernement.

» Prenant également en considération la demande nécessaire d'un crédit suffisant pour remplacer les objets de l'arsenal qui manquent et le remettre sur un pied voulu par les réglemens fédéraux, la Commission vous propose d'attendre la communication du chiffre de la somme reconnue nécessaire pour ce sujet ou pour faire face aux dépenses courantes du moment, lorsque le Gouvernement l'aura communiqué à l'Assemblée constituante.

» C'est avec un vif plaisir que votre Commission a vu dans le rapport qui lui a été fait, que le haut Directoire a reconnu l'autorité provisoire de la république neuchâteloise, de même que la manière dont la plupart des états confédérés ont accueilli la nouvelle de notre émancipation. Les bonnes relations qui se sont établies immédiatement entre lui et les cantons suisses, sont un gage de la satisfaction avec laquelle ils ont vu le canton de Neuchâtel uni franchement et pour toujours d'une manière indissoluble avec la patrie commune.

« Elle n'a pas appris avec moins de joie l'arrivée de MM. les commissaires fédéraux, qui, après avoir jugé par eux-mêmes, dans la tournée qu'ils ont faite dans le pays, du calme et de l'ordre qui y règnent, en ont donné des témoignages flatteurs pour la population neuchâteloise, et qui en même temps ont assuré le Gouvernement provisoire du concours de la Confédération dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

» L'arrestation des membres du Gouvernement déchu était devenue nécessaire ensuite d'actes compromettants pour la paix publique : la commission a été unanime pour approuver cette mesure prise par le Gouvernement provisoire ; en conséquence elle propose à l'Assemblée constituante de maintenir cette arrestation et de remettre au grand-conseil le soin de statuer définitivement à leur égard.

» La suppression du journal *Le Neuchâtelois* est sans doute une mesure qui présente quelque chose de fâcheux, mais la



Commission a reconnu qu'elle était nécessaire vu les circonstances actuelles. Elle propose à l'Assemblée constituante de la maintenir jusqu'à ce que des tribunaux régulièrement installés puissent réprimer des abus semblables à ceux qui ont motivé la suppression momentanée de cette feuille. Nous espérons que cette mesure sera levée aussi promptement que les circonstances le permettront.

» Un conflit prêt à survenir entre les bourgeois de Neuchâtel ayant nécessité l'intervention du Gouvernement, il a dû dans sa prudence prendre un arrêté qui a heureusement mis fin à ce différend. Cette mesure est pleinement justifiée, et nous avons approuvé la modération et l'énergie dont il a fait preuve dans cette occasion.

» Votre Commission est unanime pour approuver les mesures militaires qui ont été prises afin de réprimer les manifestations inquiétantes pour l'ordre public qui ont eu lieu dans quelques localités de la république : elle reconnaît la nécessité de maintenir la détention des otages, puisque le bon effet en a été reconnu et que cette mesure peut éviter une occupation militaire aux localités dont ces otages sont ressortissants.

» Votre Commission a la certitude que la tranquillité ne sera plus troublée et qu'à l'avenir des mesures de ce genre ne deviendront plus nécessaires.

» La Commission que vous avez nommée pour examiner le rapport du Gouvernement provisoire n'a pas eu de peine à se convaincre du grand nombre d'obstacles qu'il a eu à surmonter. Aussi éprouve-t-elle le besoin de lui témoigner de la manière la plus solennelle son entière approbation, et elle ne met pas en doute que l'Assemblée toute entière ne se joigne à elle pour lui exprimer toute sa reconnaissance et pour le prier en même temps de continuer l'œuvre qu'il a entreprise avec tant de zèle et de patriotisme jusqu'à la formation d'un Gouvernement définitif.



## **Partie financière.**

( Rapporteur M. Louis GRANDPIERRE. )

Monsieur le Président et Messieurs !

» La Commission que vous avez chargé d'examiner le rapport du Gouvernement provisoire, ayant cru devoir séparer ce qui concerne les finances de son travail général, elle commence par témoigner sa reconnaissance aux membres de ce département pour l'exactitude et la persévérance qu'ils ont dû mettre pour trouver l'état des finances du Pays, dans une multitude de comptes particuliers sans relation entr'eux et sans bilan général.

» Le rapport du Gouvernement vous a donné, messieurs, un aperçu clair et succinct de la dette publique, qui ascendait au 1<sup>er</sup> mars 1848 à L. 1,507,024 » 16. Ce passif énorme a besoin d'être vu de très-près et étudié avec soin, afin de rassurer le pays sur sa position financière.

» En effet, messieurs, toutes les sommes pour lesquelles l'Etat s'est porté débiteur, ne constituent pas une dette réelle, puisqu'un certain nombre d'entr'elles est dû à des fondations destinées à subvenir chacune à un service public, auquel il faudrait sans cela faire face par des allocations.

» Cette catégorie de dettes que nous pouvons appeler de l'Etat à l'Etat s'élève à la somme de L. 124,441 » 2 » 6.

» Vous vous rappelez sans doute, messieurs, qu'il y a quelques années un rescrit royal fonda l'académie en vouant à cette institution une allocation annuelle de L. 10,000. Cette somme, versée régulièrement par l'Etat, était reprise immédiatement par lui à titre d'emprunt, et ceux qui avaient cru voir dans cette fondation une nouvelle preuve de munificence royale, se doutaient peu que c'était le sujet d'une augmentation de dette que le pays devrait payer un jour s'il ne voulait renoncer à cet établissement.

» Ce poste, qui dans l'état de la dette figure pour une somme de L. 284,296 » 3, présente le même caractère que la catégorie déjà indiquée. C'est que l'Etat a pour créancier une fondation à lui appartenant.



» La chambre économique des biens d'église est créancière de L. 404,879 » 6.

» Cette dette sera réelle aussi longtemps que les rapports de l'Eglise et de l'Etat n'auront pas changé ; mais pour rendre à chacun ce qui lui est dû, nous devons dire que son provenant n'est le résultat d'aucune dépense réelle, qu'elle dérive seulement d'un contrat, par lequel l'Etat a acquis des droits féodaux appartenant à certaines cures et s'est libéré de traitemens et redevances dues par les recettes à d'autres. Par ce traité l'Etat s'est obligé à un capital, dont l'intérêt remplace ses revenus.

» La dernière partie de la dette concerne des particuliers, ou des personnes morales absolument indépendantes de l'Etat ; elle s'élève à L. 690,606 » 14 » 6, elle n'a de libération possible qu'avec des écus.

» De cet état de la dette publique, il résulte donc, messieurs, que si l'Etat a effectivement, comme vous l'a dit le rapport du Gouvernement, une dette de 4 1/2 million, il est d'un autre côté propriétaire de fondations dont les revenus suffisent au service de quelques parties de l'administration et à l'entretien de l'académie, que la partie de la dette concernant la chambre économique des biens d'église n'a pas été une déprédation de la fortune publique, mais une simple régularisation des revenus que cette chambre retirait de l'Etat.

» L'examen qu'a pu faire votre Commission, Monsieur le Président et messieurs, des comptes et documens mis sous ses yeux, a été trop rapide pour être approfondi. Il l'a cependant été assez pour lui faire remarquer que non-seulement l'ancienne administration nous a légué une dette énorme, eu égard aux ressources du Pays, mais qu'elle a en outre absorbé des capitaux pour lesquels il n'existe plus aucune compensation.

» Il faut, messieurs, des distinctions très-subtiles, pour saisir tous les détours d'une administration financière sans égale.

» A l'époque de notre réunion à la Confédération, une fondation fut créée pour subvenir aux frais que cette incorporation nécessiterait. Elle le fut par la population neuchâteloise.



L'administration en fut formellement réservée à la législature du Pays, sans ultérieure sanction de Berlin. C'était donc l'Etat de Neuchâtel indépendant du Roi; sa fortune s'élevait en janvier 1847 à L. 114,208 » 10  
Il en fut prélevé pour le double contingent d'argent . . . 49,982 » 7

Cette fondation possède donc aujourd. L. 64,226 » 3

» Mais comme le débiteur de cet Etat indépendant est l'Etat dépendant du Roi, et que ce dernier a absorbé cette somme dans son compte de trésorerie, aujourd'hui que l'un et l'autre sont confondus, c'est une valeur fondée par le peuple, perdue pour lui et dépensée par le Conseil d'Etat, qui ne pouvait y toucher que par un vote législatif.

» Un autre capital, dont nous ne pouvons apprécier la valeur, également perdu pour l'Etat, est celui provenant des dîmes et cens rachetés, qui entré à la Trésorerie, n'en est sorti que sous forme de dépenses.

» La commission a cru de son devoir, messieurs, de s'étendre un peu sur cet objet intéressant, afin de le faire connaître au Pays, qui d'une manière plus ou moins directe sera appelé à combler le vide creusé sous ses pieds. Cette question devant être reprise dans d'autres momens, votre commission ne prend aucune conclusion, et se borne à approuver le travail fait par le Gouvernement.

» Cependant, comme l'état réel des comptes présente une différence notable avec celui qui avait été établi en 1847, et que l'ancien gouvernement peut à juste titre être accusé d'avoir présenté un faux état de situation financière, la commission pense que l'Assemblée constituante peut mettre l'ancien Conseil d'Etat à même de se justifier en l'invitant à établir lui-même le bilan de l'Etat.

L'Assemblée décide que le rapport de la Commission sera livré à l'impression et qu'il en sera fait un tirage spécial.

Il est ouvert un tour de délibération libre sur le double rapport dont il vient d'être fait lecture.



*M. Aimé Humbert* prend le premier la parole et prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs !

Avant que la discussion s'engage sur les détails du rapport que vous venez d'entendre, il me semble qu'il ne serait pas superflu d'aborder encore la situation politique actuelle. Tout n'a pas été dit sur ce sujet, et l'opposition se plaint toujours de n'avoir pas été comprise. Voici, pour ma part, le jugement que j'ai porté sur la ligne de conduite qu'elle a suivie jusqu'à ce jour.

J'avoue qu'une fois l'espace de temps écoulé, après lequel on pouvait raisonnablement attendre une décision du roi de Prusse sur la question du serment qui liait ses anciens fonctionnaires neuchâtelois, je n'ai pu m'empêcher d'observer avec défiance l'attitude de l'opposition.

Si 8, 10 ou 15 jours après la révolution, les partisans du régime monarchique avaient dit : Le roi de Prusse, notre ancien souverain, nous a écrit qu'il ne veut pas nous délier de nos serments, et tant qu'il ne le voudra pas nous y resterons fidèles, on eût pu se contenter de répondre : Soit ! puisque vous ne voulez pas connaître d'autre volonté que celle du roi de Prusse ; seulement prenez garde que votre dissidence ne dégénère jamais en rébellion.... Mais non ; le parti, dans sa généralité, ignorait les intentions du roi de Prusse... Avant-hier encore, aujourd'hui peut-être, c'est-à-dire le 7 avril, les royalistes sont encore sans nouvelles de Berlin, où M. Favarger doit être arrivé le 4 mars !

J'admets que le roi de Prusse a de graves affaires sur les bras ; mais enfin est-il croyable que ni M. Favarger, ni M. le conseiller aulique DuBois n'aient pu lui dire ni recevoir de lui un seul mot sur la question neuchâteloise ?

Ah ! dans ce cas, le roi de Prusse aurait bien peu à cœur la situation de ses fidèles adhérents !

Je ne sais, mais il me semble qu'il doit y avoir un dessous de cartes dans l'attitude passive du parti royaliste.

Ce n'est pas que j'accuse la masse du parti d'être de mauvaise foi. Non, mais derrière les honnêtes et les simples, ne trouverions-nous point les diplomates, les habiles, comme derrière les pâtres de l'Unterwald il y avait Siegwart-Müller et ses ténébreuses menées.



Jamais la diplomatie aristocratique ne croit avoir plus beau jeu que lorsqu'elle voit les hommes du peuple sur lesquels elle compte, embrasser sa cause par le sentiment, s'en faire un cas de conscience et de religion. Il ne serait donc pas impossible, il est même de toute vraisemblance, qu'il y a eu dans cette affaire quelques initiés en petit nombre, sachant fort bien à quoi s'en tenir quant aux intentions du roi de Prusse, mais trouvant leur compte à laisser leur parti dans l'incertitude, dans l'inquiétude, dans l'ignorance la plus complète sur le point où il lui importait précisément d'être éclairé. Et en effet rien de plus habile pour le moment que cette tactique, rien de plus propre à entretenir les vagues espérances, à nourrir l'agitation, l'esprit d'opposition.

Mais, je le répète, Monsieur le Président et Messieurs, je n'ai eu de défiance qu'à l'égard d'un petit nombre, et je suis prêt à rendre justice au motif qui a inspiré la conduite de la plupart des hommes dont l'opposition se compose. Ils n'ont eu d'autre tort que de faire un anachronisme, que de juger des événements de 1848 à la lumière des doctrines du moyen-âge.

En effet, il fut un temps où l'on croyait que le sol et les habitants de tout un pays appartenaient à un seul homme, qui en était reconnu souverain, et qui l'était bien de fait. Mais, remontez à l'origine de tous les droits de souveraineté des hauts et puissants Seigneurs d'autrefois, derrière les titres et les parchemins, et à la source première de toute domination, vous rencontrez inévitablement le droit de la force. Eh bien, ce que la force a fait, la force peut le défaire. Et c'est ce qui est arrivé; et, par suite, la notion de souveraineté s'est déplacée. Dans le catéchisme politique du moyen-âge, la souveraineté repose entre les mains d'un petit nombre de privilégiés; dans le catéchisme politique du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est le peuple qui est souverain.

Qu'au milieu de la tempête qui renverse, colonne par colonne, l'ancien édifice de la société européenne déjà sapé dans ses fondements par la première révolution française, l'on voie des hommes très-respectables s'arrêter à gémir sur ces ruines, cela se conçoit; mais il y a mieux à faire que de déplorer la chute irrévocable du passé: c'est d'apporter sa pierre à la construction du nouvel édifice, c'est d'entrer dans les rangs des ouvriers et de travailler avec eux, le regard dirigé sur l'avenir, envers lequel chacun de nous est responsable.

Monsieur le Président et Messieurs, ce principe vital de la société moderne, la souveraineté du peuple en matière politique,



ce principe domine tous les autres. C'est une belle chose que l'obéissance filiale; mais il vient un temps où elle se subordonne à l'indépendance et à la responsabilité personnelle de l'homme fait. Ou encore, il est beau de voir un tuteur administrer avec une sollicitude paternelle les intérêts de ses pupilles; mais il vient un âge pour ceux-ci où, quelque douce que soit la tutelle, ils devront s'en affranchir. Aujourd'hui les peuples entrent dans l'âge de l'émancipation; ils ne peuvent plus reconnaître de tuteurs. S'il y a encore, de part et d'autre, des comptes à régler, il s'agit tout uniment de produire les pièces; mais on ne peut plus mettre en première ligne les questions d'obéissance et de serments prêtés. Car ce n'est pas la faute de la génération présente, si les souverains d'autrefois ont cru devoir ajouter à la force du glaive le prestige de la religion, s'ils ont appuyé le trône sur l'autel, s'ils ont évoqué le nom de Dieu dans leurs affaires d'ambition et d'intérêt temporel.

Il s'est fait jusqu'à présent, il faut le dire, un étrange abus de ce qu'on appelle la religion du serment; mais il y a lieu d'espérer que les républiques de nos jours se montreront à cet égard plus sages et plus respectueuses envers Dieu que ne l'ont été les rois. Que de traités conclus à perpétuité, sous l'invocation du nom de Dieu, et jurés par les parties contractantes, et puis, quelques années après, les voilà modifiés, violés, abandonnés, et remplacés par d'autres, qui n'en sont pas moins à perpétuité, pas moins sacrés que les premiers! Il y aurait à ce sujet une excursion curieuse à faire dans l'histoire de cette fameuse ligue qui s'intitulait la *sainte alliance*, et dont la politique sacrée n'a déjà plus d'autre représentant que l'autocrate de la Russie; tandis que son ancien associé, le roi de Prusse, parcourt aujourd'hui les rues ensanglantées de Berlin, orné de la cocarde de l'Allemagne révolutionnaire.

Et quand le roi de Prusse lui-même se voit forcé de reconnaître la souveraineté populaire, obligé de rompre avec ses traditions politiques et de marcher avec le siècle et, bien plus, affectant de vouloir se mettre à la tête du mouvement germanique, nos royalistes de Neuchâtel refuseraient d'accepter le nouvel ordre de choses que la majorité de leurs frères a proclamé, que les exigences de l'époque rendent indispensable!

Ah! puissent-ils, au contraire, s'instruire à l'école de ces événements immenses qui emportent avec une puissance irrésistible toute la société européenne vers une ère nouvelle où la Suisse doit entrer sans éléments qui paralysent ses forces nationales!



Puissent-ils comprendre que l'Etat de choses ancien est en désaccord avec les vrais besoins de notre époque, de notre patrie Suisse, de notre Canton en particulier !

Monsieur le Président et Messieurs ! des circonstances exceptionnelles et sans exemple jusqu'à ce jour, dictaient au Gouvernement provisoire, privé du concours de tout l'ordre administratif et judiciaire, des mesures de salut public qui ont été judicieusement appréciées par le rapport que vous venez d'entendre.

En m'unissant à ses conclusions générales, je me joins aux vœux qu'il exprime ; car s'ils sont entendus, ils hâteront une œuvre de conciliation doublement désirable au milieu de la crise financière actuelle, mais qui ne peut s'opérer que sur les principes franchement et pleinement acceptés de la Constitution démocratique.

L'impression du discours de M. Aimé Humbert est vivement demandée par plusieurs députés.

*M. Steck* demande que le rapport soit déposé sur le bureau et que toute la discussion soit renvoyée à demain.

*M. Gretillat* s'exprime comme suit :

Jusqu'en 1831, j'ai vécu comme la presque totalité du peuple Neuchâtelois, c'est-à-dire sans idées politiques. Jusqu'alors cette science avait été le domaine des classes privilégiées des nobles et des riches ; de temps en temps quelques roturiers distingués par l'étendue de leur esprit, ou peut-être redoutables à cause de cet esprit même, étaient admis et initiés aux mystères de cette politique qui a failli nous faire disparaître du rang des républiques et a fini par nous doter d'une dette sans proportion avec notre population.

Avant 1831, bien peu de nos concitoyens ont été appelés à l'honneur d'apporter quelque pierre pour appuyer l'édifice social qui commençait à s'écrouler ; mais dès cette époque, quelques rayons de lumière ont éclairé les populations de l'Etat. Différentes pièces relatives aux actes de l'ancien gouvernement, trouvées au Château et publiées en 1831 ; la ligue de Sarnen maintenue et fortifiée aux dépens de notre pays ; l'appui impolitique et inconstitutionnel donné au Sonderbund ; une garde soldée composée d'hommes qui n'avaient rien moins à cœur



que la prospérité du pays ; garde à laquelle beaucoup d'honnêtes royalistes ont dû s'associer, garde telle qu'il la fallait, mais que tant de bons citoyens auraient pu remplacer, comme elle l'est aujourd'hui ; enfin le rapport que le gouvernement provisoire nous a fait à l'ouverture de la session de la constituante, qui nous présente un si triste tableau de l'Etat de nos finances et de notre arsenal : voilà ce que depuis quelques années nous avons appris de la paternelle administration qui vient de finir son règne.

Que devait-il naturellement résulter d'un pareil système politique, que l'aumône de quelques citoyens riches et généreux vint couvrir l'incurie du Gouvernement ?

Aussi voyez où sont nos établissements publics et nationaux ; ose-t-on le dire ? les cachots de Neuchâtel et Valangin.

Point d'hospice national où les malheureux puissent reposer et adoucir leur misère.

Avons-nous un établissement de travail et de correction où tant de malheureux, bien plus victimes de la pauvreté que coupables de délits et de crime, puissent recouvrer leur moralité, sans être tenus d'habiter le même lieu que le criminel incorrigible ?

Où est notre école normale, fondement d'une bonne éducation primaire et populaire ? car, ne l'oublions pas, ce qui peut le mieux élever la nation, c'est une éducation morale et une instruction primaire bien entendue, données par des hommes capables, et qu'il appartient à l'Etat seul de bien préparer.

Le pouvoir déchu nous a jusqu'à présent laissé envier à nos turbulents voisins ces bienfaits de l'indépendance.

Le peuple Neuchâtelois est cependant intelligent et actif ; il exerce avec succès la plus belle et la plus riche des industries.

Les revenus de l'Etat bien et sagement répartis pouvaient avoir un résultat immense.

Eh bien, de ces brillants avantages dont jusqu'ici nous n'avons connu exactement ni le résultat ni la destination, il nous reste 1,500,000 L. de dettes ; et ceux qui en sont la cause, ceux dont les calculs menteurs ont séduit tant d'honnêtes gens, pouvaient trouver dans le peuple la confiance et les égards qu'on doit à des administrateurs de bonne foi.

Eux, l'élite de la nation, sous le rapport de l'instruction ; eux d'autant plus coupables qu'ils étaient plus élevés en dignité, seraient considérés comme innocents en présence des dilapidations qu'ils ont permises !



Non, il faut que la nation fasse justice d'une administration aussi équivoque.

Qu'elle l'accuse d'avoir violé son mandat à mesure qu'elle a travaillé pour le roi et négligé les intérêts du peuple qui lui étaient confiés !

Qu'elle l'accuse d'avoir trahi la patrie quand par ses menées occultes, elle a fourni aux ennemis de la Suisse les moyens de la perdre, et qu'elle a appelé l'étranger !

Qu'elle soit requise de justifier et de détailler ses comptes, comme la loi l'exige des plus chétifs négociants, faute de quoi, elle sera accusée de dilapidation et d'infidélité, pour avoir rendu au corps législatif et par lui à la nation tout entière, un compte qui cachait l'état réel de nos finances et qui ne tendait rien moins qu'à nous conduire à une ruine inévitable !

Et qu'à défaut de lois nationales il soit invoqué contre elle, comme droit subsidiaire, les lois étrangères qui ont été si souvent appliquées aux malheureux condamnés sous le régime déchu. Cette administration a démérité de la patrie.

L'impression de ce discours est également demandée.

Le tour de délibération par appel nominal ayant été repoussé sur la proposition d'un membre, qui estime que lorsque le rapport sera imprimé, l'Assemblée pourra se prononcer avec plus de connaissance de cause, il est procédé à la votation qui donne le résultat suivant :

Pour la motion d'ordre de M. Steck ; grande majorité.

Pour faire imprimer à part et à autant d'exemplaires que le bureau le jugera convenable, les discours de MM. Aimé Humbert et Gretillat ; très-grande majorité.

*M. le Président* du gouvernement provisoire a la parole pour faire une communication au nom de cette autorité. Par suite des circonstances extraordinaires où se trouve l'Europe et surtout les pays qui nous avoisinent, le vorort, dit-il, a cru devoir convoquer la diète pour le 13 de ce mois. Avant de faire des propositions à l'Assemblée constituante sur ce qu'il convient au canton de Neuchâtel de faire dans



les conjonctures actuelles, le gouvernement a cru devoir s'entourer d'autres renseignements qu'il soumettra lundi à l'Assemblée.

La fixation de l'ordre du jour de la prochaine séance donne lieu à un long débat. M. *Huguenin* pense qu'une commission pourrait être nommée dès aujourd'hui pour examiner le contre-projet de règlement proposé par M. Girard et qu'elle devrait faire son rapport demain.

MM. *Grandpierre* et *Gonzalve Petitpierre* combattent cette proposition dont l'adoption constituerait une violation flagrante du règlement qui lie encore l'Assemblée.

M. *Zuberbuhler* et d'autres députés estiment que la séance de lundi devant être absorbée par des objets d'une haute importance, on doit se mettre en mesure de discuter dès demain le projet de M. Girard, et qu'il conviendrait par conséquent de procéder aujourd'hui à la nomination d'une commission. Ce sera, il est vrai, un coup de canif donné au règlement, mais qui trouve son excuse dans la nécessité de ne pas perdre un temps précieux.

A la votation, la proposition de renvoyer toute l'affaire à demain reste en minorité. Celle de nommer dès à présent une commission de sept membres pour examiner le projet de M. Girard, obtient une grande majorité.

M. *Gonzalve Petitpierre* demande que l'Assemblée abandonne à M. le Président la nomination de cette commission, afin d'accélérer les opérations. Cette proposition mise aux voix par assis et levé, obtient 47 voix contre 27; mais des doutes avant été manifestés par plusieurs députés sur le sens et la portée de cette décision, puisque quelques-uns des membres qui ont donné leur assentiment à la proposition de M. Petitpierre, ont cru qu'il ne s'agissait que d'une simple



présentation de candidats par le Président, la votation est déclarée nulle et M. Petitpierre retire sa proposition.

Il est en conséquence procédé à la nomination de la commission dans la forme prescrite par l'art. 22 du règlement.

Quelques-uns des membres proposés par M. le Président refusent de se laisser porter comme candidats, attendu qu'ils font déjà partie d'autres commissions.

Le nombre des bulletins délivrés est de 75. Neuf bulletins sont annulés pour vice de forme ; restent donc 66 votans ; majorité absolue, 34.

Sont élus :

MM. <i>Girard</i> , commandant,	par 54 voix ;
» <i>Eugène Favre</i> ,	» 54 »
» <i>Théodore Calame</i> ,	» 50 »
» <i>Steck</i> ,	» 43 »
» <i>Gretillat</i> ,	» 43 »
» <i>Ed. Perrochet</i> ,	» 36. »

Un second tour de scrutin est nécessaire pour la nomination du septième membre. Sur 71 votans, M. *Brandt-Stauffer* obtient 70 voix.

Il est donné lecture d'une lettre signée par MM. *Marval* et *Sandoz* et adressée à l'Assemblée constituante, donnant des explications au sujet du chiffre de la dette de l'Etat. Cette pièce est mise *ad acta*, pour servir à titre de renseignement à la Commission constituante préconsultative, quand elle s'occupera de l'article de la constitution relatif à la dette de l'Etat.

M. le commandant *Girard* propose que le bureau soit chargé d'adresser, au nom de l'Assemblée constituante, à M. *Krieg*, pasteur à Neuveville, une lettre officielle pour



le remercier de ce qu'il a bien voulu officier le jour de l'ouverture de l'Assemblée. Cette motion est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à une heure.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*  
**CH.-L<sup>s</sup> JEANRENAUD.**

*Les Secrétaires,*  
**AIMÉ HUMBERT.**  
**GONZALVE PETITPIERRE.**  
**AUGUSTE LAMBELET.**





# **BULLETIN OFFICIEL**

## **DES DÉLIBÉRATIONS**

### **DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

### **TROISIÈME SÉANCE.**

SAMEDI 8 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

La séance est ouverte à neuf heures du matin.

L'appel nominal constate l'absence de dix membres, savoir : MM. Charles-Antoine Borel ,

Justin Guillaume ,

Guillaume Dubied ,

Ulysse Debelly ,

Henri d'Ivernois ,

Paul Morthier ,



MM. Adolphe Veuve ,  
Aimé Bourquin, malade ,  
Frédéric Girard , absent du pays ,  
Ariste Lesquereux , absent pour fonctions militaires.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Une pétition de Buttes , revêtue de 62 signatures , énumère en vingt-trois articles les vœux des pétitionnaires sur l'œuvre de l'assemblée constituante.

Sur la proposition de M. Grandpierre , l'assemblée décide de nommer une commission des pétitions composée de sept membres.

Une pétition des comités de la Sagne, des Ponts et de la Brévine demande la mise en liberté des otages retenus au château de Travers , savoir MM. Ch.-A. Jeanneret pour le Locle, Paul Fabry pour la Sagne , Matthey-Doret pour la Brévine, Calame pour la Chaux-du-Milieu.

La demande des pétitionnaires est fondée sur l'ordre qui règne maintenant dans les communes sus-mentionnées.

L'assemblée passe à la nomination de la commission des pétitions. Le nombre des bulletins délivrés est de 75, 5 sont annulés. Il reste 70 votants; majorité absolue : 36.

Sont nommés au premier tour de scrutin membres de la commission des pétitions :

MM. Ch.-F. Benoit à la majorité de 46 voix.

Florian Landry , 45

Georges Bonjour, 45

Gretillat , 45

Robert-Charrue , 40

Ed. Perrochet , 40

Charles Calame, 37



La commission chargée d'examiner le contre-projet de règlement proposé par M. Aimé Girard fait lecture de son rapport qui est conçu en ces termes :

Monsieur le président et Messieurs,

La commission que vous avez nommée pour examiner le projet de règlement présenté à la constituante par M. Girard, s'est réunie hier sous la présidence de M. Théodore Calame.

Si le travail qu'elle a fait est de peu d'étendue, le sujet n'en présentait pas moins quelques difficultés qui ont été plutôt tranchées que résolues ; car, d'un côté, il s'agissait d'un règlement déjà voté, sans discussion, il est vrai ; mais qui, ayant été adopté par l'assemblée constituante, devait lui servir comme s'il eût été le résultat d'une discussion complète ; d'autre part, un contre-projet de règlement, plus étendu, plus complet que le premier, présentant et rapprochant dans un ordre plus logique les nombreux articles qu'il contient.

Il eût été inconséquent de rejeter le premier puisque la constituante l'avait adopté ; votre commission ne pouvait non plus écarter le second puisqu'il avait été pris en considération ; elle s'est donc bornée à prendre pour base de son travail le projet de règlement proposé par le gouvernement provisoire ; elle l'a modifié en plusieurs endroits au moyen des idées et des ressources que lui a fournis le second projet.

Vos commissaires ont été généralement d'accord sur l'importance qu'il y a à ne pas perdre de temps pour des choses de peu d'importance quand la république réclame impérieusement un état stable qui remplace le provisoire en présence de l'ébranlement politique et de la crise financière qui pèse sur l'Europe.

On a dit qu'il est important d'avoir un bon règlement et que l'on ne doit pas regarder comme perdu le temps employé à en élaborer un. A quoi il a été répondu, qu'en effet, il serait à désirer que le règlement qui nous occupe eût été discuté article par article ; mais cependant il ne faut pas accorder à cet objet une importance plus grande que celle qu'il a réellement, c'est



une affaire transitoire; s'il s'agissait du règlement pour le grand-conseil, il faudrait y regarder de plus près; une discussion minutieuse serait nécessaire; mais pour le moment il s'agit d'avancer et vite.

Ce sont ces motifs qui ont engagé votre commission à n'apporter dans le premier règlement que quelques additions; plusieurs articles ont été maintenus, en sorte que ce règlement vous est de nouveau offert; il contient les changemens suivans :

L'article premier est maintenu.

L'article 2 a été augmenté de ces mots : « de deux questeurs » dont l'un serait employé à vérifier le scrutin et à délivrer les » cartes, et l'autre à vérifier l'absence ou la présence des constituans. » Cette adjonction a paru d'autant plus utile que le procès-verbal de la première assemblée renfermait une erreur que les secrétaires trop occupés n'avaient pu éviter.

L'article 3 a été augmenté aussi de quelques mots indiquant de quelle manière les secrétaires et les questeurs doivent être nommés.

L'article 4 est maintenu.

L'article 5 a reçu un développement sur les fonctions du président, en ajoutant : « il convoque l'assemblée constituante » aussi souvent qu'il le trouve nécessaire, ou lorsque 10 membres » en font la demande par écrit; il signe tous les actes de l'assemblée. »

L'article 6 est maintenu.

L'article 7 a subi le changement du mot *issue* remplacé par celui de résultat; il a de plus été augmenté d'une partie traitant des fonctions des questeurs.

Les articles 8 à 12 inclusivement sont maintenus.

L'article 13, qui traite de l'ordre des délibérations, a été expliqué et conçu de manière à éviter la confusion qui peut se rencontrer entre les personnes qui prennent la parole.

L'article 14 est maintenu; l'art. 15 laisse aux membres de la constituante la liberté de parler assis ou debout.

Les articles 16 et 17 sont maintenus. Mais à ce point le règlement renfermait une lacune qui a été remplie par un nouvel article ainsi conçu :



« Si la clôture de la discussion est demandée, on devra, à moins qu'un membre qui n'a pas encore parlé ne demande la parole, voter sur la clôture sans débat ultérieur ; si la clôture est rejetée, la discussion continue. » Cet article a l'avantage de faire gagner du temps lorsque la délibération s'étendrait sans sujet sur des affaires inutiles.

Les articles 18 à 21 sont maintenus ; les articles 22 et 23 offrant une similitude d'idées et de chose ont été réunis en un seul, avec les changemens que présente le nouveau projet.

Les articles 24, 25, 26, sont maintenus, tout le reste du règlement, soit depuis l'article 27 à 52, n'a subi que quelques rectifications de mots de peu d'importance, ce qui, en résumé, nous donne le projet ainsi arrangé.

Le débat libre s'engage sur le projet tel qu'il a été amendé par la commission.

M. Girard revient sur l'incident du 5 avril. Les motifs qui l'ont déterminé à remettre en question le règlement que l'assemblée avait adopté sans le discuter, découlent de cette maxime capitale : *Tout par le peuple et pour le peuple*. Si les circonstances extraordinaires où l'on se trouve exigent que l'on sorte le plus tôt possible du provisoire, il ne faut pourtant pas que la constitution soit faite à la précipitée. Le règlement de l'assemblée constituante exercera beaucoup d'influence sur les délibérations : le retard ne sera pas grand. L'orateur n'attend point un règlement parfait, mais un règlement discuté, et il s'y soumettra quelles que soient les modifications qu'y apportera la majorité.

M. Leuba-Fatton s'exprime en ces termes :

Si je me permets de prendre la parole avant qu'il soit passé à la votation définitive du règlement qui va nous régir pour quelques jours, j'exposerai à l'honorable assemblée que je ne crois pas qu'il soit indispensable d'avoir un règlement parfait pour un aussi court laps de temps que celui où il sera en vi-



gueur. Sans vouloir dire et prétendre que le premier, qui a été adopté sans discussion préalable, fût entièrement convenable, j'exprimerai cependant mon regret de ce qu'on ne l'ait pas gardé intact. D'abord par déférence pour les hommes respectables qui en avaient été les collaborateurs, et qui, sans doute à cause des grands travaux dont ils ont été accablés, n'avaient pu prévenir toutes les éventualités, ensuite parce nos antagonistes politiques vont faire de notre révision un de leurs sujets de dérision, et enfin parce que j'envisage qu'il importe davantage d'aborder et de travailler à résoudre les questions vitales dont nos mandataires nous ont spécialement revêtus, afin que nous sortions du provisoire, plutôt que de nous appesantir longuement sur une affaire de pure forme organique. Je conclurais donc à ce que le règlement primitif fût définitivement adopté avec les modifications proposées par la commission.

M. Girard est prêt à rendre justice aux auteurs du premier projet, MM. les membres du gouvernement provisoire; mais dans cette assemblée il ne les reconnaît que comme membres de la constituante. La révision proposée ne saurait être un sujet de dérision : adopter un projet meilleur que le premier, c'est rétablir l'honneur de l'assemblée.

M. Ed. Perrochet signale quelques-unes des améliorations que présente le règlement modifié et recommande à l'assemblée de perdre aussi peu de temps que possible sur cet objet.

M. le président met alors en discussion le projet de règlement article par article.



Le débat terminé, l'assemblée adopte le règlement tel qu'il est transcrit ci-dessous :

## RÈGLEMENT

POUR

# L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES. INSTALLATION ET FONCTIONS DU BUREAU.

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Le gouvernement provisoire convoque l'assemblée constituante, examine les procès-verbaux des élections, vérifie l'identité des députés, appelle à la présidence provisoire de l'assemblée le membre le plus âgé, et au bureau provisoire trois secrétaires choisis parmi les plus jeunes députés.

#### ART. 2.

Ces préliminaires mis en règle, la constituante procède à l'élection de son bureau définitif, lequel devra se composer d'un président et de deux vice-présidents, de trois secrétaires et de deux questeurs, dont l'un employé à délivrer les bulletins et à vérifier le scrutin, l'autre à vérifier l'absence ou la présence des constituants.

#### ART. 3.

Ces élections se feront au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages. A cet effet, chaque député inscrira



d'abord trois noms sur son bulletin pour les candidats à la présidence et à la vice-présidence; le député qui aura réuni le plus de voix en sus de la majorité absolue sera proclamé président; les deux députés qui en auront réuni le plus après lui seront proclamés vice-présidents. La nomination des trois secrétaires et des deux quêteurs se fait de la même manière.

ART. 4.

Ces élections terminées, le bureau provisoire cède sa place au bureau définitif, et le président, après avoir déclaré ouverte la session de la constituante nationale de la république, invitera le gouvernement provisoire, dont le président aura son siège à côté de celui du président de la constituante, à faire à l'assemblée les communications et propositions qu'il jugera convenables.

ART. 5.

Au président de l'assemblée constituante appartient la police de la salle et la direction des délibérations. Il n'agit que comme organe de l'assemblée et pour faire exécuter le règlement. Il veille spécialement à ce que l'ordre et la décence règnent dans les délibérations, et, sans tolérer la licence, il doit avoir soin que la liberté soit pleinement assurée et respectée.

Il convoque l'assemblée constituante aussi souvent qu'il le trouve nécessaire, ou lorsque 25 membres au moins en font la demande par écrit; il signe tous les actes de l'assemblée.

ART. 6.

Si le président veut user de son droit comme membre de l'assemblée pour délibérer, il doit quitter son siège et se faire remplacer pendant ce temps-là par l'un des vice-présidents. Il ne votera que dans le cas où les voix seraient également partagées.

ART. 7.

Les secrétaires rédigent le procès-verbal des séances, qui



devra contenir en substance les divers incidents qui méritent d'être notés, l'énoncé des propositions, leur résultat et le nombre des votants de part et d'autre, lorsqu'ils ont été comptés.

Les questeurs comptent et recueillent les voix dans les votations au scrutin public ou secret, et ils annoncent au président le résultat des votations. Ils font l'appel nominal au commencement de chaque séance; ils alternent dans leurs fonctions.

**ART. 8.**

Au début de chaque séance, le procès-verbal de la séance précédente est lu à l'assemblée et soumis à son approbation, puis publié par la voie de l'impression.

**ART. 9.**

Pour chaque séance le bureau place dans la salle un tableau indiquant l'ordre du jour.

**ORDRE ET MODE DES DÉLIBÉRATIONS.**

**ART. 10.**

Toutes les propositions particulières des députés et toutes les pétitions adressées à la constituante seront indiquées à l'assemblée vingt-quatre heures au moins avant qu'elles puissent devenir l'objet d'une délibération. La communication de ces propositions et pétitions sera faite au début de chaque séance, après l'adoption du procès-verbal de la séance précédente.

**ART. 11.**

Avant toute autre délibération, l'assemblée devra toujours statuer sur les procès-verbaux des nouvelles élections: dans le cas où ces élections seraient entachées d'illégalités, suspendues ou cassées, les sièges contestés demeurent vacants jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu régulièrement.



ART. 12.

Ces préliminaires mis en règle, la constituante délibère d'abord sur les objets qui lui sont proposés par le gouvernement provisoire, ensuite sur les adresses et pétitions, et enfin sur les propositions individuelles et qui rentrent dans le cadre des objets soumis à la constituante. Néanmoins, si le cas l'exige, il dépend de la majorité de l'assemblée que cet ordre soit interverti.

ART. 13.

Le débat est libre. Tout membre de l'assemblée qui désire parler demande la parole au président, et il l'obtient à tour de rôle par ordre de priorité. Sur la proposition de dix membres, l'assemblée pourra voter la délibération par appel nominal.

ART. 14.

Pour tout objet de délibération qui renferme plus d'un article, il y aura d'abord une délibération libre sur l'objet en général et ensuite une délibération spéciale sur chaque article. Les articles étant épuisés, ainsi que les amendements proposés, l'assemblée se prononcera par assis et levé sur l'ensemble de l'objet.

ART. 15.

Les députés opinent à leurs places, assis ou debout.

ART. 16.

On n'adresse la parole qu'au président et à l'assemblée.

ART. 17.

Toute imputation de mauvaise intention est considérée comme une violation de l'ordre.

ART. 18.

Si la clôture de la discussion est demandée, on devra, à moins qu'un membre qui n'a pas encore parlé ne demande la parole, voter sur la clôture sans débat ultérieur; si la clôture est rejetée, la discussion continue.



## DES AMENDEMENTS.

### ART. 19.

Les amendements proposés sur des objets soumis à la délibération de la constituante et qui sont appuyés par cinq députés, sont inscrits sur-le-champ par les secrétaires, puis lus à l'assemblée qui en délibérera suivant les règles ci-après.

### ART. 20.

Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements, et ceux-ci avant la proposition principale.

### ART. 21.

Le président proposera l'ordre dans lequel les amendements doivent être présentés; s'il y a réclamation, l'assemblée décide de la priorité à leur accorder.

## DES COMMISSIONS.

### ART. 22.

Si, sur un objet quelconque, le tiers des votants en demande le renvoi à l'examen préalable d'une commission, cette commission doit être nommée. Sur son rapport, il s'établira un débat libre à la suite duquel l'assemblée est appelée à statuer définitivement.

### ART. 23.

Lorsqu'il s'agit de nommer une commission, l'assemblée est invitée à faire des propositions. Chaque proposition appuyée de trois voix est incontinent portée sur la liste. Les commissions ne seront ordinairement composées que de sept membres, nommés au scrutin de liste à la majorité des suffrages. En cas de parité, le sort décidera.



La personne qui aura obtenu le plus de suffrages au premier tour de scrutin, réunira la première fois la commission, laquelle alors choisira elle-même son président.

**ART. 24.**

Les commissions chargées de l'examen d'une question doivent s'en occuper sans délai et faire leur rapport aussitôt que possible à l'assemblée.

**DES PROPOSITIONS INDIVIDUELLES  
ET DE LA VOTATION.**

**ART. 25.**

Tout membre de l'assemblée constituante qui veut faire une proposition est tenu de la rédiger par écrit et de la présenter à l'assemblée. Si elle est appuyée par cinq députés, elle sera inscrite au procès-verbal et mise en délibération, selon que le portent les articles 13 et 14 du présent règlement.

**ART. 26.**

Pour que l'assemblée constituante puisse voter définitivement sur un objet quelconque, la présence des deux tiers au moins de la totalité des membres dont elle se compose est nécessaire. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

**POLICE.**

**ART. 27.**

Les séances de l'assemblée constituante sont publiques.

**ART. 28.**

Pour être admis dans la salle des séances, il faut être muni d'une carte d'entrée.

Le nombre des cartes distribuées est proportionné au local. La totalité de ces cartes sera remise à tour de rôle aux députés.



ART. 29.

Tout signe d'approbation ou de désapprobation est interdit aux assistants. Il est facultatif à l'assemblée de faire sortir de la salle, soit individuellement, les personnes qui auront troublé l'ordre, soit tous les assistants, selon les cas.

ART. 30.

Si quelque membre de l'assemblée troublait la délibération, le président peut le rappeler à l'ordre.

ART. 31.

Les députés à l'assemblée constituante sont inviolables quant aux opinions qu'ils pourraient émettre dans l'assemblée; mais si l'un d'eux, durant la séance, avait tenu quelque discours ou fait quelque acte que l'assemblée jugeât répréhensible, elle pourra passer un arrêté de censure contre lui, et décider si cet arrêté sera inscrit ou non au procès-verbal. L'assemblée pourra même, selon la gravité du cas, prononcer la déchéance d'un député, à la majorité des  $\frac{2}{3}$  au moins de la totalité des membres de la constituante. Pour des affaires de cette nature, l'assemblée devra se constituer à huis-clos.

ART. 32.

Tous les citoyens faisant partie de la constituante recevront de l'Etat, à titre d'indemnité, une allocation de quatre francs de France par journée de présence aux séances. S'ils étaient dans le cas de s'absenter pour plus d'une journée, il devraient en prévenir M. le président.

A la votation de l'art. 31, M. Steck proteste contre le dernier alinéa, portant que « l'assemblée pourra même, selon la gravité du cas, prononcer la déchéance d'un député, » droit que l'honorable député de Boudry ne saurait reconnaître qu'au collège électoral dont le membre accusé serait représentant.



L'assemblée passe à la nomination des questeurs.

74 bulletins sont délivrés ; un est annulé, il en reste 73 ; majorité : 57. Des candidats présentés, M. Eugène Favre seul est nommé au premier scrutin par 40 suffrages.

Au second tour de scrutin 66 bulletins sont délivrés, aucun n'est annulé ; majorité absolue : 54. M. Eugène Huguenin obtient 40 suffrages. En conséquence, MM. Eugène Favre et Eugène Huguenin sont proclamés questeurs de l'assemblée constituante.

La séance est levée à une heure et demie.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD.

*Les secrétaires :*

AIMÉ HUMBERT.

GONZALVE PETITPIERRE.

AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
DE LA  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**QUATRIÈME SÉANCE,**

*Lundi 10 avril 1848.*

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

La séance s'ouvre à neuf heures du matin.

L'appel nominal constate huit absences, savoir :

MM. Aimé Bourquin (malade).

» Gaberel (excusé).

» Jean-Richard.

» Guillaume Dubied.

» Gustave-Henri Lambelet (excusé).

» Frédéric Girard.

» Adolphe Veuve.

» Henri d'Ivernois.



Le procès-verbal de la séance du 8 avril est lu et adopté avec quelques rectifications.

Il est donné lecture à l'Assemblée des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Une pétition signée de M. J. Huguenin de la Chaux-du-Milieu, qui se joint aux comités de la Sagne, des Ponts et de la Brévine, pour demander la mise en liberté des otages.

2<sup>o</sup> Du conseil de la commune du Locle, en date du 6 avril, demandant l'élargissement de M. Charles-A<sup>te</sup> Jean-neret, otage pour le Locle.

3<sup>o</sup> Une pétition de Travers, revêtue de 115 signatures, demandant l'interdiction des droits civils et politiques des membres de l'ancien conseil d'Etat, d'une majeure partie des membres du corps législatif, des officiers ayant commandé la garde soldée, et enfin des membres des comités de défense. Cette pétition insiste en outre pour qu'on mette la somme de 300,000 francs de Suisse à la charge des membres du corps législatif qui ont refusé le contingent militaire fédéral, et qu'on fasse supporter à l'ancien conseil d'Etat les frais résultant de la formation d'une garde soldée.

4<sup>o</sup> Une pétition de la société patriotique de la Chaux-de-Fonds, en date du 9 avril, revêtue des signatures de son président et de son secrétaire, demande au nom de 182 membres présents, l'impression du projet de constitution amendé par la commission des quinze. Lorsque cette commission aura fait son rapport, les pétitionnaires désirent en outre que l'Assemblée constituante proroge d'une semaine ses délibérations.

Toutes ces pièces sont renvoyées à la commission des pétitions.

Il est fait lecture d'une lettre par laquelle M. Gonzalve Petitpierre demande sa démission de membre de la commis-



sion constituante préconsultative, demande motivée sur ce que ses doubles fonctions de secrétaire de l'Assemblée et de directeur des *Bulletins des séances*, ne lui permettent pas, pendant les travaux simultanés de l'Assemblée et de la Commission, de coopérer, comme il le désirerait, aux débats de la commission.

Il est en conséquence pourvu au remplacement immédiat de M. Gonzalve Petitpierre comme membre de la commission préconsultative. M. *Gretillat* est élu au 3<sup>me</sup> scrutin par 45 voix sur 76 votants.

M. le *Président du Gouvernement provisoire* annonce que le Gouvernement ne tardera pas à faire des communications à l'Assemblée au sujet des affaires fédérales ; mais qu'il importe avant tout que l'assemblée se prononce au sujet de l'adoption des couleurs nationales.

La nomination d'une commission pour présenter un préavis à cet égard est votée à une très-grande majorité.

Elle se compose de :

MM. Georges DuBois, nommé par 67 voix sur 75 votans.

»	Courant, colonel,	»	62	»
»	Erhard Borel,	»	60	»
»	Aimé Humbert,	»	60	»
»	Célestin Nicolet,	»	59	»
»	Charles Calame,	»	57	»
»	Gustave Heinzely,	»	46	»

La commission des pétitions, nommée dans la dernière séance, soumet le résultat du travail auquel elle s'est livrée dans les deux rapports suivants :

*Rapport fait par M. le Dr Landry.*

Monsieur le Président et Messieurs,

Deux pétitions ont été remises, dans la dernière séance de l'Assemblée constituante, à la Commission nommée pour les exa-



miner. L'une d'elles, Messieurs, a pour but la mise en liberté des ôtages et de M. Paul Fabry, tous détenus maintenant encore au château de Travers. Cette pétition est signée par les présidents et vice-présidents des comités provisoires des différentes localités d'où furent emmenés les ôtages. Ces localités, Messieurs, ont presque toutes été occupées militairement; cette occupation avait été motivée par des actes de rebellion, des désordres peu importants, il est vrai, mais suffisants pour entretenir l'inquiétude et la méfiance dans les populations. Depuis, Messieurs, la tranquillité renaît tous les jours davantage; notre République, toute jeune qu'elle est, repose maintenant déjà sur de solides bases; une fermentation générale n'est nullement à craindre, elle est impossible, et à cet égard l'arrestation prolongée des ôtages serait certes parfaitement inutile, on pourrait sans hésiter les mettre en liberté; mais, cette question de mise en liberté prend une autre tournure quand il s'agit de désordres locaux, de ces scènes continues, fatigantes, dont les localités qui durent livrer les ôtages ont été et sont encore parfois le théâtre: sous ce point de vue la Commission s'est demandée s'il était prudent d'élargir les détenus du château de Travers, à la simple demande des comités provisoires et sans s'assurer une garantie pour le maintien de l'ordre dans les localités dont il est question. Evidemment non, Messieurs, et la Commission proposerait de ne prendre en considération cette mise en liberté qu'autant qu'elle serait le but d'une requête de la part des communes, et que celles-ci se seraient rendues responsables de tout acte qui compromettrait l'ordre public après la mise en liberté des ôtages.

En donnant ce préavis, Messieurs, la Commission a pris en considération l'opinion de nos adversaires, qui, imbus de principes inconcevables au siècle où nous vivons, qualifient de lâcheté et de faiblesse les actes d'humanité et de modération, et la conduite parfaitement libérale dont le parti vainqueur a fait preuve; on peut dire, en s'appuyant sur de nombreux exemples, que le parti monarchique s'est montré d'autant plus hostile que le parti Suisse a été plus indulgent et plus conciliant. N'a-t-il pas fallu une seconde fois occuper certaine localité, désarmer, prendre des ôtages, parce que la première occupation n'avait été en quelque sorte qu'une promenade militaire exécutée sans aucune rigueur. Il ne serait donc pas convenable, selon la Commission, de prendre trop vite une résolution dont on aurait à se repentir plus tard.



Quant à M. Paul Fabry, détenu également au château de Travers, la Commission ne peut le considérer comme un otage. M. Fabry est ici prisonnier et détenu pour délit militaire, ayant brûlé ou autorisé la combustion des cartes de convocation militaire que le Gouvernement provisoire lui avait envoyées pour la levée du premier bataillon qui devait se rendre à Neuchâtel. La Commission croit devoir renvoyer ce cas aux autorités compétentes.

*Rapport fait par M. Ch. Calame.*

Monsieur le Président et Messieurs,

Si la Commission nommée pour l'examen et le rapport des pétitions a divisé son travail, ce n'est point que l'abondance des matières l'y ait forcé, quoique les deux objets qu'elle a eu à examiner présentassent chacun des points très-dignes de fixer l'attention des hommes sérieux. Mon honorable collègue vient de vous exposer la pensée de la Commission relativement à la demande faite au Gouvernement de libérer les otages gardés au château de Travers, et je viens à mon tour, Messieurs, vous exprimer ses idées sur les différents articles que contient la pétition signée par 62 citoyens de Buttes :

L'art. 1 énonce une pensée déjà formellement exprimée dans le projet de Constitution; l'égalité devant la loi est un droit tellement reconnu par tout le monde aujourd'hui, que personne ne doute de le voir figurer en toute première ligne dans notre prochaine Constitution.

Art. 2. La disparition complète des titres de noblesse des actes publics est également désirée par la Commission.

Quant aux faillis et aux assistés, la Commission a reconnu les difficultés que cette question soulève; elle la recommande cependant à toute l'attention des législateurs, en exprimant le désir que le vœu émis par les pétitionnaires soit pris en sérieuse considération.

Art. 3 et 4. La demande des pétitionnaires relatives à l'abolition complète des redevances féodales, soulève dans le moment actuel, et en face d'un état financier encore imparfaitement connu, des difficultés telles que la Commission n'a pas cru pouvoir se prononcer. Du reste, cette question rentre dans les dispositions de l'art. 8 du projet de Constitution soumis maintenant à l'examen d'une Commission spéciale.



Art. 5. Cet article nous a paru devoir faire l'objet de mesures législatives prévues par l'article 36 du projet de Constitution.

Art. 6. Cette question de finances paraissant très-grave, la Commission s'abstient de donner son avis là-dessus, se fondant entr'autres sur cette circonstance que la dette publique doit être discutée dans la séance de ce jour; de plus, la Commission se trouvait privée de la présence et des lumières de deux de ses membres. Toutefois elle croit devoir recommander cet objet à l'attention sérieuse des membres de la Constituante.

Art. 7. Quant au droit de libre établissement, cet objet est prévu déjà par l'art. 17 du projet de Constitution.

Art. 8. La Commission envisage l'établissement d'un droit de timbre comme étant uniquement du ressort de la législation.

Art. 9. L'abolition de la corvée nous a paru dans le même cas que le précédent, c'est-à-dire du ressort de la législation.

Art. 10. Comme l'instruction publique est un des objets les plus intéressants qui puissent être soumis à l'attention et aux méditations des membres de la Constituante, et que le projet de Constitution ne contient rien de spécial sur ce sujet, la Commission se joint aux pétitionnaires, non pour faire prévaloir telle ou telle forme, telle ou telle application, mais pour que l'instruction primaire devienne l'objet de la plus sérieuse attention.

Art. 11. Le traitement des gendarmes ainsi que celui de tous les agens et employés, est une affaire de législation qui ne peut occuper pour le moment la Constituante.

Art. 12. L'amovibilité des fonctions est prévue par l'art. 19 du projet de Constitution. Du reste la Commission est entièrement d'avis que l'amovibilité des fonctions est une chose absolument nécessaire et sans laquelle la démocratie ne peut subsister.

Art. 13. Le salaire, ou plutôt l'indemnité accordée aux membres du grand-conseil rentre dans les réglemens organiques du grand-conseil futur.

Les art. 14, 15 et 16 renferment des questions entièrement du ressort de la législation future, la Commission ne croit point nécessaire de s'en occuper maintenant d'une manière spéciale.

Art. 17. Sur cet article, la Commission pense que si des domaines appartenant à l'Etat ont été vendus, les sommes prove-



nant de cette vente ont dû être versées dans les caisses de l'Etat, et que l'emploi de ces fonds pourra se justifier par ceux qui en ont eu le maniement.

Art. 18. Tout ce qui concerne les communes est renvoyé aux articles 58, 59, 60 et 63 du projet de Constitution. La Commission se borne à recommander la prise en considération de la demande relative au droit de basse police, auquel un grand nombre de communes tiennent particulièrement.

Art. 19. La Commission, sans approfondir tous ces points différents, et considérant l'article dans son ensemble, est unanime pour approuver l'esprit qui l'a dicté. Quant à l'indemnité au roi dont parle la pétition, la Commission pense que personne dans le pays n'éprouve les mêmes craintes, et que tout le monde, au contraire, a lieu d'être parfaitement rassuré à cet égard.

Art. 20. La Commission ignore si l'Etat a jamais fait une pension à la veuve Berthier, ni comme indemnité, ni d'aucune autre manière. En tout cas le moment actuel serait parfaitement convenable pour s'en libérer.

Art. 21. La Commission ne pense pas que les 300,000 fr. d'amende que nous a imposés la Confédération puissent être mis à la charge des corps politiques de l'ancien ordre de choses, lesquels, cependant, sont les seuls et vrais auteurs du mal. Sur ce point, cependant, la Commission n'a pas été unanime, et une minorité s'est prononcée dans le sens des pétitionnaires.

Art. 22. Tout en approuvant le sentiment de réprobation exprimé dans la pétition à l'égard d'un grand nombre de fonctionnaires qui ont refusé obstinément leur concours au gouvernement, et prolongé outre mesure, et dans un but coupable, cet état de quasi hostilité, dans un moment surtout où le mot de patrie devait seul être écouté, la Commission ne voit pas la nécessité, et repousse même absolument l'idée de priver à tout jamais des concitoyens du droit de remplir des fonctions, et de se rendre à l'avenir utiles à la république.

Art. 23. La Commission s'associe pleinement à l'idée des pétitionnaires, qui désirent que le 1<sup>er</sup> mars devienne chez nous une fête nationale, commémorative de notre glorieuse révolution.



La discussion s'ouvre d'abord sur le rapport concernant les prisonniers détenus comme otages au château de Travers.

Une proposition de M. Ch.-Ph. Benoît, de passer à l'ordre du jour sur les pétitions des chefs des comités de la Brévine, de la Sagne, comme étant intempestives, etc., est rejetée à la majorité.

En revanche, une motion d'ordre de M. Piaget tendant à renvoyer toute délibération sur cet objet jusqu'à ce que l'on discute les propositions de la commission chargée de présenter un préavis sur le rapport relatif aux principaux actes administratifs du Gouvernement provisoire, est adoptée à une grande majorité.

La deuxième partie du rapport de la commission des pétitions, qui passe en revue les pétitions de Buttes, est l'objet d'un court débat auquel prennent part essentiellement MM. Piaget, Girard, Landry et Calame.

*M. Piaget* fait d'abord observer que la pétition de Buttes renferme une foule de questions qui se rattachent à des points de la Constitution ; il serait donc convenable de ne rien préjuger et de renvoyer à la commission préconsultative, car ce serait se placer dans la plus singulière position, si l'on décidait par avance des points soulevés uniquement par voie de pétition.

*M. Girard* sous-amende cette proposition en demandant que toutes les pétitions soient renvoyées à la commission des pétitions, et que celle-ci transmette ses observations à la commission préconsultative.

*M. Calame*, père, fait observer que les points soulevés par la pétition de Buttes sont de nature tout-à-fait différente, et qu'il y aurait ainsi un triage à faire.

A la votation, l'Assemblée se prononce à la presque una-



nimité pour renvoyer toute cette affaire à la commission chargée d'examiner le projet de Constitution pour qu'elle en fasse l'usage qu'elle jugera convenable.

L'ordre du jour appelle ensuite l'Assemblée à discuter le double rapport de la commission chargée d'examiner le compte-rendu du Gouvernement provisoire sur les principaux actes de son administration.

*M. Calame*, père, prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs,

Je n'ai pas attendu ce moment pour témoigner au Gouvernement provisoire ma reconnaissance pour tout le bien qu'il a opéré en si peu de temps. Certes, nous lui avons tous les obligations les plus grandes et les plus incontestables. Cela est connu de tout le monde, tout le pays le sent, tous les vrais républicains en sont pénétrés.

Quant à ceux qui, obstinés dans leurs erreurs, se refusent à l'évidence des faits accomplis, qu'ils y restent jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de les en tirer.

Je ne m'étendrai pas beaucoup, M. le Président et Messieurs, sur le rapport qui nous a été présenté, dont nous avons voté l'impression et sur lequel la Commission vient de nous faire rapport.

Je ne puis cependant me dispenser de m'arrêter un instant sur quelques passages de ce rapport remarquable, et d'abord sur celui qui signale le lâche abandon de tous les fonctionnaires du Gouvernement déchu au moment du danger; abandon qui était de nature à livrer le pays aux horreurs de l'anarchie et peut être à sa ruine.

Que leur importait à ces gens-là la ruine de notre patrie? La leur n'était-elle pas à Berlin où ils s'imaginaient trouver un asile, protection et honneurs; mais d'où ne leur est venu, par une juste direction de la Providence, que la punition des lâches et des traîtres, l'abandon et le mépris.

Parlerai-je de la dette énorme que ces gens-là nous ont léguée, et pour l'extinction de laquelle il faudra nécessairement nous imposer à nous-mêmes de durs sacrifices, si l'on n'en met pas une bonne partie à leur charge.



Dirai-je avec quelle impudence ils ont laissé piller par leurs satellites l'arsenal de l'Etat qui contenait tout le matériel nécessaire, eux qui venaient de manquer à leurs engagements, en violant leurs serments, en refusant lâchement de remplir leurs obligations envers la Suisse en refusant le contingent fédéral de Neuchâtel.

Et par qui ont ils fait voler, dévaliser cet arsenal? par une gardée soldée, formée sans nécessité aucune, composée de l'écume de la population du pays et des Etats voisins.

Irai-je jusqu'à faire mention de ces conciliabules secrets qui ont acquis une si triste célébrité sous le nom de *Comités de défense* et de *Comités noirs*; vraie inquisition dirigée contre les patriotes les plus purs, désignés par centaines pour être traités criminellement, et qui n'ont été soustraits au sort que le despotisme leur réservait que par notre bienfaisante et glorieuse révolution? Et ces gendarmes surnuméraires placés dans les communes, espions salariés dont la principale fonction était la délation et qui se sont signalés par tant d'excès et de brutalités; que pourrais-je dire de toutes ces turpitudes de nos anciens gouvernans, que tout le monde ne sache et dont tant de patriotes ont souffert?...

Mais les plus grands coupables de tous ces coupables, ne sont-ce pas ceux qui les ont fait agir? qui les ont salariés des deniers de l'Etat.

Et si ces grands coupables ont été et sont encore privés de la liberté dont ils ont privé tant d'innocents, qu'ils ne s'en plaignent point, qu'ils pensent au sort qu'ils nous réservaient s'ils fussent venus à bout de leurs coupables desseins, si le plan militaire de l'un d'entre eux surtout eût pu être exécuté. Les mânes des infortunés docteur Petitpierre, de Dubois et de tant d'autres victimes de leur barbarie, crient vengeance au Ciel contre eux et ne sont point encore vengés. Autant nous en préparaient-ils à nous, patriotes courageux, qui depuis tant d'années assumions sur nos têtes leur colère et leur vengeance, à nous les vétérans du libéralisme qui depuis si longtemps soutenons la cause de la liberté et de l'affranchissement de notre patrie, au risque de nous faire jeter dans les cachots d'où nous ne serions pas sortis vivants, au risque d'entraîner dans notre ruine, nos épouses, nos fils, tout ce que nous avons de plus cher.

Et ces gens-là oseraient se plaindre? ils pourraient crier à l'injustice! Ah! qu'ils se félicitent plutôt de la clémence dont on use envers eux qui l'ont si peu méritée.



Quant aux otages détenus au château de Travers, ils me paraissent moins coupables que ceux qu'ils servaient avec un zèle bien mal entendu sans doute. Je ne m'opposerai donc pas à leur élargissement dans un temps convenu, moyennant qu'ils donnent eux et leurs communes des garanties par écrit de leur conduite future et de leur adhésion au nouvel ordre de choses.

*M. Erhard Borel*, en sa qualité de membre du Gouvernement provisoire, ne devrait pas prendre la parole; toutefois il le fait pour obéir à sa conscience. Je ne partage pas, dit l'orateur, les sentiments amers du préopinant; je désire qu'un voile soit jeté sur le passé, que tous les citoyens se tendent la main. Ce désir est conforme aux principes de fraternité proclamés par le libéralisme, principes qui doivent devenir une réalité. Nos concitoyens sauront apprécier une semblable manière d'agir; ils ne la prendront pas pour de la faiblesse. C'est, au contraire, parce que nous sentons notre force que je ne voudrais pas que nous fussions accusés d'en abuser. C'est dans ce sens que je repousse les conclusions de la commission qui veut faire peser sur les membres du Gouvernement déchu le chiffre énorme des déprédations commises à l'arsenal. On ne peut pas en attribuer entièrement la faute à l'ancien conseil d'Etat; elle peut être le résultat de la confusion qui régnait dans ce moment; quant à l'entretien de la garde soldée, certainement qu'il était illégal, mais depuis le 1<sup>er</sup> mars ne s'est-il pas aussi commis des illégalités de notre côté? Ne revenons pas sur le passé, et ne prenons pas des mesures qui puissent indisposer nos voisins contre nous et dénaturer l'esprit de notre révolution.

*M. François Droz* émet un vœu, quant à l'organisation provisoire judiciaire, c'est qu'on en élimine des hommes qui ont poursuivi les amis de la Suisse.

*M. Aug. Lambelet* répond à *M. Erhard Borel* que la commission n'a pas fait abstraction des sentiments de géné-



rosité, comme le prouvent les conclusions qu'elle formule, mais que d'un autre côté elle devait avant tout sauvegarder les intérêts de la république.

*M. Ami Girard* appuie de toutes ses forces l'opinion qui veut faire peser la responsabilité financière sur l'ancien conseil d'état; car autrement ce serait sur le peuple que retomberait le fardeau des dépenses faites arbitrairement par ces messieurs; trop de générosité nous mettrait à dos tous ceux qui se montrent disposés à se rallier. Quant à la mise en liberté des otages, il la voudrait conditionnelle, c'est-à-dire qu'elle ne pût s'effectuer que lorsque les garanties indiquées à la fin du rapport de *M. Grandpierre* auraient reçu leur accomplissement.

*M. Leuba-Fatton* s'exprime comme suit :

Je me sens pressé du besoin d'exprimer mon étonnement de ce que le rapport du gouvernement n'ait fait aucune mention de différens objets qui ont contribué à la déprédation des finances de l'état; avant que j'en aie fait l'énumération, on est peut-être prêt à me répondre qu'il était dans la compétence de l'ancien gouvernement d'agir comme il l'a fait; cependant lorsque je réfléchis seulement à ce qui s'est passé à l'égard des embri-gadés, de cette gendarmerie renforcée qui a été disséminée sur toutes les parties du pays, corps composé en grande partie de gens sans aveu qui ont été les provocateurs du peuple, se livrant fréquemment à des actes arbitraires; s'il avait plu à Messieurs nos gouvernants d'en placer 3 à 400 sous cette même dénomination de gendarmes, aurait-il donc fallu que le peuple se fut soumis complètement au bon plaisir de ces Messieurs! Je propose en conséquence, *M. le Président* et Messieurs, que ces frais soient mis à la charge de ceux qui les ont occasionnés.

*M. Steck* appuie les propositions de *M. Girard*: qui est-ce qui doit combler le vide qui existe? Avons-nous le droit d'être généreux des deniers du peuple? Il nous est impossible de fermer les yeux sur les déprédations commises à



l'arsenal, sur la destination donnée aux fonds affectés aux dépenses de la Confédération, etc. On saurait se servir contre nous de la générosité dont nous aurions fait preuve.

*M. Calame*, père, fait observer que personne plus que lui n'est porté à la clémence, mais que cette vertu doit avoir des bornes; qu'il faut aussi tenir compte du mécontentement du peuple; que si l'on se montrait trop indulgent, l'acceptation de la Constitution pourrait courir des risques. Une clémence mal entendue dégénère en faiblesse, et la faiblesse a toujours perdu les gouvernements.

*M. Benoît* appuie *M. Girard*.

*M. Jeanrenaud-Besson* émet une nouvelle opinion, c'est de renvoyer à statuer sur cette affaire aux tribunaux qui seront institués. Comme corps politique et essentiellement politique, si nous prenions nous-mêmes une décision quant au fond, nous usurperions des attributions qui sont du ressort exclusif du corps judiciaire. Dans tous les pays on met les prévenus en mesure de se faire entendre. L'orateur propose en conséquence que, sans rien préjuger sur le fond, une accusation contre les membres de l'ancien conseil d'état soit portée devant les tribunaux compétents, dès que les circonstances le permettront, aux fins de les contraindre judiciairement et sauf leur recours contre qui de droit, à rembourser à l'état : 1<sup>o</sup> le montant des armes et effets soustraits à l'arsenal, 2<sup>o</sup> le montant des frais de la garde soldée.

Quant aux otages, l'orateur partage l'opinion qui veut qu'on mette les communes, dont les détenus sont ressortissant, en mesure de garantir le maintien de la paix publique.

*M. Challande* désirerait avoir quelques renseignements sur le chapitre des fonds secrets; car les frais d'espionnage doivent évidemment retomber à la charge du gouvernement déchu.



*M. Piaget* répond d'abord au préopinant que, dans la comptabilité de l'Etat, il ne s'est trouvé aucune trace de dépenses semblables. Quant à la question en discussion, l'orateur déclare que l'opinion de M. Jeanrenaud-Besson est également la sienne. Sans vouloir se prononcer en aucune façon sur le fond de la question, il pense qu'il serait non pas seulement injuste, mais impolitique de prononcer une sentence sans appeler les accusés à se défendre. Cette opinion est en harmonie avec celle que la Commission elle-même émet à la fin de la partie financière de son rapport, quand elle dit que l'Assemblée constituante doit mettre l'ancien conseil d'Etat à même de se justifier en l'invitant à établir lui-même le bilan de l'Etat. C'est en partant de pareils principes que nous nous montrerons véritablement forts. Si nous avons raison, les tribunaux nous donneront raison ; si nous avons tort, ils repousseront notre demande, parce qu'il n'est aucun de nous qui veuille chercher à tout prix des coupables. Cependant la proposition de M. Jeanrenaud-Besson pourrait être modifiée en ce sens que ce n'est qu'à un corps intermédiaire, comme le grand-conseil, qu'il appartiendrait de prononcer le renvoi devant les tribunaux. Notre assemblée, à côté de son mandat constituant, peut bien pourvoir aux mesures politiques d'urgence, mais là doit s'arrêter sa mission.

A côté de la question d'argent, il en est une autre d'une grande importance, c'est celle de la détention des membres de l'ancien conseil d'Etat. Pourquoi ont-ils été arrêtés ? pour un seul fait : parce qu'ils ont refusé d'abdiquer leur pouvoir en présence du peuple et qu'ils ont posé leur autel en présence du sien. Cette détention était une mesure de sûreté publique ; mais si les circonstances qui ont rendu nécessaire de maintenir en état d'arrestation les membres



de l'ancien Gouvernement viennent à disparaître, ne devons-nous pas reconnaître que ces messieurs doivent être mis en liberté? Du moment où ils déclareront qu'ils veulent rentrer dans la classe des citoyens, nous ne pouvons pas leur infliger une plus longue captivité. Sans doute, si étant libres, ils osaient commencer de nouveau à intriguer, en s'attribuant des pouvoirs et des qualités qu'ils n'ont plus, ce ne serait plus dans les appartements du château qu'on les logerait, mais là où on enferme les criminels. Il importe donc de ne pas perdre de vue ce côté de la question, parce qu'une plus longue détention serait un acte impolitique qui nous exposerait, tant au dedans qu'au dehors, au blâme des personnes dont nous devons ménager l'opinion. L'orateur propose en conséquence que l'Assemblée déclare qu'elle maintient l'arrestation de l'ancien conseil d'Etat jusqu'à ce que les causes qui l'ont motivée aient cessé. Quant aux otages, comme il les envisage comme peu dangereux, il pense qu'on pourrait actuellement les mettre en liberté pour autant que les engagements qui ont été pris à leur égard ne seraient pas violés.

*M. Steck.* Dans les cantons suisses, les autorités sont responsables; en est-il de même dans ce pays? Si le grand conseil fait une loi sur la responsabilité, elle ne pourra avoir un effet rétroactif. Je ne vois donc pas comment on pourrait citer devant les tribunaux les membres de l'ancien Gouvernement.

*M. Jeanrenaud-Besson.* Il existe des lois pour punir le crime. N'a-t-on pas vu, dans une circonstance mémorable, des magistrats punis d'une manière exemplaire pour avoir prévariqué dans leurs fonctions?

*M. Grandpierre,* tout en reconnaissant que l'Assemblée constituante n'est pas un corps judiciaire, se range à l'opi-



nion de M. Steck, qui pense qu'on ne pourra pas obtenir un jugement régulier. Il est hors de doute que si nous renvoyons l'affaire aux tribunaux, cela équivaut à un acquittement complet. Les tribunaux ne peuvent pas être juges dans cette question. Les anciens étaient composés de royalistes, les nouveaux seront probablement composés de républicains; d'un côté comme de l'autre il n'y aura pas l'impartialité désirable. Le fait de procéder par voie politique n'est pas nouveau. N'avons-nous pas vu la cour des pairs investie d'attributions judiciaires? Une autre considération relativement aux frais, c'est que lorsque nous aurons fait une Constitution, il faudra obtenir l'assentiment du pays. Dans cette Constitution figurera la reconnaissance de la dette de l'état; or cette reconnaissance peut influencer sur le résultat de la votation générale.

*M. Girard* pense que les membres de l'ancien Gouvernement aimeront mieux payer que d'être mis en accusation pour crime de haute trahison. Ils ne sauraient en outre aucun gré de la marche qu'on propose de suivre à leur égard. Il faut se mettre en garde contre leur finesse.

*M. Charles Calame* émet l'opinion suivante :

Monsieur le Président et Messieurs !

Je crois devoir, avant toutes choses, déclarer que je ne prendrai qu'une part assez restreinte dans le débat que soulève la question financière du pays, quoique cette question soit d'une importance telle, que toutes les autres semblent s'effacer devant elle. Le pays, Messieurs, est dans une position difficile, et, malgré tout le patriotisme, malgré tous les sacrifices des citoyens qui ont payé de leur repos, d'une partie de leur fortune, qui, au besoin, auraient payé de leur vie notre glorieuse émancipation, nous nous voyons entravés dans notre marche et dans l'œuvre de notre reconstitution politique par la position financière que nous ont faite les hommes qui occupaient naguère le



pouvoir. Messieurs, je ne suis point un homme de finance, mais il est des choses tellement patentes, que personne ne peut refuser de se rendre à l'évidence, et qu'on y voit clair même en fermant les yeux. Une somme considérable est sortie des caisses de l'Etat, pour pourvoir aux frais énormes de l'entretien et de la subvention, non seulement de la garde soldée, mais encore d'un surcroît inutile de gendarmes et d'embrigadés. La saisie d'armes et de munitions faite au Val-de-Travers au commencement d'octobre dernier par des patriotes qui remplissaient un devoir sacré en obéissant aux ordres du Directoire, a servi de prétexte aux hommes du pouvoir déchu, pour persécuter les bons citoyens. Les décrets de prise de corps, les expulsions, triste cortège dont Perregaux aimait à s'accompagner, ne les satisfaisaient pas; il leur fallait des agents provocateurs pour exaspérer les populations et les porter à la révolte. Combien d'expulsions, combien d'emprisonnements, combien de vexations n'auraient pas eu lieu sans cette horde soudoyée, sans ces suppôts dégoûtants du despotisme? Messieurs, si l'instrument nous est odieux, que dirons-nous de ceux qui en faisaient usage? L'outil est odieux, je le répète, mais l'ouvrier est exécration!

Après avoir souffert pendant quatre mois et au-delà la pression de ces agents d'une police inquisitoriale, que diraient nos commettants si nous allions encore les payer? Les deniers de l'Etat, Messieurs, peuvent et doivent être mieux employés. Je ne saurais comment me présenter devant mes commettants, si je ne me prononçais d'une manière énergique pour que tous les frais occasionnés au pays par l'entretien de la garde soldée et des embrigadés, soient mis à la charge des membres de l'ancien Conseil d'Etat. Ce désir, Monsieur le Président et Messieurs, je l'exprime au nom des citoyens qui m'ont confié le mandat honorable de les représenter dans cette enceinte, et en mon propre et privé nom, car mon opinion personnelle est en tout conforme à la leur. Rappelons-nous que rien n'obligeait le gouvernement à un pareil déploiement de forces, puisque le pays était en pleine paix, et que le parti libéral n'était pas sorti un seul instant de la légalité. Je termine, Messieurs, en demandant de la manière la plus formelle que tous les frais de garde soldée, soit à Neuchâtel, soit dans d'autres localités, ceux occasionnés par la dilapidation de l'arsenal, ceux qu'on a faits pour la paie et l'entretien des embrigadés, soient payés solidairement par les membres de l'ancien Conseil d'Etat.



*M. Jeanrenaud-Besson.* On est d'accord pour reconnaître que les membres de l'ancien Gouvernement sont coupables et responsables. Ce n'est nullement pour les soustraire aux conséquences de leur culpabilité que j'ai proposé de les renvoyer devant les tribunaux ; mais, quelle opinion aurait-on de nous dans le pays et à l'étranger si nous commencions à condamner sans entendre ? L'exemple rappelé de la cour des pairs ne peut pas être invoqué dans le cas présent, puisque tous ceux qui ont été traduits devant cette cour ont eu les moyens de se défendre. L'orateur conjure l'Assemblée de ne pas inaugurer ses travaux par un acte d'injustice.

*M. Challande.* J'admets complètement qu'on ne peut pas condamner sans entendre ; mais si le jugement est prononcé par des tribunaux qui sont encore à instituer, leur sentence ne peut avoir d'effet rétroactif. On a dit que nous avons des lois, mais ces lois, il faudrait les rechercher dans le vieil arsenal de nos us et coutumes ; et je crois que celui-ci est bien plus *démantibulé* que notre arsenal d'armes.

*M. Gretillat* a cru longtemps que la garde soldée était payée par l'ancien conseil d'Etat. Ce dernier, comme conseil administratif, devait, pour organiser un corps pareil, recevoir l'autorisation du corps législatif. Il est évident que, du moment où il n'a pas réclamé cette autorisation, les frais doivent être à sa charge. Maintenant, dit l'orateur, je ne suis point d'avis qu'on assomme les membres de l'ancien Gouvernement ; seulement il est de toute justice que les frais occasionnés par leur faute ne retombent pas sur de pauvres populations, car ce sont les moins riches qui sont encore soumises aux redevances féodales. Ce serait une véritable infamie de mettre à leur charge des frais faits par l'ancien conseil d'Etat sans un but de conservation personnelle. On



m'a fait un reproche d'avoir, dans un vote précédent, invoqué la Caroline ; mais je me rappelle, lorsqu'on jugea Rœsinger, avoir entendu le maire Perrot lire les articles qui condamnaient ce patriote à être empalé. Quand un tuteur est obligé de rendre compte de sa gestion, il faut qu'il exhibe même des lettres qui n'ont occasionné qu'une dépense d'un demi batz, et des administrateurs d'un pays tout entier prétendraient se soustraire à toute responsabilité financière ! Quant à moi, je les somme de dresser leur bilan, car il est scandaleux que des hommes aussi intelligents nous aient jeté à la face des comptes où l'on ne comprend rien.

*M. A. Lambelet* fait observer que les conclusions de la Commission dont il est rapporteur satisfont toutes les exigences ; il doit donc les appuyer en son nom personnel.

*M. Aimé Humbert.* Dans une affaire aussi grave que celle dont il s'agit, il importe que chacun émette son opinion sur la ligne de conduite que la république doit suivre envers les membres du conseil d'Etat déchu. Je crois que nous ne sommes pas en droit de leur demander compte de la manière dont ils ont géré les affaires du pays, parce que s'ils avaient un compte à rendre, c'était au prince, puisqu'ils n'étaient que les fermiers du prince de Neuchâtel et Valangin. C'est un grand malheur qu'il en soit résulté des pertes considérables pour l'Etat, mais enfin, telle était leur situation légale ; toutefois cette situation était limitée par certaines libertés et certaines institutions que le peuple avait réussi à conquérir, et dont la dernière était l'institution du corps législatif. Tout ce que l'ancien conseil d'état a fait dans les limites de ce que lui permettait le corps législatif, il était dans son droit de le faire. Ce qu'il a fait en dehors de sa compétence, il y a lieu de l'en rendre responsable ; ainsi les 300,000 francs dont quelques patriotes voudraient rendre le



conseil d'état déchu responsable, je ne crois pas qu'on puisse les mettre à sa charge, parce qu'ils ont été votés avec les conditions législatives prescrites. Quant à l'entretien de la garde soldée, il y a une question de droit qui peut fournir matière à un acte d'accusation que l'Assemblée actuelle pourrait formuler contre l'ancien conseil d'état, pour avoir formé une garde soldée en dehors de la force ordinaire du pays, et sans avoir observé la marche prescrite par la loi pour les dépenses de l'état. Enfin, quant aux déprédations commises par la garde soldée, il n'est pas prouvé que l'ancien conseil d'état en soit coupable; en tout cas, comme l'a fort bien fait observer M. Piaget, aucune raison quelconque, autre que la question du refus d'abdication ne peut motiver la captivité des membres du conseil d'état. L'orateur déclare que s'il vote un acte d'accusation contre l'ancien conseil d'état, c'est uniquement sur le chapitre de la garde soldée, et il serait d'avis que cette question fût portée devant un tribunal neutre formé de juristes de différens cantons.

*M. Erhard-Borel.* Ce n'est pas par faiblesse que j'ai émis l'opinion que vous connaissez, c'est pour être conséquent avec mes principes, c'est parce que j'ai foi dans la cause libérale. La question de l'émancipation n'a jamais été pour moi une question d'argent, mais une question d'honneur national. L'article du projet de constitution qui dit que tous les citoyens contribueront dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources, doit rassurer ceux qui craignent que les charges ne tombent sur la classe pauvre. Je persiste à croire que nous ne pouvons pas être juges et partie. Maintenant je vois que l'élan de générosité qui m'avait fait émettre mon vote primitif ne trouve pas d'écho; en conséquence j'appuie fortement la proposition de M. Jeanrenaud-Besson.



*M. Girard.* En se montrant généreux, on court risque d'indisposer un grand nombre de bons citoyens. Il faut aussi et avant tout peser la question d'état.

*M. Grandjean* est éclairé sur les points principaux, mais il pense que les pétitions qui sont parvenues doivent engager à relâcher les ôtages. Ces messieurs ne sont pas d'une telle importance pour qu'on continue à les garder en prison.

*M. Landry* demande que les frais de la garde soldée soient mis à la charge de l'ancien conseil d'état. Plus on a été indulgent, plus le parti monarchique a cherché à entraver les affaires. Qu'on se rappelle qu'aux premiers jours il n'y a eu ni ôtages ni désarmement, ce qui n'a pas empêché les meneurs d'agiter le pays. Nous avons été trompés une première fois, nous serions trompés une seconde. Il y a des localités qui sont inquiètes, je voudrais qu'on les rassurât. La méfiance nous est commandée par les antécédents; rappelons-nous tous les bruits absurdes que les prisonniers du château ont fait répandre. Si d'une main ils nous tendaient une abdication, de l'autre ils allaient mendier le patronage fédéral. Tant qu'ils n'auront pas donné une abdication formelle, une entière adhésion à l'ordre de choses, il faut prendre des mesures à leur égard. Tout royaliste qui prend la religion du serment pour en faire un motif de chicane, ne doit pas être ménagé.

*M. Calame*, père, serait assez d'avis qu'on fit juger les anciens conseillers d'état par les tribunaux qui seront institués, mais ces tribunaux ne le seront que dans un temps plus ou moins éloigné. Si nous prenons cette détermination, nous nous mettrons à dos la partie du pays qui a voulu l'émancipation et nous courons risque, à notre retour dans nos foyers, de nous faire lapider. Je demande que ces messieurs soient tenus en charte privée jusqu'à ce qu'ils aient donné leur adhésion.



*M. Eugène Huguenin* va même plus loin que le préopinant, et demande qu'ils ne soient relâchés que lorsqu'ils auront justifié de l'emploi des deniers de l'Etat.

Un assez grand nombre de députés qui se sont déjà fait entendre, reprennent encore la parole. *M. Calame*, père, soutient qu'en qualité de représentant du peuple, les membres de la constituante ont le droit de juger les anciens conseillers d'état après toutefois que ceux-ci auront été entendus dans leurs moyens de défense. *M. Girard* partage cette opinion et demande que les membres de l'ancien gouvernement soient traduits à la barre de l'assemblée. *M. Piaget* repousse cette proposition en rappelant les paroles prononcées dans l'enceinte de la Convention par le défenseur de Louis XVI : « Je cherche parmi vous des juges et je n'y vois que des accusateurs ». *M. Girard* retire sa proposition en maintenant celle qui tend à faire prononcer l'Assemblée si elle veut commencer la question ou s'en dessaisir.

Sur la proposition de *M. Eug. Huguenin* l'assemblée se prononce à une très grande majorité pour le renvoi de la discussion à demain.

*M. Ed. Montandon*, membre du gouvernement provisoire, propose de nommer une commission de sept membres pour s'occuper de la question financière du pays. Cette commission pourra s'adjoindre six membres pris en dehors du sein de la constituante.

L'auteur de la proposition en expose les motifs dans une courte improvisation. Il signale sous de sombres couleurs la situation du crédit financier en Europe. Comme les effets de cette crise déplorable se font déjà sentir dans le canton de Neuchâtel, il estime que la seule voie de salut pour le pays



se trouve dans l'établissement d'une banque cantonale basée sur la propriété moyennant des garanties qu'il indique, et cela malgré les côtés vicieux du système hypothécaire encore en vigueur. Il pense que les billets de banque émis par cette caisse, quoique constituant une création toute nouvelle pour le pays, inspireraient une confiance absolue aux porteurs.

Conformément à l'article 19 du règlement, cette proposition restera déposée 24 heures sur le bureau, avant de devenir l'objet d'un débat.

**La séance est levée à 2 heures.**

*Le Président de l'Assemblée constituante,*  
CH.-L<sup>s</sup> JEANRENAUD.

*Les Secrétaires,* { AIMÉ HUMBERT.  
GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



# BULLETIN OFFICIEL

## DES DÉLIBÉRATIONS

# DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

DE LA

## RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

## CINQUIÈME SÉANCE.

MARDI 11 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

L'appel nominal constate six absences, savoir :

MM. Aimé Bourquin, malade.

Dubied.

G.-H. Lambelet, excusé.

Justin Billon, malade.

F. Girard, absent du pays.

D'Yvernois.

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et approuvé.



Il est fait lecture d'une adresse à la constituante neuchâteloise en plusieurs exemplaires rédigés identiquement, de citoyens neuchâtelois habitant le Val de Saint-Imier.

L'assemblée décide que cette adresse sera renvoyée à la commission constituante préconsultative, et imprimée *in extenso* dans le Bulletin. Cette pièce est de la teneur suivante :

Messieurs,

Le même esprit d'indépendance et de liberté nationales qui guida vos concitoyens, habitant le Val-de-Saint-Imier, dans vos rangs libérateurs, est celui qui nous dicte aujourd'hui l'adresse que nous vous faisons ici parvenir. Veuillez la recevoir comme l'expression de vœux fraternels, purs de tout intérêt personnel, et comme la preuve de leur inaltérable amour pour leur pays.

Chers concitoyens, nous sentons tout ce qu'il y a de noble dans la conduite que, depuis le 1<sup>er</sup> mars, vous vous êtes imposée vis-à-vis d'adversaires désarmés. Cette générosité, si nous en jugeons par notre cœur neuchâtelois, portera ses fruits quand l'aiguillon de la passion sera émoussé chez eux ; mais, soyez-en sûrs, cette grandeur d'âme dégénérerait en faiblesse fatale à la cause, si elle devait influencer sur les principes constitutionnels que vous allez proclamer et soumettre à l'acceptation du pays.

Plusieurs pétitions se préparaient parmi nous quand le projet de constitution, élaboré par le gouvernement, nous est parvenu. Nous l'avons lu avec attention : nous y avons retrouvé la consécration des grands principes qui font une réalité de la souveraineté populaire, cependant nous croyons devoir appeler votre attention sur les points suivants qui nous paraissent mériter un examen particulier.

L'article 5 du projet porte : La dette de l'état est reconnue, nous demanderions l'adjonction de la phrase suivante : « sauf à en rejeter la responsabilité sur les auteurs, s'il y a lieu. »

Commencer notre existence républicaine en chargeant notre pays d'une dette équivalente à la somme qui en sortait annuellement pour se fondre à Berlin, c'est là, chers concitoyens, nous imposer un fardeau qui pourrait nous compromettre gravement.

En effet, si nous voulons être conséquent avec nos principes, l'état aura à sa charge le traitement de nos fonctionnaires pu-



blics qui devront être rétribués de manière à pouvoir vivre, si du moins l'on veut admettre le peuple à la participation aux affaires de la république; il aura encore à sa charge, en tout ou partie, le culte, les routes, l'instruction publique; il devra faire élaborer une foule de lois dérivant de la constitution et devant presque immédiatement voir le jour; en un mot, il devra faire face à une foule de besoins qui entraîneront des frais; il faudra y parer par des impositions directes auxquelles le peuple n'est pas habitué.

Il lui faudra toute la force du raisonnement pour se soumettre aux conséquences nécessaires du nouveau système politique; mais que sera-ce, chers concitoyens, si, à côté de ces sacrifices forcés, dans des temps aussi durs que ceux que la Providence semble vouloir nous réserver, le peuple devait se trouver dans l'obligation de couvrir les fautes de ceux qui ont sacrifié à l'étranger le bien-être du canton et sa fortune publique?

L'article 19 porte : Aucune fonction publique, à l'exception des fonctions ecclésiastiques, ne peut être conférée à vie.

La conduite de votre clergé, depuis 1850 à 1848, donne matière à de bien graves réflexions; jusqu'ici cette classe privilégiée s'est presque exclusivement dévouée aux intérêts mondains et n'a cessé d'abuser de la sainteté de la religion pour encenser le pouvoir des grands et les aider dans leurs travaux d'absolutisme; presque tous, du haut de la chaire nationale, ont critiqué, noirci une partie de leurs frères, espionné et livré des victimes à l'autorité féodale; d'autres ont pris les armes, monté la garde, présidé des clubs politiques, prié pour l'extermination de leurs concitoyens. En un mot, ils ont en majeure partie abjuré leur caractère sacré de serviteurs du Dieu de charité; ils ont renié leur pays en refusant d'implorer sur lui les bénédictions du Très-Haut et sur ses mandataires les secours de l'esprit saint. Si l'on veut que la religion, ce puissant lien de la société, conserve ou plutôt reprenne son empire, il faut que ses ministres sortent aussi de cette inamovibilité qui leur permettra toujours de narguer impunément les populations. Qu'ils rentrent dans leur vie pastorale, que le but de leur carrière soit de prêcher le bien, de pratiquer la charité, de rester dans la voie où le Seigneur les a placés, qu'ils forcent la confiance de leurs troupeaux par l'exemple de leurs vertus; voilà ce qui les rendra véritablement inamovibles.



L'article 28 donne le droit d'électeurs à tous les Suisses, âgés de 20 ans, domiciliés dans le canton depuis deux ans, et appartenant à un canton accordant la réciprocité.

Le besoin d'une union toujours plus intime entre les citoyens suisses se fait chaque jour ressentir davantage, et le moment n'est sans doute pas éloigné où la diète sanctionnera la jouissance des droits politiques pour tout Suisse, dans quelque partie du sol helvétique qu'il soit fixé. Déjà dans la dernière constituante bernoise, il ne s'en est fallu que d'une voix pour que ce grand principe, réclamé dans une pétition partie du Val-de-Saint-Imier, ne fût reconnu par la constitution du canton. Pourquoi cela ne serait-il pas ainsi? Le citoyen, où qu'il habite, n'a-t-il pas autant d'intérêt que les nationaux à avoir de bons magistrats, des juges intègres, des députés consciencieux? n'a-t-il pas, comme eux, à subir la conséquence des choix de ces autorités? ne partage-t-il pas les mêmes charges? ne peut-il pas être comme eux appelé à payer de sa vie, comme militaire, les résolutions prises par les autorités du pays?

Chers concitoyens, ne soyons pas généreux à demi, nous pouvons vous en parler avec connaissance de cause, nous qui depuis si longtemps sommes privés des droits de citoyens et qui pourtant eussions eu tant d'orgueil à jeter notre poids dans la balance avec nos frères du canton de Berne. Adhérez sans aucune condition à la réciprocité, et, si nous en jugeons par nous-mêmes, vous n'aurez pas à regretter votre résolution. Que si vous votiez la jouissance des droits politiques pour tous les Suisses sans exception, la sœur cadette de toutes les républiques helvétiques leur aurait prouvé combien elle est digne d'elles et quel bel exemple elle leur donne à suivre.

L'une des principales conditions de liberté chez un peuple, c'est le développement de l'instruction de tous ses membres. Cette instruction doit être placée dans de telles conditions que le pauvre suisse en profite pour sa famille sans sacrifices particuliers. Il est dès lors nécessaire que l'état intervienne et qu'un article spécial de constitution consacre le devoir de l'état de prendre sous sa direction spéciale l'organisation de l'instruction publique dans le canton.

Nous aurions bien encore quelques observations à présenter sur le projet qui est soumis à vos délibérations; ainsi, par exemple, nous regarderions comme principe important le chan-



gement annuel du personnel de la présidence du conseil d'état ; mais, certains que votre sollicitude saura pénétrer dans les détails nécessaires à la stabilité de nouveau régime, il ne nous reste, chers concitoyens, qu'à faire des vœux pour que votre œuvre constitutionnelle réponde à votre but. Puisse-t-elle faire prospérer notre jeune indépendance de peuple et contribuer au bien-être de tous nos frères neuchâtelois.

C'est dans cette espérance que nous vous prions d'agréer l'assurance de notre plein et entier dévouement pour vous, Messieurs, et pour notre bien-aimé pays.

*(Suivent plusieurs centaines de signatures.)*

Il est fait lecture d'une proposition de M. Jacot-Guillarmod, demandant que le cours des écus de Brabant ait lieu dans le pays à raison de 42 batz.

Cette motion restera déposée sur le bureau jusqu'à la prochaine séance.

La commission des pétitions soumet à l'assemblée, par l'organe de M. le docteur Landry, le rapport suivant sur les pétitions relatives aux ôtages :

Monsieur le président et Messieurs !

Les conseils de communes de la Chaux-du-Milieu et du Locle ont envoyé chacun une pétition pour réclamer la mise en liberté de leurs ôtages ; ces pétitions, en émanant des communes et non des comités provisoires seuls, se rapportent déjà sous un point au préavis que la commission des pétitions a donné hier en traitant la pétition des comités provisoires de la Sagne et de la Brévine. Mais un autre point n'est pas mentionné dans la pétition des communes du Locle et de la Chaux-du-Milieu ; la commission désire, dans son préavis, que les communes se rendent responsables de tout acte compromettant l'ordre public après le retour des ôtages dans leurs foyers. Cette seconde condition, une fois remplie, la commission pourrait proposer la mise en liberté des ôtages.

Un tour de débat libre est ouvert sur les conclusions de ce rapport.

M. Louis Grandpierre annonce que la commission chargée d'examiner le rapport du gouvernement provisoire sur



son administration, s'est réunie ce matin et a donné son assentiment aux propositions contenues dans le rapport qui vient d'être lu.

Après un court débat, qui roule essentiellement sur la question de savoir jusqu'à quel point les communes ont ou non déjà engagé leur responsabilité relativement à la tranquillité publique, on met aux voix les trois points suivans :

1<sup>o</sup> Faire excepter M. Paul Fabry de la mesure relative aux ôtages. — Majorité.

2<sup>o</sup> Rendre responsables de la tranquillité publique les communes et les habitans. — Grande majorité.

3<sup>o</sup> Accepter avec cet amendement le préavis de la commission. — Grande majorité.

ORDRE DU JOUR. Rapport de la commission chargée de présenter des propositions au sujet des couleurs de la nouvelle république.

*n. 3* M. Courant, rapporteur, donne lecture du préavis de la commission nommée hier, et qui est de la teneur suivante :

La commission que vous avez chargée de vous proposer des couleurs pour notre jeune république, n'a pas voulu les prendre dans les vieilles armoiries qui décorent cette salle, elle a été unanime pour repousser ces symboles des anciens possesseurs de Neuchâtel; leurs couleurs n'ont pas un caractère national, elles étaient plutôt imposées à tous les états soumis à leur possession directe, comme une marque de leurs droits, qu'un signe unique destiné, en cas de danger, à rallier les populations, et tandis que les sujets du prince dominant portaient une couleur, les sujets des fiefs, les bourgeois portaient d'autres couleurs.

C'est pour cette raison que votre commission a repoussé non-seulement les couleurs orange et rouge de la maison de Neuchâtel, mais encore les couleurs que l'on portait vers la fin du siècle passé dans plusieurs localités de notre pays.

Qu'il nous soit permis de faire quelques citations pour prouver que les Neuchâtelois n'ont jamais eu de couleurs nationales. » Avant 1806, disait M. le procureur-général dans la mémorable séance du corps législatif du 8 octobre 1831, il n'existait point



dans ce pays de couleurs générales. En ville, on portait une cocarde rouge et verte; au Landeron, une cocarde verte et noire, dans le reste du pays une cocarde orange, parce que notre pays est arrivé sous la domination de Prusse comme ayant droit à la succession de la maison d'Orange, ailleurs on portait une cocarde orange et noire, il n'existait donc aucune cocarde générale. » En 1806, toutes ces cocardes furent remplacées par la cocarde tricolore française. En 1814, la cocarde prussienne noire et blanche a été adoptée, dit-on, par courtoisie et portée pendant vingt-deux années par nos milices et par tous les fonctionnaires de l'état.

En 1831, les patriotes ne voulaient plus porter la cocarde prussienne; le roi de Prusse, tout en déclarant par un rescrit du 15 septembre 1831 que les couleurs de Neuchâtel étaient celles de son prince, permit au contingent de porter les couleurs orange et rouge, mais ce rescrit-là, qui n'a jamais été promulgué, a été ensuite révoqué par le roi, sous prétexte que les patriotes de 1831 avaient *souillé* la cocarde orange et rouge. La cocarde prussienne était de fait la cocarde nationale, cependant le souverain ajouta, en 1836, aux couleurs noire et blanche, la couleur orange; cette association était destinée à unir plus fortement encore notre présent avec notre passé. Ce lien qui nous unissait à la couronne de Prusse nous l'avons brisé, notre présent doit s'unir intimement à la Suisse, sans laquelle nous ne serions *rien*! et c'est dans ce but que votre commission vous propose, à la majorité de 5 voix contre 2, d'adopter les couleurs fédérales unies à la couleur verte.

Ces trois couleurs ont paru à la commission un symbole des trois parties du pays, le vert pour la montagne, le rouge pour le vignoble et le blanc pour la partie agricole, et politiquement parlant le symbole du mouvement qui est parti de la montagne pour nous attacher entièrement et irrévocablement à la Suisse, figurée par la petite croix fédérale dans le haut de la bande rouge.

Quant au manteau de l'huissier, la commission propose: le manteau (le corps) mi-partie rouge et blanc, et le grand col vert.

M. Perret fils combat les conclusions de la commission et propose purement et simplement l'adoption des couleurs rouge et blanche. Les patriotes ont fait la révolution en



arborant les couleurs fédérales ; ces couleurs sont aimées du peuple : les patriotes y sont d'autant plus attachés que c'est à cause d'elles qu'ils ont été l'objet des vexations et des tracasseries de l'ancien régime. En se prononçant pour l'adoption pure et simple des couleurs fédérales, l'orateur est l'organe de tous les officiers et sous-officiers du contingent, lesquels ont fait connaître leur opinion par une pétition.

M. le conseiller *DuBois*. Il y a eu effectivement une proposition faite dans la commission, de se contenter des couleurs rouge et blanche, et cette proposition a été appuyée par une pétition du demi-bataillon actuellement en garnison. Si d'un côté la commission, en adoptant les couleurs fédérales, a voulu être fidèle au signe qui a servi de ralliement à la cause de l'indépendance neuchâteloise, elle pense d'un autre côté, que ces couleurs n'ont plus la même signification ; elle a trouvé que nous étions bien jeunes, bien inexpérimentés, et qu'il y aurait quelque chose de vaniteux à nous parer exclusivement de couleurs que nos anciens confédérés portent avec plus de droit que nous ; c'est sous ce rapport que nous avons pensé qu'il était bon d'y ajouter une couleur parlante, et en introduisant le vert, c'est indiquer que c'est grâce à nos montagnes, couvertes de sapins, que la cause de l'indépendance a triomphé. Du reste, les trois couleurs s'harmonisent parfaitement et forment le plus bel effet pour l'œil.

MM. *Girard*, commandant, et *François Droz*, parlent en faveur de la proposition de M. Perret. Il n'y a aucune vanité de notre part d'adopter des couleurs qui sont déjà celles d'autres cantons. Nos confédérés ne peuvent s'en formaliser. S'ils ont un passé glorieux, c'est aussi en quelque sorte le nôtre. Nos pères se sont trouvés avec les leurs à Saint-Jaques, à Morat, à Grandson, Villmergen, Gingins. Quant à la couleur verte, à laquelle on attache tant d'im-



portance comme représentant les montagnes, d'où est venu le mouvement, je m'y oppose fortement, dit M. Droz. Je suis de la montagne, j'en suis fier, mais je sais que si nous avions été seuls, nous n'aurions pas agi, que la coopération du Val-de-Travers et d'autres parties du pays nous était nécessaire. Ne nous élevons pas au dessus de nos frères qui ont combattu avec nous.

La proposition de la commission est en revanche défendue par M. *Erhard Borel*, qui trouve que le projet présenté peut satisfaire tous les désirs. La Suisse n'est pas un état unitaire; elle gardera long-temps encore les formes fédératives. Les couleurs rouge et blanche étant celles de plusieurs cantons, l'adoption de couleurs identiques pourrait introduire la confusion quand l'huissier accompagnera les députations.

M. *Montandon* trouve que le mariage des trois couleurs proposées est parfaitement assorti; seulement il fera observer que le vert est une couleur fugitive que les chimistes n'ont jamais pu fixer.

M. *DuBois* explique qu'il a été bien loin de sa pensée de vouloir rehausser aucune partie du pays au détriment de l'autre, et il retire les paroles qui ont pu être interprétées comme une allusion purement locale.

A la votation, les propositions de la commission sont adoptées par 44 voix contre 37.

---

La proposition déposée hier sur le bureau par M. *Ed. Montandon* est ensuite à l'ordre du jour. Elle est ainsi conçue :

« Je propose à l'assemblée constituante de nommer une commission de sept membres pour s'occuper de la question financière du pays. Cette commission pourra s'ad-



» joindre six membres pris en dehors du sein de la constituante. »

L'auteur de la proposition reproduit les arguments qu'il a fait valoir hier en faveur de son adoption.

M. *Fritz Lambelet* appuie la proposition. La crise financière, dit-il, prend un tel caractère de gravité, qu'il est impérieux aujourd'hui d'aviser aux moyens d'en prévenir les fâcheux effets. Le seul moyen possible est assurément l'établissement d'une banque cantonale. Pour la former, faisons un appel immédiat au peuple neuchâtelois; son patriotisme lui fait un devoir de répondre à cet appel; il y va de son intérêt, peut-être même de sa sécurité. L'orateur ne s'étendra pas à développer le moyen qui doit être employé dans cette circonstance. Il dit le moyen, parce qu'il n'y en a qu'un seul. Les ressources métalliques manquent; il faut y suppléer par du papier. Le cautionnement individuel des patriotes qui voudront bien s'associer à cette œuvre nationale en sera la garantie. Le moment est pressant, ajoute l'orateur; la détresse continue, et je vous prie d'accorder toute votre attention aux propositions de notre honorable collègue, M. Montandon. Pour mon compte, dit-il en terminant, je me range avec plaisir à ses propositions, et je déclare d'avance que je les appuierai d'une manière effective.

MM. *Erhard Borel*, *Sandoz-Morthier* et *Grandjean* se prononcent également avec force en faveur de la proposition de M. Montandon.

A la votation, cette proposition réunit l'unanimité des suffrages.

Il est procédé à la nomination de la commission de sept membres, prévue par la proposition elle-même.

Le nombre des bulletins délivrés est de 82, 9 sont annulés: restent 73 votans; majorité absolue: 59.



Sont élus :

MM. Edouard Montandon, par 70 voix.

Louis Brandt-Stauffer » 69 »

Fritz Lambelet » 65 »

Robert-Theurer » 60 »

Auguste Leuba » 55 »

Second tour de scrutin, votans : 75 ; majorité : 38.

MM. Jacot-Guillarmod, par 57 voix.

Humbert-Prince, » 45 »

La discussion ouverte sur les propositions de la commission chargée d'examiner le rapport du gouvernement provisoire concernant les actes de son administration, discussion interrompue dans la séance d'hier, est de nouveau à l'ordre du jour.

M. J. Steck. Monsieur le président et Messieurs ! Je ne reproduirai pas ici tout ce qui, dans le sein de cette honorable assemblée, s'est dit hier sur la question importante qui a été agitée. Je me contenterai de repasser brièvement les diverses propositions qui ont été faites et d'y ajouter quelques réflexions.

On a proposé des tribunaux compétents, or je crois avoir assez bien prouvé que non-seulement il n'en existe point, mais que même leur création est une impossibilité vu que nos lois qui condamnent bien des employés administratifs coupables de malversation, ne vont point jusqu'à condamner le pouvoir exécutif lui-même, qui est le souverain ou ceux qui pour lui et en son nom exercent l'autorité. Si vous posez la question sur cette base, elle n'est pas un instant soutenable.

On a cité la Caroline ; quant à moi, je crois que c'est un anachronisme. Remontez à l'époque de cette loi barbare et vous trouverez qu'elle a été imposée au peuple par un souverain absolu, dont au besoin la volonté faisait loi et



qui, par conséquent était lui-même au dessus de la loi; donc elle ne pouvait l'atteindre. On vous a donné un arbitrage : songez-y bien législateurs, on vous conseille d'appeler des juges des cantons voisins, de violer vous-mêmes et d'entrée la constitution que vous allez voter, à laquelle vous jurerez sous peu d'être fidèles ; ne serait-ce pas là assurément donner un bel exemple à vos commettans. L'article 15 de la constitution interdit expressément tout tribunal temporaire exceptionnel quelconque ; votre commission a accepté cet article comme la plus sûre garantie de la liberté individuelle, et vous iriez le violer ; non, vous ne le voudrez pas ! On a proposé ensuite de renvoyer cette malheureuse affaire devant le prochain grand-conseil. Cette idée, je l'avoue, m'a souri d'abord mais, en réfléchissant que conformément à l'article 2 des dispositions transitoires, ce sera nous qui serons ce premier grand-conseil, je me suis dit : Est-il probable que nous ayons plus de courage, plus d'énergie, des pouvoirs plus étendus que nous ne les avons maintenant ; non, certes, qui nous conférerait ces pouvoirs si ce n'est nous-mêmes. Nous, appuyés par nous, il est indubitable que nous n'en serons ni plus décidés, ni plus résolus dans trois semaines que nous ne le sommes à présent, mais... peut-être le serons-nous moins. Ayons donc le courage de dire à nos commettans, de dire au peuple : La tâche que vous nous avez confiée est trop grande pour nous, nous y succombons. Mais la renvoyer à nous, cette tâche, à nous constituant comme grand-conseil pour pouvoir ensuite la mettre de côté ou l'oublier bientôt, pour que, en attendant et dans l'espoir que justice soit faite, le peuple accepte cette constitution que vous lui proposez, c'est un biais contre lequel ma loyauté se révolte ; s'il nous faut être poltrons, si nous n'osons aller au-delà des demi-mesures, si nous reculons devant des exigences fondées, devant une conviction



morale, car, qui de nous ne le sait pas coupable, ce pouvoir déchu ! eh bien ! messieurs, disons-le au peuple ; s'il blâme notre irrésolution, il rendra du moins justice à notre sincérité.

Enfin on a proposé de les admettre à se justifier, ces instruments d'un pouvoir étranger. Rien de plus juste. Qu'on leur donne le loisir de faire, eux aussi, le bilan de l'état de nos finances, qu'ils stipulent seulement le véritable emploi des sommes, afin que l'on soit ensuite mieux à même de juger de toute la portée de leur administration *paternelle*. L'assemblée jugera, dis-je, si tout cet argent a été employé pour le bien et dans l'intérêt du peuple, et elle prendra en connaissance de cause toutes les mesures ultérieures qu'elle croira convenables.

M. notre honorable président nous a dit hier que nous ne saurions nous constituer juges et partie dans notre propre cause ; personne non plus n'a eu l'idée de transformer l'assemblée en un tribunal judiciaire rendant des arrêts, non certes, mais bien en corps politique apte à juger toutes les questions qui rentrent dans l'intérêt du peuple et du pays. Pourquoi ne le ferait-elle pas ? Il nous a dit que plutôt que la république s'inaugurât en sortant de la voie légale, il n'en voudrait point. Mais est-ce, je vous le demande, est-ce, Messieurs, en vertu de la loi que vous avez proclamé la révolution ? Est-ce en vertu de la loi qu'on a décrété l'incarcération de l'ex-conseil d'état ? Non, certes, c'est en vertu de la révolution, de la révolution qui, loin d'être achevée, n'en est qu'à sa première phase, que ces actes ont été exécutés. Reculer à présent devant le troisième, c'est proclamer le rejet de la constitution, c'est appeler l'émeute, l'anarchie et ses horreurs ; car, ne vous y trompez pas, le peuple, lui, ne recule jamais, et si nous ne faisons pas ses affaires, il les fera lui-même, ou bien il nommera pour le représenter des mandataires plus courageux que nous.



Je demande que la solution de cette question soit ajournée à mardi prochain; l'assemblée alors, munie du bilan demandé, sera plus en mesure de prendre une décision définitive.

M. *Debelly*. La question qui s'agite en ce moment dans l'assemblée me paraît si grave, que le calme et la dignité doivent en caractériser la discussion. Si une détermination, dictée par la passion, prise par un seul individu, a de fâcheuses conséquences, quelles ne seraient pas celles qui résulteraient de la délibération de l'assemblée tout entière dans un moment de précipitation? A l'attitude qu'avait hier l'assemblée constituante, à l'ouïe de quelques opinions émises, on aurait pu se reporter, en quelque sorte, à l'époque de la révolution d'une grande nation avec laquelle notre émancipation a peut-être plus d'un trait d'analogie. Mais heureusement les républicains neuchâtelais de 1848 ne s'assimileront pas aux républicains de 1792, quoiqu'ils aient à lutter contre les mêmes éléments de domination, la même obstination dans le pouvoir déchu; ils comprendront que cinquante et quelques années de civilisation séparent ces deux époques et rendent tout différents les moyens à employer pour la consolidation de notre liberté.

Je me joins à la conclusion du rapport de la commission pour reconnaître la culpabilité des membres du gouvernement déchu; un des premiers j'ai éprouvé une profonde indignation à la vue des prévarications de ce gouvernement qui, comme on l'a dit, fonctionnait exclusivement pour le roi, et ne faisait rien pour ce peuple qui devait être son appui et duquel il osait impudemment se déclarer *le père*. A l'aveuglement, à l'incompréhensible obstination de ce pouvoir actuellement anéanti, on ne peut voir autre chose que l'intervention d'un Dieu qui se sert du faible pour ôter au fort sa puissance, de l'ignorance d'un peuple qu'on vou-



lait rendre abject, pour confondre la science et l'habileté d'une collection d'hommes qui se croyaient indispensables.

Ils ne devaient, disaient-ils, compte de leur administration qu'au roi qui la leur avait confiée; mais administrer au nom du roi, est-ce avoir un motif de prévariquer? Et maintenant que le peuple neuchâtelois, par suite de son émancipation, a pris à l'égard de son gouvernement la place d'un roi dont il a secoué le joug, n'a-t-il pas le droit de demander à ses administrateurs compte de leur gestion, et de les punir s'ils ont été infidèles? C'est mon opinion, Messieurs; mais que l'accusation et le jugement, s'il n'y a pas lieu à une justification, se fassent dans le temps et en la forme convenables, afin que, quand les temps de calme auront reparu, les membres de la constituante n'aient pas à regretter des mesures prises inconsidérément, car si un jugement est prématuré, il paraît avoir un caractère d'iniquité, mais il peut devenir dans d'autres temps, avec une forme de légalité, un acte de parfaite justice. C'est le cas que présente, à mes yeux, la question dont il s'agit.

M. *Théodore Calame*. La question qui nous a occupés hier ne me paraît pas suffisamment éclaircie et ne me semble pas susceptible de l'être aujourd'hui. On a dit que nous ne pouvions condamner les membres de l'ancien gouvernement sans les entendre; eh bien, Messieurs, c'est pour donner à ces gens-là le temps de se faire entendre, non pas personnellement, mais par des fondés de pouvoirs de leur part, que j'appuie la demande qui vient de nous être faite par l'honorable député de Boudry, de renvoyer la suite de cette discussion à huit jours, et de sommer les membres du gouvernement déchu d'avoir à produire dans cet intervalle toutes les pièces qui pourront jeter quelque jour sur leur administration financière.



L'assemblée n'entend point se prononcer en tribunal judiciaire dans cette affaire, non, c'est par voie administrative et gouvernementale que l'assemblée le peut et le doit; elle en a le devoir, elle est le véritable jury national demandé. On ne veut donc pas comprendre ce que le peuple veut et attend de nous. Il veut que les auteurs des dilapidations des deniers de l'état rendent des comptes qui ne soient pas un grimoire.

Je persiste donc à demander le renvoi à huitaine de la question qui nous occupe.

*M. Aimé Humbert.* Il semble au contraire qu'il y aurait urgence à vider cette question aujourd'hui. J'ai vu avec plaisir qu'hier on l'ait renvoyée au lendemain, mais je trouve qu'il y aurait inconvénient à prolonger une situation aussi pénible pour ceux qui y sont directement intéressés que pour ceux qui ont à prononcer le dernier mot sur cette affaire, et dangereuse pour la responsabilité qu'elle fait assumer. Je me trouve ici arrêté par la question qui probablement est pour beaucoup dans le renvoi qu'on demande : Quels moyens prendre pour sortir de cette situation ? Un honorable député a proposé de renvoyer la discussion à huitaine, afin que, pendant ce temps, les membres de l'ancien conseil d'état puissent fournir leurs pièces de défense. Huit jours écoulés, on attendra cette défense. Alors que fera l'assemblée ? Se constituera-t-elle en tribunal ? Ou bien se décidera-t-elle à renvoyer la question à un tribunal en dehors d'elle-même ? Mais elle se trouvera dans une position toute aussi embarrassante qu'aujourd'hui.

L'honorable député de Boudry a montré avec beaucoup de force et de justesse que nous ne pouvions déférer les membres de l'ancien conseil d'état ni à un tribunal d'arbitres étranger, idée qui m'avait souri hier comme offrant les plus grandes garanties, ni aux tribunaux nationaux qui



n'existent pas, ni au grand-conseil futur, qui se trouverait précisément dans les mêmes conditions que l'assemblée constituante. Il me semble que l'assemblée constituante, si elle veut traiter directement cette affaire, se trouverait obligée de s'en occuper elle-même ou de la renvoyer au prochain grand-conseil. Cette idée est tout aussi défectueuse. Je ne voudrais pas qu'on se présentât aux élections pour l'acceptation de la constitution avec un élément d'agitation. De plus, je voudrais que lorsque les cercles électoraux seront appelés à se prononcer sur l'acceptation ou le rejet, ils n'eussent en vue que la question politique, et qu'elle ne fût pas envenimée par des éléments personnels. Si cette mesure était renvoyée au grand-conseil, je suis persuadé qu'elle fausserait les élections dans un grand nombre de localités. Soit dans un sens, soit dans un autre, je ne vois pas que l'assemblée constituante puisse elle-même diriger le procès. Voici l'idée à laquelle je me suis arrêté et qui me semble de nature à satisfaire les désirs légitimes de l'assemblée et du peuple, une idée conséquente avec le principe de la révolution : « Tout pour le peuple et par le peuple ; » cette idée serait de renvoyer l'affaire à un jury national ; elle est beaucoup plus praticable qu'elle ne le paraît au premier abord, et voici comment elle serait réalisée. Le gouvernement provisoire a encore neuf commissaires, qui ont sous leur direction administrative toutes les parties du pays. L'assemblée constituante adresserait à ces neuf commissaires une circulaire servant d'instruction. Ces commissaires choisiraient dans tous les comités administratifs et de police un certain nombre de membres chargés de dresser les rôles des éligibles du district électoral auquel appartiennent leurs communes respectives. Ces rôles formés, les commissaires feraient tirer au sort un nombre de noms doubles du nombre des députés de chacun des districts électoraux, et il



serait bien entendu que les membres de l'assemblée constituante ne seraient pas éligibles. Cette opération ferait sortir de l'urne 176 noms. Les commissaires les recueilleraient et les transmettraient à l'assemblée constituante, et dans ces 176 noms on ferait un triage de vingt-quatre juges et vingt-quatre suppléants, le reste ayant été éliminé par un second triage, par les récusations des accusateurs et des prévenus. Voilà le seul moyen qui permette à l'assemblée constituante, si elle ne veut pas revenir à un tribunal neutre, de sortir de la situation, et qui en même temps réunirait toutes les garanties possibles. Ainsi l'on aura un jury devant lequel les deux partis produiront leurs raisons, et qui aura simplement à prononcer sur cette question : « L'ancien conseil d'état est-il coupable sur les chefs ? » Et, selon la réponse, le conseil d'état paiera ou ne paiera pas, et de cette manière nous ne sortirons pas de notre rôle.

Si nous sommes issus d'une révolution, ce n'est pas une raison pour perpétuer l'état de choses révolutionnaire ; dès l'instant que la révolution a été faite, elle doit au contraire s'empresser de liquider ce qui lui reste des mesures révolutionnaires et rentrer de plus en plus dans la voie de la légalité. Notre mandat de députés élus par le peuple nous oblige à une conduite toute autre que ne peut se le permettre un pouvoir révolutionnaire. Le gouvernement provisoire a pu assumer tous les pouvoirs, mais il n'en est pas de même d'un corps qui a un mandat régulier. On attend de nous que nous entriions dans les voies de la légalité. Nous sommes un petit pays, mais nous ne sommes pas seuls à nous inquiéter de nos affaires ; nos confédérés ont les yeux sur nous, et en dehors de la confédération il n'est pas indifférent pour nous que nous agissions de telle ou telle manière. Dès qu'un peuple entre dans la vie républicaine, il a une valeur beaucoup plus considérable qu'aupa-



ravant; 60,000 hommes libres pèsent plus dans la balance que des millions d'esclaves, et c'est là un fait qu'un républicain ne doit jamais perdre de vue, qui doit le rendre scrupuleux sur la conduite qu'il a à tenir. Tout petits que nous soyons, il nous faut entrer dans l'histoire des peuples d'une manière honorable. L'orateur, en terminant, recommande l'adoption de sa proposition et insiste sur la nécessité de ne pas renvoyer.

*M. Steck.* L'honorable préopinant veut que la constituante institue un jury, mais pourra-t-il être réuni dans le terme fixé par elle? Je n'en vois pas la possibilité. Si nous ne pouvons pas réunir ce tribunal avant l'acceptation de la constitution, nous nous trouverons, en outre, dans le cas de violer l'article 15 qui défend tout tribunal temporaire et exceptionnel. Mais encore le jury prononcerait-il la culpabilité, que je ne vois pas comment les inconvénients qu'on reconnaît dans la situation actuelle seraient éludés. D'un autre côté, je ne puis souscrire à l'opinion que la révolution soit terminée, elle ne le sera que quand le peuple aura adopté la constitution qui doit le régir; jusqu'alors je ne vois qu'un état révolutionnaire.

*M. François Droz.* La proposition que nous a faite *M. Humbert* est inadmissible, elle ne prouve uniquement que son bon cœur; elle tourne la difficulté sans la résoudre. On a parlé d'être scrupuleux et délicat; l'ont-ils été avec nous ces Messieurs, qui ont anéanti notre arsenal, qui n'ont jamais songé au pays pour une banque, qui ont placé leurs fonds en France et en Angleterre plutôt que dans leur pays, qui n'ont jamais songé à doter celui-ci d'un système hypothécaire, circonstance qui nous laisse maintenant sans les fonds dont nous pourrions disposer. En face de quoi sommes-nous, Messieurs? d'une immense bourse.... vide, celle de l'état. Avec quoi la remplirez-vous? Avec celles du



peuple ! Elles sont à sec ou à peu près. Il est de toute logique que ceux qui ont dilapidé notre fortune restituent.

M. *Calame*, père. L'assemblée n'entend point s'ériger en tribunal ; c'est par voie administrative et gouvernementale qu'elle est saisie de l'affaire ; elle en a le droit et le devoir, elle est le véritable jury dont l'on vient de parler ; on ne peut pas comprendre qu'on veuille lui enlever la compétence dont elle dispose. Ce que le peuple veut et attend de nous, c'est que nous exigions de l'ancien conseil d'état des comptes qui ne soient pas un grimoire. L'orateur persiste à demander le renvoi à huitaine.

M. *Ch. Calame*. J'ai entendu hier et aujourd'hui émettre les idées les plus étranges et les plus contradictoires ; j'ai vu hier surtout les grands principes, les nécessités politiques subordonnés à des questions secondaires, à des questions de pure forme, et la discussion se prolonger sans qu'il en jaillît aucune lumière. Pourquoi cela, Messieurs ? C'est qu'au lieu de juger la situation d'un point de vue élevé, on s'est traîné terre à terre. On a tout examiné à la loupe, on a délayé, on a noyé le sujet. On nous a fait de la politique sentimentale et larmoyante en faveur de l'ancien gouvernement, de la politique de générosité. On a rappelé la condamnation du malheureux Louis XVI et les paroles célèbres de *Maleherbes*, rapprochement propre à faire un grand effet, comme on l'a vu, mais plus pathétique que solide. On a demandé que nos anciens tyranneaux soient renvoyés devant les tribunaux réguliers, pour que l'assemblée n'assume point sur elle la terrible responsabilité d'être en même temps accusatrice, partie et juge dans sa propre cause, qui est celle du peuple.

Enfin, Messieurs, j'ai entendu tous les arguments des princes de la parole qui siègent dans cette enceinte, et j'en ai conclu, il m'a paru que cela tendait tout bonnement



à donner un verdict d'acquiescement aux hommes de l'ancien régime. Messieurs, je vais sans doute un peu loin ; je sais bien qu'on n'en est point encore là, mais j'ai cru voir poindre à l'horizon un esprit peu en harmonie avec celui qui anime la grande masse de la population. Messieurs, l'opinion du peuple, je crois pouvoir le dire, est celle-ci : nous estimons avoir été volés, nous en avons la presque certitude si ce n'est la certitude complète ; tout homme, tout individu qui rencontre et qui peut se rendre maître de celui qui l'a dépouillé, reprend son bien et le remet dans sa poche, sans aucun scrupule ; c'est le droit naturel, c'est le droit des gens, c'est le droit commun ; certes, Messieurs, l'homme dépouillé qui peut reprendre lui-même son bien ne se croit point obligé de traîner devant les tribunaux celui qui l'a dépouillé, et bien moins encore si les tribunaux auxquels il pourrait recourir n'existent pas, ou ne doivent exister que 6, 8 ou 10 mois après l'événement. Je conclus donc, Messieurs, à ce que le vœu du peuple, de la grande majorité du peuple soit satisfait ; je conclus à ce qu'il puisse reprendre son bien, ce qu'il estime avec justice être sa propriété et celle de ses enfants, la fortune publique, indignement dilapidée par ceux qui en avaient la gestion. Et je me résumerais donc en votant :

Le recours de la nation envers les membres du gouvernement déchu pour toutes les sommes qui ont été distraites du trésor public, s'il est reconnu que l'emploi de ces fonds a eu lieu contrairement aux intérêts du pays. Mais je me range, après plus mûr examen, aux conclusions de notre honorable collègue, M. Steck, qui demande le renvoi à huitaine.

M. Jeanrenaud-Besson. J'ai très peu de chose à dire, mais je croirais manquer à mon devoir si je gardais le silence dans une circonstance aussi solennelle, en présence



de certaines insinuations qui me paraissent au moins déplacées. Un des honorables préopinants n'a pas craint d'avancer, en effet, que certains députés qui avaient parlé dans un sens différent de son opinion étaient animés du sentiment de la peur, qu'ils étaient des poltrons. Je crois que l'on devrait être sobre de qualifications de cette espèce, et surtout envers des membres de cette assemblée, qui moins que tout autre les ont méritées; car les hommes qu'on veut représenter comme obéissant aux inspirations d'un sentiment qu'ils sont éloignés de ressentir, ont fait au contraire preuve de courage à une époque où beaucoup d'autres étaient loin de montrer les mêmes dispositions. Or, je pense qu'il y a autant de courage à dire la vérité au peuple qu'à le flatter. Voilà ce que j'ai à répondre à l'orateur qui s'est servi d'une qualification qui devrait être bannie du dictionnaire parlementaire.

On a encore accusé les hommes partageant mon opinion de vouloir soustraire les coupables à la juste punition qu'ils méritent. C'est là, Messieurs, une accusation gratuite; nous demandons au contraire que justice soit faite et que la peine soit proportionnée au délit, mais nous désirons que justice se fasse d'une manière convenable, régulière, afin que lorsque le moment de la passion sera évanoui, aucun excès quelconque, comme je l'ai dit dans mon discours d'ouverture, ne souille le berceau de notre indépendance.

J'avais proposé un amendement qui consistait à déférer les anciens membres du gouvernement à un tribunal régulier, dès que le cours de la justice serait rétabli. Je comprends jusqu'à un certain point les raisons qu'on a pu alléguer pour combattre cette opinion. C'est pour cela que je ne serais pas éloigné d'abandonner l'amendement que j'avais proposé dans ce but et de me réunir à la proposition de l'honorable secrétaire d'état, M. Humbert. Sans doute le



jury national, dont il nous a proposé la formation, présente des obstacles, mais je n'en envisage pas moins cette idée comme grande et belle, et la postérité applaudira hautement à cette manière d'inaugurer la république naissante.

*M. Piaget.* La question est suffisamment éclairée après les développements remarquables que lui a donnés *M. Humbert*. On a reproché à certains membres d'avoir réduit cette question à des considérations sentimentales; moi je crois que ceux qui en veulent faire une question d'argent, voient la chose de trop bas, et en songeant aux cachots où a gémé *Rœsinger*, où le noble et infortuné *Petitpierre* a trouvé la mort, je ne peux m'empêcher de m'écrier : « La royauté avait des bourreaux, la république doit avoir des juges. »

*M. Steck.* Il est bon de ne pas se méprendre sur les intentions de ceux qui combattent la proposition de *M. Humbert*. L'orateur n'a point lancé d'accusation gratuite contre personne; sa seule idée a été que nous ne pourrions pas arriver à un jugement avec des tribunaux réguliers.

*M. Zuberbuhler.* J'ai fait à peu près la même proposition que *M. Humbert* au sein de la commission, mais elle n'a pas été admise. Je me rallie donc à celle-ci quant aux principes; quant aux formes, je désire qu'il soit décidé quelque chose à cet égard.

*M. Girard.* J'hésite à reprendre encore une fois la parole dans la grave question qui occupe cette haute assemblée. Mais je le dois à la nation, au peuple et à notre jeune république. Je suis peiné. Il peut en résulter que l'on ait à mon égard quelque défiance, d'autant plus que ma manière d'exprimer mon opinion est quelquefois vive et violente. Je suis jeune, mais pas tout-à-fait sans expérience, car je me suis toujours attaché à avoir le coup-d'œil rapide dans les grandes circonstances. Je dois avouer que la proposition de *M. Humbert* m'a d'abord séduit; elle m'a



paru attrayante et propre à *tout* concilier d'une manière convenable. J'étais sur le point de m'y ranger, mais quelques rapides réflexions me retiennent. Oui, ce projet de jury est beau, il plait, mais il est inexécutable. Je dis qu'il est inexécutable, d'abord par sa composition difficile, sa complication. Il faudrait qu'il commençât par voter une loi sur cet objet, et cette loi pourrait seule nous prendre beaucoup de temps. Mais à supposer que ce jury pût être formé dans l'intervalle de quinze ou même de dix jours, ce dont je doute fortement, trouverions-nous des jurés qui voulussent accepter les importantes fonctions dont on pense les charger ! Non, je n'hésite pas à le dire ; nous ne trouverons pas dans le canton des hommes au nombre de douze ou vingt-quatre (je ne me rappelle pas exactement le chiffre) qui prendront sur eux de prononcer dans cette importante matière, quand nous, au nombre de quatre-vingt-dix, nous les députés de la nation, nous que le peuple a chargés de régler toutes les affaires, quelque importantes qu'elles puissent être, nous reculons devant cette tâche.

Quant aux formes judiciaires réclamées avec tant d'instances par plusieurs députés, mon honorable collègue, M. Steck, a suffisamment démontré que le jury ne les remplit nullement, Je ne voudrais cependant pas que l'assemblée se prononçât sur cette grave question sans entendre les anciens conseillers d'état, c'est pourquoi je suis disposé à me rallier à l'opinion de M. Calame, de leur accorder huit jours pour qu'ils aient le temps de fournir leur dépense et de nous donner les renseignements qui nous manquent sur les comptes de l'administration de l'état.

La question est assurément épineuse ; de quelque côté que je l'envisage, je n'y vois qu'un côté pire, celui de prendre une mesure d'urgence sur le champ, et un côté plus pire encore, celui d'un renvoi quelconque. Les conséquen-



ces de cette dernière alternative pourraient être terribles, surtout dans les circonstances extraordinaires où nous vivons, et dont M. Montandon, membre du gouvernement provisoire, nous a fait un sombre tableau.

En ne tenant aucun compte des désirs du peuple, qui attend avec impatience une solution, des conséquences déplorables s'en suivront; d'abord pour le gouvernement provisoire, il se verra débordé; les populations s'agiteront et pourront peut-être venir jusqu'ici nous demander compte de notre mandat. Pour le gouvernement de l'ancien régime tout sera alors à craindre, des excès dont on ne peut juger, le pillage et peut-être la mort. Espérons qu'il ne sera rien de tout cela, que la mesure d'urgence que beaucoup réclament sera admise. Les conséquences comme côté moins pire de la question seront les suivantes : D'abord envers nous, savez-vous ce qui en résultera ? Nous demeurerons maîtres de la situation. Et pour le peuple ? Il restera dans l'ordre et la tranquillité, qui seuls font sa prospérité. Et pour les membres du gouvernement déchu ? Les suites en seront non moins satisfaisantes, car dès qu'ils se seront acquittés envers le peuple, dont, comme on l'a dit, ils étaient les tuteurs, pour toutes les déprédations, toutes les malversations reconnues vraies, quand ils auront remis à la nouvelle administration des comptes clairs et exacts, ils auront la pleine jouissance de leur liberté individuelle, ils seront protégés eux et leurs propriétés, et nous ne leur rendrons point les mauvais traitements qu'ils infligèrent à nos frères aînés de 1851.

Qu'on y pense ! La situation générale est compliquée, et personne de nous ne peut prévoir ce qui arrivera dans huit jours, demain peut-être. Nos finances, ainsi que cela vous a été dit par plusieurs orateurs, nos finances sont dans le plus déplorable état. Notre organisation militaire demande



impérieusement des sacrifices importans en numéraire pour combler le vide de l'arsenal et pour mettre nos contingens en état d'entrer au service de la confédération. Qu'on y pense donc, nous sommes dans des temps extraordinaires, où l'on vit un quart de siècle dans une semaine. Qui vous dit que dans cinq jours nous ne recevrons pas du vorort l'ordre de verser à la caisse fédérale notre double contingent en argent pour l'année 1848. Avec quoi payerons-nous? Comment ferons-nous honneur à nos engagements fédéraux? Le remède à ce mal, le voici; vous serez, j'espère, de mon avis : L'ancien gouvernement administrait un capital dont les intérêts servaient à couvrir les dépenses fédérales ordinaires. Il a prélevé une somme de 49,000 francs environ pour le double contingent en argent de 1847. Or, qu'est devenu le restant de ce capital en L. 64,256,5, auquel le gouvernement ne pouvait toucher que par un vote du corps législatif? Le rapport de notre commission nous le dit: ce capital a été absorbé par la trésorerie, et il est sorti sous forme de dépenses, ensorte qu'il est perdu pour nous.

Si nous sommes mis en possession d'une garantie donnée par qui de droit pour cette somme, hé bien alors, si nous n'avons pas d'argent, nous pourrions remettre des titres à la confédération. Quant à notre contingent en hommes, si nous n'avons pas d'argent, il ne nous restera d'autre alternative, pour servir la patrie, que de faire mettre nos troupes dans les rangs de celles des autres cantons, c'est-à-dire que nos soldats seront encadrés dans des compagnies ou des bataillons de l'armée fédérale, et ne formeront pas des corps particuliers. Il serait plus honorable qu'il pût en être autrement, mais il ne nous restera que ce moyen de servir la patrie suisse.



Il faut trancher la question ! Pourquoi ne l'oseriez-vous pas, vous mandataires du peuple ? Pourquoi reculeriez-vous ? Quant à moi, messieurs, je n'hésiterais pas un instant à la trancher dans le sens du peuple. Quand même je serais seul pour former la majorité absolue, que par conséquent la plus grande responsabilité pèserait sur ma personne, je serais également décidé ! Je voterais pour une mesure d'urgence !.... Encore une fois ! Pourquoi ne le ferions nous pas ? Parce que plus d'un membre du gouvernement provisoire dit que c'est illégal.... Messieurs, la révolution est elle-même illégale. Le rapport qui nous a été mis sous les yeux, le rapport du gouvernement provisoire contient lui-même le récit d'actes arbitraires, de mesures d'urgence. La constituante est dans le même cas. Elle doit prendre une mesure d'urgence, que l'impérieuse nécessité des circonstances exige. Je le répète, c'est pour le bien de tous. Radicaux et royalistes, ni les uns ni les autres ne désirent payer de leur bourse les dettes faites arbitrairement et illégalement par le pouvoir que nous venons de renverser.

Il faut lui faire payer :

1 <sup>o</sup> Pour dépredations de l'arsenal . . . . .	L. 16,000,—
2 <sup>o</sup> Frais et entretiens de la garde soldée . . . . .	, 80,000,—
3 <sup>o</sup> Le fonds fédéral . . . . .	, 64,256,3
	<hr/>
	L. 160,256,3

4<sup>o</sup> Leur faire rendre compte des capitaux provenant du rachat des dîmes et cens-fonciers, ainsi que de les sommer de fournir les comptes de leur administration de l'état, parfaitement clairs.

Voici ce que nous devons décider sans craindre. Soyons généreux pour la liberté individuelle de messieurs les anciens conseillers d'état, rendons-les à leurs familles. Mais les deniers dont nous ne sommes que les gardiens, ne les



prodiguons point, cela ne nous appartient pas. Du reste, ce serait bien en vain. Ces messieurs n'entendraient aucun compte, ils sont adroits et rusés, ils sont incorrigibles.

Si nous ne nous plaçons pas à la hauteur de la nation, je ne sais pas ce qu'il adviendra, mais il me semble voir le peuple s'agiter en voyant notre impuissance. Il me semble voir l'anarchie et ses terribles suites éclater. Que ferons-nous alors ? Je vous le demande, messieurs. Que ferez-vous ? Moi je sais ce que je ferai. Je sais quel sera mon devoir impérieux pour servir encore ma patrie. Moi, si j'en ai le courage, c'est ce que je ne sais pas, moi je me placerai à la tête de l'anarchie, non pour l'encourager, non, mais pour la guider, la contenir, pour prévenir ses plus grands écarts !

Je servirai de cette manière ma patrie. Je serai utile, ainsi que cela a déjà eu lieu, j'en appelle à des députés présents, à des ennemis politiques qui ne s'y attendent point. C'est là un beau rôle humanitaire. Aurai-je le courage de le remplir ? C'est ce que je ne puis vous dire.

*M. Landry.* Je conviens qu'un renvoi de cette malheureuse affaire causerait peut-être une sensation désagréable au milieu des populations qui nous ont délégués ici, mais je suis loin de partager les craintes exagérées qui viennent d'être émises. Moi aussi je la connais cette population, mais jamais elle ne s'abandonnera à des excès ; jamais le parti de la révolution, quand même il serait mécontent d'un décret de ses mandataires, ne se livrera à l'anarchie, au pillage, à l'incendie.

*M. Ducommun-Steiger* partage aussi cette opinion ; le peuple suivra toujours le chemin du devoir et de l'honneur.

*M. Girard.* Il me paraît que deux de mes collègues ont supposé que j'ai voulu jeter une sombre couleur sur la population de la Chaux-de-Fonds. A Dieu ne plaise que c'ait



été mon intention. Je serai le premier à leur montrer le chemin de l'honneur, mais ce qu'il m'importe de faire comprendre, c'est que je me suis trouvé en position d'empêcher de grands excès.

M. *Piaget* désire que l'on soit juste envers chacun, et d'après ce principe il doit rendre le plus bel hommage à M. Girard, c'est que partout où il a été appelé à donner son concours, il l'a fait avec une modération qui lui a concilié l'estime de tout le monde.

M. *Erhard Borel*. Vous savez tous, messieurs, que j'aurais désiré voir cette assemblée faire au nom du peuple neuchâtelois un grand acte politique en jetant un voile sur le passé. Cette proposition n'a pas trouvé d'écho dans cette assemblée. Je me joins à la proposition qui s'en rapprochait le plus, celle de l'honorable M. Jeanrenaud-Besson, puis à une autre qui avait à-peu-près le même sens. Aujourd'hui il en surgit une de M. Humbert, à laquelle je me rallie de tout mon cœur. On a fait valoir contre cette proposition l'art. 45 du projet de constitution. Or, cet article n'est pas encore voté, nous sommes encore libres, et je ne sais pas pourquoi nous ne voudrions pas nommer le jury qu'on nous propose. Je prie les honorables membres de cette assemblée de se demander si aucun d'eux a reçu de ses commettants le mandat de juge? Notre mission consiste uniquement à faire une constitution. On a rappelé que de grandes assemblées politiques avaient pris des mesures dans le genre de celles qui sont proposées. Ces assemblées se trouvaient dans une position différente de la nôtre. Le salut public parlait, mais ici le salut public est-il attaché à une question d'argent. Je ne le pense pas. N'accomplissons pas un acte que nous nous reprocherions toujours. Je ne pourrai jamais prendre sur ma conscience d'être tout à la fois vainqueur, juge, accusateur et exécuteur. Le peuple neuchâtelois ne



nous en saurait aucun gré, il a plus de générosité qu'on ne le suppose.

M. *Grandjean* envisage cette question comme tellement grave, qu'il estime que chacun doit formuler son opinion. On en a fait valoir une en quelque sorte locale. Quant à lui, il ne s'envisage pas exclusivement comme député du Locle, mais comme député de tout le canton. Il y a au Locle un très grand nombre de royalistes, et cependant l'orateur doit déclarer qu'il ne craint rien pour eux. Les libéraux sauront toujours retenir ceux à qui la chaleur de la jeunesse pourrait inspirer des idées un peu violentes. L'opinion de M. Humbert est la plus rationnelle, et c'est celle à laquelle il se rattache.

M. *Montandon*. Dans ce jour solennel, je sens aussi le besoin de venir dire ma façon de penser. J'ai long-temps habité un pays où les vues larges et les sentiments généreux dominant. Songez-y bien, messieurs; si on vous avait dit, il y a un an : « Moyennant deux millions, vous allez racheter votre indépendance, » vous vous seriez empressés de payer comptant. Aujourd'hui, pour cent mille francs, vous voudriez rouvrir une plaie prête à se fermer? Quant à moi, je pense qu'il serait plus généreux de dire aux membres de l'ancien conseil d'état, à l'exemple du Sauveur du monde : « Allez-vous-en, nous ne voulons pas de votre argent. »

M. *Sandoz-Morthier* croit qu'on donne seulement trop d'importance à cette affaire; comme l'a dit son collègue, M. Montandon, il ne s'agit après tout que d'une somme de cent mille francs. Il est vrai que des pétitions ont, en outre, demandé de mettre à la charge de l'ancien conseil d'état et du corps législatif les 300,000 francs qu'il a fallu payer pour le refus de notre contingent militaire pour l'armée fédérale. L'orateur a été lui-même indigné lorsque, dans la session d'octobre dernier, ce refus a été prononcé



malgré tous les arguments qu'ont fait valoir les députés de la minorité. Mais il est évident que si notre canton avait répondu à l'appel de la diète, cette levée aurait aussi occasionné de grands frais à nos familles. Ce qui m'a le plus révolté, c'est la création d'une garde soldée à une époque où il n'y avait aucune menée révolutionnaire dans le pays. D'après ma conviction, le conseil d'état n'avait pas le droit de former une garde soldée composée en grande partie d'étrangers au pays. Si le gouvernement trouvait que la situation présentât réellement du danger pour lui, il aurait dû appeler les contingents sous les armes. Il y a donc eu culpabilité de la part de l'ancien conseil d'état, mais je ne reconnais à aucun pouvoir le droit d'être à la fois accusateur, juge et exécuter. L'orateur a entendu avec plaisir les développements dans lesquels est entré l'auteur de la proposition qui voudrait faire décider la chose par un jury; il s'y rattache complètement, car il croit qu'un jury comme celui qui est proposé serait le seul moyen de mettre à couvert l'assemblée constituante, qui ne doit pas même être soupçonnée de partialité politique. On dit qu'il faut contenter les populations; je suis bien aussi de cet avis; mais si mes commettants ne sont pas satisfaits de ma ligne de conduite, ils ne me renverront pas sans doute dans le futur grand-conseil. Je n'ai pas craint de coopérer à l'établissement de la république, parce que j'ai pensé que le moment était venu. Ne la compromettons pas à sa naissance pour une somme de cent mille francs. Qu'est-ce que cette somme pour une population de 70,000 âmes?

M. Calame, père, se rattacherait aussi à l'idée d'un jury s'il le croyait possible. Il a été membre d'un jury pendant quinze années, et il en peut parler pertinemment. Le jury prononce sur la culpabilité ou la non-culpabilité, puis c'est aux tribunaux institués à prononcer sur la peine, si l'accusé



est reconnu coupable. Or, je le demande, où est le tribunal qui viendra prononcer la peine et appliquer la sentence ; il n'y en aura pas dans six mois. En attendant, les choses sont en souffrance. Que demandons-nous ? que les membres de l'ancien gouvernement aient le temps de produire leur justification, et pour leur donner le temps de se justifier, que la chose soit renvoyé à huitaine. Il me semble que cette demande n'a rien d'injuste.

*M. Girard* appuie cette opinion qui lui paraît concilier les exigences les plus opposées, et de nature à calmer le pays.

*M. Aimé Humbert.* La proposition que j'ai eu l'honneur de présenter à l'assemblée constituante a soulevé diverses objections dont les principales se rapportent, à ce qu'il me paraît, à la difficulté que semble offrir la formation d'un grand jury national.

Je réponds que cette opération ne dérangera nullement les électeurs ; elle n'occupera qu'un petit nombre d'hommes, savoir : 1° le gouvernement provisoire ou, si l'assemblée le préfère, une commission tirée du sein de la constituante ; 2° les neuf commissaires du gouvernement ; 3° les membres des comités administratifs que choisiront les commissaires, pour dresser les rôles des citoyens éligibles. Voilà tout le personnel qu'exigera cette opération, et il y a lieu de croire que, dirigée par des hommes entendus et habiles, elle sera d'une exécution pratique beaucoup plus facile qu'on ne se l' imagine au premier abord. Elle est d'ailleurs facilitée par cette circonstance qu'il existe déjà des rôles électoraux tout dressés et cela précisément dans les localités les plus peuplées. Enfin, c'est un travail dont l'utilité pourra ne pas se borner au cas exceptionnel dont il s'agit ; peut-être se félicitera-t-on par la suite que ce travail de statistique ait été fait une fois pour toutes.



L'honorable député de Môtiers, M. Th. Calame, a fait une objection très juste contre le projet que je défends : c'est que ce projet ne présente qu'un des éléments nécessaires à la composition d'un jury, c'est-à-dire les jurés, mais il n'y voit point de tribunal, point de juges. Si cette difficulté l'arrête, il n'y a qu'à changer le nom de jury en celui de tribunal exceptionnel ; quel que soit le nom qu'on lui donne, il n'en présente pas moins toutes les garanties nécessaires, il n'est pas moins pleinement suffisant, puisque dans cette affaire la question de fait se confond avec celle de droit. Il suffit qu'un corps impartial prononce le *oui* sur la question de culpabilité, pour que les accusés soient reconnus solidaires de la dette, et le conseil exécutif fera le reste. Un tribunal à côté de ce jury national serait un hors-d'œuvre dans ce cas particulier.

Plusieurs orateurs ont attaqué ma proposition comme si elle tranchait la question de la culpabilité de l'ancien conseil d'état. Il n'en est rien, elle la laisse intacte, elle la renvoie tout simplement au jugement d'hommes qui ne soient pas tout à la fois accusateurs et juges. Ainsi, c'est sortir de la question que de s'écrier : S'il y a eu dilapidation des deniers de l'état, le peuple n'a-t-il pas le droit de réclamer ? Je ne m'oppose point à ce que le peuple réclame, j'accorde même à l'assemblée constituante le droit de se faire son organe et de formuler l'accusation, mais je répète que c'est à cela que doit se borner son rôle et que, encore une fois, elle ne saurait être accusateur et juge. Car admettre, comme l'a dit un des honorables préopinants, que l'on peut reprendre son bien là où l'on a la presque certitude de le retrouver, c'est admettre qu'un homme volé aurait le droit d'aller puiser dans les poches de celui qu'il soupçonnerait être l'auteur du méfait ; un pareil procédé est opposé aux notions les plus élémentaires du droit. On a fait valoir des considé-



raisons de popularité auxquelles il est naturel que tout mandataire du peuple attache beaucoup d'importance ; mais dans les questions de principes, le représentant ne doit pas laisser ces convictions à la porte de la salle ; c'est en s'y montrant fidèle qu'il servira le mieux le peuple, car il ne représente pas seulement les intérêts matériels ou les passions de ses commettans, il représente aussi leurs intérêts moraux, et il importe au bien de la république que ces intérêts-là soient défendus et sauvegardés.

*M. Challandes.* Si M. Humbert est parvenu à ébranler ma conviction, il n'a pu me convaincre tout-à-fait ; j'avoue qu'il y a encore de la confusion dans ma tête, et c'est pourquoi je préfère me joindre à l'opinion qui voudrait renvoyer à huitaine.

*M. Girard.* On ne cesse de nous dire : Vous serez à la fois accusateurs et juges. La question est un peu différente. Que nous dit le gouvernement sur les dilapidations de l'arsenal, dans son rapport : Vous serez appelé à en juger. Que faisons-nous aujourd'hui sinon de répondre à cet appel. Les propositions de la commission sont donc très logiques. M. Humbert demande s'il serait permis à une personne ayant la presque certitude que son argent est là d'aller le prendre. Mais ici il n'y a aucun doute quelconque.

*M. Auguste Lambelet* pense qu'il y a quelque rapport entre la proposition de M. Humbert et celle de la commission. L'autorité qui sera appelé à prononcer sur la culpabilité, ce sera un jury.

*M. Eugène Huguenin* formule les propositions suivantes :  
La constitution invitera les membres de l'ancien conseil d'état :

1° A rembourser à la république les frais de mise sur pied et d'entretien de la garde soldée ;

2° A payer à l'état les déprédations commises à l'arsenal.



3° A établir eux-mêmes le bilan des finances de l'état.

4° La constituante reconnaît que toute somme dont les membres de l'ancien conseil d'état ne pourraient justifier l'emploi, sera regardée par elle comme un déficit qu'ils seront invités à combler.

Un membre demande que, vu l'importance des débats et des nouvelles propositions qui viennent d'être présentées, un tour de délibération par appel nominal soit ouvert. Cette motion appuyée par plus de dix députés est mise aux voix et obtient 38 suffrages contre 34. L'assemblée décide en outre que ce tour de délibération aura lieu demain.

La séance est levée à deux heures.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD.

*Les secrétaires :* { AIMÉ HUMBERT.  
GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA**  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**SIXIÈME SÉANCE,**

*Mercredi 12 avril 1848.*

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

L'appel nominal constate l'absence de cinq députés, savoir : messieurs Guillaume Dubied, H.-F. Montandon, Charles Girard (absent du pays), Justin Billon (malade), Aimé Bourquin (malade).

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé, sauf le compte-rendu des discours, qui n'a pas encore pu être rédigé et dont la lecture est renvoyée à la séance suivante.

Une pétition du Landeron soumet à l'Assemblée les vœux de cinquante signataires sur certains articles du projet de constitution, tels que : augmentation du nombre des dis-



tricts proposés dans le projet, abolition pure et simple des dîmes, suppression de l'art. 61, etc.

M. *Clerc-Cormier* fait la proposition d'enjoindre à tous les honnêtes citoyens neuchâtelois de porter ostensiblement pendant un certain temps la cocarde aux nouvelles couleurs nationales.

MM. *Perrochet* et *Gretillat* ayant donné leur démission de membres de la commission des pétitions, l'Assemblée procède à leur remplacement. Il est délivré 78 bulletins : aucun n'est annulé, majorité absolue 40. Au premier scrutin, M. Ulysse Debelly est seul nommé, à la majorité de 43 suffrages. Au second scrutin, même nombre de voix, M. Challandes obtient 41 suffrages. En conséquence, MM. Debelly et Challandes sont proclamés membres de la commission des pétitions.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de M. Jacot-Guillarmod, demandant à l'Assemblée constituante de porter à 42 batz le cours légal des écus de Brabant.

Sur la proposition de M. le Président, l'Assemblée renvoie cette question à la commission des finances.

M. *Florian Landry*, membre de la commission des pétitions, répond à celle de Travers, revêtue de 121 signatures, demandant de décréter l'interdiction des droits civils et politiques 1° des membres du corps législatif qui ont refusé le contingent neuchâtelois, 2° des membres du ci-devant gouvernement, 3° des officiers commandant la garde soldée de Neuchâtel et de ceux qui ont refusé d'obéir aux ordres de la Confédération, 4° des membres composant les divers comités dits de défense et qui n'ont pas donné leur adhésion au nouvel ordre de choses ; 5° que la somme de 300,000 fr. d'amende soit supportée solidairement par les membres du corps législatif qui ont refusé les contingents, 6° que le



gouvernement déchu soit tenu de payer solidairement tous les frais occasionnés à l'Etat par la formation d'une garde soldée.

Le rapport de M. Florian Landry est conçu en ces termes :

Monsieur le Président et Messieurs,

La pétition de Travers accompagnée de 121 signatures, contient, Messieurs, des articles d'une extrême gravité, et tous de la compétence de l'honorable Assemblée constituante. La Commission aurait désiré être plus nombreuse pour délibérer sur des sujets aussi graves, mais le temps presse, il fallait se mettre à l'ouvrage. Un seul article du préavis qu'elle va mettre sous vos yeux a été voté à l'unanimité après la discussion, et parmi les membres qui ont appuyé les mesures rigoureuses demandées par la pétition, aucun ne s'est prononcé pour l'interdiction civile; ils n'ont eu en vue que l'interdiction politique non continue, mais momentanée. La vengeance, Messieurs, n'a pas été le motif de leur manière de voir. Non, Messieurs, ils l'ont déclaré sur leur honneur et leur conscience; mais en votant pour l'interdiction politique momentanée des différentes personnes signalées dans la pétition, ils ont mis en considération l'affermissement de notre république. Il n'est pas nécessaire de dire, que ceux des membres qui n'ont appuyé aucun des articles de la pétition, n'ont agi de cette manière ni par faiblesse ni par indifférence; plus confians en l'avenir de notre république, ils ont dit: nous savons bien tout le mal qu'ils nous ont fait, mais oublions le passé.

Le préavis de la Commission quant au 1<sup>er</sup> article, est: — Les membres du corps législatif qui ont refusé les contingents neuchâtelois ne seront interdits ni de leurs droits civils ni de leurs droits politiques.

Cet article est voté par une majorité de 4 voix contre une qui appuie l'interdiction politique.

Le préavis quant à l'article 2: trois voix contre deux appuient l'interdiction politique des membres de l'ancien conseil d'état.

Préavis de l'article 3: trois voix contre deux repoussent l'art. 3 de la pétition.

Préavis de l'article 4: L'unanimité se prononce contre l'article 4 de la pétition.

Les articles 5 et 6 déjà prévus par la pétition de Buttes sont



renvoyés, quant au préavis, au rapport de la Commission relatif à cette pétition.

M. Charles Calame, membre de la commission des pétitions, répond à celle de l'association patriotique de la Chaux-de-Fonds, demandant : 1<sup>o</sup> de faire imprimer et de répandre dans le pays un aussi grand nombre d'exemplaires que possible du projet de constitution amendé par la commission constituante, 2<sup>o</sup> dès que le rapport de cette commission aura été fait à l'Assemblée, de proroger nos délibérations d'une semaine, afin que dans cet intervalle le peuple puisse se prononcer par voie d'adresse ou de pétition.

Le rapport de M. C. Calame est conçu en ces termes :

Monsieur le Président et Messieurs,

La pétition des citoyens, membres de l'association patriotique de la Chaux-de-Fonds, est d'une grande importance, d'abord par le nombre considérable des signataires, qui est de 182, ensuite par les questions qu'elle soulève, qui ont un grand intérêt d'actualité. Votre Commission, Messieurs, approuve unanimement et complètement l'esprit qui a présidé à sa rédaction. Oui, le peuple a conquis glorieusement sa liberté, et, comme le disent si bien les pétitionnaires, *le peuple est d'autant plus attentif et intéressé à consacrer ses droits, qu'il a eu plus de peine à les conquérir*. Cette pétition, Messieurs, offre à nos yeux deux points saillants. Le premier est le désir exprimé que l'œuvre de notre Constitution soit réfléchie, et que ceux qui y travaillent évitent toute précipitation, y apportent cette sage lenteur qui permettra à l'opinion publique de se manifester par pétitions et par toutes autres voies. Ce second point, quoique conçu dans le même esprit, ne nous a cependant pas paru de nature à être entièrement approuvé, et si votre Commission est d'avis unanime que l'œuvre qui s'élabore maintenant doit se faire avec tout le calme, tout le sang froid, toute la sagesse possible, d'un autre côté, l'idée des pétitionnaires de mettre 8 jours d'intervalle entre le rapport de la grande Commission et la délibération dans cette enceinte sur ce rapport, cette idée, dis-je, nous a paru offrir des dangers, et avoir pour conséquence nécessaire de prolonger à l'infini l'état provisoire dans lequel nous sommes depuis longtemps, et



duquel nous éprouvons le besoin de sortir dès que faire se pourra, et tant que l'œuvre de notre reconstitution politique n'aura pas à en souffrir.

Du reste, Messieurs, si la Commission repousse la demande des pétitionnaires relative à cet intervalle de 8 jours, entre le rapport et la délibération, elle approuve au contraire et recommande celle de faire imprimer le plus tôt possible et répandre dans le pays un nombre considérable d'exemplaires du rapport de la Commission de révision.

Un débat libre s'engage sur la pétition de Travers.

M. *Gretillat* démontre qu'il y aurait injustice à interdire politiquement et civilement les personnes mentionnées dans la pétition.

M. *G. Dubois* appuie le préopinant. Il voudrait effacer jusqu'aux termes par lesquels on désignait jusqu'à présent les deux partis qui divisaient le canton : la dénomination de royaliste, entre autres, devrait être périmée et n'avoir plus aucune valeur.

M. *F. Droz* exprime ses doutes sur l'adhésion récente des membres du parti royaliste qui ne se sont décidés à cette démarche qu'après l'acte jésuitique arrivé de Berlin.

M. *A. Girard* recommande à l'avance la plus grande circonspection aux autorités qui auront à pourvoir à la nomination des fonctionnaires dans la république. Les principes à cet égard seraient de n'appeler aux fonctions de préfets, si préfets il y a, que des républicains dévoués ; dans l'ordre judiciaire, en revanche, il n'y a pas lieu à faire de distinctions politiques ; pour les emplois militaires, l'autorité compétente à remplir les cadres, choisirait comme elle le trouverait à propos, mais si elle agissait sagement elle se tiendrait en garde contre les officiers qui ont été fidèles au roi de Prusse, mais infidèles à la Confédération.

M. *Challandes* s'élève contre les mesures proposées par la pétition de Travers, comme étant peu démocratiques et illibérales.



M. *Erhard Borel*, au lieu d'inaugurer notre jeune république par des proscriptions, voudrait tendre une main fraternelle à ceux qui se sont trouvés jusqu'à présent dans un autre camp politique que les républicains.

Sur la proposition de M. le président, l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur la pétition de Travers.

Le rapport sur la pétition de la Chaux-de-Fonds ayant été mis aux voix, l'Assemblée en adopte les conclusions à une très-grande majorité.

M. le président donne connaissance à l'Assemblée de l'acte de démission des anciens conseillers d'état détenus au château. Cet acte est de la teneur suivante :

« Les soussignés sont maintenant autorisés à déclarer  
» qu'ils se trouvent déchargés des fonctions de conseillers  
» d'état et ne se considèrent plus que comme de simples  
» citoyens.

« Ils réclament en conséquence leur mise en liberté, qui,  
» d'après les communications du gouvernement provisoire,  
» doit être la suite de cette déclaration. »

Au château de Neuchâtel, le 11 avril 1848.

(signé) CHAMBRIER, de PERROT, PERREGAUX,

A. DE CHAMBRIER, PETITPIERRE DE WESDEHLEN.

La délibération par appel nominal s'engage sur le rapport de la commission chargée d'examiner le compte-rendu des actes du gouvernement provisoire.

M. *Erhard Borel* s'élève contre la conclusion du rapport qui tend à mettre les frais de la garde soldée à la charge des membres de l'ancien gouvernement. Il démontre que le gouvernement provisoire n'a pas pris l'initiative d'une pareille mesure puisqu'il a dit dans son rapport qu'une enquête avait été dressée pour constater cette dilapidation et atteindre les coupables.



La constituante n'est investie d'aucun autre mandat que de faire une constitution pour le peuple neuchâtelois, et celui-ci est plus impatient de voir l'œuvre de sa constituante achevée, que de rentrer dans la possession de quelques écus; il demandera aussi compte de ces heures employées par ses mandataires à des questions secondaires. L'orateur se rattache au projet d'un jury national. L'art. 15 de la constitution qu'on a invoqué contre ce projet n'est pas voté. Ce qu'on dit de la partialité probable du jury proposé est une injure au peuple. La proposition de renvoyer à huitaine de prendre un parti n'aurait pour résultat que de faire exécuter une pression sur l'opinion de l'Assemblée par les pétitions qui circulent dans ce moment. L'orateur proteste, en terminant, contre toute induction qu'on voudrait tirer de son vote pour prétendre qu'il a pour but de soustraire les membres de l'ancien gouvernement au paiement de ce qu'ils seront jugés devoir rembourser à l'état.

M. *Brandt-Stauffer* commence par déclarer que sa position de membre du gouvernement provisoire ne lui laisse la liberté de s'exprimer que sur trois points :

1<sup>o</sup> La question de dilapidation, c'est une question d'argent, pure et simple, que tout tribunal est apte à juger.

2<sup>o</sup> La question de la garde soldée est politique, et toute question politique qui se traduit par de l'argent est de mauvaise politique. L'orateur a toujours parlé franchement aux anciens gouvernants, il le fera aussi à la nation entière. Il aurait voulu que le canton entrât dans l'ère républicaine sans s'arrêter à des questions telles que celles qui ont été soulevées; toutefois, puisqu'elles ont été posées, il accepte que l'on cherche à les résoudre d'une manière régulière, mais ce qu'il n'acceptera jamais, c'est qu'une même assemblée soit à la fois accusateur et juge, c'est de frapper un ennemi à terre, c'est d'entrer dans la Confédération par



une mauvaise porte. Il accepte l'idée d'un jury national parce qu'il y voit quelque chose de généreux, parce que la composition impartiale de ce corps, qui unira probablement le passé et l'avenir, lui offre un gage de justice et de fraternité.

3<sup>e</sup>. Enfin sur le troisième point, il estime que les conseillers d'état détenus au château doivent être rendus à la liberté, sous la seule réserve de fournir caution pour l'action qui leur sera intentée.

M. G. *Bonjour* décharge l'ancien conseil d'état de toute responsabilité, sauf pour ce qui concerne les déprédations de l'arsenal. Ses membres n'étaient que les agents du prince. Sans doute ils n'auraient dû user de leurs droits qu'avec beaucoup de circonspection, mais il y avait urgence pour le gouvernement à s'entourer de ces forces, comme le prince l'eût fait s'il avait été dans le pays. De cette question de principe découle la question de forme. Poursuit-on les commis pour les actes de leur patron? S'il y a des réclamations à faire, c'est au roi de Prusse qu'il faut les adresser, et c'est à lui de prendre son recours contre ses agents.

M. d'*Ivernois* s'exprime dans le sens du préopinant. Tout gouvernement, dit-il, a le droit de maintenir l'ordre chez lui. L'ancien conseil d'état n'a pas voulu faire autre chose; il a cru être dans son droit. Si l'Assemblée constituante en juge autrement, elle doit du moins donner aux accusés les moyens de se défendre, et les renvoyer à un tribunal neutre.

M. *Gretillat* ne saurait admettre que l'Assemblée constituante puisse se constituer juge de l'ancien conseil d'état; ce serait fouler aux pieds toutes les règles du droit. Mais maintenant que le parti vaincu a donné son adhésion au nouvel ordre de choses, les tribunaux ordinaires pourront reprendre leurs fonctions, et c'est à eux que l'orateur voudrait déférer la question.



M. *Louis Humbert-Droz* ne voit pas de question de droit dans cette affaire, mais une question de restitution. Il s'en tient pour le moment aux conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner le compte-rendu des actes du gouvernement provisoire.

M. *Théod. Calame* oppose à la proposition d'un jury national et à celle de décharger l'ancien conseil d'état de toute responsabilité, la proposition formulée par M. Huguenin dans la séance précédente. Il part de ce principe que ce sont les coupables qu'il faut châtier, et non les innocents. Et que leur demande-t-on, aux membres de l'ancien gouvernement? L'emploi qu'ils ont fait des sommes qu'on leur réclame, et on leur donne 8 jours pour présenter leur défense. S'ils justifient de l'emploi légal de toutes ces mesures, ils seront pleinement acquittés; s'ils ne peuvent justifier que d'une partie, ils ne seront responsables que pour le reste; s'ils ne peuvent justifier d'aucune, l'Assemblée pourra les sommer de restituer le tout.

L'orateur termine par des considérations sur les résultats que pourrait avoir sur le peuple la non-prise en considération de la mesure qu'il défend. Les représentants de la nation s'attireront de la sorte les reproches les mieux mérités. Si l'Assemblée se prononçait pour l'acquittement des coupables, il protesterait solennellement, et dût-il être le seul, contre une pareille injustice.

Dans la discussion qui s'engage sur ces diverses propositions, parmi les défenseurs de la dernière, formulée par M. Huguenin, M. *Ch. Calame* n'hésite pas, par mesure de haute politique, à reconnaître l'Assemblée comme accusateur, partie et juge tout à la fois, et à l'accepter comme telle.

M. *Challandes* croit le jury impossible; il n'y verrait d'ailleurs qu'un tribunal exceptionnel. Il ajoute à la propo-



sition de M. Brandt-Stauffer sur la libération des détenus, une condition, c'est qu'ils devraient reconnaître les comptes de l'état.

M. *W. Favre* ne croit pas non plus la formation du jury possible; il préférerait un conseil-général de la nation, comme on l'a vu à Genève.

M. *A. Girard* relève, pour la combattre, l'expression de question secondaire dont un des préopinants a qualifié l'objet du débat; les deux séances précédentes et celle de ce jour prouvent qu'il ne s'agit pas d'une affaire secondaire. L'Assemblée constituante ne remplit pas le rôle d'accusateur; l'acte d'accusation, c'est le rapport du gouvernement provisoire sur la situation financière de l'état. Le conseil d'état déchu n'était pas le simple commis du prince, il avait aussi des obligations envers le peuple.

M. *Grandpierre* ne voit d'autre solution à la question soulevée que l'acquittement complet des accusés, ou un arrêté pris par la Constituante de mettre à leur charge les frais de leurs dépenses inconstitutionnelles. Quoiqu'il n'attende pas grand'chose de la proposition de M. Huguenin, il s'y rallie parce qu'elle seule paraît lui offrir une chance de transaction.

M. *Eugène Huguenin* insiste sur l'importance qu'il y a pour le parti républicain à ce que le gouvernement déchu établisse lui-même le bilan de l'état. Sa proposition ne demande pas autre chose; elle ne soulèvera pas de contestation de droit dans le sein de l'Assemblée constituante. D'ailleurs comme la garde soldée a été formée par le conseil d'état déchu, ensuite de sa rébellion envers la Confédération, ce fait seul établit sa culpabilité.

M. *Loutz* reproche à l'ancien conseil d'état d'avoir établi une garde soldée qui était parfaitement inutile, et de plus inconstitutionnelle; il n'y avait pas urgence à la créer, et



enfin elle a été en majeure partie fort mal composée. Elle a coûté à l'Etat 80,000 fr. en trois ou quatre mois ; somme énorme pour un petit peuple. Notre jeune république, écrasée par une dette considérable, voilà le tableau que l'orateur a devant les yeux ; mais il faut que l'Assemblée se garde de se constituer en tribunal. Pas d'actes arbitraires ; l'injustice porte malheur ; l'exemple de l'ancien conseil d'état l'a prouvé. D'ailleurs on ne gagnerait rien à le citer à la barre de l'assemblée, car il récuserait la compétence de celle-ci. Mais la proposition de M. Huguenin satisfait tous les intérêts.

M. *Landry*. La formation d'un jury ne lèverait pas la difficulté que l'on veut éviter en sortant la question de la Constituante. Le pays est partagé en deux camps, l'un accusateur, l'autre défenseur de l'ancien conseil d'état. Si la proposition de M. Huguenin est acceptée par les membres du gouvernement déchu, ils donneront leur bilan à l'Assemblée et se justifieront ; s'ils ne l'acceptent pas, ils se condamnent d'avance.

M. *Fritz Lambelet*. Il ne s'agit pas de jugement, mais tout simplement d'une mesure par laquelle le peuple, qui a brisé ses fers, refuserait de payer les instruments de son oppression.

M. *Ed. Perrochet* vote pour la proposition de M. Huguenin, d'après le principe que tout gouvernement est responsable de ses actes, et contre le jury, parce que, parmi les imperfections de cette institution, il y a l'exclusion des électeurs.

M. *A. Perrochet* ajoute qu'il ne serait d'ailleurs pas probable que tous les citoyens sur lesquels le sort tomberait, acceptassent la mission de jurés.

M. *A. Pettavel* vote pour la proposition de M. Huguenin, parce qu'il a la presque certitude que les accusés y obtempéreront.



M. *Leuba-Fatton*, s'il ne consultait que son propre mouvement, serait disposé à pencher du côté de la clémence. Mais le peuple, qui s'est acquis des droits imprescriptibles, et qui n'a pas cru les confier tout récemment à des spoliateurs, attend qu'il soit tenu compte de ses sueurs.

M. *Napoléon Guinand* adhère à la proposition de M. E. Huguenin, et consent à la libération des membres de l'ancien conseil d'état, dès qu'ils auront tous signé leurs démissions, celle de M. Calame n'y figurant pas.

M. *Huguenin-Vuillemin*. S'il y a lieu à juger, le tribunal pourrait se composer du gouvernement provisoire en qualité d'accusateur, l'Assemblée constituante qui serait le juge, et le futur conseil exécutif comme exécuteur du jugement. Il attaque l'institution du jury en objectant que le sort pourrait tomber sur les hommes les moins capables de prononcer. Il termine en se déclarant disposé à tout abandonner, dans la certitude que rien ne sera réclamé par l'ex-souverain.

M. *Steck* s'élève contre l'institution du jury, principalement parce qu'il y voit une violation de l'art. 15 de la Constitution qui sera votée dans quelques jours.

M. *Fr. Droz* veut être généreux, mais pour ceux qui ont été dépouillés. Les spoliateurs sont responsables, parce qu'ils étaient liés par des institutions démocratiques du canton, qui existaient à côté de ses institutions autocratiques et aristocratiques. En conséquence, le gouvernement aurait dû consulter le corps législatif pour la garde soldée aussi bien que pour le refus du contingent.

Parmi les défenseurs de la proposition du jury, M. G. *DuBois* déclare que ses convictions ne sont pas complètes. Un mandataire du peuple serait criminel s'il avait agi comme l'ancien conseil d'état, mais celui-ci croyait avoir une tout autre latitude, comme agent du roi, et jusqu'à



quel point était-il en droit de se l'attribuer ? c'est là la question difficile à résoudre. L'orateur développe ensuite la proposition de libérer de leur détention les membres de l'ancien conseil d'état ; il démontre que la seule cause de cette détention prolongée a été leur refus d'abdication ; la cause n'existe plus , la libération doit être aussi prompte que possible. Quant aux dilapidations de la garde soldée , c'est un point qui n'offre pas de difficulté ; il n'est aucun tribunal qui ne doive condamner les auteurs du méfait.

M. *Piaget*. Ce qu'il y a d'important dans la question qui occupe l'Assemblée , ce n'est pas la somme de 80 ou 100,000 fr., ce n'est pas de savoir comment le conseil d'état déchu sera jugé , mais c'est que nous ne le jugions pas nous-mêmes. Si la proposition du jury n'était pas adoptée , il voterait pour le renvoi de toute l'affaire au futur grand-conseil. Il vote aussi pour la libération des détenus, sous réserve d'une caution et de certaines mesures que le gouvernement provisoire prendrait , en vue de l'ordre public , dans l'exécution de l'arrêté de la Constituante, si cette Assemblée veut bien les remettre à la prudence du gouvernement.

M. *Montandon* vote pour le jury , quoiqu'il trouve les membres de l'ancien conseil d'état assez punis du crime de lèse-nation , et qu'il eût préféré , en conséquence , l'oubli complet du passé.

M. W. *DuBois* voit dans le jury le seul moyen de sauvegarder tous les intérêts du pays, et d'empêcher l'Assemblée de sortir de son mandat , qui est purement législatif. Quant aux considérations de popularité qu'on a fait valoir , il croit que le peuple neuchâtelois a trop le sentiment du juste pour ne pas respecter les scrupules de ses députés.

M. *J.-Ch. Ducommun* envisage l'ancien gouvernement comme responsable des frais et des dégâts occasionnés ou commis par la garde soldée , mais il ne s'abattra jamais sur un ennemi rendu.



M. *Girard-Bille* se joint aux membres de l'Assemblée qui ont fait prévaloir sur toute autre considération celle de la justice, parce qu'ils ont fait ressortir cette belle maxime : « Faites à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fit à vous-mêmes. »

M. *Gustave Heinzely* a jeté ses vues sur la Constituante, puis sur le grand-conseil, et nulle part il n'a trouvé les pouvoirs compétents pour juger les anciens conseillers d'état. Il n'y a que le jury, quelque imparfait qu'il soit, qui puisse être invoqué en semblable circonstance; et, dussent-ils même être absous par ce tribunal, ce que l'orateur ne croit pas, car à ses yeux ils ont outrepassé grandement leurs pouvoirs par la fondation de la garde soldée et en abandonnant au pillage de cette même garde l'arsenal qui devait être respecté, nous n'en serions pas moins ce que nous sommes, nous aurions un peu plus d'argent. L'orateur voudrait que, dès ses débuts, la république instituât une nouvelle noblesse, savoir la noblesse du cœur, et que la victoire fût suivie du pardon.

M. *A. Humbert* s'attache à réfuter l'idée que le rapport du gouvernement provisoire puisse être considéré comme un acte d'accusation formel et juridiquement satisfaisant contre l'ancien conseil d'état. Il se joindrait à la proposition de M. Huguenin, s'il n'était pas persuadé qu'elle ne fera que renvoyer la difficulté sans la trancher et replacer l'Assemblée constituante dans la situation embarrassante où elle se trouve aujourd'hui. Il estime que la question de la culpabilité du gouvernement déchu est beaucoup plus difficile à résoudre, en droit, que plusieurs préopinants ne paraissent le croire; et c'est pourquoi il voudrait qu'elle fût plaidée d'une manière régulière et en dehors de cette Assemblée. Il importe plus qu'on ne peut le dire, que cette affaire se termine selon les règles de la justice, et c'est dans ce



sens seulement que ce n'est point une question secondaire. L'orateur attache autant d'importance que qui que ce soit à la voix du peuple, et s'il y avait moyen de lui remettre directement la solution de cette affaire, il accéderait à la proposition d'un conseil-général; mais on ne saurait constituer en tribunal toute une nation pour plaider devant elle une cause de droit, tandis qu'il est assez facile de tirer un jury du sein de cette nation, et cette mesure est en rapport parfait avec le principe démocratique.

L'Assemblée passe à la votation des trois derniers points du rapport de la commission chargée d'examiner le compte-rendu des actes du gouvernement provisoire.

Premièrement, quant à la détention des membres de l'ancien conseil d'état, la proposition qui lui est soumise est de la teneur suivante :

« Les membres de l'ancien conseil d'état, aujourd'hui détenus, seront mis en liberté dès que leur démission et celle de leurs anciens collègues à l'ordinaire et à l'extraordinaire auront été remises au gouvernement provisoire. »

« La liberté sera accordée aux membres de l'ancien gouvernement moyennant caution et reconnaissance des comptes de l'état. »

• L'exécution de cette mesure est laissée à la prudence du gouvernement provisoire. »

Cette proposition est adoptée à une forte majorité.

Deuxièmement, quant à la question des frais à mettre à la charge de l'ancien conseil d'Etat, M. le Président met aux voix la proposition de M. Huguenin conçue en ces termes :

« La constituante invitera les membres de l'ancien conseil d'Etat :

1° à rembourser à la République les frais occasionnés par la mise sur pied et l'entretien de la garde soldée.



2° à payer à l'état les déprédations commises à l'arsenal.

3° à établir eux-mêmes le bilan des finances de l'état.

4° La Constituante reconnaît que toute somme dont les membres de l'ancien conseil d'état ne pourraient justifier l'emploi est regardée par elle comme un déficit qu'ils seront invités à combler.

Cette proposition est adoptée à la majorité de 50 votants contre 26.

La proposition de M. A. Humbert, de convoquer un jury national auquel on renverrait la question de la culpabilité de l'ancien conseil d'état, et qui déciderait du point de fait aussi bien que du point de droit, est mise aux voix et n'obtient que 24 suffrages.

La proposition de M. Piaget de renvoyer au grand-conseil la question de la dilapidation de l'arsenal et des frais de la garde soldée, reste aussi en minorité.

Enfin, la conclusion du rapport proposant l'entière approbation de la gestion et des actes du gouvernement provisoire est votée par l'Assemblée à la presque unanimité.

La séance est levée à 2 heures.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*

CH.-L<sup>s</sup> JEANRENAUD.

*Les Secrétaires,*

AIMÉ HUMBERT.

GONZALVE PETITPIERRE.

AUGUSTE LAMBELET.

---



# BULLETIN OFFICIEL

## DES DÉLIBÉRATIONS

# DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

DE LA

## RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

## SEPTIÈME SÉANCE.

JEUDI 13 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

La séance s'ouvre à 9 heures du matin.

L'appel nominal constate quatre absences, savoir:

MM. Aimé Bourquin, malade.

Justin Billon,

Guillaume Dubied, absent du pays.

F. Girard,

La partie du procès-verbal de la séance d'avant-hier, 11 avril, non encore soumise à la sanction de l'assemblée



par suite de l'étendue donnée à la reproduction des opinions individuelles, est lue et adoptée sans rectification. Toutefois, M. Erhard Borel annonce qu'il se propose de faire, dans un but d'économie, une motion tendant à ce que à l'avenir les comptes-rendus des délibérations soient rédigés plus succinctement.

Le procès-verbal de la séance d'hier n'étant pas complètement terminé, la lecture en est remise de quelques heures.

Il est fait lecture à l'assemblée des pièces suivantes :

1° Pétition de la commune de Cortaillod, qui croit ses intérêts les plus chers menacés par le projet de constitution : elle voit notre nationalité compromise par la proposition d'étendre les droits politiques aux Suisses des autres cantons ; elle émet, en outre, sa manière de voir sur divers articles de ce projet. — Renvoi à la commission préconsultative.

2° Trois cent trente citoyens du Locle demandent par pétition à l'assemblée constituante qu'elle prenne des mesures convenables pour mettre un terme aux manifestations séditieuses de notre clergé. Ils réclament à cet effet certaines dispositions dans le projet de constitution. — Dépôt sur le bureau jusqu'à demain.

3° Pétition revêtue de 87 signatures, émanée de négociants de la Chaux-de-Fonds, demandant l'établissement d'une banque cantonale, et manifestant l'espoir que le siège en sera fixé à la Chaux-de-Fonds. — Renvoi à la commission des finances nommée dans la séance du 11 avril.

4° Pétition de la générale communauté de Travers, demandant que tous les déficits non justifiés soient mis à la charge des membres de l'ancien gouvernement ; qu'on les somme de rendre un compte détaillé de la provenance de quelques capitaux, ainsi que de dresser un bilan résumant fidèlement la situation financière ; enfin qu'on ne les mette



en liberté qu'après qu'ils auront satisfait à ces exigences. En terminant, les pétitionnaires déclarent donner leur adhésion à l'adresse de l'association patriotique de la Chaux-de-Fonds. — Dépôt sur le bureau jusqu'à demain.

5° Pétition des comités de Môtiers et Boveresse, faisant les mêmes demandes que la précédente. — Dépôt sur le bureau.

6° Des patriotes et des membres du comité patriotique de Couvet, adressant les mêmes demandes que les deux pétitions précédentes, et, comme celles-ci, elles restent déposées sur le bureau.

7° Motion de douze membres de l'assemblée constituante, demandant la démission des maires et châtelains qui n'ont pas, dès l'origine du nouvel ordre de choses, adhéré à la république.

D'après le règlement, cette proposition restera déposée vingt-quatre heures sur le bureau avant de devenir le sujet d'une délibération.

ORDRE DU JOUR : *Proposition de M. Clerc-Cormier tendant à rendre obligatoire le port de la cocarde nationale.*

Cette proposition, déposée hier sur le bureau, est combattue par plusieurs membres, entre autres par MM. Gretillet et Erhard Borel, qui démontrent qu'elle soulèverait dans l'exécution un grand nombre de tracasseries et de difficultés; que ce ne sont pas les signes extérieurs qui font le bon patriote, mais que ce sont les actes.

A la votation, la proposition de M. Clerc n'obtient qu'une seule voix.

M. Piaget, président de la commission préconsultative des quinze, annonce que la commission a terminé son travail, mais qu'il lui a été impossible de faire depuis hier au soir un rapport sur cette grave matière. Le rapporteur, après s'être entendu avec le président, s'est aperçu d'une



lacune qui existait dans le travail de la commission, en ce sens que ce travail ne peut être l'expression des idées de l'assemblée qu'autant que celle-ci aurait été mise en demeure de faire connaître son opinion. Il conviendrait donc qu'il y eût au préalable, au sein de l'assemblée, un débat libre, ensuite duquel la commission se réunirait de nouveau pour avoir égard aux opinions qui auraient prévalu, et remplir les lacunes qui seraient signalées dans le projet primitif élaboré par le gouvernement provisoire.

M. *DuBois*, membre du gouvernement provisoire, pense qu'il serait convenable qu'on eût d'abord connaissance du rapport de la commission, lequel pourrait fournir des lumières à la discussion.

M. *Girard* estime aussi que la marche rationnelle qu'il y aurait à suivre serait d'attendre que la commission préconsultative mît le résultat de son travail sous les yeux des membres de l'assemblée, qui alors pourraient examiner à loisir les modifications dont il serait susceptible.

Cette opinion est appuyée par M. *Challandes*, qui pense qu'il est quelque peu gênant de discuter sur des points sans connaître l'opinion de la commission.

En revanche, MM. *Landry* et *Erhard Borel* appuient l'opinion de M. *Piaget*, en se basant sur la nécessité où la commission se trouve de connaître l'opinion de l'assemblée avant de présenter un travail définitif.

A la votation, la majorité se prononce pour la proposition de M. *Piaget*, avec cette adjonction: qu'avant d'ouvrir un tour de débat libre sur le projet primitif de constitution, il sera donné connaissance par le rapporteur des principaux changements que la commission a fait subir à ce projet.

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et adopté avec quelques rectifications.



A dix heures et demie, la séance est interrompue pendant près d'une heure par suite de l'absence des membres du gouvernement provisoire appelés à s'occuper d'une affaire urgente.

A la reprise de la séance, M. le président annonce une communication du gouvernement.

M. *Piaget*, président du gouvernement provisoire, prend la parole. Dans votre séance d'hier, dit-il, vous avez décidé la mise en liberté des membres de l'ancien conseil d'état moyennant certaines garanties. Vous avez de plus ordonné que la proposition de M. Huguenin leur serait communiquée. Le gouvernement vient vous faire connaître le résultat de ses démarches, ainsi que les pièces qui s'y rattachent.

Il est fait lecture de la démission de M. Calame, de celle de M. Delachaux, tous les deux conseillers d'état ordinaires, puis de celles de MM. Coulon, Marval, Auguste de Pourtalès, Fréd. de Rougement, conseillers d'état en service extraordinaire.

Il est ensuite fait lecture de la déclaration suivante des membres de l'ancien conseil d'état :

Les soussignés, membres de l'ancien conseil d'état, détenus au château de Neuchâtel, ont reçu la communication des résolutions qui les concernent, prises par l'assemblée constituante dans sa séance d'hier, 12 avril 1848, et dont la teneur suit :

1° Les membres de l'ancien conseil d'état, aujourd'hui détenus, seront mis en liberté, dès que leurs démissions et celle de leurs collègues à l'ordinaire et à l'extraordinaire auront été remises au gouvernement provisoire.

La liberté sera accordée aux membres de l'ancien gouvernement moyennant cautions et reconnaissance des comptes de l'état.

L'exécution de cette mesure est laissée à la prudence du gouvernement provisoire.



2° L'assemblée constituante invitera les membres de l'ancien conseil d'état :

- a) A rembourser à la république les frais occasionnés par la mise sur pied et l'entretien de la garde soldée ;
- b) A payer à l'état les déprédations commises à l'arsenal ;
- c) A établir eux-mêmes le bilan des finances de l'état ;
- d) La constituante reconnaît que toute somme dont les membres de l'ancien conseil d'état ne pourraient justifier l'emploi , est regardée par elle comme un déficit qu'ils seront invités à combler.

Appelés à répondre à cette communication, les soussignés rappelleront avant tout qu'ils n'ont été arrêtés et conduits au château le 2 mars que parce qu'ayant été requis par le gouvernement provisoire de donner leur démission, ils s'y sont refusés sur le fondement qu'ils ne pouvaient recevoir cette démission que du souverain dont ils tenaient leurs fonctions ; qu'amenés au château, la liberté leur fut encore offerte deux fois par le gouvernement provisoire moyennant leur démission, ce qui est attesté par le rapport même de M. le président à l'assemblée constituante, lequel a déclaré même que cette détention n'était en réalité que des arrêts militaires.

Mais dès le lendemain du jour où les soussignés se sont trouvés déchargés de leurs fonctions par la patente de S. M. le roi de Prusse, en date du 5 avril, ils ont donné immédiatement la déclaration demandée, munie de leurs signatures individuelles et portant qu'ils ne se considéraient plus désormais que comme de simples citoyens.

En conséquence, ils ont réclamé leur mise en liberté et ils la réclament encore comme un droit acquis à chaque citoyen de ce pays, comme l'accomplissement d'une parole loyale du gouvernement provisoire et comme un acte de justice de la part de l'assemblée constituante.

Quant aux engagements pécuniaires qu'on exige des membres de l'ancien conseil d'état, savoir : une caution illimitée, la re-



connaissance des comptes dressés par le département des finances du gouvernement provisoire, le paiement d'une somme de près de cent mille francs pour la garde soldée et les déprédations d'effets militaires qui devraient avoir été commises, enfin une responsabilité sans aucune limite de somme ni d'époque pour toutes les dépenses qui ne seraient pas justifiées aux yeux de l'assemblée constituante et qu'elle regarderait en conséquence comme un déficit qu'ils devront combler, ces demandes sont d'une telle gravité et ont une portée si illimitée, que les soussignés ne pourraient y souscrire sans compromettre la fortune entière de leurs familles; mais ils déclarent que, dès qu'ils seront en liberté, ils seront prêts à répondre à toute demande qui leur serait formée devant leurs juges naturels, la totalité de leurs biens étant là pour garantir cet engagement et l'effet du jugement qui serait rendu.

Ils déclarent en outre : 1° que, dès ce moment-là, et moyennant que tous les documens nécessaires soient mis à leur disposition, ils s'emploieront immédiatement à établir le bilan des finances de l'état, ainsi que cela est désiré, et 2° qu'ils donneront toutes les explications qui leur seront demandées et qui seront en leur pouvoir sur les dépenses quelconques de l'administration de l'état, dépenses qui toutes ont été faites en conformité des règles établies et des ordres ou avec l'approbation du souverain, dont l'autorité était reconnue universellement dans l'état jusqu'au 29 février, auquel d'après la constitution appartenait incontestablement le droit de régler et d'ordonner toutes les dépenses qui ont été faites, et qui y aurait pourvu sans rien demander au pays et avec les ressources ordinaires de l'état, ainsi qu'il l'a fait en 1851 pour L. 150,000 environ payées à la confédération suisse, pour la garde soldée, pour les déprédations des arsenaux et magasins militaires et toutes les autres dépenses résultant des événemens de ce temps. Mais, pour le moment, les soussignés sont convaincus que l'assemblée constituante ne saurait vouloir convertir une arrestation politique en une contrainte par corps dont



ils seraient passibles, en dérogation formelle aux règles universellement admises dans tous les temps et par tous les peuples, avant qu'ils eussent été déclarés juridiquement débiteurs des dettes qu'on voudrait mettre à leur charge.

Au château de Neuchâtel, le 15 avril 1848.

CHAMBRIER, D<sup>r</sup> PERROT, F. DE CHAMBRIER,  
PERREGAUX, PETITPIERRE DE WESDEHLEN, CALAME.

Enfin, il est également fait lecture des propositions suivantes que le gouvernement soumet à l'assemblée :

Messieurs,

Dans votre séance du 12 de ce mois vous avez décrété la mise en liberté des membres de l'ancien conseil d'état, détenus au château, moyennant certaines conditions : vous avez de plus ordonné que la proposition de M. Huguenin, adoptée dans la même séance, fût présentée à leur acceptation.

Le gouvernement a sur-le-champ pourvu à l'exécution de vos décrets et il vient vous communiquer le résultat de sa mission, résultat contenu dans la pièce suivante qu'il dépose sur le bureau.

Appelé à donner ses conclusions, le gouvernement provisoire les formule comme suit :

1° En ce qui touche la mise en liberté des membres de l'ancien conseil d'état :

Considérant que le refus de leur démission et la publication d'un arrêt-proclamation annonçant l'intention d'agir encore comme pouvoir de droit ont été les causes directes et uniques de l'arrestation des membres de l'ancien conseil d'état ;

Qu'en ce moment ils ont fait disparaître la cause de leur détention à mesure que tous les membres de l'ancien conseil d'état, à l'ordinaire et à l'extraordinaire, ont donné leur démission sans réserve, tous ceux du moins qui ont une résidence connue dans le pays ;



Que de plus les membres de l'ancien conseil d'état ordinaire offrent leurs biens pour caution et prennent l'engagement de satisfaire à toutes les réquisitions qu'on pourrait leur adresser au sujet des comptes de l'état.

Le gouvernement provisoire conclut à leur mise en liberté et décline, en qualité de pouvoir exécutif provisoire, toute responsabilité ultérieure si la détention provisoire des membres de l'ancien conseil devait être prolongée.

2° En ce qui touche la proposition de M. Huguenin, le gouvernement provisoire estime n'avoir aucune conclusion à prendre, parce que cette proposition est un acte direct de l'assemblée constituante.

A la suite de ces communications, M. le président du gouvernement provisoire explique la position que le gouvernement a prise dans cette affaire vis-à-vis de l'assemblée constituante ; il relit à cet effet différents passages du rapport présenté par cette autorité dans la séance d'ouverture, et desquels il résulte que si, en l'absence d'un pouvoir régulier, le gouvernement a dû recourir de son chef à des mesures extraordinaires qu'il s'est fait un devoir de soumettre aux mandataires de la nation dès que ceux-ci ont été réunis, il est néanmoins en quelque sorte lié vis-à-vis des membres de l'ancien conseil d'état détenus au château, par des assurances et des obligations morales dont, en présence de la démarche qu'ont faite les détenus, l'accomplissement n'aurait pas souffert la moindre difficulté, si le gouvernement s'était trouvé dans le cas de prendre une détermination spontanée.

M. *Steck* trouve que l'importance des communications faites à l'assemblée et de la mesure qu'on réclame d'elle, ne lui permet pas de prendre une mesure instantanée ; il propose en conséquence le renvoi de cette affaire à demain.



Cette opinion est partagée par M. le commandant *Girard* qui, tout en désirant que les membres du conseil d'état recouvrent bientôt leur liberté individuelle, estime qu'une décision à leur égard ne doit pas porter le cachet de la précipitation, mais qu'il faut peser les garanties qu'offrent les détenus.

MM. *Landry* et *G. DuBois* insistent au contraire pour que l'assemblée prenne une détermination instantanée qui, d'après les propositions votées hier, ne peut aboutir qu'à l'élargissement immédiat des prisonniers.

M. *François Droz* ne s'oppose pas à la mise en liberté des anciens conseillers d'état, mais il pense qu'il conviendrait, pour ne pas mécontenter le peuple, de mettre le séquestre sur les biens des détenus.

M. *Grandpierre* fait observer que si le gouvernement provisoire juge que les conditions mises par l'assemblée constituante à l'élargissement des anciens conseillers d'état sont remplies, leur mise en liberté est une mesure qui rentre dans sa compétence.

M. *Huguenin* demande s'il n'est pas dans l'esprit de la décision prise hier, que les conseillers d'état doivent reconnaître les comptes de l'état.

M. *Piaget* répond que la déclaration que les prisonniers ont faite est formelle, et qu'il faut dans une affaire de ce genre interpréter leurs engagements d'une manière large et ne pas vouloir en quelque sorte *avocasser*. Les membres du gouvernement provisoire, dit-il, qui ont mis leur vie dans la balance lorsqu'il s'est agi de conquérir notre émancipation, ne sont pas des hommes de la veille qui pourraient venir vous conseiller une mesure hasardée. Si, il y a quinze jours, l'ancien conseil d'état avait donné la déclaration qu'il a faite aujourd'hui, la mise en liberté de ses membres n'aurait souffert de notre part aucune difficulté. Il est im-



possible que l'assemblée constituante se refuse à faire honneur à la traite que le gouvernement provisoire a tiré sur sa loyauté.

La proposition de scinder les deux parties du rapport du gouvernement, faite par M. George DuBois, étant admise, on procède à la votation.

Les conclusions de la première partie du rapport, qui tendent à la mise en liberté des membres de l'ancien conseil d'état, sont adoptées à une immense majorité. — Sept membres seulement se lèvent à la contre-épreuve.

Une grande majorité souscrit à se prononcer jusqu'à demain sur la deuxième partie du rapport qui porte que, en ce qui concerne la proposition de M. Huguenin, le gouvernement provisoire estime n'avoir aucune conclusion à prendre, parce que cette proposition est un acte direct de l'assemblée constituante.

Il est fait lecture d'une pétition de la compagnie des commerçants du Locle, demandant que les couronnes de Brabant et les florins d'Allemagne soient tarifés, les premières à 42 batz et les seconds à 15  $\frac{3}{4}$  batz, et que les pièces ci-dessus soient reçues transitoirement dans les caisses de l'état. — Renvoyé à la commission des finances qui est chargé de faire, dès demain, un rapport sur cet objet.

Il est donné lecture d'une proposition de M. Aimé Chalandes ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de soumettre à l'assemblée constituante une proposition tendant à ce que l'ordre du jour d'une séance soit indiqué la veille, à l'exception des cas d'urgence sur lesquels l'assemblée pourra se prononcer séance tenante. »

Dépôt sur le bureau jusqu'à demain.

Enfin M. F. Droz dépose également sur le bureau une proposition tendant à ce que le séquestre soit mis sur les



biens des anciens conseillers d'état jusqu'à ce que les réclamations qui les concernent soient liquidées.

Sur la proposition de M. *George DuBois*, l'assemblée décide que le débat libre qui devait s'engager sur le projet de constitution ne commencera que demain.

La séance est levée à une heure moins un quart.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.—L. JEANRENAUD.

*Les secrétaires :* { AIMÉ HUMBERT.  
GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA**  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**HUITIÈME SÉANCE.**

*Vendredi 14 avril 1848.*

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

La séance s'ouvre à 9 heures du matin.

L'appel nominal constate l'absence de six députés, savoir: MM. Louis Grandpierre, Guillaume Dubied, Duvanel-Ruedin, Justin Billon (malade), F. Girard, absent du pays.

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et adopté.

Il est fait lecture d'une réclamation émanée de deux membres de l'Assemblée; elle signale la circonstance que s'étant rendus hier à six heures du soir dans la salle des séances pour prendre connaissance d'une pièce déposée sur le bureau, les signataires de la réclamation ont vainement



cherché la dite pièce, qu'on leur a dit être entre les mains de M. Gonzalve Petitpierre.

M. le président de l'Assemblée fait observer que toutes les pièces qui sont l'objet d'une délibération doivent nécessairement se trouver pour quelques heures entre les mains du secrétaire chargé de rédiger le procès-verbal, que du reste celle dont il s'agit se trouvait remise sur le bureau déjà à 6 heures.

Les auteurs de la réclamation se déclarent satisfaits des explications données par M. le Président, et cet incident n'a pas d'autre suite.

Il est donné lecture des quatre pétitions suivantes :

1<sup>o</sup> Une pétition de Buttes, revêtue de 95 signatures, demandant que tous les frais faits par l'ancien gouvernement et que l'intérêt du peuple ne justifierait pas, soient mis à sa charge.

2<sup>o</sup> Une pétition de la même localité, revêtue de 455 signatures, demandant que les membres de l'ancien gouvernement soient gardés à vue et leurs biens mis sous séquestre jusqu'à ce que le Grand-Conseil puisse s'occuper de faire leur procès.

3<sup>o</sup> Une pétition de l'association patriotique de Noiraigue, réclamant la déchéance des droits politiques pour les membres de l'ancien conseil d'état, et la continuation de leur détention jusqu'à ce qu'un pouvoir exécutif définitif, issu du Grand-Conseil futur, trouve convenable d'y mettre un terme.

4<sup>o</sup> Une pétition de 73 citoyens de Boudry et Bôle, demandant la restitution, de la part de l'ancien conseil d'état, de plusieurs sommes dont l'emploi n'est pas justifié, et établissant à cet effet deux catégories pour ceux auxquels elles peuvent être réclamées.



Aux termes du règlement, ces quatre pétitions resteront déposées pendant vingt-quatre heures sur le bureau avant de pouvoir faire l'objet d'une délibération.

ORDRE DU JOUR. — Proposition signée par quatorze députés, et conçue comme suit.

Monsieur le Président et Messieurs,

Nous demandons la démission des maires et châtelains qui n'ont pas, dès le principe, donné leur adhésion à la République. — Ces employés sont incompatibles avec le nouvel ordre de choses et le maintien de leurs fonctions serait d'un fâcheux effet sur les populations. (suivent 14 signatures des membres de la Constituante.)

M. *d'Ivernois* demande le premier la parole pour mettre, dit-il, l'Assemblée à son aise. Il y a longtemps que sa retraite de châtelain de Gorgier est décidée ; pendant la durée de ses fonctions administratives, qui a été de vingt-six ans, il n'a éprouvé de la part de ses supérieurs et de ses inférieurs aucun sujet de mécontentement, et il les en remercie publiquement.

M. *Erhard Borel* se borne à rappeler que l'arrêté rendu le 2 mars par le gouvernement provisoire a invité les autorités du pays à rester provisoirement en fonction.

M. *Florian Landry*. Les auteurs de la motion n'ont nullement pour but la persécution, ou des sentimens de vengeance ; c'est une mesure de nécessité qu'ils proposent. On sait que plusieurs des maires, maintenant qu'ils ont donné leur adhésion à la république, reviennent prendre place à côté des comités provisoires ; or il s'agit de savoir laquelle de ces deux autorités doit rester en activité ; si ce sont les comités provisoires, qui ont été à la brèche dans les moments de crise, ou bien les anciens fonctionnaires qui, au



moment où leur présence devenait le plus nécessaire, ont abandonné leurs fonctions.

M. *Carron*, père, doit déclarer que les comités qui se sont constitués dès l'origine du nouvel ordre de choses, s'y sont dévoués corps et âme, et que ce n'est par conséquent pas à eux de céder la place à des lâches qui ont abandonné leur poste.

M. *d'Ivernois* réclame, en ce qui le concerne, contre l'épithète de *lâche*, prononcée par le préopinant; s'il n'a pas continué ses fonctions, c'est qu'immédiatement après le 1<sup>er</sup> mars, il a paru un arrêt qui suspendait toutes les autorités.

M. *F. Droz*. La république est établie, c'est un fait incontestable. Maintenant les anciennes autorités, à peu d'exceptions près, sont remises sur pied comme autorités provisoires judiciaires. Or il importe d'être très-circonspect; il faut éviter d'employer les hommes dont les antécédens n'offrent aucune garantie politique. La plupart des fonctionnaires des Montagnes et du Val-de-Travers se sont signalés par leur acharnement contre les patriotes; il serait fâcheux de voir ces hommes reprendre la direction des affaires.

M. *Piaget*. On a mal compris l'arrêté du 2 mars; cet arrêt dit, article 6, que tous les fonctionnaires civils et politiques sont déclarés provisoires. Bien loin que les comités soient dissous, il a été repourvu hier à des remplacements. Quant à l'espèce de *razzia* qu'on voudrait que le gouvernement exerçât sur tous les anciens fonctionnaires publics, le gouvernement s'y soumettrait si on voulait bien lui indiquer des hommes qui puissent les remplacer tous.

M. *Montandon* trouve qu'on attache trop d'importance à une circonstance qui n'est que momentanée. A l'avenir on n'aura plus cette masse de fonctionnaires, mais des employés qui travailleront du matin au soir.



M. *F. Droz*. Il n'est ici question que de l'état transitoire. Les efforts que les patriotes ont faits sont une réponse suffisante à M. le Président du gouvernement provisoire. La Chaux-de-Fonds et le Locle ont parfaitement pu cheminer sans le concours des fonctionnaires déchus.

M. *Girard* appuie la proposition, et cite un passage du rapport du gouvernement pour en tirer la conséquence que cette autorité a exprimé dans cette pièce elle-même une opinion qui donne raison aux auteurs de la motion.

M. *d'Ivernois* assure qu'à dater du 1<sup>er</sup> mars il n'a reçu aucun ordre quelconque comme officier de juridiction; il a donc dû s'envisager comme suspendu. Il n'avait d'ailleurs nullement l'intention de faire de l'opposition à l'ordre de choses qu'on voulait établir.

M. *Landry* explique de nouveau l'intention qui a dicté la démarche des auteurs de la motion, et signale l'attitude qu'ont prise les anciens fonctionnaires comme incompatible avec le maintien de leurs charges.

M. *Piaget* ignore quels actes d'autorité les maires, comme tels, se sont permis, mais ce qu'il peut affirmer, c'est que le personnel tout entier des comités actuels subsiste comme autorité administrative jusqu'à l'organisation définitive du pays. Il est possible que quelques officiers de juridiction continuent des fonctions judiciaires, mais aucun maire ne peut venir prendre place à côté des commissaires du gouvernement, et quant à nos autorités administratives inférieures, ce ne sont pas autre chose que nos comités. Le plan du gouvernement est de tâcher de marcher avec le personnel qu'il possède jusqu'à une organisation définitive; mais il n'est pas si facile qu'on le croit d'improviser des tribunaux.

M. *Calame*, père, fait observer qu'on ne pourrait tolérer



que des chefs de juridiction voulussent rendre la justice au nom du roi, comme ils l'ont tenté dans des localités.

M. *Pettavel* cite la cour de justice de Boudry, dont il fait partie, comme ayant, dans sa presque totalité, consenti à continuer ses fonctions.

M. *Eug. Huguenin* approuve M. d'Ivernois d'avoir compris qu'il ne pouvait garder sa place à côté des comités. L'orateur formule un amendement de nature, lui semble-t-il, à rallier toutes les opinions ; il est conçu comme suit :

*« Tous les employés qui ont abandonné leur poste après la révolution, ne pourront les occuper de nouveau que sur une invitation du gouvernement provisoire. »*

Les députés qui sont encore entendus donnent en général leur assentiment à la rédaction formulée par M. Huguenin.

A la votation, la proposition de M. Huguenin réunit la très-grande majorité des suffrages.

La discussion est ensuite ouverte sur la proposition de M. Challandes, déposée hier sur le bureau, et qui est ainsi conçue :

*« J'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée constituante  
» une proposition tendant à ce que l'ordre du jour d'une  
» séance soit indiqué la veille, à l'exception des cas d'ur-  
» gence sur lesquels l'Assemblée pourra se prononcer séance  
» tenante. »*

L'auteur de cette motion entre dans quelques développements pour en démontrer la nécessité. « Je n'ai pas entendu, dit-il, faire une proposition absolue, je reconnais des cas où il deviendrait nécessaire de l'éluder, mais ce qui m'a déterminé, c'est que je sens combien il serait utile que nous eussions le temps nécessaire pour réfléchir aux questions qui nous sont présentées ; de cette manière nous arriverions ici avec des idées plus arrêtées, plus saines, plus mûries. Le



temps de réfléchir doit surtout être accordé aux députés qui, jeunes comme moi, se trouvent un peu désorientés quand ils doivent aborder sans préparation un objet tout nouveau pour eux.

M. le *Président* explique qu'il y a souvent des objets qui ne peuvent être prévus la veille, et qu'il devient néanmoins urgent de traiter séance tenante. Toutefois il ne repousse la proposition que dans ce qu'elle pourrait avoir d'absolu.

M. *Eug. Huguenin* appuie la proposition de M. *Challandes*, en l'amendant en ce sens, que l'ordre du jour sera indiqué la veille *autant que cela sera possible*.

MM. *Steck*, *Ch. Calame* et *Girard* l'appuient également.

M. *Gretillat* croit que les membres de l'Assemblée constituante peuvent suppléer par leur mémoire à la lacune signalée.

M. *Louis Humbert-Droz* ne voit pas la possibilité d'indiquer la veille l'ordre du jour de la séance du lendemain; il lui paraît suffisant qu'il soit affiché quand on se rend en séance.

M. *Gonzalve Petitpierre* lui répond en invoquant l'exemple de ce qui se pratique dans le Grand-Conseil de Berne, où l'ordre du jour est toujours indiqué la veille, sans qu'on en dévie, à moins de circonstances tout à fait extraordinaires. Il est en outre à observer que les rapports de dicastères ou de commissions ne font jamais, dans le Grand-Conseil de Berne, l'objet d'une délibération qu'après avoir été au préalable déposés au moins vingt-quatre heures sur le bureau, ce qui permet de discuter les questions avec plus de connaissance de cause.

La proposition de M. *Challandes* est adoptée à une



grande majorité, avec le sous-amendement présenté par M. Huguenin.

Les pétitions déposées hier sur le bureau sont toutes renvoyées successivement à la commission des pétitions. Ce sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Pétition du Locle, revêtue de 330 signatures, demandant à l'Assemblée constituante qu'elle prenne des mesures convenables pour mettre un terme aux manifestations séditieuses des membres du clergé. Ils réclament à cet effet certaines dispositions dans le projet de constitution.

2<sup>o</sup> Pétition de la générale communauté de Travers, demandant que tous les déficits non justifiés soient mis à la charge des membres de l'ancien gouvernement, qu'on les somme de rendre un compte détaillé de la provenance de quelques capitaux, ainsi que de dresser un bilan résumant fidèlement la situation financière. En terminant, les pétitionnaires déclarent donner leur adhésion à l'adresse de l'association patriotique de la Chaux-de-Fonds.

3<sup>o</sup> Pétition du comité patriotique de Motiers et Boveresse, faisant les mêmes demandes que la précédente.

4<sup>o</sup> Pétition des membres du comité patriotique et des patriotes de Couvet, adressant les mêmes demandes que les deux pétitions précédentes.

L'ordre du jour appelle la discussion de la deuxième partie des propositions présentées hier par le gouvernement provisoire au sujet de la libération des anciens conseillers d'état.

M. *Calame*, père, prend le premier la parole en ces termes :

Monsieur le Président et Messieurs,

« J'ai considéré comme un mal et un grand mal l'élargissement des membres du conseil d'état, je le regarde comme imprudent



et prématuré. Mais la parole du gouvernement provisoire était engagée, il fallait lui donner la possibilité de remplir ses engagements.

«Maintenant reste la question de savoir comment on leur fera payer les sommes, dont ils ne pourront justifier l'emploi légal et constitutionnel.

«Une idée se présente d'abord à l'esprit : avons-nous le droit de demander à ces gens-là qu'ils nous rendent compte de leur administration? Sans aucun doute, nous l'avons ce droit. Nous sommes à l'égard de l'ex-conseil d'état, ainsi que je l'ai dit dans une précédente séance, dans la même position qu'un grand propriétaire qui oblige son régisseur à lui rendre compte de l'emploi qu'il a fait du revenu de ses biens. C'est là exactement où nous en sommes. Il ne peut être question, quant à présent, ni d'accusateur, ni de juge.

«Nous n'accusons pas, mais nous voulons que ces gens-là nous rendent compte de leur gestion.

«Nous ne les jugeons pas, mais après avoir examiné leurs comptes, nous nous réservons de les vérifier, de les compulser, de nous assurer s'ils sont exacts. Quoi ! en cela, sommes-nous donc accusateurs et juges ? Non, nous usons de notre droit et voilà tout.

«Et remarquons bien, messieurs, que ces fonctions de vérificateurs de comptes ne peuvent être remplies dans ce temps-ci, par aucun tribunal. Des tribunaux judiciaires, il n'en existe plus.»

M. *Justin Huguenin* propose, pour abréger la discussion sur une matière qui a déjà absorbé trois jours, que l'Assemblée choisisse une délégation dans son sein pour travailler à établir les comptes de l'état, conjointement avec les membres de l'ancien conseil d'état.

M. *Steck* prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs,

C'est avec plaisir que j'ai vu hier cette honorable assemblée acquitter spontanément et à une immense majorité, la parole loyale qu'avait donnée notre gouvernement provisoire aux membres de l'ancien conseil d'état, en prononçant leur élargissement immédiat.



Si, d'un côté, c'est une preuve irrécusable de l'entière confiance de l'Assemblée dans ces hommes qui, au jour du danger, ont fait avec tant de courage abnégation de tous leurs intérêts privés pour ne plus voir que le grand intérêt de la patrie et pour coopérer à sa délivrance, de l'autre, c'est un témoignage aussi de l'esprit de droiture et de justice qui anime l'Assemblée.

Mais, Messieurs, c'est parce que nous sommes tous animés de cet esprit que nous devons défendre de toutes nos forces les intérêts du peuple, de ce peuple qui nous a élus, qui aura le droit de nous demander un compte rigoureux de ce que nous aurons fait pour lui et en son nom, et qui le fera, soyez-en persuadés. C'est pourquoi, Messieurs, ne négligeons rien dès-à-jour'hui pour être en mesure de nous présenter devant nos commettans avec cette assurance d'avoir rempli dans toute leur étendue et selon notre conscience les devoirs qui nous sont imposés.

Pour cela, Messieurs, il faut engager les membres du gouvernement déchu, non-seulement à rendre des comptes clairs et exacts, mais encore à mettre de la bonne volonté, du zèle, non, ce n'est pas là le mot, mais du moins de la précipitation dans leur travail, afin d'être à même de le produire dans le plus bref délai.

Si je demande à l'Assemblée l'exécution d'une mesure qui peut paraître superflue à plusieurs de mes honorables collègues, c'est parce que nous avons affaire à des hommes qui, depuis bien des années, avaient pour mission de gouverner le peuple et de le rendre heureux, et qu'ils n'ont usé de cette belle prérogative que pour couvrir d'opprobre le nom neuchâtelois aux yeux de ses confédérés, que pour étouffer parmi le peuple toute pensée, toute manifestation généreuse, et pour le forcer à plier sous le joug pétrifiant d'un odieux absolutisme; c'est enfin parce qu'il est incontestable que ces hommes dont le cœur n'était accessible qu'à deux sentiments, l'amour illimité du pouvoir et l'obéissance aveugle aux volontés d'un maître étranger, sont trop intéressés à soustraire à nos investigations tout ce qu'ils pourront des moyens qu'ils employaient pour perpétuer indéfiniment un joug oppressif, et empêcher la lumière de pénétrer dans le chaos de leur comptabilité.

C'est enfin parce que l'Assemblée, issue d'une glorieuse révolution, ne doit point léguer au premier grand-conseil, à la première autorité légalement constituée, qui lui succèdera, des embarras inextricables, un fatal héritage de l'époque révolutionnaire, qui ne tendrait qu'à perpétuer indéfiniment la discorde et qui



pourrait avoir pour notre chère patrie des suites dont la gravité serait telle, que la simple prévision des éventualités qui en pourraient surgir, fait frémir le cœur de tout bon citoyen.

Je propose donc à cette honorable Assemblée : 1° de fixer à 10 jours le terme dans lequel les membres de l'ex-conseil d'état sont tenus de présenter leur bilan à l'Assemblée, sauf à encourir telles mesures de rigueur qui pourraient être jugées convenables, et dont ils ne devraient alors accuser que leur temporisation. 2° Je propose de nommer une Commission composée de 7 membres chargés de comparer le bilan de l'autorité déchue avec celui du gouvernement provisoire pour ensuite fixer au juste le chiffre du déficit et le faire incontinent connaître à l'Assemblée constituante qui statuera alors sur les mesures que dans l'intérêt du pays elle jugera les plus opportunes. Je prévins l'objection que l'on fera sans doute, que ce terme de 10 jours est bien court ; mais songez, Messieurs, que ce n'est pas un bilan à faire, que c'est simplement un bilan à réviser, à rectifier, puisque, par les ordres du gouvernement provisoire, il a déjà été fait.

La mesure que je propose à l'honorable assemblée est urgente, Messieurs, elle est indispensable pour tranquilliser nos populations qui déjà s'inquiètent et croit voir dans la marche sage et modérée qui jusqu'ici a marqué les décisions de l'assemblée, l'envie de renvoyer acquittés les coupables qui ont vilipendé les finances. On va me dire encore, je m'y attends, que nous faisons de cette affaire une question d'argent : non, Messieurs, non, nous en faisons une question de justice rétributive. Ce sont les 300,000 francs dont votre ancien gouvernement a proposé l'acquittement qui étaient une question d'argent humiliante pour le pays, mais celle-ci n'est que juste.

Je le répète, j'en fais une question de droit et un peu aussi une question d'économie, car il y a plus à économiser, à réclamer une centaine de mille francs qui nous sont justement dus, qu'à lésiner quelques centaines de francs sur la rédaction des bulletins de cette Assemblée.

M. *Eugène Huguenin* pense qu'en autorisant l'élargissement des prisonniers, l'assemblée a fait preuve d'une véritable générosité. A côté de cela, il y a un grand acte de justice à accomplir. Il reste une dette énorme, et par conséquent de justes réclamations à faire valoir ; mais on ne peut



prendre aujourd'hui une résolution définitive. L'orateur conclut en formulant la proposition suivante :

« Conformément à son arrêté du 12 avril, la Constituante » se prononcera sur le chiffre total des réclamations qu'elle » adressera aux membres de l'ancien conseil d'état, lorsqu'elle aura reconnu les comptes que ceux-ci se sont engagés à établir. »

M. le commandant *Girard* peut se rallier à la proposition de MM. Steck et Huguenin. Il passe en revue la déclaration faite hier par les anciens conseillers d'état pour en tirer la conclusion que cette réponse est évasive dans bien des points, et qu'elle laisse la porte ouverte à beaucoup de réticences. Quoiqu'il ait voté la libération des détenus, l'orateur pense qu'il faut prendre des précautions pour sortir de la situation à la satisfaction du peuple, et comme ce peuple n'a pas encore reçu des nouvelles de l'Assemblée depuis dix jours qu'elle siège, il serait convenable que l'Assemblée lui adressât une proclamation.

M. *Erhard Borel* est tout disposé à se joindre à la proposition de M. Huguenin, mais avec cette clause, qu'il n'entend nullement se prononcer comme juge.

M. *Charles Calame* donne son assentiment à la proposition de M. Steck.

Au moment où M. le Président se propose de procéder à la votation, M. *Justin Huguenin* retire sa proposition, et un nouveau débat s'engage.

M. *Piaget* demande si, par l'adoption de la proposition de M. Huguenin, la Constituante entend se constituer juge, ou si elle veut simplement voir ce qu'elle aura à faire plus tard.

M. *Huguenin* répond que c'est dans ce dernier sens qu'il l'entend.



Relativement à la proposition de M. Steck, M. *Piaget* craint que dix jours ne soient un temps trop court.

M. *Steck* répond qu'il ne s'agit que d'une rectification d'une chose déjà travaillée et scrutée.

M. *Piaget* fait alors observer que si l'on doit comparer le bilan établi par l'ancien conseil d'état avec le compte dressé par le gouvernement provisoire, cette opération sera très-longue. Il ajoute que le gouvernement provisoire n'a pas fait dresser de bilan, vu qu'il n'a pu établir l'évaluation de l'actif de l'état; qu'il a réclamé inutilement à l'ancien conseil d'état les documens nécessaires. Si par la proposition de M. Steck, on entend seulement demander l'établissement du passif, pour le comparer avec celui dressé par le gouvernement provisoire, ce serait alors un simple travail de vérification, qui peut se faire en fort peu de temps; mais si la proposition va plus loin, il est évident que l'adoption d'un terme de dix jours est beaucoup trop courte, vu les opérations longues et compliquées auxquelles il faudrait se livrer.

M. *Steck*. Pour les biens-fonds on peut faire une évaluation approximative dans les livres; mais en supposant cette opération impossible, comme il y a une énorme différence, il importerait que les anciens conseillers d'état donnassent un compte exact, précis, afin qu'on pût comparer les comptes de la dette.

M. *Girard*. En admettant que le terme de dix jours soit trop court, la commission est libre, au bout de ce terme, de proposer un délai plus long, si elle le croit nécessaire.

M. *Charles Calame* demande que l'on substitue dans la proposition de M. Steck au mot de *bilan* celui d'*inventaire*.

M. *Williams Dubois* ne croit pas que les membres de l'Assemblée constituante aient reçu de leurs commettants le



mandat de connaître exactement le chiffre de la fortune publique.

M. *Steck* répond qu'il suffira qu'on sache que telle ou telle propriété appartient à l'état. Si l'on voulait établir le chiffre de leur valeur, il faudrait des mois et même des années.

M. *Grandjean* annonce qu'on lui a remis ces derniers jours les plans des domaines de l'état, et qu'il les a transmis à qui de droit.

M. *Erhard Borel* estime qu'il suffit de se borner à constater le passif.

M. *Ed. Perrochet* pense que l'on complique singulièrement la question. Ce que l'assemblée a à faire, c'est de s'entendre au sujet de la dette que l'on a à réclamer des membres de l'ancien gouvernement. L'orateur demande donc que l'on se borne à constater le déficit produit par la garde soldée, les dilapidations de l'arsenal et les dépenses fédérales.

MM. *Challandes* et *Leuba* estiment que tout ce que l'on a à demander, c'est un règlement de compte, et non point un bilan en général.

M. *Gretillat* trouve aussi qu'il ne peut être question que d'un règlement de caisse.

M. *Eugène Huguenin*. L'invitation qui est faite aux membres de l'ancien conseil d'état a pour but de les mettre à même de justifier l'emploi des fonds publics, afin qu'ils ne puissent pas contester le chiffre de la dette de l'état.

M. *Erhard Borel* demande que, dans la proposition de M. *Steck*, le mot *bilan* soit remplacé par celui de *passif*.

M. *Zuberbuhler* appuie l'opinion de M. *Perrochet*. Ce n'est pas le plus ou le moins de valeur des domaines de l'état qu'il s'agit de constater; il s'agit de l'examen des comptes du gouvernement, de ce qui est entré dans les



caisses et de ce qui en est sorti. En nous plaçant sur un autre terrain, nous tombons dans une singulière confusion. Quand on aurait établi que les domaines de l'état sont plus considérables que la dette publique, l'ancien Conseil d'état pourrait alors nous objecter que l'état ayant des valeurs équivalentes à la dette, il ne doit rien du tout.

M. *Erhard Borel*. En établissant le passif, toutes les exigences possibles se trouvent comprises dans cette opération.

M. *François Droz*. On serait injuste de ne pas demander l'état de l'actif aux membres de l'ancien gouvernement, car cet état pourrait justifier l'emploi des sommes réclamées.

M. *Leuba* appuie la proposition de M. *Steck*, qui est seule de nature à tranquilliser les populations.

La clôture de la discussion étant demandée, est mise aux voix et adoptée.

M. *Ed. Perrochet* retire son amendement.

Les deux propositions de M. *Steck*, mises aux voix séparément, sont adoptées à une grande majorité avec les modifications que son auteur leur a fait subir d'après le cours de la discussion. Ces propositions, telles qu'elles ont été votées, sont de la teneur suivante :

« Je propose à l'assemblée 1<sup>o</sup>, de fixer à dix jours le  
» terme dans lequel les membres de l'ex-conseil d'état sont  
» tenus de remettre à l'Assemblée l'inventaire des propriétés de l'état; plus, d'établir d'une manière positive le  
» chiffre du passif de l'état, sauf à encourir telles mesures  
» de rigueur que l'Assemblée pourra juger convenables, et  
» dont ils ne pourraient accuser que leur temporisation.

» 2<sup>o</sup> De nommer une commission composée de sept membres, qui seraient chargés d'examiner et l'inventaire et le



» passif de l'état présenté par les membres de l'ancien  
» conseil d'état, pour ensuite fixer au juste le chiffre de la  
» dette et le faire incontinent connaître à l'Assemblée con-  
» stituante, qui statuera sur les mesures ultérieures que,  
» dans l'intérêt du pays, elle jugera le plus opportunes. »

L'assemblée se prononce ensuite, également à une grande majorité, pour la proposition de M. Eug. Huguenin.

Un court débat s'engage sur la question de savoir si c'est la commission des finances déjà nommée qui sera nantie du mandat que comporte la seconde partie de la proposition de M. Steck, ou bien si c'est à une commission spéciale qu'il faut renvoyer cet objet.

Sur l'observation de M. Steck qu'il s'agit dans la proposition d'une nouvelle commission et non pas de la commission déjà nommée, sans exclure toutefois la faculté de choisir les membres de cette dernière, l'assemblée décide qu'il sera procédé à la nomination d'une commission spéciale de sept membres.

Le nombre des bulletins délivrés est de 71 ; quatre bulletins sont annulés ; restent 67 votans ; majorité absolue, 34.

MM. Steck est élu par 49 suffrages.

» Brandt-Stauffer	»	45	»
» Fritz Lambelet	»	45	»
» Eug. Huguenin	»	34	»

Un second tour de scrutin est nécessaire pour la nomination des trois derniers membres. Votans, 61 ; majorité absolue, 31.

MM. Ed. Montandon est élu par 39 suffrages.

» Robert-Theurer	»	37	»
» Challandes	»	31	»

La proposition de M. Ami Girard, d'adresser une proclamation au peuple, donne lieu à un débat sur la question



de savoir si l'on peut, en dérogation de l'article 10 du règlement, s'occuper aujourd'hui de cette proposition.

Des motions d'urgence sont invoquées par plusieurs députés, notamment par MM. Perret, Girard, Huguenin et Pettavel, qui pensent qu'après les interprétations dont l'élargissement des membres de l'ancien Conseil d'état a pu être l'objet de la part des populations, il convient de leur expliquer aussi promptement que possible les motifs de cette mesure, afin de les tranquilliser.

M. *DuBois* ne peut pas envisager la situation sous un aspect aussi alarmant que les préopinants; il croit que la masse de la population est calme, et s'il y règne de l'inquiétude, elle ne lui a nullement été manifestée jusqu'à présent par ceux dont il tient son mandat.

M. *Erhard Borel* estime qu'il n'y a aucun motif pour l'assemblée à s'engager prématurément à suivre telle ou telle ligne de conduite.

A la votation, 29 voix contre 29 se prononcent pour s'occuper immédiatement de la proposition de M. Girard, concernant la proclamation à adresser au peuple.

M. le *Président* de l'assemblée tranche la question, en déclarant que, chargé de faire respecter le règlement, il doit se réunir aux députés qui n'admettent pas l'urgence.

M. *Aimé Humbert*, rapporteur de la commission préconsultative des quinze, annonce que le projet de Constitution élaboré par le gouvernement sera imprimé de nouveau avec les amendemens que lui a fait subir la commission, et qu'un exemplaire de ce travail sera adressé à tous les membres.

L'assemblée décide par 35 voix qu'elle suspend ses séances jusqu'à lundi, contrairement à l'opinion de 25 députés, qui auraient voulu prolonger cet ajournement à



mardi, pour que les membres eussent le temps d'examiner mûrement le travail de la commission.

La séance est levée à deux heures moins un quart.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*

CH.-L<sup>s</sup> JEANRENAUD.

*Les Secrétaires,*

AIMÉ HUMBERT.

GONZALVE PETITPIERRE.

AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**NEUVIÈME SÉANCE.**

LUNDI 17 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

La séance s'ouvre à 9 heures du matin.

L'appel nominal constate 19 absences, savoir :

MM. Brandt-Stauffer.

Ducommun-Steiger.

Aimé Bourquin, malade.

Louis Vuille.

Oscar Nicolet.

François Richard.



**MM. Henri Jeanneret.**

Guillaume Dubied, absent du pays.

**Louis-Edouard Montandon.**

Frédéric Leuba.

Leuba-Fatton.

Robert-Charrue.

William DuBois.

Napoléon Guinand.

Justin Billon, malade.

Frédéric Girard, absent du pays.

Ulysse Debelly.

Alfred Montandon.

Huguenin-Bergemat.

Le procès-verbal de la huitième séance est lu et approuvé après quelques rectifications.

Une pétition de la Côte-aux-Fées demande que dans la future circonscription des districts administratifs et judiciaires, la Côte-aux-Fées soit réunie au Val-de-Travers.

Une autre pétition de la même localité demande que les membres du gouvernement déchu soient rendus solidaires de la dette de l'état, et leurs biens mis sous sequestre.

Lecture est faite de l'adhésion du bourg de Valangin; la communauté y ajoute quelques observations sur le projet de constitution présenté par le gouvernement provisoire, entre autres sur l'article 62, dont elle demande le retranchement.

Une pétition de M. Aug. Borel-Perrin, de Neuchâtel, réclame le rétablissement immédiat de la liberté de la presse.

Une pétition de la communauté d'Auvernier exprime des craintes sur la portée de certains articles de la constitution relatifs aux communes.

Une pétition de 62 communiens de Cornaux attire l'attention de l'assemblée sur l'article 8 du projet de constitu-



tion, et demande l'abolition des redevances féodales sans rachat quelconque.

Une pétition de Bevaix, revêtue de 74 signatures, demande que l'on mette à la charge des anciens conseillers d'état les frais de la garde soldée, les dilapidations de l'arsenal, et la partie de la dette de l'état provenant de l'emploi du fonds fédéral, le tout montant à 460,000 francs.

Une pétition de Saint-Aubin, revêtue de 64 signatures, exprime les mêmes vœux que la précédente, et y ajoute diverses observations sur le projet de constitution.

Une pétition datée du Locle et signée par huit régents, signale la lacune que présente le projet de constitution quant à l'instruction publique, et présente les vœux des signataires sur cet objet.

Une pétition de la société patriotique de la Chaux-de-Fonds soumet à l'assemblée de nombreuses observations sur le projet de constitution du gouvernement provisoire. Elle est revêtue de 290 signatures.

Communication est donnée à l'assemblée des déclarations des communautés de la Brévine, du Locle, de la Sagne et de la Chaux-du-Milieu, par lesquelles elles se rendent garantes de la tranquillité publique dans leurs localités respectives, et réclament en conséquence l'élargissement des otages détenus au château de Travers.

Le gouvernement provisoire, ensuite de ces déclarations, annonce qu'il a remis les otages en liberté.

M. *Georges DuBois*, chef du département militaire, ajoute qu'un conseil de guerre, assemblé le 16, a jugé M. le capitaine Fabry coupable de rébellion envers l'autorité militaire, et l'a condamné à six semaines de détention; le temps qu'il a passé au château de Travers lui sera porté en compte, de sorte qu'il ne lui reste plus qu'une semaine de détention à subir au château de Valangin.



Les pétitions de Buttes, de Boudry et de Bôle, déposées sur le bureau, sont renvoyées sans discussion à la commission des pétitions.

M. *Landry* propose que les pétitions, après avoir été lues une première fois, soient renvoyées immédiatement à la commission des pétitions ou à la commission constituante, ce qui épargnerait la seconde lecture que l'on en fait 24 heures après qu'elles ont été déposées sur le bureau.

M. *Gonzalve Petitpierre* propose que M. le président se contente d'abord d'annoncer l'arrivée des pétitions sans en faire donner lecture ; qu'elles soient ensuite déposées sur le bureau jusqu'à la séance suivante, où elles seront alors lues en entier et renvoyées, s'il y a lieu, à l'examen des commissions.

M. *Landry* se range à cette proposition.

M. *Eug. Huguenin* propose que la commission des pétitions ne soit pas tenue à présenter un rapport quotidien sur les pétitions qui arriveraient à l'assemblée.

M. *François Droz* voudrait qu'on se bornât, pour la première fois, à indiquer les principaux points dont traitent les pétitions.

Cette proposition n'est pas suffisamment appuyée.

Celle de M. *Gonzalve Petitpierre* est mise aux voix et adoptée.

Quant à la proposition de M. *Huguenin*, M. le président la modifie, et l'assemblée l'adopte dans ce sens qu'on laissera entière liberté à la commission des pétitions de présenter soit un rapport quotidien, soit un ou deux rapports par semaine, selon qu'elle le trouvera convenable.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission des pétitions.

M. *Ch. Calame* fait un rapport sur la pétition du Locle, relative au clergé neuchâtelois.



Son rapport est de la teneur suivante :

Monsieur le président et messieurs !

Votre commission a senti que tout ce qui se rattache au clergé est d'une extrême importance. Le clergé forme une classe de la population, distinguée par l'éducation et les lumières et par le prestige qui s'attache toujours à ce qui a été dans tous les siècles l'objet du respect des peuples. Quant à nous, messieurs, la raison seule doit nous guider dans l'appréciation des choses, et nous chercherons à rester dans les limites du juste et du vrai. Votre commission, messieurs, voit avec peine, avec douleur que la plupart des membres du clergé suivent une route toute contraire à celle qui pourrait les mener au but qu'ils veulent atteindre. Ils recherchent, ils ambitionnent le respect, la considération ; ils disent aussi que l'amour, la paix, la conciliation font l'objet de leurs désirs. Messieurs ! quel est celui d'entre nous qui ne se féliciterait si ce noble but eût pu être atteint par eux ? Qui, parmi nous, a jamais cherché à ravaler, à dénigrer les ministres du Seigneur ? Rappelez-vous, messieurs, que toujours, au contraire, avant et depuis son triomphe, le parti libéral a été pour eux plein d'égards, de respect, et qu'il avait droit, par conséquent, à une juste réciprocité. Des prédications sans charité, le choix en chaire de textes de la Sainte-Ecriture propres à recevoir des développements entièrement hostiles à la cause populaire, un ensemble de conduite qui dénote évidemment un esprit de corps opposé à l'esprit du christianisme, lequel devrait toujours se résumer en ces mots : Liberté, égalité, fraternité ! toutes ces considérations, messieurs, nous font approuver les intentions des pétitionnaires.

Comment s'est-il fait que ces ministres de l'Evangile se trouvent former une sorte de congrégation ayant des droits, des privilèges à part ? Comment s'est-il fait que, se scindant, s'écartant du reste des citoyens, ils aient aussi une fortune



à eux, gérée par eux? Messieurs! votre commission ne remontera pas aux causes; elle voit et cherche à apprécier les effets. Les ministres du culte ont établi une espèce d'état dans l'état; ils se sont fait une force matérielle en dehors de l'action gouvernementale. C'est l'ambition, messieurs, ce sont les avantages terrestres préférés aux biens spirituels; c'est l'esprit de corps paralysant l'esprit de charité. Sous ce point de vue encore, messieurs, votre commission ne peut qu'approuver les pétitionnaires.

Quel serait le moyen de faire cesser cet état de choses?

Les pétitionnaires demandent :

1° La suppression, par un décret spécial, de la classe ou du corps des pasteurs comme corps privilégié.

2° La réunion des biens de la chambre économique à ceux de l'état.

Sur ces deux points, messieurs, nous sommes d'avis que la commission de révision qui va bientôt présenter son rapport, a examiné ces questions sous toutes leurs faces, et la discussion qui va s'ouvrir sur ce sujet dans cette enceinte, éclairera suffisamment le pays, et satisfera, il faut l'espérer, les pétitionnaires.

Un autre objet sur lequel nous avons à nous occuper, est le désir exprimé par les pétitionnaires, d'adresser aux pasteurs en général et à chaque pasteur en particulier, une sommation d'adhérer au nouvel ordre de choses. Messieurs! le mot de sommation nous a généralement déplu, mais ne nous arrêtons pas aux expressions, dont les pétitionnaires ne pèsent pas toujours la valeur. Quant aux craintes qu'on manifeste que le clergé ne vienne plus tard entraver la marche des affaires en renouvelant chez nous les troubles et les désordres que sa conduite a suscités dans un état voisin, votre commission, messieurs, a trop de confiance dans l'avenir de la république pour s'alarmer des dispositions plus ou moins hostiles d'une classe qui comprendra bientôt que son seul et véritable intérêt est de se rallier sans



contrainte et de bonne grâce aux autorités que le peuple s'est choisies, et à celles qui, dans peu de temps, auront la direction des affaires du pays. Ils sentiront, ces ministres d'un Dieu de paix, que si, d'un côté, ils doivent ne voir dans le peuple que des frères, ils ont, de l'autre, le devoir d'obéir aux puissances supérieures qui viennent de Dieu, et qui nous gouvernent et nous gouverneront en vertu d'un mandat du peuple. Le peuple leur tend la main; il les verra toujours avec bonheur prêcher la doctrine chrétienne dans nos temples, il leur confiera l'instruction religieuse de ses enfants, mais il n'usera jamais de contrainte ni pour les attirer, ni pour les repousser, et son attitude, nous en avons la conviction, sera toujours, vis-à-vis d'eux, aussi noble, aussi calme, aussi digne qu'elle l'a été dans toutes les circonstances où il a pu faire usage de sa libre volonté.

Nous concluons, M. le président et messieurs, en nous joignant à la demande des pétitionnaires, formulée comme suit : *Nous vous prions, messieurs, de déclarer par un manifeste spécial la suppression de la classe des pasteurs comme corps privilégié, et nous approuvons également celle qui a pour but la réunion des biens de la chambre économique à ceux de l'état.*

Le rapport terminé, il ne s'élève pas de discussion sur ses conclusions, mais au moment d'en venir à la votation, M. Grandpierre fait observer que si l'assemblée votait ces conclusions, elle se prononcerait d'avance sur deux articles de la constitution.

M. Ami Girard croit remarquer quelque malaise dans l'assemblée sur la manière de répondre aux vœux des pétitionnaires. Il propose qu'il soit fait, une fois pour toutes, lecture de chaque pétition adressée à la constituante, mais que la commission des pétitions ne présente son rapport sur les points traités dans chacune de ces pièces qu'au moment où l'assemblée délibérera sur les articles de la constitution auxquels se rapportent les vœux des pétitionnaires.



Cette proposition est appuyée et déposée sur le bureau.

M. *Piaget* présente, au sujet de la pétition du Locle, un amendement conçu en ces termes :

« La constituante prendra en considération les demandes des pétitionnaires quand elle s'occupera des articles de la constitution qui s'y rattachent.

« Elle adopte les conclusions de la commission en ce qui touche la sommation à adresser aux ministres des cultes. »

Cet amendement est adopté.

L'ordre du jour appelle la proposition de M. *A. Girard*, portant :

1° L'assemblée constituante adressera une proclamation au peuple neuchâtelois pour le mettre au courant des principaux travaux qui ont eu lieu jusqu'à ce jour.

2° Elle nommera à cet effet une commission de rédaction.

M. *E. Huguenin* ne trouve plus cette proposition aussi opportune qu'elle le paraissait il y a quelques jours; il craint d'ailleurs que la proclamation proposée ne soit trop rapprochée de celle qui annoncera au peuple la fin des travaux de la constituante.

M. *E. Perrochet* croit que pour le moment on pourrait se contenter de l'effet produit par la présence de MM. les délégués dans leurs districts électoraux pendant la vacance de samedi et de dimanche passés.

M. *Steck* appuie la proposition de M. *Girard*, par la considération qu'il importe d'expliquer au peuple comment il se fait que l'assemblée n'ait pas encore entamé la discussion du projet de constitution.

M. *Fritz Lambelet* préférerait à une proclamation une simple communication qui aurait un caractère plus modeste et moins impératif.

M. *W. Favre* se joint à l'opinion émise par le préopinant. Selon lui, cette communication se réduirait à un bulletin que l'on distribuerait aux populations.



M. *Piaget* estime que rien ne serait plus agréable au peuple que si l'assemblée se mettait immédiatement à l'œuvre de la constitution sans discuter plus long-temps sur l'opportunité d'une proclamation.

La proposition de M. Girard est mise aux voix et rejetée à la majorité de 37 voix contre 22.

M. *Aimé Humbert* fait lecture du rapport suivant sur l'ensemble et le caractère des travaux de la commission chargée d'examiner le projet de constitution présenté par le gouvernement provisoire :

Monsieur le président et messieurs !

Votre commission constituante a terminé ses travaux. Vous avez sous les yeux le projet de constitution qu'elle vient d'élaborer ; vous y retrouverez, dans ses traits fondamentaux, le projet présenté par le gouvernement provisoire. Quoiqu'il ait subi deux ou trois modifications importantes, on peut dire qu'en général le caractère essentiel de ses dispositions n'a pas été altéré. C'est après mûre délibération et avec entière connaissance de cause que votre commission n'a pas cru devoir y faire des changements plus nombreux et plus considérables. Qu'il soit permis au rapporteur de la commission d'entrer à ce sujet dans quelques développements.

Monsieur le président et Messieurs ! Jamais assemblée constituante ne s'est vue dans la position où se trouve la première assemblée de ce genre qu'ait possédée le canton de Neuchâtel. Tous les éléments qui ont concouru à la révolution, ou qui l'ont consolidée, y sont représentés ; mais les éléments hostiles ou défavorables à la révolution, c'est en dehors de son sein qu'elle doit les chercher. Ne leur faisons ni l'injure ni la faveur de les oublier. Plus d'un corps politique parfaitement homogène s'est perdu à force d'abonder dans son propre sens. La composition de notre assemblée constituante nous offre, si nous savons les comprendre, des



avantages très précieux pour parvenir au but que nous devons atteindre, mais il ne faut pas se dissimuler qu'elle a ses dangers. Nous les éviterons, ces dangers, si, sans oublier jamais notre origine révolutionnaire, nous n'en avons pas moins le pays tout entier devant nos yeux : un pays qui, hier, avait un prince, une aristocratie dont le prestige n'est pas complètement dissipé, tout un réseau d'institutions féodales auxquelles une foule d'intérêts particuliers étaient rattachés, et qui, demain, doit être une république démocratique dotée tout-à-coup des résultats de l'expérience du 18<sup>e</sup> siècle et du nôtre, et enrichie de conquêtes que les républiques de l'ancien monde n'ont obtenues qu'après une série de crises politiques plus ou moins graves, de révolutions plus ou moins sanglantes. Evidemment, une situation si exceptionnelle nous impose des obligations toutes particulières. D'un côté, nous avons le mandat d'accomplir et d'organiser l'œuvre que le 1<sup>er</sup> mars a victorieusement commencée ; de l'autre, nous nous efforcerons de rallier à cette œuvre ceux de nos concitoyens qui ne l'ont pas comprise ou qui ne l'envisagent encore qu'avec une certaine défiance.

Monsieur le président et Messieurs ! L'esprit qui a présidé aux travaux de votre commission constituante est un esprit de mesure et de conciliation, mais dans les limites toutefois des principes proclamés dès les premiers jours de notre émancipation.

La souveraineté du peuple a été posée comme pierre angulaire de notre futur édifice politique. Les articles qui y sont relatifs et ceux qui traitent des pouvoirs par le concours desquels le peuple exerce sa souveraineté, donnent toutes les garanties nécessaires pour assurer l'ordre dans la liberté et pour empêcher que jamais, à la faveur de la constitution, un régime aristocratique puisse supplanter, sous des formes républicaines, le régime de la démocratie.

Une partie de la commission voyait, dans les articles relatifs à la révision de la constitution, une restriction inutile faite au principe démocratique. On peut dire, il est vrai, qu'une constitution votée par le peuple n'aura force de loi



qu'aussi long-temps que le peuple la reconnaitra obligatoire. Mais si notre future constitution est acceptable pour la majorité du peuple neuchâtelois, il importe à la stabilité de notre jeune république qu'un terme soit fixé pour l'œuvre de la révision, et il faut alors que ce terme permette au futur pouvoir législatif de doter le canton de lois en harmonie avec les dispositions constitutionnelles. Au reste, la commission vous propose d'ajouter une garantie nouvelle à l'expression de la volonté du peuple, savoir le droit d'initiative de trois mille électeurs.

Monsieur le président et Messieurs ! Vous aurez remarqué que le chapitre du projet primitif qui a subi le plus de modifications, quoique la plupart ne soient pas d'une valeur considérable, c'est le chapitre qui traite du droit public des Neuchâtelois. Votre commission y a fait d'abord une modification de pure forme, en transposant plusieurs des articles dont il se compose, et cela afin de mieux grouper et réunir ceux qui ont trait aux droits des citoyens et ceux qui concernent les charges que l'état leur impose.

La majorité de la commission a cru devoir compléter l'énumération des droits des citoyens en y ajoutant le droit d'association. Il va sans dire qu'il n'a jamais été dans la pensée du gouvernement provisoire de contester ce droit aux citoyens du canton. Ils n'en auraient pas moins joui dans l'absence de toute disposition constitutionnelle. D'autres cantons, plus mûrs que le nôtre en fait de vie politique, en usent à l'heure qu'il est, sans que leur charte le leur garantisse. Votre commission a préféré le voir figurer dans notre constitution, laissant à la loi d'en régler l'exercice. Vous déciderez, Messieurs, de l'opportunité de cette proposition.

Au nombre des grands principes d'organisation de la société moderne, l'un de ceux qui sauvegardent le plus puissamment la liberté individuelle, c'est, sans contredit, le principe de la séparation des pouvoirs. Jusqu'à ce jour il a été méconnu dans notre pays ; désormais le pouvoir exécutif aura ses agents spéciaux et l'ordre judiciaire sera com-



plètement à l'abri des influences du gouvernement. Les anomalies que présentait l'ancien régime judiciaire tomberont devant une organisation dont les avantages ont été reconnus par tous les peuples qui en ont fait l'expérience, organisation qui était d'ailleurs depuis long-temps dans notre canton l'objet des vœux de tous les hommes versés dans la connaissance du droit. L'institution des justices de paix remplacera les cours de justice auxquelles nos populations étaient habituées, de sorte que le peuple n'aura pas plus de courses à faire qu'auparavant pour obtenir justice dans toutes les affaires sommaires. L'institution des tribunaux de première instance met fin à une confusion fâcheuse dans la compétence que s'attribuaient les anciennes justices. Quant à l'établissement d'une seule cour d'appel, c'est une disposition qui n'a besoin d'aucun commentaire, tout comme l'existence de deux cours d'appel dans un même pays est un fait au-dessous de toute critique.

Cela ne s'explique, comme beaucoup d'autres particularités bizarres de l'état de choses dont nous sortons, que par l'histoire du développement civil et politique du peuple neuchâtelois. Monsieur le président et Messieurs, ce développement a été très remarquable jusqu'à la grande évolution sociale dont le 18<sup>me</sup> siècle a donné l'impulsion. Mais il s'est arrêté là, par le fait de l'adjudication de notre pays à la maison de Brandebourg. Cet événement, qui a valu à l'aristocratie neuchâteloise d'éviter le contre-coup de la révolution française, cet événement nous a déposés en plein 19<sup>me</sup> siècle à peu près tels que si nous sortions des mains de la féodalité. Il n'en faut pas moins rendre hommage à l'esprit d'indépendance de nos ancêtres : que de terrain ils avaient su gagner sur l'omnipotence de leurs seigneurs ! que de privilèges ils avaient su leur arracher ! quel arsenal d'armes défensives et même offensives ils étaient parvenus à se procurer contre l'arbitraire et le bon plaisir ! Mais à quoi bon, pour nos armées modernes, les hauberts et les pesantes cuirasses d'autrefois ? A quoi bon, dans l'organisation sociale actuelle, les franchises des bourgeoisies, les



privilèges des villes, les droits politiques des corporations ? Ce n'étaient là que les rudiments de la constitution démocratique. Citoyens de la république neuchâteloise, nous sommes parvenus au but lointain vers lequel tendaient les efforts de nos pères. Ce qu'ils avaient réalisé imparfaitement, en petit, autour de leur clocher, nous allons le réaliser en plein et en grand. Tous nous jouirons des mêmes droits, tous nous les exercerons de la même manière, tous nous contribuerons équitablement aux charges de l'état dans la proportion de notre fortune et de nos ressources. Cependant les communes, en tant que communes, ne sont pas détruites par la transformation de notre ancien état social. Il pourra se faire que certaines grandes localités deviennent des municipalités ; mais là où le besoin ne s'en fera pas sentir, les communes continueront, comme par le passé, à s'administrer elles-mêmes, sous la surveillance de l'état, à gérer leurs biens, que la constitution leur garantit expressément, à exercer enfin toutes les attributions qui peuvent être de leur ressort.

Votre commission, Messieurs, va même jusqu'à vous proposer la suppression d'un article qui a jeté l'alarme dans plusieurs localités : c'est l'art. 61 du projet du gouvernement, portant que l'acquisition du droit de commune ne pourrait être refusée aux citoyens neuchâtelois ou aux Suisses et étrangers naturalisés, aux conditions ordinaires en pareil cas.

Autre chose est la faculté que le projet accorde aux citoyens suisses, d'exercer dans notre canton les droits politiques, sous réserve de réciprocité. Ce droit, votre commission le maintient expressément. Au reste, sur ce point, elle demeure probablement en deçà de ce que prescrira le nouveau pacte fédéral, qui pourrait bien aussi renfermer une disposition relative à l'article précédent touchant la naturalisation. Quoi qu'il en soit, votre commission, placée entre les exigences des citoyens réclamant la jouissance des droits politiques pour tous les Suisses sans exception, sans réserve de réciprocité, et ceux qui ne voudraient voir au-



cun de nos confédérés figurer sur le rôle des électeurs de notre canton, a cru ne pouvoir mieux faire que de se prononcer pour le terme moyen qu'avait déjà choisi le gouvernement provisoire. C'est une disposition qui nous paraît de toute justice. Elle ne va pas au-delà des concordats conclus entre les cantons libéraux ; et, d'un autre côté, elle n'a rien qui doive inquiéter les Neuchâtelois les plus jaloux de notre existence nationale. Non, Monsieur le président et Messieurs, ni le grand événement du 1<sup>er</sup> mars, ni ses conséquences naturelles ne menacent une nationalité qui nous est chère à tous. Bien au contraire, la révolution la délivre d'éléments qui nous étaient étrangers, et en même temps elle resserre des alliances plus naturelles et plus intimes, et plus anciennes aussi que ne l'étaient les liens qu'elle a rompus. Ainsi nous remontons à nos véritables origines ; nous ne renversons que des abus et des formes étroites, surannées, dans lesquelles il serait absurde de faire consister le caractère national, puisque ce serait admettre qu'à mesure qu'un peuple se perfectionne, il perd son individualité, de sorte qu'en définitive c'est dans l'état sauvage qu'il faudrait en étudier le plus parfait exemplaire.

Monsieur le président et Messieurs ! Une de ces formes surannées que doit modifier essentiellement notre révolution démocratique, c'est la constitution du clergé neuchâtelois. Dans l'ancienne organisation, non-seulement de notre canton mais de la société européenne, on croyait trouver un avantage à ce que le clergé formât un corps dans l'état, un corps exerçant certains droits de juridiction, et possédant une autorité effective, que, pour le dire en passant, l'on a vue ordinairement au service de toutes les aristocraties. Nous nous garderons, messieurs, de sanctionner un pareil ordre de choses. L'état, qui doit sa protection à tous les citoyens, et qui ne voit en eux que des citoyens, leur garantira le libre exercice de leur culte et ne s'ingérera point dans le domaine spirituel de l'une ou de l'autre église, mais il entend que l'on rende à César ce qui appartient à César. Il offrira d'ailleurs à Messieurs les ecclésiastiques toutes les



facilités désirables pour s'accorder avec lui sur un nouveau mode de vivre.

Enfin, Monsieur le président et Messieurs, votre commission a complété le programme de nos institutions démocratiques en ajoutant au projet du gouvernement provisoire un chapitre sur l'éducation. Cet objet si important, l'un de ceux qui doivent le plus vivement attirer la sollicitude d'un gouvernement républicain, a besoin d'une réorganisation; mais il est facile de voir à l'art. 68 du projet, que cette réorganisation pourra s'opérer sans perturbation pour les études et sans froissement pour les corps qui les dirigent et les soutiennent aujourd'hui.

Votre rapporteur ne s'arrêtera pas aux dispositions transitoires du projet primitif: elles ont été conservées, sauf la disposition *d*) qui tombait nécessairement par le retranchement de l'art. 42.

Monsieur le président et Messieurs! Votre commission constituante dépose entre vos mains le résultat de ses travaux. S'il est permis de se livrer à ses espérances au milieu des orages qui grondent autour de nous, si rien n'empêche la constitution républicaine de nous apporter les fruits bienfaisants qu'il est dans sa nature de produire, nous ne doutons pas que l'avenir, et un avenir que nous saluerons nous-mêmes, ne soit pour notre chère famille neuchâteloise une ère de développement, de progrès et de prospérité, qui enracinera de plus en plus dans les affections de toutes nos populations l'œuvre que la confiance de vos commettants a remise à vos lumières et à votre patriotisme.

L'assemblée vote l'impression de ce rapport.

Un débat libre s'engage sur l'ensemble du projet de constitution présenté par la commission préconsultative.

M. *Georges Bonjour* prononce le discours suivant:

Si jamais il s'est présenté au peuple neuchâtelois une œuvre d'une haute importance, c'est sans contredit celle à laquelle nous allons nous livrer.



Nous allons, messieurs, greffer la république sur un trône monarchique séculaire, mais qui, malgré le temps qu'il a traversé, a conservé encore assez de vigueur et de sève pour donner à la greffe une forte et active végétation.

Le projet de la constitution dont nous allons doter le pays me paraît, messieurs, dans son ensemble, propre à asseoir le principe démocratique sur des bases larges et de nature à justifier les mesures que nous avons adoptées : *Tout pour le peuple et par le peuple.*

Cependant, messieurs, pour mettre notre constitution en parfaite harmonie avec les principes de liberté et d'égalité proclamés, il y aurait, selon moi, quelques changements et quelques modifications à y apporter, que je vais très brièvement vous signaler.

J'allais d'abord m'élever contre l'article 61, qui, en imposant aux communes l'obligation d'aggrégation d'étrangers à leurs corporations, était à mes yeux une véritable atteinte à la liberté. La commission préconsultative ayant fait justice de ce principe en faisant disparaître cet article du projet, je ne vois plus qu'il y ait nécessité de le combattre.

Portant mon attention sur l'article 16, qui pose en principe la pleine et entière liberté des confessions religieuses, et à l'art. 65 qui en est le corollaire, je ne puis, messieurs, que reconnaître l'esprit de liberté et de tolérance qui les a dictés l'un et l'autre. Mais en catholique romain, je dois signaler une lacune dans le projet de constitution. Le dogme de l'unité, dogme fondamental du catholicisme, ne peut admettre l'action de la puissance civile sur le clergé catholique. Je demande donc que : soit par l'introduction d'un nouvel article dans la constitution, soit par une adjonction à l'article 65, les lois de la discipline de l'église romaine soient exclusivement placés sous la juridiction de l'évêque de Lausanne, comme cela a du reste toujours existé. Ce



point de la constitution en fera, j'en ai l'intime conviction, accueillir avec joie l'ensemble par les populations catholiques de l'état.

Me livrant à un examen approfondi de l'article 19, je ne puis, messieurs, que combattre l'amendement qu'a apporté la commission préconsultative. L'inamovibilité des fonctions ecclésiastiques, que cet article consacrait en principe, était, dans mes convictions, une garantie de la morale publique. Le simple bon sens le démontre. En effet, messieurs, le ministère ecclésiastique n'est pas uniquement un ministère de paix et de charité, il est encore un ministère d'admonition et de censure. Les ministres du Seigneur ne sont pas seulement les directeurs de la morale et des consciences, ils en sont les juges; ils occupent le premier siège au tribunal des mœurs. Ils doivent donc avoir, dans la sphère de leurs fonctions, une liberté de parole dégagée de toute crainte et de toute influence humaine. Comment pourraient-ils s'acquitter de ce devoir pour censurer les vices de ceux qui tiendraient en mains le pouvoir de les déchoir de leurs fonctions sans autre forme de procès que la disposition de la loi. Je propose donc que l'amendement soit retranché, et l'article 19 maintenu dans toute son intégrité.

Il me reste, messieurs, à dire quelque chose sur l'art. 8 du projet. Cet article, à la vérité, pose bien en principe l'abolition des redevances féodales; mais les termes n'en sont pas assez saillants pour donner aux populations agricoles une confiance pleine et entière dans l'avenir. J'ai, messieurs, consulté à cet égard la constitution bernoise; en voici le texte : *Les dîmes, cens fonciers, lods et autres charges féodales, ainsi que les prestations dérivant de la conversion de redevances pareilles dans l'ancienne partie du canton, sont abolies.* Cet article 8, rédigé dans ce sens, statuerait en fait la chute complète des redevances féodales. Sans doute, mes-



sieurs, il est à regretter que l'état financier du pays ne permette pas de tout lâcher gratuitement. Eh bien, que la constituante, se transformant pour ce fait en assemblée législative, règle constitutionnellement les conditions de cette abolition.

Si l'on jette un coup-d'œil sur le passé, messieurs, on verra que l'affranchissement des dîmes en particulier, était constamment l'objet des vœux des populations agricoles, c'était le terme de leurs désirs. Ah ! disaient-elles en tendant les bras vers l'avenir, si seulement il pouvait venir une révolution pour nous en délivrer. Elles ne gémissaient pas sous le poids du principe monarchique en lui-même, elles n'en sentaient l'action que par cette odieuse redevance qui paralysait le développement de l'agriculture, et qui formait une barrière où venait s'arrêter la marche du progrès et des encouragements du cultivateur. Maintenant qu'ils l'ont obtenue cette révolution, ne différons pas plus long-temps de leur en faire goûter les fruits. Tranchons constitutionnellement cette grave et importante question, faisons nous-mêmes cette transaction avec les populations agricoles, que l'article 8 du projet renvoie au pouvoir législatif.

En réglant ainsi cette grave affaire, nous transmettons au futur grand-conseil l'état des populations tout nivelé, ce qui rendra sa tâche d'autant plus facile dans l'œuvre de la législation sur les impôts. Et nous aurons la satisfaction de voir notre constitution accueillie par le peuple avec les plus vives acclamations.

M. *Ruedin* appuie vivement le député du Landeron. Il importe, dit-il, que les populations de nos contrées sachent à quel taux les dîmes seront rachetées, sinon elles pourraient bien rejeter la constitution.

M. *James Clottu*. Si l'on examine la question des dîmes, on ne sait guère où les faire remonter. Pour en prouver l'équité



à l'époque actuelle, je dirai d'abord qu'il aurait dû y avoir uniformité, ce qui n'existait pas puisqu'on percevait la dîme, dans des localités à la 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, etc., et sans avoir considéré la qualité du terrain. Il pouvait y avoir quelque justice de ces redevances au moyen-âge, mais en présence des améliorations et des institutions survenues dès lors, il y avait une grande injustice puisqu'elle partageait en deux classes distinctes les membres d'une même famille.

Mais ici l'injustice était encore plus grande, si l'on considère l'étendue toujours croissante que l'on donnait à ces redevances féodales; car le représentant peut prouver qu'au moins trois cents poses de terrain ont été défrichées ou assainies à grands frais dans sa localité, qui n'avaient jamais rien rapporté à l'état et sur lesquelles on percevait maintenant la dîme. On ne se contentait donc pas des anciennes redevances, mais on imposait ainsi à nouveau, je dirai presque toutes ses œuvres.

Il protesterait aujourd'hui contre ce dernier acte, s'il en était encore temps, mais il se contentera pour le moment de le signaler.

Au moment donc où une ère nouvelle va commencer, où une régénération va s'opérer, ces redevances étant incompatibles avec l'esprit républicain, faudrait-il, puisqu'il y avait injustice dans ces perceptions et pour avoir jusqu'à présent presque exclusivement supporté les charges de l'état, qu'on fût obligé de racheter ces droits féodaux? Non, messieurs, il ne me le semble pas. Tranchons la question, et nul citoyen neuchâtelois ne regrettera d'avoir délivré ses frères de ce poids onéreux de la féodalité qui pesait sur eux depuis des siècles. Ce sera peut-être aussi la plus sûre garantie de l'acceptation de notre constitution.

On avait déjà dans le temps déclaré les dîmes rachetables, mais étant rachetées, les terres étaient franches, or



maintenant qu'elles doivent être frappées d'une nouvelle imposition qui doit remplacer une autre imposition, il est impossible, en toute justice, de comprendre pourquoi il faudrait un rachat.

L'article n'est pas assez explicite, le peuple veut quelque chose de plus clair : à la deuxième partie de l'article, il est bien dit qu'il sera pourvu par une loi à l'abolition des redevances féodales. Mais, monsieur le président et messieurs, qui est-ce qui nous dira que l'on n'exploitera pas plus tard cette demi-mesure pour la rendre impraticable et nous mener à la guerre civile. Ne faisons pas deux révolutions; je le répète, il convient de faire disparaître ce brandon de discorde. Que le patriotisme qui nous a dirigés jusqu'à présent ne nous abandonne pas, nous aurons droit à la reconnaissance du peuple, et le petit sacrifice qu'on croirait faire vaudra bien l'emploi que l'on a fait des capitaux provenant du rachat des dîmes.

Quant à la question des cens-fonciers, le rachat en est légitime, parce que cet impôt ne peut être remplacé par aucun autre.

M. *Théodore Calame* ne s'engagera pas aujourd'hui dans la discussion de ces articles : le moment viendra plus tard de tenir compte des observations des préopinants.

M. *Steck* démontre qu'il serait dangereux de remplacer le mot de rachat par celui d'abolition, parce qu'il est de toute justice qu'un rachat s'effectue, sans doute au taux le plus bas possible, mais ce serait tout compromettre que de parler d'abolition.

M. *Piaget* répond à M. Bonjour que quant à ce qui concerne le culte catholique, il n'a été question de rien autre dans le projet que de réglementer le temporel, l'exercice extérieur du culte; c'est une simple affaire de police. La portée de l'article 20 est d'empêcher, par exemple, qu'un



ministre du culte soit inféodé à une cure; il n'en perdra pas pour cela son caractère ecclésiastique, mais en sa qualité de fonctionnaire public, il doit se trouver placé sous la suprématie de l'état.

Après quelques autres observations, dont on renvoie les développements à une délibération ultérieure, l'assemblée passe à la discussion du projet de constitution, article par article.

---

## PROJET DE CONSTITUTION

PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION CONSTITUANTE.

### ETAT POLITIQUE.

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

*Le canton de Neuchâtel est une république démocratique et l'un des états de la Confédération suisse.*

M. d'Ivernois fait une simple réserve au sujet de l'expression de république démocratique. Ces termes désignent indubitablement un état où l'on ne reconnaît ni prérogatives de famille, ni prérogatives de corporation; or, comme l'orateur défendra plus tard le maintien de certains privilèges de corporation, il entend ne pas se lier sans réserve par l'adoption de ce premier article du projet.

L'article est adopté sans autre observation.

#### ART. 2.

*La souveraineté réside dans le peuple, qui l'exerce en la forme déterminée par la constitution.*



M. *William Favre* propose de substituer à tout l'article ces seuls mots : « Le peuple est souverain. »

M. *Piaget* fait observer au préopinant que ce n'est pas sans intention qu'il y a dans l'article une clause concernant l'exercice de la souveraineté ; c'est un complément nécessaire, ce n'est pas tout de dire que le peuple est souverain, il faut dire aussi de quelle manière il entend exercer sa souveraineté.

M. *W. Favre* retire son amendement.

M. *A. Girard* le reproduit sous la forme suivante : « Le peuple est souverain. Il exerce le pouvoir dans les formes déterminées par la constitution. »

Sur l'observation de M. *Piaget*, qu'il n'est pas exact de dire que le peuple exerce le pouvoir, puisque le pouvoir est une délégation de la souveraineté, M. *Ch. Calame* sous-amende la rédaction de M. *A. Girard* de cette manière : « Le peuple est souverain. Il exerce la souveraineté dans les formes déterminées par la constitution. »

M. *F. Landry* ne voit dans toute cette discussion qu'une dispute de mots, une question de forme ; à tout prendre, c'est la rédaction primitive qu'il préfère.

L'article 2 du projet est adopté.

## TERRITOIRE.

### ART. 5.

*Le territoire du canton est inaliénable. Les rectifications de limites sont du domaine de la loi.*

Adopté sans discussion.

### ART. 4.

*Le canton est divisé en six districts administratifs et judiciaires, composés d'un certain nombre de communes. La loi*



*en réglera la circonscription et pourvoira aux autres divisions territoriales qui seraient jugées nécessaires.*

*Les six districts administratifs et judiciaires établis par la constitution sont ceux de Neuchâtel, de Boudry, du Val-de-Travers, du Val-de-Ruz, du Locle et de la Chaux-de-Fonds.*

— *M. E. Huguenin* propose le retranchement de ces mots :  
« composés d'un certain nombre de communes. »

— *M. Piaget* répond qu'ils ne sont pas superflus ; ils signifient qu'une commune ne pourra jamais être partagée de manière qu'une moitié appartienne à un certain district et l'autre à un district différent.

Sur cette explication, *M. Huguenin* retire son amendement.

*M. d'Ivernois.* Jusqu'ici le canton a été divisé en dix-sept juridictions, la réduction proposée est trop forte ; ne conviendrait-il pas, par exemple, de faire un district de la vallée de la Sagne et des Ponts, et un autre encore de la Chaux-du-Milieu ?

*M. G. Heinzely,* de son côté, voudrait que toute la partie du vignoble en bise de Neuchâtel formât un district spécial, indépendant de celui de Neuchâtel ; il y verrait des avantages, tant au point de vue politique qu'au point de vue administratif et judiciaire. Non-seulement la circonscription proposée forcera les habitants de la plupart des localités du vignoble à de longues courses et à de fréquents dérangements, mais elle mettra en contact des populations qui jusqu'à présent ont eu entre elles fort peu de sympathies, surtout en politique.

*M. Grandpierre* est persuadé que les craintes que l'on se fait au sujet de l'art. 4 et les inconvénients que l'on trouve au petit nombre de districts proposés, proviennent uniquement de ce que l'on confond ces districts avec les anciennes juridictions.



*M. Piaget.* Un membre a observé que la division en six districts aurait pour certaines localités de graves inconvénients, à mesure qu'elle les obligerait à des courses plus ou moins longues et à de fréquents dérangements touchant leurs relations avec le chef-lieu ; que d'ailleurs cette agglomération aurait pour résultat de fondre ensemble des populations peu sympathiques.

Les inconvénients signalés n'ont qu'une existence théorique, mais en pratique l'on sera surpris de trouver précisément les avantages opposés. Quand une organisation nouvelle est proposée, on se laisse souvent effrayer mal à propos par les mots, faute de se rendre un compte suffisant des effets. La division administrative en six districts n'imposera aucune charge aux habitants, parce que les fonctions du préfet ou commissaire chargé d'administrer le district exigeront fort peu de relations directes entre lui et ses administrés ; à peine ceux-ci auront-ils trois ou quatre fois dans l'année l'occasion de s'adresser à lui : les tribunaux inférieurs et les attributions communales leur fourniront une ample satisfaction.

Ainsi les justices de paix, établies partout où le besoin s'en fera sentir, rempliront avec avantage les fonctions des tribunaux de première instance actuels, de la compétence desquels ils auront une partie. Toutes les contraventions et les simples délits, toutes les affaires civiles courantes seront jugées par ces tribunaux de paix, à très peu de frais, sans perte de temps et presque sans déplacement pour les plaideurs. Choisis par le peuple, ces juges auront bientôt sa confiance et rendront d'immenses services, soit en éteignant les difficultés à leur naissance au moyen de la conciliation, soit en les jugeant avec économie et promptitude. Quant aux tribunaux de première instance, ils n'attireront à eux que les affaires un peu importantes ; or, comme la statisti-



que judiciaire a constaté le nombre restreint de ces sortes d'affaires, dont le chiffre ne s'élève pas, en moyenne, à trois ou quatre par juridiction, il en résultera qu'à peine six à huit personnes auront à se rendre au chef-lieu, pour affaires litigieuses, pendant le cours de l'année.

Sous le point de vue politique, les grandes divisions par districts auront un immense avantage, c'est à savoir de détruire peu à peu cet esprit de clocher, l'une des lèpres de notre pays, et d'y substituer un véritable esprit national. Il y a aujourd'hui des gens d'Auvernier, de Saint-Blaise ou des Verrières; il n'y aura bientôt plus désormais que des Neuchâtelois.

M. *James Clottu* propose de réduire le nombre des districts à quatre.

M. *Steck* énumère les difficultés qu'oppose le climat des montagnes à une réduction de districts dans ces contrées. On pourrait à la rigueur, mais non sans graves inconvénients pour les populations, réduire à cinq le nombre des districts, mais il ne serait pas possible d'en abaisser le chiffre jusqu'à quatre.

M. *A. Girard*. La division en six districts est la plus convenable au point de vue politique. Mais il y a une question difficile à résoudre, c'est celle des chefs-lieux, surtout quant à ceux du Val-de-Travers et du Val-de-Ruz; il voudrait que l'assemblée constituante les déterminât.

M. *Piaget* pense qu'il vaudrait mieux peut-être renvoyer cette question jusqu'à l'acceptation de la constitution; on entendrait d'ailleurs les vœux des populations, qui doivent être consultées là-dessus.

M. *Girard* proposerait Môtiers pour chef-lieu du Val-de-Travers et Fontaines pour chef-lieu du Val-de-Ruz.

M. *d'Ivernois* demande le renvoi de cette question à la commission préconsultative.



Cet amendement est repoussé, de même que celui de M. Girard, tendant à faire déterminer par l'assemblée constituante tous les chefs-lieux de districts.

Les amendements de MM. James Clottu et Just. Heinzely, n'ayant pas été suffisamment appuyés, ne sont pas soumis à la votation.

L'article 4 du projet est adopté. A la contre-épreuve, aucun membre de l'assemblée ne s'est levé pour le repousser.

## DETTE PUBLIQUE.

### ART. 5.

*La dette de l'état est reconnue et sera consolidée.*

Sur la proposition de M. Steck, la discussion de cet article est renvoyée jusqu'à ce que la commission des pétitions ait fait son rapport sur les pétitions qui traitent de la dette de l'état ; on fait observer d'ailleurs qu'il importe que l'assemblée soit bien éclairée sur la portée de la seconde partie de l'article : « la dette de l'état sera consolidée. »

## DROIT PUBLIC DES NEUCHATELOIS.

### ART. 6.

*Tous les citoyens sont égaux devant la loi : Il n'existe dans le canton aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.*

*L'état ne reconnaît aucune qualification nobiliaire.*

M. Th. Calame, considérant qu'avant de parler des citoyens, il faudrait déterminer qui est citoyen de l'état, propose de faire à cet article l'adjonction suivante :

« Sont citoyens neuchâtelois :



1° Ceux qui sont reconnus comme tels par les lois antérieures ;

2° Ceux qui sont nés d'un père neuchâtelois ;

3° Les enfants naturels d'une mère neuchâteloise , à moins qu'ils n'aient été reconnus par un père étranger , et que cette reconnaissance ne leur confère la nationalité du père ;

4° Les étrangers naturalisés , suivant les conditions et le mode fixés par la loi. »

Sur cette proposition , l'assemblée décide de renvoyer l'article 6 à la commission préconsultative.

#### ART. 7.

*Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics.*

M. Challandes demande s'il ne serait pas à propos de faire une réserve à cet article au sujet des ecclésiastiques , puisqu'il leur est interdit par un autre article de devenir membres du grand-conseil.

M. Piaget répond au préopinant qu'il ne faut pas confondre *l'exclusion* avec *l'incompatibilité* ; ce n'est qu'en vertu de cette dernière que les ecclésiastiques ne sont pas éligibles.

M. Bonjour voudrait ajouter le mot « neuchâtelois » à ceux-ci : « Tous les citoyens ; » mais sur l'observation de M. Grandpierre , que l'article ne veut pas dire que les non-neuchâtelois ne soient pas admissibles aux emplois publics ; et sur celle de M. Piaget , que l'article n'est point exclusif mais attributif , M. Bonjour retire son amendement.

L'article 7 du projet est adopté.

La discussion de l'article 8 est renvoyée , par la considération qu'une pétition de la Chaux-de-Fonds demande une



adjonction à cet article. La commission préconsultative présentera son préavis sur cet article dans la prochaine séance.

La séance est levée à 2 heures.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD.

*Les secrétaires :* { AIMÉ HUMBERT.  
GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA**  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**DIXIÈME SÉANCE,**

*Mardi 18 avril 1848.*

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

Le séance s'ouvre à 9 heures du matin.

L'appel nominal constate 10 absences, savoir : MM. Aimé Bourquin, malade, Ulysse Debelly, Huguenin-Bergerat, Justin Billon, malade, Guillaume Dubied, Frédéric Girard, absent du pays, Fritz Lambelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté avec quelques rectifications.

M. le Président annonce l'arrivée des pétitions suivantes, qui resteront déposées sur le bureau jusqu'à demain.



1<sup>o</sup> Pétition de la commune de Peseux, réclamant contre les dispositions du projet de Constitution relatives aux communes.

2<sup>o</sup> Pétition de Corcelles comme communauté, réclamant contre les dispositions du projet de Constitution relatives aux communes.

3<sup>o</sup> Pétition de 72 citoyens de Cressier, réclamant l'abolition des dîmes et autres redevances féodales.

4<sup>o</sup> Pétition de la communauté de Colombier, demandant que la Constitution consacre le maintien des communes dans l'intégrité de leurs droits et attributions.

5<sup>o</sup> Pétition de St.-Blaise, relative aux cens et dîmes.

6<sup>o</sup> Pétition de St.-Aubin, émettant des vœux sur divers articles de la Constitution et sur les réclamations à faire à l'ancien gouvernement.

7<sup>o</sup> Pétition de M. Frédéric de Rougemont, rédacteur-gérant du *Neuchâtelois*; sur la liberté de la presse.

8<sup>o</sup> 23 pétitions, revêtues de 1500 signatures, demandant la liberté de la presse.

9<sup>o</sup> Pétition du comité des assemblées populaires du Locle, relative à l'enseignement primaire, et demandant que l'ancien gouvernement justifie ses comptes. Cette pétition s'occupe aussi des communes.

La discussion sur la pétition de M. *Borel-Perrin*, concernant la liberté de la presse, est renvoyée jusqu'à la délibération sur l'ensemble des pétitions qui se rattachent au même objet, contre l'opinion de M. *Georges DuBois*, qui aurait désiré qu'on s'occupât de cette affaire aujourd'hui.

L'ordre du jour appelle la discussion de la motion suivante, de M. le commandant *Girard*.

Monsieur le Président et Messieurs,

« Je propose à l'Assemblée constituante, de décider :

» 1<sup>o</sup> Que toutes les pétitions à elle adressées, après que lec-



ture en aura été faite dans son sein, seront renvoyées à la Commission des pétitions.

» 2° De charger cette même Commission, d'examiner avec une scrupuleuse attention, toutes les adresses, toutes les communications relatives aux désirs des populations; elle devra faire un classement des vœux émis dans les différentes pétitions; en faire l'objet de rapports qui devront être communiqués en temps opportun à l'Assemblée, c'est-à-dire au moment de la délibération des articles du projet de constitution, élaboré par la Commission constituante préconsultative.»

M. *Challandes* demande la parole pour faire une communication à l'assemblée de la part de la commission des pétitions.

Conformément à votre décision prise hier, concernant le rapport des pétitions, votre Commission, dit-il, a dû changer le mode de rapport qu'elle avait adopté. Elle a fait un triage des demandes et observations contenues dans les rapports, attendu qu'un certain nombre d'entr'elles se rapportent à des choses jugées par l'honorable Assemblée, et qu'ainsi il n'y a pas lieu d'y revenir. D'autres offrent des documents aussi intéressants qu'utiles pour le futur grand-conseil. Enfin, nous avons annoté les pétitions concernant le projet de constitution, pour les consulter avec fruit au fur et à mesure que nous discuterons les articles du dit projet, sur lesquels les pétitionnaires nous font des observations qui méritent toute notre attention.

Nous avons pensé que ce mode de procéder est préférable à celui suivi jusqu'ici, qui consistait à faire un rapport immédiat sur des questions qui ne devaient être discutées que plus tard et qui, par conséquent, pouvaient être plus ou moins oubliées au moment de la discussion.

M. *Girard* rappelle que c'est pour simplifier les délibérations qu'il s'est décidé à faire la proposition qui est soumise à l'Assemblée. Cette proposition aura cet avantage, que les populations seront assurées que leurs vœux pourront être pris en considération s'ils sont transmis avant que la discussion soit terminée sur les articles auxquels ils se rattachent.



La marche proposée pourra en outre abréger d'une heure au moins par séance la durée des débats.

M. *Charles Calame* appuie MM. Girard et Challandes. Quand il y a une grande quantité de pétitions, on en fait une première lecture, et on ne se souvient bientôt plus de leur contenu. La seule manière de rendre les vœux des pétitionnaires sensibles pour tout le monde, c'est de les traiter simultanément.

M. *Challandes*. La commission des pétitions ne peut pas, dans un aussi grand nombre de pièces qu'elle est chargée d'examiner, faire le triage des différens articles de la constitution auxquels elles se rapportent. M. Girard pense que la commission devrait faire l'énumération de toutes les pétitions qui se rattachent à tel ou tel article; or le mode adopté par la commission tend au même but, mais par un autre moyen.

A la votation une grande majorité se prononce pour l'adoption de la proposition de M. *Girard*.

La discussion est reprise sur les articles du projet de constitution révisés par la commission.

M. *Steck*, membre de la commission, donne lecture du rapport suivant :

M. le Président et Messieurs,

La Commission préconsultative que vous avez chargée d'examiner les articles 6 et 8 du projet révisé de constitution, s'est arrêtée aux conclusions suivantes.

Elle a maintenu sans aucune modification le paragraphe de l'article 6: «l'état ne reconnaît aucune qualification nobiliaire.» La Commission a pensé que cette disposition était suffisamment explicite pour établir d'une manière formelle dans les actes publics l'entière abolition de tout titre de noblesse.

Quant aux propositions déposées hier sur le bureau par l'honorable député de Môtiers, M. T. Calame, concernant les qualités qui constituent le droit de citoyen neuchâtelais, la



Commission a jugé que les dispositions additionnelles qui sont proposées, sont plus spécialement du domaine de la loi qui, sans aucun doute, n'ira pas jusqu'à restreindre des droits dont les Neuchâtelois ont joui sans contestation dans tous les temps et dont, par conséquent, ils sont encore en possession. Elle a conclu de maintenir l'article 7 sans amendement.

Pour ce qui est de l'article 8 du projet révisé, la Commission vous propose, Monsieur le Président et Messieurs, d'y ajouter le paragraphe suivant qui donne une garantie essentielle au citoyen:

« Tout individu arrêté sera nécessairement interrogé dans les » 48 heures qui suivront son arrestation. »

Voilà, Messieurs, quelles sont les conclusions que la Commission préconsultative soumet à la discussion de l'honorable Assemblée.

La délibération est ouverte sur l'article 5, ainsi conçu :

#### DETTE PUBLIQUE.

##### ARTICLE 3.

*La dette de l'état est reconnue et consolidée.*

M. *Montandon* a quelques doutes sur cet article, en ce qui touche la consolidation de la dette; il suppose que la dette sera inscrite au grand livre, de telle sorte qu'une personne qui aurait une créance de 1000 francs sur l'état pourra la négocier.

Elle offre le grand avantage d'un titre consolidé, en ce qu'elle n'est plus un capital mort, mais un capital actif.

M. *Calame* demande, vu les doutes qui s'élèvent, que cet article soit renvoyé jusqu'à ce que la commission nommée pour examiner les comptes de l'état ait fait son rapport.

M. *Montandon* fait observer que la dette de l'état étant reconnue sans qu'on en détermine le chiffre, on peut parfaitement admettre cet article.

M. *Humbert-Prince* appuie l'opinion de M. *Montandon*. C'est, dit-il, le principe que nous devons reconnaître. Si



l'ancien conseil d'état trouve des erreurs dans les calculs qui ont été dressés par le gouvernement provisoire, nous serons charmés de pouvoir diminuer la dette; mais ce n'est guère probable.

M. *Calame, père*. Nous sommes tous d'accord que la dette doit être reconnue; toutefois cette expression de dette de l'état a quelque chose de vague qui effraie beaucoup de monde, et qui pourrait avoir une certaine influence sur l'acceptation de la Constitution.

M. *Steck* se range à l'opinion de M. Calame. Nous sommes, dit-il, parfaitement d'accord, mais des discussions s'élèveront quand il s'agira d'établir le chiffre, et que nous ne nous trouverons pas d'accord avec l'ancien conseil d'état. Voilà pourquoi il importe qu'on passe à la discussion des autres articles.

M. *Erhard Borel* comprend que le vague de l'article puisse inquiéter les populations. Lors même qu'on se sera expliqué avec les membres de l'ancien gouvernement, ne peut-il y avoir des créanciers de l'état en dehors des renseignements que ces messieurs nous donneront? Il lui semble impossible de fixer ce chiffre en ce moment. En disant que la dette de l'état est reconnue, on ne dit qu'une chose bien simple, c'est-à-dire que tout débiteur reconnaît ce qu'il doit quand on lui en administre la preuve. Voici comment l'orateur comprend ces mots: *et sera consolidée*; c'est que l'état délivre à ses créanciers des titres portant intérêt et au taux qui aura été reconnu; que ces titres seront négociables moyennant certaines formalités; que le remboursement de ces titres ne pourra pas être exigé de l'état, mais que celui-ci aura le droit de les rembourser.

M. *François Droz* pense qu'il y aurait une grande utilité à ne pas discuter cet article avant qu'on en ait fini avec l'ancien gouvernement.



M. *Calame père* partage l'opinion de M. Erhard Borel pour ce qui concerne les dettes contractées depuis l'établissement du nouvel ordre de choses. Mais celles qui ont été contractées par l'ancien gouvernement inquiètent les populations.

M. *Challandes*, dès que cet article jette de l'inquiétude dans les esprits, ne voit pas la nécessité de le discuter maintenant.

M. *Huguenin*. Aucun député n'est plus soucieux que lui de voir rentrer les sommes qui sont sorties illégalement des caisses de l'état. Mais d'un autre côté, comme représentants du peuple, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître la dette de l'état. Le renvoi est donc sans aucune utilité.

M. *Montandon* appuie cette opinion. La dette de l'état est reconnue, c'est un principe que nous établissons vis-à-vis des tiers.

M. *Grandjean*. Plus vite on reconnaîtra la dette, plus vite l'inquiétude qui existe dans le public sera apaisée. La reconnaissance de la dette ne préjuge point la question de ce qui est dû par l'ancien gouvernement.

M. *Huguenin*. Ce qui pourrait donner de l'inquiétude tant aux députés de l'Assemblée qu'à la population, ce serait de croire que l'on s'abstiendrait de faire des réclamations à l'ancien Conseil d'état; ce qui n'est pas le cas, lors même que la dette serait reconnue.

M. *Girard*. Il est clair que l'état doit et qu'il doit à des tiers. Tant que la Constitution n'est pas votée dans son ensemble, on est libre d'y introduire de nouvelles dispositions. On pourrait donc parfaitement renvoyer cet article à la fin de la session. Il existe beaucoup de constitutions, mais il y en a peu qui contiennent la reconnaissance de la dette; on pourrait effacer cet article, sans que pour tout cela nous ne



fussions pas débiteurs. L'orateur se joint à la proposition de M. Calame.

M. *Calame* serait extrêmement fâché que l'on pût croire qu'il s'oppose à ce que la dette de l'état soit reconnue, tandis qu'il ne s'agit que de décider la question de savoir si cet article sera discuté présentement ou renvoyé.

M. *Steck*. On est venu nous annoncer une dette d'un million cinq cent mille francs. Si le peuple croit que nous reconnaissons cette dette sans autre formalité il en résultera un mécontentement général. Il faut absolument tenir compte des intérêts du peuple.

M. *Huguenin* fait observer au préopinant que nous ne reconnaissons pas purement et simplement la dette de l'état, puisque par son arrêté du 12 la Constituante a reconnu qu'elle ferait des réclamations à l'ancien gouvernement. Elle s'est en outre réservé de vérifier les comptes de l'état. Ainsi les intérêts du peuple sont réservés.

M. *Jacot-Guillermot* fait observer à l'égard de la consolidation de la dette qu'il ne suffit pas que le débiteur fasse une déclaration; il faut qu'elle ait l'assentiment des créanciers auxquels elle ne peut être imposée. Il propose de dire: *la dette pourra être consolidée*, au lieu de *sera consolidée*.

M. *Humbert-Droz* ne voit pas du tout la nécessité de renvoyer cet article. Nous ne reconnaissons ici que ce que l'état doit réellement.

M. *Gretillat* partage aussi cette opinion. Quant à la consolidation de la dette, il reconnaît, comme M. Jacot-Guillermot, la nécessité d'avoir l'assentiment des créanciers.

M. *Sandoz-Morthier*. Ce qui a été dit contre le renvoi est parfaitement juste. Cependant pour ne mécontenter personne l'orateur ne voit pas pourquoi nous ne pourrions pas renvoyer cet article. Il n'attache aucune importance à ce qu'il soit voté aujourd'hui.



M. *Leuba* envisage que l'adoption de la Constitution par cette assemblée n'est pas la chose essentielle. Ce qui est le plus essentiel, c'est que le peuple l'adopte, et c'est précisément pourquoi il convient qu'il soit éclairé sur cet article.

A la votation 46 voix se prononcent pour l'adoption de la proposition de M. *Calame*, tendant à ce que cet article soit renvoyé, pour être de nouveau discuté, jusqu'à ce que le rapport de la commission chargée d'examiner les comptes que présentera l'ancien conseil d'état, soit connu.

#### ARTICLE 6.

*Tous les citoyens sont égaux devant la loi; il n'existe dans le canton aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.*

*L'état ne reconnaît aucune qualification nobiliaire.*

Une proposition de M. *Calame*, qui tend à ce qu'on détermine dans cet article quels sont les citoyens du pays, proposition combattue par MM. *Piaget*, *Aimé Humbert* et *Gretillat*, qui pensent que c'est à la législation à régler cette matière, est retirée par son auteur, et l'article 6 est adopté sans changement.

(L'article 7 a été adopté hier).

#### ARTICLE 8 (Art. 9 du projet primitif).

*La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties; personne ne peut être poursuivi ni arrêté, aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi, et dans les formes qu'elle prescrit.*

La commission préconsultative propose le paragraphe additionnel suivant :



« Tout individu arrêté devra nécessairement être interrogé dans les 48 heures qui suivront son arrestation. »

M. *Steck* explique que l'addition que la commission propose est une garantie qu'elle a voulu donner aux citoyens. On avait d'abord proposé 24 heures au lieu de 48, comme cela existe dans la Constitution genevoise, mais il ne faut pas perdre de vue que le canton de Genève est beaucoup plus centralisé que le nôtre, et il importe avant tout qu'une loi soit exécutable.

M. *Pettavel* propose d'ajouter après les mots : *personne ne peut être poursuivi ni arrêté*, ceux-ci : *hormis les cas de flagrant délit*.

M. *Steck* fait observer que si le *flagrant délit* ne figure pas dans l'article, c'est cependant un des cas prévus par la loi.

M. *Eugène Favre* repousse le paragraphe additionnel de la commission par les mêmes raisons qui déterminent M. *Steck* à repousser l'amendement de M. *Pettavel*.

M. *Challandes* fait observer qu'une pétition de la Chaux-de-Fonds reproduit précisément l'amendement de M. *Steck*.

M. *Steck* répond à M. *Favre* que l'amendement proposé par la commission consacre un principe, et, sous ce point de vue, ne peut être assimilé à l'amendement proposé par M. *Pettavel*.

M. *Girard* propose un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Toute rigueur inutile lors de l'arrestation et pendant la détention d'une personne, et tout moyen de violence pour lui arracher un aveu, sont interdits. »

L'auteur de cet amendement rappelle que les cours de justice ont souvent fait preuve envers les prisonniers de procédés pleins de dureté; que lors même que les tribunaux changeront, les hommes seront toujours des hommes; que



des garanties positives ne sont par conséquent pas superflues.

M. *Landry* rend justice aux sentimens d'humanité de l'auteur de la motion, mais il fait observer que ce qu'il propose est du domaine de la loi.

L'amendement de M. *Pettavel* n'étant pas appuyé, n'est pas mis aux voix.

L'addition proposée par M. *Girard* est rejetée par la majorité contre 23 voix.

Le paragraphe additionnel proposé par la Commission est admis à une grande majorité.

Enfin l'article 8, avec cette adjonction, est adopté à l'unanimité.

ARTICLE 9. (ART. 10 du projet primitif.)

*La propriété est inviolable. Cependant l'état peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, et avec une juste et préalable indemnité.*

Un amendement de M. *Guillaume* qui voudrait retrancher le mot *préalable* n'est pas appuyé, la Commission ayant trouvé, comme le fait observer M. *Steck*, que l'addition de ce mot offre une garantie essentielle aux citoyens.

M. *Georges DuBois* fait observer qu'il peut y avoir des cas où l'indemnité préalable ne peut être accordée, par exemple, la nécessité où l'on serait d'abattre une maison pendant un incendie.

L'article 9 est adopté.

ARTICLE 10. (ART. 11 du projet primitif.)

*La presse est libre. La loi en règle l'exercice et en réprime les abus ; ses dispositions ne peuvent être préventives.*



M. *François Droz* sent le besoin d'adresser un mot aux pétitionnaires au sujet de la liberté de la presse. Comme eux il la veut, mais lorsqu'on aura des lois pour en punir les abus; auparavant, non, s'écrie-t-il, car ce que vous voulez, messieurs les pétitionnaires, c'est qu'on laisse la liberté au *Bulletin* de Neuchâtel pour imiter son bisaïeul le *Constitutionnel neuchâtelois* dont il est permis de redouter les articles calomniateurs.

M. *Perrochet* demande que la discussion soit renvoyée jusqu'à ce qu'on ait pris connaissance des pétitions déposées sur le bureau.

M. *Piaget*. L'article 10 consacre un principe, tandis que les pétitions ont rapport à un fait tout-à-fait exceptionnel, c'est que, n'ayant ni lois ni tribunaux, le gouvernement est obligé de se constituer momentanément législateur et juge. On peut donc voter l'art. 10, abstraction faite des pétitions.

M. *Auguste Lambelet*. La question soulevée par les pétitionnaires est déjà jugée, puisque la Commission des onze en a fait mention dans son rapport, et qu'elle a approuvé la marche suivie par le gouvernement.

M. *William Favre* propose la suppression des mots: *en règle l'exercice*, qui lui paraissent constituer en quelque sorte une mesure préventive contre la presse.

M. *Piaget*. Il ne s'agit nullement d'une disposition préventive, comme le prouve la fin de l'article; mais si cette phrase était supprimée, ce serait une lacune. Il est pourtant essentiel de régler la manière dont la presse pourra user de sa mission.

M. *Charles Calame* parle dans le sens de M. Favre. Selon lui, régler l'exercice de la presse, c'est laisser quelque prise à l'arbitraire.



M. *Théodore Calame* :

Monsieur le Président et Messieurs,

La liberté de la presse est le droit le plus précieux de l'homme, le meilleur garant des droits du citoyen, la sauvegarde de l'indépendance et de la liberté. Mettre des entraves à la presse, c'est comprimer la pensée, c'est anéantir la plus noble faculté de l'homme, celle d'exprimer librement ses idées, de les répandre, de leur donner toute l'extension dont elles sont susceptibles.

Mettre des entraves à la liberté de la presse, c'est attaquer ce qu'il y a de grand, de divin dans l'homme, *son intelligence*.

Aussi voyons-nous tous les despotes préluder à leurs attentats contre la liberté, par restreindre, puis par abolir la liberté de la presse pour enchaîner la pensée et abrutir l'homme.

Et qu'il me soit permis, Messieurs, de citer un fait qui nous est particulier, qui nous concerne en particulier.

Vous savez, Messieurs, que par la charte de 1831 la liberté de la presse nous fut promise, et que cependant nous n'en avons jamais joui qu'en apparence, et que nos adversaires politiques en ont seuls profité, et que non-seulement ils ont en usé, mais abusé. Eh bien, cette quasi liberté de la presse, M. le maire Perrot, a osé, dans cette enceinte, dans une assemblée du Corps législatif, de cette même place où je siége maintenant, demander l'abolition de cette ombre de liberté de la presse, proposition qui fut appuyée et ne fut rejetée que parce que M. Chambrier, Président du Conseil d'Etat, la combattit par des motifs que je ne conçois pas.

Voilà, Messieurs, comment nos anciens gouvernants entendaient la liberté, comment ils attendaient favoriser le développement des lumières et de l'intelligence.

Sans doute nous sommes tous intimement convaincus de la nécessité de donner à la liberté de la presse toute la latitude possible; l'article 10 du projet de la Commission le prouve; mais cela ne suffit pas. Il faut faire ensorte que cette liberté ne puisse jamais et dans aucun temps être gênée, et je propose de changer cet article 10, en celui-ci :

« La liberté de communiquer ses pensées par discours, par écrits, par la presse, par emblèmes est garantie. La censure et toutes mesures fiscales et préventives contre la presse sont interdits. La loi en réprime les abus. »

M. *Girard* se range à la proposition de M. Calame. Il



peut arriver des cas où l'on interdira de parler en public , et ce cas doit être prévu.

M. *Piaget*. L'article du projet est suffisant. Quand il statue que la presse est libre, il consacre implicitement tous les moyens que la presse peut employer , quelle qu'en soit la forme.

M. *Steck* voudrait également voir disparaître la phrase : « *en règle l'exercice.* » Tant que l'on aura un grand conseil libéral , cette disposition ne présentera pas de danger ; mais si le contraire devait arriver , on regretterait de l'avoir laissée subsister.

M. *William Favre* propose une addition ainsi conçue :

*Le timbre ne pourra jamais grever la presse.*

Cet amendement n'est pas adopté , non plus que celui du même député , qui tend à faire retrancher les mots : *et en règle l'exercice.*

L'amendement de M. Calame n'étant pas appuyé , n'est pas mis aux voix.

L'article 10 est adopté sans changement.

ARTICLE 11. (ART. 12 du projet primitif.)

*Le droit de pétition est garanti ; les pétitions doivent être signées par une ou plusieurs personnes comme individus. Toutefois les communes et les personnes morales pourront pétitionner comme telles, pour des objets de leur administration.*

M. *Steck*. Nous ne sommes pas ici pour consacrer des privilèges , mais pour demander des droits. Or les communes comme des personnes morales ne peuvent avoir moins de droits qu'un individu du moment où elles ne pourraient pétitionner que sur des *objets de leur administration*. L'o-



rateur propose en conséquence de retrancher cette dernière phrase de l'article.

M. *Piaget*. L'article 44 du projet est en harmonie avec l'article qui concerne les communes. Il est parfaitement clair que si l'on accorde aux communes le droit de pétitionner sur des matières politiques, c'est en quelque sorte les reconstituer comme corps politiques.

M. *Steck*. On a senti qu'il était dangereux de ne reconnaître les communes que comme associations privées, et d'un autre côté on veut leur accorder moins de droits qu'à un citoyen; c'est là évidemment une contradiction.

M. *Piaget*. Si l'article 58 est admis tel qu'il figure dans le projet, les communes ne seront reconnues que comme des associations privées. L'idée de la Commission en amendement l'article 59 n'a pas été d'aller aussi loin que le préopinant; elle a seulement trouvé qu'il y avait quelque chose de blessant à se servir de l'expression *d'associations privées*. D'après l'art. 58 la constitution ne reconnaît aucun autre pouvoir que les trois pouvoirs établis par elle.

M. *Steck*. Le premier projet n'admettait en effet les communes que comme associations privées, mais le projet actuel n'en parle plus. Il est vrai que la constitution ne reconnaît aucun pouvoir en dehors des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, mais ce n'est pas un pouvoir que nous devons reconnaître aux communes, c'est un simple droit.

M. *Piaget*. En leur accordant la faculté de pétitionner sur des matières politiques, on leur reconnaît en quelque sorte le droit de se réunir pour agiter des questions de la même sphère. Il faudrait alors supprimer l'art. 58.

M. *Eug. Huguenin* était loin de s'attendre à ce que l'honorable député de Boudry se constituât le champion des corporations.

M. *Erhard Borel*. De quoi sont composées les corpora-



tions ? De citoyens de l'état qui peuvent pétitionner comme individus, mais nous ne voulons pas leur donner de privilège comme constituant des corporations.

M. *d'Ivernois* appuie la proposition de l'honorable député de Boudry. Si l'article est voté tel qu'il est, il faudra demain mettre de côté toutes les pétitions qui sont déposées sur le bureau et qui émanent des communes. Nous proclamons la plus grande liberté pour chacun, et ici nous la restreignons, quand par une révolution chacun est censé avoir gagné plus de liberté.

M. *Piaget*. L'article 44 est bien loin en quoi que ce soit de gêner la liberté ; rien n'empêche les 70,000 citoyens et citoyennes du pays de faire une pétition collective quand bon leur semblera.

M. *Girard* propose un moyen de trancher les difficultés, ce serait de simplifier l'article, en le restreignant à cette seule phrase : *le droit de pétition est garanti*.

M. *Eugène Favre* estime qu'en accordant aux corporations le droit de pétitionner sur des matières politiques, on limite par là la liberté individuelle des membres de la corporation ; car si ceux-ci adressent des pétitions comme simples citoyens, ils courent risque d'être désavoués par des pétitions rédigées dans un sens tout-à-fait contraire émanées de quelques membres de la commune soi-disant agissant en son nom.

M. *Eugène Huguenin* répond à M. d'Ivernois que l'article dont on s'occupe aujourd'hui n'aura force de loi que lorsqu'il sera accepté ; que par conséquent il n'empêchera nullement l'arrivée des pétitions qui pourraient être envoyées par les communes.

M. *Grandpierre* croit qu'il y aurait un danger réel à admettre les personnes morales à pétitionner. Un comité se formera qui prétendra parler au nom de tous ses membres, tandis qu'il ne sera l'organe que d'un petit nombre ; c'est



pourquoi il faut que tous ceux qui ont des vœux à formuler, le fassent individuellement.

M. *Charles Calame* demande que le droit de pétition soit accordé aux communes et aux personnes morales.

M. *Zuberbuhler* fait observer que c'est tout simplement adhérer à l'amendement de M. *Steck*.

M. *Huguenin-Vuillemin* propose d'ajouter un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Lorsqu'il s'agit de questions politiques, les pétitions devront être signées par tous les membres de la commune. »

Cet amendement n'étant pas appuyé, n'est pas mis aux voix.

L'amendement de M. *Steck* tendant à supprimer les mots : *pour des objets de leur administration*, n'est accepté que par 7 suffrages.

L'amendement de M. *Girard* qui voudrait supprimer la plus grande partie de l'article, n'obtient que 15 voix.

L'article 11 est adopté tel qu'il figure au projet.

#### ARTICLE 12. (Article nouveau.)

*Le droit d'association est garanti : la loi en règle l'exercice.*

M. *Leuba* combat cette adjonction au projet de constitution par la raison que si le droit d'association était accordé, il pourrait nuire à l'affermissement de notre jeune république. Il faut y prendre garde : après avoir détruit des abus, entre autres les droits de bourgeoisies, le nouvel article qu'on propose a beaucoup d'analogie avec ces bourgeoisies et pourrait les faire renaître sous d'autres noms. On doit d'autant moins accueillir un article tel que celui qui est proposé, qu'il faut empêcher de laisser germer parmi nous ce qui



peut devenir un brandon de discorde. L'orateur se prononce en conséquence contre l'article 12, en se réservant de se joindre à telle proposition qui pourrait être admise en remplacement de cet article.

M. *Eugène Huguenin* combat vivement la manière de voir du préopinant. Si d'un côté le droit d'association peut créer des embarras pour le gouvernement, de l'autre il peut rendre de grands services au nouvel ordre de choses.

M. *Steck* ne saurait donner son assentiment à une proposition qui tendrait à annihiler un des principes fondamentaux de la liberté. Si les royalistes s'associent, les libéraux s'associeront aussi. Ne pas admettre le droit d'association conduirait à des abus de pouvoir qu'il faut éviter.

M. *François Droz*. En votant l'article qui précède nous venons de parer aux inconvénients qu'a signalés M. Leuba.

M. *Zuberbuhler* demande si une société quelconque est envisagée comme une personne morale.

M. *Steck*. Certainement non; ce n'est pas au moment où l'on veut annuler les communes comme corps politiques, qu'on peut les envisager comme une personne morale. Si ces associations pétitionnent, ce ne sera jamais que comme sociétés collectives.

M. *Zuberbuhler* se déclare satisfait de cette explication.

M. *Piaget* envisage, que poser un principe, même avec le correctif, en matière d'association, c'est mettre la cognée au pied de l'arbre; et qu'avec l'admission du droit d'association, ce qui se fait aujourd'hui court risque d'être détruit avant un an. Non point que l'orateur veuille faire allusion au régime déchu: dans tous les pays il se forme plusieurs partis, plusieurs camps; la lutte commence par des paroles, et souvent est suivie de la guerre civile. Quand dans une constitution on détruit les droits politiques des corporations comme nuisibles, on ne doit pas les rétablir



sous une autre forme et avec beaucoup moins de garanties.

M. *Charles Calame*, bien loin de partager les craintes du préopinant, voudrait que le droit de réunion fût en outre consacré à côté du droit d'association.

M. *Piaget*. Le droit de réunion et le droit d'association sont deux choses très différentes. Il peut admettre le droit de réunion, mais il ne saurait consentir au droit d'association.

M. *William Dubois* doit défendre le droit d'association qui est un des premiers droits de la démocratie moderne. Les états de Prusse viennent de le demander; ce n'est pas seulement en matière politique que l'orateur le réclame, mais c'est surtout sous le point de vue matériel; et dans les circonstances actuelles nous avons plus besoin que jamais de le voir appliquer à des intérêts réels, à l'industrie, etc.

M. *Girard* est aussi partisan du droit d'association parce que c'est ce droit qui produit les plus grandes choses. Il ne faut pas vouloir être exclusif. Si les royalistes font des associations pour renverser l'ordre de choses, nous pouvons en organiser à notre tour. Que diraient nos confédérés si nous, Neuchâtelois, n'avions pas le droit de former une section de l'Association populaire suisse? On peut remédier aux inconvéniens qui ont été signalés, par une rédaction qui permette de réprimer les abus réels de l'application de ce droit. L'orateur propose en conséquence de substituer à l'article du projet, l'article qui suit :

« Les associations et assemblées publiques qui, soit dans  
» leur but, soit dans leurs moyens, n'ont rien d'illégal, ne  
» peuvent être ni restreintes ni interdites. »

M. *Piaget* ne voudrait apporter aucune restriction au droit d'association dans les limites que leur assigne M. *William Dubois*, c'est-à-dire, abstraction faite de la question politique. Mais sous ce dernier point de vue la question est



différente : si l'Assemblée est déterminée à introduire une disposition sur le droit d'association, il serait préférable d'admettre la rédaction proposée par M. Girard, qui est la reproduction d'un article de la constitution bernoise.

M. *Théodore Calame* croit que le droit d'association est le plus fort soutien des républiques ; il se joint à la proposition de M. Girard.

M. *Pettavel*. Les associations en général sont la sauvegarde des libertés républicaines ; il faut qu'il en existe et qu'elles aient les yeux ouverts sur les actes du pouvoir.

M. *William Favre* admet aussi le droit d'association, mais essentiellement pour sauvegarder les intérêts de l'industrie.

M. *Aimé Humbert*. Quelques orateurs ont parlé comme s'il avait été question d'abolir le droit d'association ; d'autres, comme si les lacunes que présente le projet devaient interdire toute espèce d'association. Mais il n'en est rien. Il est généralement admis que ce que la loi ne défend pas, elle le tolère, qu'en l'absence d'un article de constitution les citoyens prennent le droit et en jouissent. Si le gouvernement trouve qu'ils vont trop loin, il y a un moyen de répression en l'absence d'une disposition positive. Il n'est donc nullement défendu aux Neuchâtelois de s'associer. Nous avons des cantons très avancés, dans la constitution desquels ne figure aucun article concernant le droit d'association, et cependant ces cantons ont non-seulement des associations industrielles, mais des associations politiques ; de sorte que l'on s'est beaucoup trop effrayé du silence du projet primitif. Lorsqu'il s'agit d'un projet de constitution pour un pays, il ne faut pas raisonner comme s'il s'agissait de faire une profession de foi politique idéale, il faut faire abstraction de ce que l'on désire pour entrer dans les limites de la pratique. D'après ces considérations l'orateur se rangera à la propo-



sition qu'a faite M. Girard, qui donne au droit d'association des limites qui lui paraissent suffisantes.

M. *Steck*. On vient de dire que ce que la loi ne défend pas est permis. La charte française ne défendait pas le droit de réunion, ce qui n'a pas empêché le ministère de se prévaloir de ce silence pour interdire les banquets. Or il faut absolument que les droits du peuple soient bien établis, bien consacrés; ne pas vouloir reconnaître le droit d'association, c'est contester le principe en vertu duquel nous existons.

M. *Eugène Huguenin*. Nous désirons tous individuellement voir le droit d'association figurer dans notre constitution; le gouvernement provisoire ne s'y oppose que parce qu'il craint les entraves que ce droit pourrait apporter à la marche gouvernementale. Ces craintes sont évidemment exagérées; mais il faut, dans tous les cas, tenir compte des vœux du peuple neuchâtelois, qui désire voir la charte consacrer quelques dispositions à cet égard. L'orateur ne peut donner son adhésion à l'amendement de M. Girard, attendu que les associations qui n'ont rien d'illégal sont permises. On laisse trop de latitude au pouvoir pour interpréter ce qui est légal ou ce qui ne l'est pas.

M. *Piaget* n'a eu en vue que le côté politique dans les craintes qu'il a manifestées sur l'introduction d'un droit qui n'est pas encore dans les habitudes du peuple neuchâtelois; mais il n'a jamais révoqué en doute qu'il fût permis de s'associer pour un but d'utilité publique.

M. *Girard* répond qu'il faut nécessairement que le pouvoir ait certaines garanties. Il ne faut pas perdre de vue que désormais le pays sera régi par trois pouvoirs distincts, et que si le conseil exécutif veut dissoudre une association sous prétexte d'illégalité, ce sera le pouvoir judiciaire qui sera chargé de résoudre la question. Le droit d'association doit être évidemment étendu aux intérêts politiques, et non pas



seulement embrasser les intérêts matériels. On sera bientôt appelé à discuter le nouveau pacte fédéral, et il serait par trop inconséquent qu'on restreignît le droit de se concerter et de s'entendre sur d'aussi grands intérêts.

M. *William Favre* n'a nullement voulu restreindre le droit d'association aux affaires matérielles; il l'envisage comme non moins sacré pour les intérêts politiques.

M. *Georges Dubois* est d'avis que le droit d'association peut exister chez nous. Si nous l'interdisons, le pays s'expose à être couvert d'associations secrètes, et c'est là que serait le véritable danger.

M. *Grandpierre* se range à la proposition de M. Girard, qui, telle qu'elle est formulée, offre le remède à côté du mal.

M. *Erhard Borel* envisage le droit d'association comme une arme à deux tranchans, et par conséquent une arme dangereuse; cependant il ne reculera pas devant le principe, et l'adoption de l'article de la loi bernoise lui paraît un palliatif des inconvéniens que comporterait le droit absolu d'association.

A la votation, une immense majorité se prononce pour la rédaction formulée par M. *Girard*, et qui tiendra la place de l'article 41. Elle est de la teneur suivante :

« Les associations ou assemblées publiques qui, soit dans leur but, soit dans leurs moyens, n'ont rien d'illégal, ne peuvent être ni restreintes ni interdites. »

#### ARTICLE 13 (ART. 45 du projet.)

*Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. Il ne pourra jamais être établi de tribunaux temporaires exceptionnels.*

Adopté sans discussion.



ARTICLE 14. (ART. 16 du projet.

*La liberté des cultes est garantie ; la loi en règle l'exercice extérieur.*

*Toutefois l'exercice public d'un culte autre que l'un des cultes chrétiens , ne sera permis que dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. La loi pourra prendre des dispositions spéciales à ce sujet.*

M. *Montandon* propose de supprimer le second paragraphe de cet article. On a voulu faire allusion au culte israélite , et cependant ce culte a droit à la même liberté que d'autres.

M. *Piaget* demande au contraire le maintien de ce paragraphe dont la suppression pourrait présenter des inconvénients , car toute espèce de culte quel qu'il fût pourrait venir s'installer au milieu d'une localité. Quand il s'agit de dispositions constitutionnelles , il ne faut pas se mettre seul en scène , il faut voir les dispositions du pays. Quant au premier paragraphe de l'article , l'orateur aurait préféré la rédaction du projet primitif qui lui semble ne rien laisser à désirer. Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Chacun professe sa religion avec la même liberté et  
» obtient pour son culte la même protection , en se confor-  
» mant aux prescriptions de la loi chargée d'en régler  
» l'exercice extérieur. »

M. *Aimé Humbert* trouve aussi que la rédaction du premier paragraphe du projet primitif est préférable à la rédaction de la commission, qu'elle est moins abstraite et conçue dans un meilleur style. Quant au second alinéa , l'orateur pense qu'il ne faut pas n'avoir en vue que le culte israélite ; il peut trouver son application dans des cas de crise religieuse.



M. *Landry* voudrait que l'on mentionnât avec les cultes chrétiens le culte israélite. Partout autour de nous l'émancipation des Juifs est proclamée ; le projet de pacte lui-même leur accorde des libertés ; nous ne devons pas rester en arrière.

M. *Charles Calame* doit dire que cet article le satisfait complètement : il aurait plutôt de l'appréhension à l'égard des sectes chrétiennes qu'à l'égard des Juifs, et c'est en vue de ces sectes que les limites qu'on a posées lui paraissent justes.

M. *Georges DuBois*. La rédaction de l'article relatif au culte lui plaisait au premier abord, mais il trouve maintenant plus que jamais que l'on doit se réunir dans un esprit large et généreux. Le fait de dire que nous entendons le culte israélite dans les exclusions prévues par le second paragraphe, a quelque chose de fâcheux ; car nous savons que ce culte est aussi pacifique que le nôtre. Cette exclusion pourrait donc entretenir de fâcheuses préventions contre cette race long-temps proscrite. Une autre raison qui engagerait l'orateur à demander des modifications à ce projet, c'est que nous avons malheureusement plus de chances de voir les bonnes mœurs troublées par certaines sectes chrétiennes : il y a trente ans, tout le canton de Zurich a été le théâtre de scènes horribles ; dans les Etats-Unis il y a des agglomérations d'individus qui abusent de la religion pour se livrer à des excès. L'orateur conclut en proposant la rédaction suivante :

« Chacun professe sa religion avec la même liberté, et  
» obtient pour son culte la même protection dans les limites  
» compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs, et  
» en se conformant aux prescriptions de la loi chargée d'en  
» régler l'exercice extérieur. »

M. *Grandpierre*. Cet article lui paraît détruire complètement la liberté religieuse ; il ne veut pas défendre les mo-



miers, mais il ne voudrait pas non plus que la liberté religieuse fût mise en péril. Il demande que la discussion de cet article soit renvoyée jusqu'à demain.

Cette opinion est adoptée par l'assemblée.

ARTICLE 15 (Art. 17 du projet).

*« Le droit de libre établissement et industrie dans tout le pays est garanti à tous les Neuchâtelois, en se conformant aux lois de police relatives à l'exercice de certaines professions et en satisfaisant aux redevances communales.*

*Tout Suisse pourra jouir des mêmes droits, s'il appartient à un canton qui accorde la réciprocité.*

M. *Ariste Lesquereux* n'admet pas cet article tel qu'il est proposé; il ne le trouve pas assez large, pas assez libéral. Pourquoi, dit-il, faire une différence entre les Neuchâtelois et les Suisses? Si nous adoptons cet article, nous serions les imitateurs de quelques cantons, qui, dans un intérêt d'égoïsme cantonal, mettent des obstacles à l'établissement des Suisses des autres cantons, tels que Bâle, Schwitz et les cantons primitifs. N'attendons pas le moment très-prochain où l'autorité fédérale décidera qu'un Suisse est Suisse en Suisse, comme un Français est Français dans toute la France. L'orateur propose en conséquence de substituer aux mots : *à tous les Neuchâtelois* ceux-ci : *à tous les Suisses*. En outre, il demande la suppression du second paragraphe de cet article.

M. *Calame, père*, appuie de toutes ses forces le préopinant. Nous devons, dit-il, être larges et généreux envers nos confédérés. Ce serait faire un pas en arrière que d'établir des restrictions, quand jusqu'à présent tout Suisse a pu s'établir dans le pays. Montrons-nous plus avancés en civilisation que les petits cantons.



M. *Montandon* propose de remplacer les mots *redevances communales* par ceux de *charges communales*.

M. *Girard* s'associe de grand cœur à l'opinion qu'a émise M. Lesquereux. Il envisage l'idée restrictive que contient l'article du projet comme nuisible à notre commerce et à notre industrie. Pourquoi si un citoyen bernois, soleurois, zuricois, se propose de venir s'établir sur notre territoire pour y donner peut être un développement favorable à certaines branches d'industrie, pourquoi le repousserions-nous? Dans notre propre intérêt, nous devons être larges; dans quelques jours peut être une votation de la Diète nous y obligera; il vaut mieux prendre l'initiative. L'orateur se prononce également pour l'amendement de M. Montandon.

M. *Piaget* combat ce dernier amendement. On entend par *charges* non-seulement les redevances en argent, mais encore les prestations en nature, les emplois communaux, etc.; or, évidemment une partie de ces charges, ainsi entendues, ne peuvent peser sur des non-communiers; le mot *redevances* est donc le seul mot propre, le seul qui rende exactement l'idée de la commission.

Quant à la première partie de l'article, je voudrais, comme M. Lesquereux, pouvoir dire que les Suisses sont sur le territoire neuchâtelois comme les Français en France. Si la commission a adopté une disposition restrictive, c'est qu'elle a craint qu'en accordant des droits trop étendus à nos confédérés, ce ne fût un motif pour faire repousser la Constitution.

M. *Steck* se rallie de grand cœur à la proposition de M. Lesquereux. Dans presque tous les grands cantons on accorde la réciprocité.

M. *D'Ivernois* appuie aussi la proposition de M. Lesquereux, attendu que ce qu'il propose existe déjà dans le pays. On ne s'est point informé jusqu'à présent si un Suisse



établi dans une commune venait d'un canton concordataire ou d'un canton non-concordataire.

M. *François Droz* entend avec plaisir ce langage. Il faut réaliser le mot de *fraternité* dans le sens le plus étendu. Le Pacte fédéral proclamera infailliblement les principes que nous réclamons, et il vaut mieux que notre Constitution n'ait pas l'air de se plier aux exigences de la Diète.

M. *Grandpierre*. J'habite une commune qui est à demilieu de la mienne. Bien loin d'avoir pu m'établir sans formalité, il m'a fallu faire des démarches comme si j'avais été éloigné de cinquante lieues de mon pays. Il est donc évident que le droit de libre établissement n'existe pas dans les communes, même pour les Neuchâtelois d'une autre commune.

M. *Fréd. Leuba*. Il est évident qu'une commune a le droit d'examen dans le choix des personnes qu'elle admet chez elle; il peut s'y introduire des personnes immorales. Tout ce qu'on exige d'elles, ce sont des certificats de conduite.

M. *Erhard Borel* partage sans doute les idées du député des Éplatures, mais il croit qu'on tourne le dos au but qu'on se propose. Si messieurs de Bâle-Ville peuvent venir s'établir sans restriction sur notre territoire, ils ne reconnaîtront pas les inconvénients des entraves qui existent chez eux, tandis que si on laisse subsister les dispositions de l'article que nous discutons, ils feront inmanquablement des réflexions. Quant à l'objection tirée des principes que le pacte proclamera, nous n'en sommes pas encore là.

M. *Montandon* attache trop d'importance à ce qui existe ou n'existe pas chez les autres cantons. Ce qui est constaté, c'est que les cantons qui accordent la réciprocité sont infiniment plus grands, et ont beaucoup plus d'importance que ceux qui repoussent un principe aussi large.



M. *Aimé Humbert*. La discussion que vient d'entendre l'orateur lui rappelle les débats qui ont eu lieu dans la commission constituante; là aussi les idéalistes se sont trouvés en présence des réalistes. Il ne faut pas perdre de vue que nous faisons une Constitution pour un peuple qui a ses mœurs publiques particulières. Quel sera l'effet produit par notre décision? Voilà un *item* auquel il faut réfléchir. Si le nouveau pacte fédéral établit le droit de libre établissement, il vaut mieux que cela nous soit imposé de cette manière que de rien hasarder de nous-mêmes actuellement. Pour le moment il vaut mieux se borner à restreindre le droit de libre établissement et d'industrie, dans les limites posées par le projet.

M. *Piaget*. Si nous allons dans ce moment plus loin que ne le comporte l'esprit de la population neuchâteloise, la Constitution sera rejetée, et si la Constitution est rejetée, celle qui lui succèdera restera probablement bien en arrière des principes qui sont consacré dans celle-ci.

M. *d'Ivernois* explique que quand il a dit qu'il appuyait complètement le libre établissement des Suisses, il n'a nullement voulu infirmer les réglemens communaux qui sont en vigueur sur la matière.

M. *François Droz* a meilleure opinion des sentimens du peuple que certains préopinans. Il ne faut pas tant avoir égard à l'esprit de clocher; l'orateur a la certitude qu'en adoptant une disposition large, ce ne sera nullement une cause de rejet pour la Constitution.

M. *Piaget*. Si on avait effectivement à faire une Constitution pour le Locle et la Chaux-de-Fonds, il n'y aurait point d'objection à faire et de précaution à prendre. Mais n'oublions pas que nous en faisons aussi une tout aussi bien pour Montalchez, Fresens, et une foule de petites com-



munes qui, réunies, pourront peut-être balancer par leurs suffrages les grandes communes.

M. *Girard*. Nous sommes d'accord sur le principe, mais il existe quelques craintes pour l'acceptation de la Constitution. Il serait donc important, lorsque celle-ci sera soumise au peuple, de lui adresser une proclamation explicative des intentions de l'assemblée.

M. *Challandes*. On n'a jamais contesté aux Suisses le droit de libre établissement, mais cependant les communes sont tenues à des précautions, attendu qu'il peut arriver des étrangers dont la pauvreté leur imposerait des charges onéreuses, ou dont la moralité serait suspecte. La demande de certificats n'a rien de vexatoire.

M. *Eugène Huguenin*. Il est impossible d'admettre une restriction à notre charte. Or il y a des cantons qui n'admettent pas la réciprocité, et dont les ressortissants résident sur notre territoire; voudrait-on les chasser brusquement?

M. *Piaget*. Là où il y a un concordat, ils peuvent être admis sans difficulté; là où il n'y en a pas, mais où ils sont déjà établis, ils peuvent continuer à y rester sans que nous ayons le droit de les expulser.

M. *Steck* sait fort bien que dans certaines communes l'extension des droits de réciprocité pourra rencontrer des obstacles; il appartient à une d'entre elles où le terrain avait été travaillé au point qu'une pétition avait déjà été signée. Sur les explications qui furent données aux signataires, la pétition n'a plus eu de suite. L'orateur s'élève contre la catégorie qu'un de ses collègues a cherché à établir entre les députés exaltés et les députés libéraux, entre les idéalistes et les réalistes. Il ne saurait voir dans cette enceinte que des hommes qui veulent le bien de leur pays.

M. *Aimé Humbert*. Il n'est nullement entré dans ses intentions de vouloir faire un rapprochement désobligeant.



La pensée qu'il a voulu exprimer est qu'il y a des députés qui voudraient faire une Constitution aussi idéale que possible sans tenir compte des perturbations que cela pourrait occasionner ; tandis que d'autres veulent agir d'après les éléments dont ils disposent, et faire une Constitution aussi bonne que possible pour le peuple neuchâtelois. Voilà la portée des expressions dont l'orateur s'est servi.

M. *Piaget* fait connaître quelle est la position des Suisses dans le pays en lisant un article du concordat du 21 mai 1821.

M. *William Favre* fait ressortir ce qu'il y a de vexatoire pour les Suisses à payer un droit d'habitation dont les Neuchâtelois sont affranchis.

M. *Piaget*. La commission n'a pas trouvé convenable de supprimer le droit d'habitation ; les communes ont une quantité de charges à supporter ; serait-il équitable de leur enlever le moyen de pourvoir à ces charges ? Il est naturel que les citoyens qui se fixent dans une commune contribuent aux charges qu'elle soutient avec ses propres ressources.

M. *Georges DuBois*. La pierre d'achoppement de nos nouvelles institutions sera toujours la commune , en ce sens que l'organisation actuelle a constamment donné satisfaction au principe royaliste. Maintenant que nous entrons dans un autre ordre d'idées, nous devons chercher à donner à la commune un fond véritablement libéral et démocratique. Établissez un véritable esprit de fraternité entre tous les citoyens neuchâtelois , qu'il y ait un droit de réciprocité entre toutes les communes du canton, et la question du droit d'habitation disparaît.

M. *Célestin Nicolet* propose la rédaction suivante , empruntée à la Constitution bernoise :

« Tout citoyen est autorisé, sous réserve des dispositions de police , à s'établir dans quelque partie que ce soit du



» territoire de la république sans être soumis à d'autres  
» prestations que celles auxquelles sont astreints les bour-  
» geois des lieux mêmes. »

M. *Bonjour* défend la taxe que l'on doit payer pour habiter une commune; il n'est pas juste que les non-communiers jouissent d'avantages que les communiers n'ont pu obtenir qu'en s'imposant des charges.

M. *Montandon* n'en insiste que plus sur la substitution du mot *charges communales* au mot *redevances*.

M. *William Favre*. S'il faut payer un droit pour ne pas sortir du territoire de son canton, il aimerait beaucoup mieux payer une fois pour toutes un impôt qui fût en compensation de ce droit, tandis que la taxe d'habitation est un élément dissolvant, un poison.

M. *Grandpierre* aimerait bien voir disparaître ces droits d'habitation, mais s'ils sont supprimés par une porte ils entreront par une autre; on fera alors retomber sur les communiers, d'une manière indirecte, les taxes qu'on imposait aux non-communiers.

M. *William Dubois*. Si l'on accorde le droit d'habitation sans qu'il en résulte aucuns frais pour celui qui en jouit, qui est-ce qui sera lésé? Ce seront les communiers, car les charges qu'ils ont à supporter vont bien au-delà d'une somme de vingt batz. Tant que nous ne supprimerons pas les communes, nous devons laisser subsister ce droit.

M. *Girard* demande si les étrangers à une commune ne sont d'aucune utilité pour cette commune.

M. *Georges DuBois* cherche à établir que les localités où l'esprit communal est le plus enraciné sont précisément celles qui perdront le moins à faire des concessions à l'esprit municipal. Les petites communes du bas sont en général composées de ressortissans de la commune; à peine y voit-on huit ou dix personnes étrangères à la localité, tandis que



dans les localités populeuses, la commune est presque annihilée, puisque les communiens ne forment guère qu'un septième des habitans, et c'est cependant là qu'on verra les plus beaux résultats, le plus beau développement de l'esprit public.

L'heure étant avancée, l'assemblée décide que la discussion sur l'article 16 est renvoyée à demain.

La séance est levée à deux heures.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*

CH.-L<sup>s</sup> JEANRENAUD.

*Les Secrétaires,*

AIMÉ HUMBERT.

GONZALVE PETITPIERRE.

AUGUSTE LAMBELET.



# BULLETIN OFFICIEL

## DES DÉLIBÉRATIONS

# DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

## ONZIÈME SÉANCE.

MERCREDI 19 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

La séance est ouverte à 9 heures du matin.

L'appel nominal constate huit absences, savoir : MM. Aimé Bourquin (malade), Justin Billon (malade), F. Girard (absent du pays), Gaberel, L.-E. Montandon, Ulysse Debelly, Huguenin-Bergemat.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président dépose sur le bureau quatre pétitions, savoir :

BULLETIN n° 12. 4



1° Une de 167 signatures de Neuchâtel , demandant que cette ville soit déchargée de logements militaires.

2° Une de la commune de Fontaine , demandant que les frais de la garde soldée , les déprédations de l'arsenal et le solde du fonds de l'état soient remboursés par l'ancien gouvernement.

3° Une de Saint-Aubin et Sauges , ajoutant aux sommes ci-dessus les 300,000 francs d'amende payés à la Confédération Suisse , sauf recours de l'ancien conseil d'état contre le corps législatif , le corps des officiers , etc.

4° Une de Chézard , Saint-Martin , Cernier et Fontainemelon , contenant des observations sur quelques articles de la constitution.

M. G. DuBois , chef du département militaire , annonce , au sujet de la première pétition , que dès ce jour elle devient superflue , ensuite des arrangements que viennent de prendre les autorités militaires pour caserner ce qu'il reste en ville de soldats en garnison.

Lecture est faite des pétitions déposées la veille sur le bureau. Quatre d'entre elles , concernant le projet de constitution , savoir : 1° de Peseux ; 2° de Corcelles ; 3° de 72 citoyens de Cressier , et 4° de la communauté de Colombier , sont renvoyées à la commission préconsultative.

Trois autres sont renvoyées à la commission des pétitions , une de citoyens de Saint-Blaise et localités avoisinantes sur l'abolition des dîmes , celle de Saint-Aubin ci-dessus mentionnée , à laquelle souscrivent aussi des citoyens de Gorgier , et une pétition d'une assemblée populaire de 180 citoyens du Locle , relative à l'instruction publique , à la proposition Huguenin et à quelques articles du projet de constitution.

Lecture est faite de la pétition de M. Borel-Perrin , sur la liberté de la presse , et d'une pétition imprimée , traitant du même objet , et déposée sur le bureau à vingt-trois exemplaires et revêtue en somme de 1,500 signatures.



M. *Steck* demande le renvoi à la commission des pétitions, en ajoutant qu'il doit pourtant faire l'observation que les circonstances qui ont motivé les mesures du gouvernement provisoire contre la presse existent encore : dans l'absence des tribunaux, il faut que les dispositions exceptionnelles subsistent.

M. *Th. Calame* faisant l'observation que le but de ces pétitions est évidemment de ressusciter le *Constitutionnel*, qui a causé un mal incalculable, M. *G. DuBois* réplique qu'au contraire le *Constitutionnel* a fait le plus grand bien à la cause libérale, et qu'il l'a fait avancer plus qu'un journal républicain qu'on aurait fondé dans le pays.

M. *Humbert-Droz* propose de passer à l'ordre du jour, par la considération que la commission chargée d'examiner le compte-rendu des actes du gouvernement provisoire a déjà retourné sous toutes ses faces la question que soulèvent les pétitionnaires.

M. *Piaget*. La liberté de la presse n'est point aussi complètement supprimée que les pétitionnaires le prétendent. Pourquoi le *Bulletin politique* garde-t-il le silence sur les débats de la constituante ? C'est tout simplement parce qu'il le veut bien ; c'est le résultat d'un système : il convient mieux au parti de répandre clandestinement des calomnies manuscrites.

M. *G. DuBois*. Si le *Bulletin politique neuchâtelois* avait été franchement républicain, il serait libre, quelle qu'eût été sa couleur politique ; mais nous ne voulons pas d'un journal royaliste dans un état républicain.

M. *A. Girard* estime qu'il y aurait même lieu de faire des recherches de police dans certains ateliers d'où sortent, selon toute apparence, les publications clandestines auxquelles il a été fait allusion.



M. *A. Humbert* appuie le renvoi à la commission des pétitions, parce que la question de la liberté de la presse se présente sous une nouvelle face dans les demandes des pétitionnaires.

M. *Humbert-Droz* lui répond que la commission a déjà examiné la question d'un tribunal arbitral.

M. *Leuba-Fatton* approuve le renvoi à la commission, d'autant plus qu'il en résultera un rapport qui sera très utile pour éclairer le peuple.

M. *Guillaume* vote le renvoi à la commission; la liberté de la presse est un droit si précieux qu'il faut se garder de passer trop rapidement sur les questions qui s'y rattachent.

M. *Grandpierre* ajoute que d'ailleurs il ne conviendrait pas à la dignité de l'assemblée d'étouffer en quelque sorte la demande des pétitionnaires, en passant purement et simplement à l'ordre du jour.

A la votation, la majorité de l'assemblée se prononce pour le renvoi à la commission des pétitions.

M. *G. DuBois* ayant fait observer que l'exemplaire de la pétition du Locle porte, à côté de deux ou trois signatures, des remarques qui sont une injure pour l'assemblée, M. *Challandes* propose de passer à l'ordre du jour sur la pétition du Locle.

M. *Renaud* réplique qu'il y a parmi les pétitionnaires des citoyens honorables auxquels on ferait tort en passant à l'ordre du jour, à cause de deux ou trois signatures accompagnées de remarques inconvenantes.

La proposition de M. *Challandes* reste en minorité.

Une pétition de M. de Rougement, sur la liberté de la presse, est renvoyée, comme les précédentes, à la commission des pétitions.

M. *Humbert-Droz* fait la proposition suivante :



« Afin d'activer les travaux de l'assemblée constituante pendant la discussion de la constitution, je proposerais de partager nos séances en deux : l'une qui commencerait à 8 heures du matin pour finir à midi, et la seconde commençant à 2 heures pour finir à 6 heures. »

M. *Challandes* élève des doutes sur la possibilité de mettre à exécution cette proposition, à cause des travaux des commissions.

MM. *Th. Calame* et *G. DuBois* appuient la motion de M. *Humbert-Droz*, par des motifs tirés de la gravité de la crise financière actuelle.

La proposition de M. *Humbert-Droz* est adoptée. L'assemblée décide, en outre, que cette mesure entrera en vigueur dès ce jour même.

Sur la proposition de M. *A. Girard*, le bureau adjoindra deux suppléants aux secrétaires actuellement en fonctions.

La discussion du projet de la commission constituante est reprise par l'article 14, lequel est renvoyé à une séance subséquente, la commission préconsultative n'ayant pu se réunir la veille pour en délibérer.

#### ART. 15.

*Le droit de libre établissement et industrie dans tout le pays est garanti à tous les Neuchâtelois, en se conformant aux lois de police relatives à l'exercice de certaines professions et en satisfaisant aux redevances communales.*

*Tout Suisse pourra jouir des mêmes droits, s'il appartient à un canton qui accorde la réciprocité.*

M. *François Droz* demande le retranchement de la clause de réciprocité.

M. *Challandes* ne voit dans l'amendement du préopinant que la reproduction de la proposition de M. *A. Lesquereux*,



qui demandait le retranchement du dernier alinéa de l'article 15, et le remplacement de ces mots : « tous les Neuchâtelois » par ceux-ci : « tous les Suisses. »

M. A. Girard s'exprime en ces termes :

« Monsieur le président et messieurs ! Permettez-moi d'ajouter quelques considérations à la délibération sur l'article 15 du projet de constitution élaboré par la commission préconsultative. Depuis hier j'ai eu occasion de faire quelques réflexions sur la question qui nous occupe. Au point où nous l'avons laissée hier, il reste quelque chose à dire. Beaucoup de plaintes de la part des communes se sont faites entendre, on a même parlé de dangers pour le canton en supposant que le libre établissement fût accordé à tous les Suisses. Mais il n'en est rien ; toutes ces plaintes ne sont pas fondées. Soyons franchement libéraux et admettons sans hésitation ce que le pacte nous imposera probablement dans quelques jours.

« Voici ce que le projet de pacte, art. 39, nous dit :

« La Confédération garantit à tous les Suisses de l'une  
» des confessions chrétiennes le droit de s'établir libre-  
» ment dans toute l'étendue du territoire suisse, conformé-  
» mément aux dispositions suivantes. »

« Remarquez-le d'abord, monsieur le président et messieurs, *tout Suisse de l'une ou de l'autre confession chrétienne* peut librement s'établir dans toute l'étendue de la Confédération ; mais à des conditions que je vais vous citer et qui feront évanouir nécessairement toutes les craintes qui se sont fait jour dans cette enceinte.

« Il faut que le Suisse qui veut s'établir dans l'un ou l'autre canton soit muni des pièces suivantes dûment légalisées :



» 1° D'un acte d'origine ou d'une autre pièce équivalente ;

» 2° D'un certificat de bonnes mœurs ;

» 3° D'une attestation qu'il jouit de ses droits civiques ;

» 4° Il faut qu'il prouve qu'il est en état de s'entretenir lui et sa famille par sa fortune, sa profession ou son travail.»

» Ceci n'est-il pas tout ce que peut désirer une commune et même un canton pour sauvegarder ce qu'on craint de perdre et que personne ne pense à atteindre.

» Mais une disposition supplémentaire complète encore la chose au-delà de tout désir. Le pacte dit encore : « Les Suisses doivent, de plus, produire un certificat portant qu'ils sont depuis cinq ans au moins en possession d'un droit de cité cantonal. »

» Songez-y, messieurs, en face de ces dispositions aussi positives, propres à dissiper toutes les craintes qui ont été manifestées dans la séance d'hier, ne reculons pas, soyons franchement libéraux. C'est d'ailleurs, si je ne me trompe, la reproduction du concordat qui vous fut rappelé par monsieur le président du gouvernement provisoire, qui fut conclu en 1819, et aux termes duquel, Neuchâtel en faisant partie, nous ne pouvons refuser le libre établissement aux citoyens de la plupart des cantons suisses.

» Vous savez, messieurs, que le projet de pacte est élaboré par ce que nous avons de plus distingué en hommes politiques, administratifs et jurisconsultes, ainsi je crois pouvoir supposer que ce projet sera adopté sans modifications importantes. Je crois que le libre établissement existera et qu'il convient de nous y soumettre dès aujourd'hui.

» Je ne m'étendrai plus longuement. J'ajouterai : Si, d'un autre côté, le projet de constitution fédérale offre toute espèce de garantie aux localités ou cantons ; de l'autre, il assure aussi quelque chose à celui qui désire s'établir dans



un autre canton que le sien. Par exemple, le canton dans lequel un Suisse établit son domicile ne peut exiger de lui un cautionnement, ni lui imposer aucune autre charge pour ce cautionnement.

» Une loi fédérale fixera la durée du permis d'établissement, ainsi que le maximum de l'émolument de chancellerie à payer au canton pour obtenir ce permis, etc.

» Je termine, monsieur le président et messieurs, en vous proposant le libre établissement sans réciprocité quelconque, c'est-à-dire que je me joins avec plaisir à la proposition d'amendement de mon honorable collègue, M. Lesquereux. »

M. *Steck* amende comme suit le dernier alinéa de l'article 15 : « Tout Suisse pourra jouir des mêmes droits, s'il offre des garanties nécessaires, lesquelles seront fixées par la loi. »

M. *Piaget* se prononce en faveur de cet amendement et démontre que le premier qui supprimait le second alinéa et substituait les mots : « tous les Suisses » à « tous les Neuchâtelois, » pourrait être mal compris et donner lieu à de fausses interprétations.

M. *Leuba-Fatton* s'exprime en ces termes :

« Monsieur le président et messieurs ! En gravissant les degrés qui conduisent à cet édifice, chacun de nous doit nécessairement être pénétré d'un sentiment profond, celui d'être utile à l'édifice social de son pays; il s'agit en ce moment, messieurs, d'un article bien important de notre constitution; sans répondre à ce qui a déjà été dit sur cet article, je crois devoir ajouter que si nous recevons dans nos communes tous les habitants qui pourraient s'y présenter, il en résultera nécessairement des inconvénients d'une gravité immense.



» Il arrive très souvent, et les exemples ne sont pas rares, que des gens peu aisés, qui n'ont pu trouver de ressources suffisantes pour leurs familles dans leur propre endroit, vont à l'aventure se fixer dans une commune qui leur paraît offrir quelques chances de succès et qui, abusant de la confiance qu'on leur accorde, partent ensuite clandestinement en faisant des dupes; ces gens-là sont-ils utiles à notre pays, messieurs? je dirai non.

» L'assentiment de la commune qui a été jusqu'ici, on peut dire, la seule formalité à remplir pour habiter dans une localité, et une finance de 20 batz, est, à mon avis, bien peu de chose pour mettre chaque contribuable à l'abri de toute fonction ou emploi communal.

» Ces mêmes habitants ont jouissance non-seulement de l'eau, comme il a été annoncé hier, mais encore des temples, des écoles, des pompes à incendie et autres établissements publics; en un mot, tout genre d'administration a lieu sans leur coopération.

» Souvent dans cette enceinte il a été dit que nous ne devions point avoir de mandat impératif : notre règlement ne parle point de cela, c'est seulement le projet de constitution que nous discutons qui émet ce vœu, mais l'opinion que je défends est celle de la majorité des communes du pays, j'en ai la conviction. En proclamant l'égalité des citoyens, nous avons facilité les bourgeoisies, et en faisant recevoir à chaque commune tous les individus qui peuvent s'y présenter, nous courrons un grand risque, messieurs, celui du rejet de la constitution. Le peuple était mûr pour une république, mais, à mon avis, il ne l'est point encore pour goûter toutes les formes républicaines dans leur plus haut degré; on parle d'établir des municipalités, cela peut convenir dans certains endroits, et si leurs voisins en découvrent les heureux avantages, ils ne tarderont pas à les imiter. On a in-



voqué le système français , mais le peuple français est-il plus heureux que le peuple suisse, que le peuple neuchâtelois ? je ne le crois pas , messieurs. Convaincu donc que nous devons travailler à procurer le bonheur du peuple en général et celui de chaque cercle que nous représentons en particulier, je vote et voterai le premier paragraphe de cet article, réservant de me joindre à telle proposition qui pourrait être faite quant au second. »

M. A. *Lesquereux* retire son amendement pour se joindre à celui de M. *Steck*.

Votation sur la première partie de l'article. Amendement de M. *Montandon*, proposant de remplacer le mot de *redevances* par celui d'impositions.

Cet amendement est rejeté.

M. *Nicolet* retire son amendement.

Amendement de M. *W. Favre*, proposant que les Neuchâtelois ne paient plus de droit d'habitation. Il est rejeté.

L'amendement de M. *Steck* sur la seconde partie de l'article est adopté.

La rédaction définitive de l'article 15 est de la teneur suivante :

ART. 15.

« Le droit de libre établissement et industrie dans tout le pays est garanti à tous les Neuchâtelois , en se conformant aux lois de police relatives à l'exercice de certaines professions et en satisfaisant aux redevances communales.

» Tout Suisse pourra jouir des mêmes droits , s'il offre des garanties nécessaires , lesquelles seront fixées par la loi. »

ART. 16.

« Tous les citoyens contribuent indistinctement aux charges de l'état , dans la proportion de leur fortune et de leurs res-



*sources. Il sera pourvu par une loi à l'abolition des anciennes redevances féodales, à des conditions propres à ménager les intérêts de l'état et surtout ceux des particuliers, afin d'opérer une équitable répartition des charges publiques.*

M. *Steck*, considérant qu'il est de toute justice que l'impôt atteigne non-seulement tous les citoyens, mais toutes les personnes qui habitent le canton, de même que les corporations, qui sont des personnes morales, propose l'amendement suivant à la première partie de l'article :

« Toutes les personnes domiciliées dans le canton, toutes celles qui y possèdent un bien fonds quelconque, les corporations, pour la portion de leurs revenus qui n'est pas affectée à des établissements d'utilité publique, à des institutions de bienfaisance, contribuent indistinctement aux charges de l'état, dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources. »

M. *Piaget* aurait une objection à faire à cet amendement, c'est qu'en règle générale le revenu des corporations n'est autre chose qu'un impôt qui a une destination d'utilité, qui sert aux charges publiques; de sorte que, d'après l'amendement de M. *Steck*, les charges publiques contribueraient aux charges publiques.

M. *Ch. Calame* se contenterait de la modification suivante : « Tous les citoyens et habitants du canton, » etc.

M. *Steck* n'a pas entendu imposer la fortune des corporations, en tant qu'elle est consacrée aux charges publiques, mais si les corporations ont en outre un excédant de fortune capitalisée, pourquoi ne seraient-elles pas imposées pour cette partie de leur fortune?

M. *d'Ivernois*. Si l'on se contentait de modifier l'article en ces termes : « Tous les citoyens et habitants du canton, » les biens que des étrangers possèdent dans le pays échapperaient à l'impôt. Il propose de renvoyer l'article avec les



amendements proposés à la commission préconsultative, qui en donnerait son préavis dans une prochaine séance.

M. A. Girard désirerait une rédaction générale dans le sens de l'amendement de M. Steck, établissant que toute la fortune du canton qui n'est pas attribuée aux charges publiques, soit soumise à l'impôt.

M. Ed. Perrochet s'oppose à l'amendement de M. Steck par une considération, majeure à ses yeux : c'est que certaines corporations ont des fonds de famille qui sont inattaquables pour l'impôt.

M. Grandpierre. Nous avons des corporations qui n'ont d'autre but que l'amusement, et qui toutefois possèdent des propriétés ; pourquoi ne pas les imposer ? pourquoi ne pas imposer les caisses de familles, fondations aristocratiques sans but d'utilité publique.

M. Piaget. Les caisses de famille ne sont pas des corporations. La loi serait bien embarrassée de les atteindre. En tout cas, la constitution ne peut ni ne doit tout prévoir, tout régler ; il faut laisser à la loi les choses qui sont du domaine de la loi.

M. Landry entame la discussion de la seconde partie de l'article, en rappelant que la commune de Cornaux et d'autres demandent que la dime et les cens soient abolis sans rachat.

M. P. Droz. Il serait bon que la constitution fût plus expresse à l'égard des redevances féodales. Pour cette raison il voudrait que la seconde partie de l'article fût aussi renvoyée à la commission.

M. Piaget. La commission s'en est occupée sous ce point de vue, et elle a trouvé qu'il serait impossible de déterminer les lois à présenter sur ce sujet. C'est au grand-conseil à régler son travail ; on ne sait combien de temps il lui faudra pour les travaux préliminaires aux décisions qu'il prendra sur le rachat des dîmes.



M. A. Girard. Pour répondre aux prétentions des communes du vignoble, il s'agit d'examiner la question de l'origine de la dîme. Dans les temps féodaux, il s'est établi un droit de propriété que l'on peut contester en principe, mais qui n'en a pas moins été reconnu jusqu'à nos jours, c'est le droit que se sont attribué les seigneurs sur la possession territoriale. Le seigneur, envisageant le sol conquis comme sa propriété, l'a donné à défricher, à condition qu'on lui réservât la dixième ou la onzième partie du produit, c'est dire, en d'autres termes, que le seigneur a fait cession des dix-onzièmes du sol, et s'en est réservé une onzième pour sa part. Les propriétaires actuels sujets à la dîme ne sont donc propriétaires que des dix-onzièmes de leur propriété; pour devenir propriétaires du tout, il faut qu'ils rachètent la onzième partie qui leur manque. Il est d'autant plus nécessaire qu'ils en passent par le rachat, que tout autre mode serait impraticable. Beaucoup de nos concitoyens se sont déjà rachetés à grands frais de la dîme; il ne serait pas équitable d'accorder à d'autres la faveur de s'affranchir sans rachat, à moins que l'on ne remboursât aux premiers les sommes que leur a coûtées le rachat. Pour cela, il faudrait que l'état eût un trésor à sa disposition, mais comme ce n'est pas le cas, il n'y a d'autre parti à adopter que le rachat; seulement ce rachat s'effectuera au taux le plus favorable possible pour les particuliers. Ceux-ci ne seront point lésés en payant ensuite un impôt sur leur fortune, car après s'être rachetés de la dîme, ils seront devenus propriétaires de quelque chose de plus, leur fortune financière se sera augmentée d'un dixième ou d'un onzième.

M. Ch. Calame, demandant une explication sur la signification du mot *ressource*, M. Piaget répond qu'il y a des personnes qui ont un bien acquis, d'autres qui vivent de leur travail, par exemple un médecin, qui, sans fortune ac-



quise, se ferait toutefois, par son travail, un revenu de 8, 10, 15,000 francs par an. Ce sont les personnes de cette dernière catégorie qui sont atteintes par l'expression de *ressource*.

M. Gretillat. « *Tous les citoyens contribuent indistinctement aux charges de l'état, dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources.* » Il est fâcheux que l'on doive exprimer au présent ce qui ne se réalisera que dans un temps plus ou moins éloigné, mais dont le terme peut être prochain si le peuple neuchâtelois, par sa loyauté, par son amour bien entendu de l'égalité des droits de tous, prête un concours généreux dans le changement qui doit s'opérer, en remplaçant toutes les redevances féodales par une contribution des citoyens dans la proportion de leurs ressources.

Il est certain que ce changement procurera bien des difficultés aux législateurs qui devront le faire, si les citoyens qui y sont intéressés n'y veulent voir que leur commune, leur champ et leur maison, au lieu de l'intérêt général. Combien de concessions, d'appréciations ne faudra-t-il pas faire, ensuite des différentes redevances dont le sol neuchâtelois est grevé?

Est-il rien de plus diversifié, on pourrait presque dire rien de plus pittoresque, en matière de redevances, que la dîme des vignes, les *moiteresses* et les *tierces*, si toutes ne sont pas rachetées, comme il y en a dans le territoire du Landeron, de Thielle, de Boudry, de Neuchâtel, de la Côte et de Colombier; dans certains vignobles la dîme prend une gerle sur onze, ou une sur quatorze; dans d'autres il en est prélevé une sur dix-sept; il y en a qui n'en donnent que une sur trente-quatre; et par-ci par-là des vignes franches de ces redevances.

La dîme des champs ne présente pas moins de complications; les uns paient en nature, d'autres en argent, d'autres



sont francs ; les uns paient à l'état, d'autres à des communes ou corporations et d'autres à des particuliers. Les vignes devant la dîme la paient toutes les années, les champs ne doivent cette redevance que pour les céréales. Les champs et les vignes sont pour une partie chargés du cens-foncier, les uns en sont affranchis depuis un temps immémorial, d'autres le sont depuis peu d'années. A la vue de ce labyrinthe dont je viens de tracer les contours les plus saillants, on se demande comment une telle diversité a pu s'établir, comment elle s'est maintenue et comment on en sortira ?

Ces charges ont pris naissance dans la féodalité, et la féodalité trouve son origine dans la cession que les conquérants et les grands seigneurs faisaient d'une portion de terrain à leurs sujets, qui devaient, en retour, leur payer une somme annuellement pour ces concessions. L'église ayant empiété sur l'état, la féodalité et l'aristocratie sur le droit public, les dîmes et les cens ont dû subir différentes modifications, selon le plus ou le moins d'humanité que les possesseurs mettaient à exercer leurs droits, ou selon que les serfs ont travaillé à leur affranchissement.

Actuellement les droits féodaux sont opposés aux principes sur lesquels nos nouvelles institutions politiques vont être établies ; c'est-à-dire la souveraineté du peuple. Les charges publiques de l'état reposaient sur les dîmes et les cens, maintenant que l'ordre social paraît se renouveler, le système financier de l'état et de l'église doit aussi subir un changement : les droits féodaux doivent être remplacés par une répartition plus équitable de ces mêmes charges publiques.

En conséquence, l'état abandonnera-t-il gratuitement à ceux qui les doivent toutes ces redevances ? ou bien en rendra-t-il le rachat obligatoire dans un temps et sous des conditions que la loi déterminera ? Je m'arrête à cette der-



nière idée, et je dis que les dîmes et les cens-fonciers doivent être rachetés, mais à un taux modéré.

Dans l'origine, les vassaux ont reçu des terres dont ils n'ont pas payé la valeur capitale, ils ont été astreints à payer la dîme et le cens-foncier à titre de bail ou d'intérêt; ces biens sont parvenus aux successeurs actuels avec toutes les redevances dont ils sont grevés; ensorte qu'on ne peut considérer les propriétaires de ces fonds que comme des débiteurs devant à l'état le capital dont les dîmes et les cens équivalent à l'intérêt.

D'ailleurs, si ces biens étaient libres de toutes charges, celui qui en fait l'acquisition aurait à payer un prix proportionnel à l'affranchissement de son acquisition; ensorte que le capital payé pour le rachat se trouvera compensé par l'augmentation de valeur qui sera attribuée au sol ensuite du rachat qui en sera fait. Mais comment se fera ce rachat? L'art. 18 du projet de constitution, nous dit « que ce sera » à des conditions propres à ménager les intérêts de l'état et » surtout ceux des particuliers; » il est évident que la constitution ne peut pas renfermer le détail des moyens à employer pour régulariser cette importante affaire; il y aura des calculs minutieux sur ce sujet; une loi spéciale et étendue réglera le mode du rachat; toutes choses qui ne peuvent être données dans la constitution. Celle-ci pose en principe l'abolition des redevances féodales; ce principe y est exprimé d'une manière claire et positive, c'est tout ce qu'elle pouvait contenir; en voulant poser des règles, on courrait le risque de nuire à ceux qui sont le plus intéressés dans cette affaire; il faut que le législateur ait toute latitude possible en faisant la loi, et qu'il ne se trouve pas en hostilité avec les règles que la constitution aurait données par anticipation; il faut que les intéressés à ce rachat aient confiance dans le grand-conseil qui sera nommé pour rempla-



cer la constituante. Ce grand-conseil législatif, appelé à faire une loi sur le rachat des dîmes et cens-fonciers, partira d'un autre point de vue que celui que nous pourrions fixer, pour arriver au même but et d'une manière plus favorable : tâchons de ne pas lui susciter des embarras et de ne pas fausser sa position en posant dès-à-présent une partie de la loi qu'il ne nous appartient pas de faire. Ayons confiance dans la loyauté de tous les citoyens neuchâtelais, remettons chaque jour en son temps; quant à moi, je vote l'article tel qu'il est.

M. *Steck* entre dans divers détails sur le taux auquel certains états voisins ont liquidé le rachat des dîmes. Notre pays, ajoute-t-il, est une telle mosaïque en fait de redevances féodales, qu'il faudra bien six mois de travaux préliminaires avant que l'on puisse fixer le taux du rachat. L'orateur propose d'en renvoyer le chiffre au grand-conseil, et d'adopter la seconde partie de l'article sans y rien ajouter.

M. *Ch. Calame* ayant retiré son amendement, celui de M. *Steck* est mis aux voix et adopté.

L'amendement de M. d'*Ivernois* est aussi adopté, dans ce sens que l'art. 16, modifié par M. *Steck*, ne sera renvoyé à la commission préconsultative que pour qu'elle en revoie la rédaction.

La séance est levée à midi.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD.

Les secrétaires : { AIMÉ HUMBERT.  
GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA**  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**DOUZIÈME SÉANCE,**

*Mercredi 19 avril 1848.*

(Séance de l'après-midi.)

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

La séance est ouverte à 2 heures.

Reprise de la discussion sur l'art. 16 du projet de Constitution.

M. *Ruedin* prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs !

La question qui nous occupe actuellement est incontestablement celle qui intéresse au plus haut degré les populations agricoles, car toutes sont appelées plus ou moins à payer les dîmes soit en vin, soit en grain.



Elles n'ignorent pas que le moment est arrivé de se débarrasser de ses redevances féodales. Au moment de la révolution, elles s'attendaient qu'elles seraient abolies purement et simplement, et c'est dans ce sens qu'elles ont exprimé leurs vœux dans les pétitions qu'elles ont eu l'honneur de vous présenter.

M. le Président et Messieurs, je proposerais de scinder l'article.

Je comprends que les redevances ne peuvent pas être abolies sans rachat; il importerait que les populations en connussent le taux, au moment que la constitution leur sera présentée: c'est la connaissance de ce taux qui influera sur l'acceptation, ou le rejet. On a dit que les populations devaient avoir confiance au Grand-Conseil pour en régler le taux; je partage cette opinion, mais qui vous dira que les populations voudront avoir cette confiance? Il y a trop de vague dans l'article de la Constitution, par le renvoi de cette affaire au Grand-Conseil, elles peuvent être traitées défavorablement.

Il y a tout à craindre pour elles; j'ai entendu hors de cette enceinte parler de trois écus par ouvrier de vigne qu'un propriétaire paierait pour un ouvrier dîmable à la 17. Il faudrait donc qu'un particulier qui possède des vignes dîmables à la 11, payât environ cinq gros écus. Il en résulterait que la juridiction du Landeron, où l'on compte environ 6000 ouvriers de vignes rapporterait à l'Etat une somme de 7500 louis, somme énorme. Maintenant il y a encore les champs qui sont dîmables, les cens fonciers qu'il faudrait encore racheter, et outre cela leurs terres se trouveraient encore grevées de l'impôt foncier.

Dans cet état de choses les propriétaires de cette juridiction s'endetteraient tellement que le rachat à un pareil taux entraînerait leur gêne et leur ruine; et leur position serait pire que la première. Il me paraît donc de toute nécessité, que la Constituante s'occupe de cette affaire et fixe elle-même le taux du rachat et pour les vignes et pour les champs, et cela afin que les propriétaires appelés à voter la Constitution connaissent le taux, qu'ils ne soient pas dans l'incertitude, et sachent clairement ce qu'ils auront à payer pour le rachat des dîmes; autrement il y a tout à craindre que la Constitution ne soit complètement rejetée dans les localités du pays où les terres sont soumises à cette redevance.

M. *Gretillat* voit avec plaisir que l'honorable préopinant reconnaît que le rachat est nécessaire, mais il estime qu'il



est presque impossible d'en fixer le taux, parce qu'il faudra pour cela avoir égard à la position de fortune de l'état, qui maintenant n'est pas connue, et il recommande en terminant l'acceptation de l'article tel qu'il est présenté par la commission.

M. *Georges DuBois* accepte pleinement ce que M. *Gretillat* vient de dire; mais, MM., je vous en conjure, dit-il, ne faisons pas de l'émancipation de notre pays une question de marchand; d'ailleurs, il est certain que la valeur des propriétés était en raison des charges dont elles étaient grevées.

M. *Renaud* estime que l'Assemblée constituante ne peut empiéter sur l'œuvre du pouvoir législatif. Il voudrait voir plus de générosité dans certaines populations du pays. La commune de Rochefort, dont il est le représentant, a racheté plusieurs cens et redevances, et ne fait pour cela aucune réclamation.

M. *Leuba* prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs,

L'état est dans l'impossibilité d'accéder à l'exigence des demandes des pétitions de la partie du pays en bise de Neuchâtel tendant à l'abolition des cens et dîmes sans rachat; et comme il a été dit ce matin, grand nombre de communes en général ont opéré leur rachat en cens foncier et autres, à un taux modéré, quelques-unes pour ce qui concerne la dîme, d'autres cherchaient les moyens d'y parvenir. Je ne pense point qu'il soit dans les vues générales de nos propriétaires d'affranchir leurs terrains grevés par les impositions dont ils étaient chargés quand ils en ont fait l'acquisition, sans une équitable indemnité. De plus, si ma mémoire me sert bien, je crois me rappeler que les Communes qui aujourd'hui demandent l'affranchissement des impôts dont leurs terrains sont débitables, n'ont été une recette de l'état de Neuchâtel que depuis un certain nombre d'années, et que spécialement la dîme était perçue antérieurement par l'Abbaye de Saint-Jean, plus tard par la ville de Berne, de qui notre Gou-



vernement l'aurait acquise pour une somme assez considérable.

J'espère que le futur Grand-Conseil accordera toutes facilités aux propriétaires pour le rachat, et à un prix très-modéré, mais il y aurait inconséquence à se faire affranchir sans y contribuer pour une valeur à régler.

Si, d'un autre côté, on veut affranchir aujourd'hui ceux qui sont redevables envers l'Etat, il faudra rembourser à ceux qui viennent de faire les rachats, les sommes qu'ils ont versées à la caisse de l'Etat, et augmenter de beaucoup l'énorme dette dont nous sommes déjà accablés en changeant pour cela le système d'imposition complet, ce qui ferait beaucoup de mécontents. C'est par ces considérations que je voterai le dernier paragraphe de l'article 18.

M. *Züerbühler* donne pour exemple la conduite noble et généreuse des populations des montagnes, qui ont pris l'initiative de la révolution, bien qu'avec la conviction qu'elles seraient plus imposées que par le passé, et ainsi sont allées au devant de l'impôt, lequel sera, dit-il, accepté avec joie.

M. *Georges Bonjour* prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs,

Si les populations agricoles ont salué avec acclamations la république, ce n'est pas seulement qu'elles vissent dans les intérêts politiques un avenir de bonheur et de prospérité. C'était là pour eux le moindre des avantages; ce qui seul attirait leurs regards, c'étaient les intérêts matériels et surtout le principe d'égalité aux charges de l'état entre tous les citoyens. Il ne s'agit maintenant plus, comme le fait l'article 16 du projet de Constitution, de laisser ce principe d'égalité dans une espèce d'éventualité, en le renvoyant à la loi; il faut dès-maintenant lui donner une réalité en statuant constitutionnellement l'abolition des redevances féodales.

Les populations agricoles attendent cela de nous avec impatience, Monsieur le Président et Messieurs. Elles ne seront satisfaites et n'accepteront la Constitution, j'en ai l'intime conviction (cette conviction est appuyée des pétitions du Landeron, de Cressier, de Cornaux et de Saint-Blaise,) qu'autant qu'elles verront le sol de la patrie déblayé de ces odieuses et dégoûtantes redevances.



M. *Jâmes Clottu* voudrait que l'assemblée fixât le temps de l'abolition, et appuie la proposition de M. Bonjour.

M. *Grandpierre*. Le Val-de-Travers est dans une position impartiale, étant moitié agricole, moitié industriel. L'orateur voit avec peine que le vignoble mette l'acceptation de la Constitution à prix, et insiste auprès des députés de ces populations pour qu'ils adoptent l'article tel quel, vu qu'il leur est favorable.

M. *Pettavel*, député de Boudry. Les mandataires du peuple ne doivent avoir en vue que le bien général du pays, et au nom de la localité qu'il représente, il reconnaît que le rachat est un sacrifice nécessaire, et il le fait avec joie sur l'autel de la patrie.

M. *Steck* est aussi député du vignoble, et si ses commettans avaient fait de notre émancipation une question d'écus, il aurait refusé d'être leur représentant.

M. *Jâmes Clottu* réclame contre une expression qu'on lui attribue et qu'il réfute, car il n'a jamais entendu que les dîmes, cens, etc., soient abolis sans rachat.

M. *Piaget* est choqué de la tendance des opinions; il semble que l'on veuille faire dépendre l'acceptation de la Constitution de tel ou tel article. Il rappelle que nous sommes les représentans du peuple, et que si la Constitution était rejetée, cela prolongerait le provisoire, qui n'a que trop duré. Il s'aperçoit avec peine que nous retombons en plein moyen-âge, sur lequel on a tant crié. Cela lui rappelle un fait historique français; certain roi, entendant toujours répéter vive Armagnac! vive Bourgogne! s'écriait : n'entendrai-je jamais dire : vive la France!

M. *Georges DuBois* craint que ce malheureux esprit de clocher ne nous fasse tomber dans l'anarchie, et dans ce cas une intervention fédérale, en ruinant les communes, les punirait cruellement de leur égoïsme.



M. *A. Girard* rappelle à l'assemblée que l'on n'est républicain qu'à la condition de se soumettre à la majorité.

M. *Ruedin* croit que les députés de la partie en bise de Neuchâtel ont été mal compris ; ils veulent aussi le rachat ; seulement ils voudraient que le taux en fût fixé par la Constituante, et ils ne voient pas que cela puisse donner lieu à l'agitation qui se manifeste dans l'assemblée.

M. *Steck* propose un amendement qui consiste dans cette adjonction :

« Il sera pourvu par une loi , et dans le plus bref délai , à l'abolition , etc. »

L'amendement de M. Bonjour est rejeté.

La seconde partie de l'art. 16 , amendé par M. Steck , est adoptée à l'unanimité.

Cet article est donc de la teneur suivante :

ART. 16. « Tous les citoyens contribuent indistinctement aux charges de l'état , dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources. Il sera pourvu par une loi , et dans le plus bref délai à l'abolition des anciennes redevances féodales , à des conditions propres à ménager les intérêts de l'état , et surtout ceux des particuliers , afin d'opérer une équitable répartition des charges publiques. »

ARTICLE 17 (art. 13 du projet).

*Tout citoyen neuchâtelois, tout citoyen suisse habitant le territoire neuchâtelois, doit le service militaire dans les limites déterminées par la loi.*

M. *Steck*. Il s'entend de soi-même que les fonctionnaires ne sont pas compris dans cette mesure générale.

M. *A. Girard*. Il est du domaine de la loi de régler les exemptions, mais je voudrais que l'on obligeât tout Suisse à servir sa patrie selon ses forces. On cherche à se soustraire aux charges militaires , et surtout aux grades ; je voudrais



que l'on ne tînt plus compte de la plupart des motifs d'exemption ou de congé. Il est à regretter qu'en temps ordinaire il n'y ait pas plus de patriotisme, et je propose l'adjonction de ces mots : « doit servir sa patrie selon ses forces. »

M. G. *DuBois* rend pleine justice aux intentions patriotiques du préopinant, mais il fait observer que tout en admettant les principes de M. Girard, il appartient à la loi de régler cet objet.

M. *David Perret* appuie l'opinion de M. le député Girard.

M. *Steck* réfute les paroles de M. le commandant Girard, et démontre que l'on doit s'en remettre à la loi.

M. *Girard*. La loi n'a jamais pu forcer les militaires à remplir les fonctions dont ils avaient été reconnus capables. Il en parle par expérience. Il ne comprend pas comment on ne pourrait pas faire entrer sa proposition dans la Constitution, et rappelle les paroles de M. le colonel Zimmerli, qui demandait ce que lui-même voudrait aujourd'hui.

M. *DuBois*. Il est relativement mauvais de vouloir empiéter sur les fonctions législatives.

L'amendement de M. Girard est rejeté.

L'article 17 est adopté sans changement.

#### ARTICLE 18 (art. 14 du projet).

*Il ne pourra être conclu de capitulation militaire avec aucune puissance étrangère.*

Cet article est adopté sans discussion.

#### FORME DU GOUVERNEMENT.

#### ARTICLE 19.

*Le peuple exerce la souveraineté par le concours de trois pouvoirs distincts et séparés :*

*Le pouvoir législatif,*



*Le pouvoir exécutif et administratif,*

*Le pouvoir judiciaire,*

*M. William Favre* prononce le discours suivant :

Monsieur le Président et Messieurs,

Il me semble qu'il y a une lacune dans le projet de Constitution relativement à l'exercice du droit de souveraineté par le peuple.

Je ne comprends cette souveraineté que pratiquée directement, et non point par l'intermédiaire du Grand-Conseil ; je ne comprends également la séparation des pouvoirs, que dégagés de toute alliance quelconque.

D'une part, vous posez le principe excellent de la séparation des pouvoirs, et d'autre part, en donnant au Grand-Conseil le droit d'élire le Conseil-d'Etat, vous éliminez le peuple, et établissez une affinité anti-démocratique entre les deux premiers pouvoirs, affinité qui détruit ou fausse le principe en lui-même, et enlève au peuple son droit direct de souveraineté. Prenez-y garde, Messieurs ! nous serions en contradiction avec nous-mêmes ; faisons une œuvre complète et non bâtarde ; entrons franchement dans la voie du progrès en consultant ce qu'il y a de plus avancé autour de nous, sans nous arrêter à de puériles considérations ; soyons les ouvriers de l'avenir, et non les hommes bornés du statu-quo.

Mais je le sais : on m'objectera les difficultés !..... Les difficultés, Messieurs, c'est, avec le mot *impossible*, ce qu'on jette toujours à la face de ceux qui désireraient entrer franchement dans le chemin des améliorations. Sans doute que la nomination du Conseil d'état par le peuple, offre quelques difficultés, mais elle n'est pas impossible ; elle est d'autant moins impossible que, dernièrement encore, nous avons vu les heureux résultats de ce mode d'élection consacré et mis en pratique par la vieille et belle république de Genève.

Non, Messieurs, en dehors d'un Conseil général, que j'appellerais plus volontiers *Conseil souverain*, parce qu'il est l'expression directe, manifeste du peuple exerçant sa souveraineté ; en dehors de ce Conseil, dis-je, il ne peut y avoir de démocratie pure, et en son absence, la séparation des pouvoirs qu'on semble vouloir introduire dans notre Constitution, n'est, selon moi, qu'un leurre.

Ne dites donc pas, Messieurs, que les pouvoirs sont distincts



et séparés ; c'est jeter de la poudre aux yeux du peuple, car le fait est contestable, et je le conteste.

Admettez le principe sans restriction, et posez-en les bases pures et simples, telles qu'elles sont posées dans la Constitution de Genève. M'objecterez-vous encore l'impossibilité de réunir le pays en un seul collège électoral?.. Je vous ferai remarquer, Messieurs, que les réunions de ce genre ne sont pas une nouveauté chez nous. Nos assemblées de bourgeois à Valangin, quoique dans une sphère plus petite, n'étendaient pas moins leurs ramifications sur tout le canton, de telle sorte que l'on voyait, ces jours-là, nos bons bourgeois accourir avec joie, de toutes les parties du pays, au lieu du rendez-vous : cela ne souffre aucune difficulté.

Je ne sais pas au juste depuis quelle époque existe chez nous cette institution toute démocratique des bourgeoisies ; je sais seulement qu'en France, les bourgeois n'ont compté pour quelque chose dans la balance sociale, que depuis le 11<sup>e</sup> siècle, lors de la formation des communes.

Messieurs, reportez-vous à cette époque du moyen-âge où tout était si peu compact, si morcelé, où tant de villes vivaient isolées les unes des autres, où les coutumes surtout étaient si diverses, où la féodalité enfin existait avec tous ses privilèges, pour ne pas dire plus.... et demandez-vous quelles sont les difficultés que nos pères n'ont pas dû rencontrer pour faire prévaloir leurs droits, et créer ces assemblées de bourgeoisie, assemblées que cependant nous formons aujourd'hui avec tant d'aisance et de facilité ! Alors ils eurent aussi des timides qui, sans doute, criaient aussi : *C'est impossible !*... — et néanmoins les choses se firent.

Eh bien ! Messieurs, pourquoi n'en serait-il pas de même à l'égard d'un Conseil souverain ? pourquoi n'opposerions-nous pas aux obstacles, nos convictions, le droit du peuple, notre concours pour une institution que nous reconnaissons bonne et utile. Quant à moi, je ne vois aucune difficulté à vaincre, si ce n'est le préjugé, l'éternel préjugé qui sera longtemps encore une entrave à tout ce qui aura le titre de nouveauté... Mais cet obstacle est-il insurmontable ? — Je ne le pense pas. C'est pourquoi je termine en demandant à cette honorable assemblée l'introduction d'un nouveau titre dans la Constitution, concernant l'institution d'un Conseil souverain.

*M. Piaget.* Les idées émises par l'honorable préopinant sont théoriquement justes, mais impraticables chez nous.



Choisir 7 personnes est déjà difficile. — Autre considération : il faut 7 personnes qui aient des capacités spéciales pour former un tout homogène, et si elles étaient nommées par un Conseil Général il arriverait sans doute que par leurs diverses manières de voir, elles ne pourraient pas siéger ensemble.

*M. DuBois.* Il y a un inconvénient immense à ce mode. Le Grand-Conseil peut se trouver en désaccord complet avec le pouvoir exécutif nommé directement par le peuple, et par conséquent ce dernier serait dans l'impossibilité de fonctionner, vu qu'il n'agit que par les ordres du Grand-Conseil.

La proposition de M. Favre n'étant pas appuyée, n'est pas prise en considération, et l'article 19 est adopté.

#### ARTICLE 20.

*Aucune fonction publique ne peut être conférée à vie ; mais tout fonctionnaire est susceptible d'être réélu ou confirmé dans ses fonctions.*

*M. Bonjour* l'amende en y ajoutant : « à l'exception des ecclésiastiques. »

*M. Piaget.* Il ne s'agit pas d'ecclésiastiques ; mais cependant si un prêtre suscitait des désagréments au pouvoir ou menaçait la sûreté de l'état, celui-ci aurait le droit de le renvoyer.

*M. Bonjour* ne reconnaît de chefs ecclésiastiques que les évêques, qui reçoivent leurs pouvoirs du St.-Père, et l'état de Neuchâtel, en brisant cette autorité, se mettra en conflit avec l'Eglise, et peut-être avec la cour de Rome.

*M. Piaget* fait observer que rien n'est changé dans la Constitution nouvelle, et que l'ancienne charte était conçue dans les mêmes termes.

*M. Ruedin* fait observer que lorsqu'un curé est nommé,



il l'est à vie, et ne peut être destitué d'après le rit catholique.

*M. Zuberbuhler* demande aux députés de Cressier et du Landeron si dans le passé ils avaient à se plaindre ; il croit que non. Eh bien, dit-il, on ne fait dans cet article que consacrer ce qui existe ; l'état pouvant destituer un ministre protestant, pourquoi ne pourrait-il pas destituer un prêtre catholique ?

*M. Piaget* lit le texte de la charte de 1814, et démontre que les droits que cette charte accordait sont pleinement maintenus par l'art. 20.

*M. Bonjour* reconnaît avoir mal compris cet article ; il croyait que le clergé catholique devait être remplacé ou conservé tous les 4 ans ; mais les avantages dont les curés jouissaient avant la révolution leur sont conservés, il se déclare satisfait.

L'article 20 est adopté.

#### ARTICLE 21.

*Aucun fonctionnaire ne peut accepter de titres, pensions, présents, décorations et fonctions d'une puissance étrangère, sans l'autorisation du pouvoir législatif, à peine de déchéance.*

Cet article est adopté.

#### ARTICLE 22.

*La loi règle les incompatibilités non prévues par la Constitution, et détermine les degrés de parenté qui ne permettent point de siéger ensemble dans le même corps.*

Cet article est adopté.

#### DU GRAND-CONSEIL.

#### ARTICLE 23.

*Le pouvoir législatif est exercé par un Grand-Conseil composé de députés élus directement par le peuple, dans*



*la proportion de 1 député pour 1000 âmes de population, Toute fraction au-dessus de 500 comptera pour 1000.*

*Célestin Nicolet* trouve que cet article est en contradiction avec un article transitoire qui fait de l'Assemblée constituante le premier Grand-Conseil, et demande que le nombre de députés soit comme ci devant de un sur 500 âmes et non sur 1000.

*M. Piaget* fait observer que l'on ne peut changer un article de la Constitution en vue d'un article transitoire.

*M. Nicolet* retire son amendement.

*M. Grandpierre* le reprend par d'autres considérations. La représentation sous la république ne peut être moindre que sous la monarchie.

*M. Piaget.* Si l'article 29 est adopté, et l'amendement de *M. Grandpierre* voté, nous arriverons au chiffre de 120 députés et même plus, ce qui certainement est trop élevé.

*M. Th. Calame* demande un terme moyen.

*M. Piaget* désirerait connaître au juste le chiffre demandé par *M. Calame* pour en pouvoir calculer les résultats. Il fait observer que la proposition de 1 député pour 1000 âmes enverrait 70 députés au Grand-Conseil.

*M. Ls. Humbert-Prince.* Il conviendrait d'attendre de se prononcer sur cet article après la votation de l'art. 9. Car si ce dernier ne passait pas, les Suisses n'ayant pas de droits politiques, le nombre des électeurs serait restreint.

L'Assemblée renvoie la votation de l'art. 23 après celle de l'art. 29.

#### ARTICLE 24.

*Ces députés sont élus pour 4 ans, et rééligibles. Leurs fonctions ne cessent cependant qu'au moment où la nouvelle législature a été élue.*

Cet article est adopté.



ARTICLE 25.

*Les députés représentent le canton et non la localité qui les a nommés. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.*

Cet article est adopté.

ARTICLE 26.

*Tout siège au Grand-Conseil devenu vacant doit être immédiatement repourvu.*

Cet article est adopté.

ARTICLE 27.

*Aucun membre du Grand-Conseil ne peut être recherché pour les opinions émises dans l'assemblée. Il n'en est responsable que vis-à-vis de ce corps.*

Cet article est adopté.

ARTICLE 28.

*Pendant les sessions du Grand-Conseil aucun de ses membres ne peut être arrêté ou soumis à une enquête criminelle, hors le cas de flagrant délit, sans l'autorisation du Conseil.*

Cet article est adopté.

ARTICLE 29.

*Tous les citoyens neuchâtelois âgés de 20 ans révolus ; tous les Suisses de même âge, domiciliés depuis 2 ans dans le pays, et qui appartiennent à un canton accordant la réciprocité, sont électeurs. Ils exercent leurs droits dans le district électoral où se trouve leur domicile.*

M. Lesquereux, pour être logique avec les idées qu'il a émises lors de la discussion de l'art. 15, propose d'accorder des droits politiques à tous les Suisses, quand bien même ils n'appartiendraient pas à un canton accordant réciprocité. Il fait observer que tous les Suisses étant appelés indistincte-



ment à verser leur sang pour la patrie, il est logique que tous aient égalité de droits. Il propose le retranchement de ces mots : *Accordant la réciprocité*.

M. *Steck*. Personne plus que lui ne voudrait les recevoir sans restriction, mais il soumet l'observation suivante à l'assemblée : les Suisses qui habitent les montagnes sont libéraux, et ceux qui résident dans le vignoble sont presque tous royalistes ; or il peut arriver que par l'adoption de cet article, les élections de certains collèges soient faussées.

M. *Humbert* votera le maintien de l'article tel quel. — Qu'il y ait des Suisses qui votent dans le bas avec les conservateurs ou avec les libéraux dans les montagnes, là n'est pas la question, car dès l'instant que nous sommes tous Suisses, il faut nécessairement accorder des droits politiques aux Suisses dans les limites de l'art. 29.

M. *Th. Calame* appuie les observations du préopinant, mais se joint à l'amendement de M. Lesquereux.

M. *d'Ivernois*. Toutes les fois qu'il y a un certain nombre de pétitions renvoyées à une commission, elle doit en faire rapport lors de la discussion d'un article qui s'y rapporte ; conséquemment il demande le renvoi jusqu'au moment où un rapport sera fait sur celles qui réclament à ce sujet.

M. *Gretillat*. Tous les hommes ont besoin les uns des autres ; s'il faut renvoyer les étrangers, par qui les remplacerons-nous, surtout s'ils sont Suisses ? Il admet volontiers que tous les Suisses indistinctement puissent voter, car il croit que le petit nombre de ceux qui appartiennent à des cantons n'accordant pas réciprocité et habitant le pays, ne justifie pas suffisamment une exclusion.

M. *Landry*. La commission des pétitions n'en a pas un grand nombre traitant cette affaire, et elles sont loin de formuler les mêmes demandes. Auvernier, Peseux et Colombier protestent contre l'admission de cet article. La Chaux-



de-Fonds, le Locle et le Val-de-Travers réclament cette disposition. Quant à lui, tout en partageant l'opinion de M. Lesquereux, il croit qu'il n'est pas prudent de changer l'article proposé.

M. *d'Ivernois*. On ne se fait pas une idée juste de la position des Suisses habitant le vignoble; ce sont tous des ouvriers, qui pourraient être influencés par ceux qui les occupent. Les grands propriétaires les feront toujours voter comme ils voudront.

M. *Grandpierre* amende la dernière partie de l'article par ces mots: « Tous les Suisses qui sont établis dans le canton, etc. »

M. *G. DuBois*. Ce que vient de dire M. d'Ivernois est surtout relatif aux Suisses résidant dans le bas; mais dans les montagnes il en est autrement; nous avons beaucoup de bons ouvriers, de chefs de maisons de commerce auxquels il nous est impossible de refuser le droit de voter.

M. *Perrochet* voudrait remplacer le terme de deux ans par la désignation suivante: « Tous ceux qui sont feu tenant. »

M. *d'Ivernois* combat cet amendement.

M. *Grandjean* partage les sympathies de M. Lesquereux, mais, vu la gravité du cas, il demande l'appel nominal.

M. *Eug. Huguenin* propose de renvoyer à demain la votation sur cet article.

Tous les amendements sont successivement rejetés, et le renvoi à demain est voté à une immense majorité.

#### ARTICLE 30.

*Tout citoyen neuchâtelois âgé de 25 ans révolus, et domicilié dans le canton, est éligible.*

Cet article est adopté après une discussion sans importance.



ARTICLE 31.

*Ceux qui exercent des droits politiques hors du canton, ceux qui sont au service d'une puissance étrangère, les faillis non réhabilités et qui n'auraient pas justifié de leurs pertes, les interdits et les assistés régulièrement à titre d'aumône par les fonds de charité, ceux qui sont sous le poids d'une sentence infamante, ne peuvent être électeurs ni éligibles.*

*Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec celles de membres du Grand-Conseil.*

M. Th. Calame voudrait en excepter les assistés par suite d'accident.

M. d'Ivernois a toujours cru que l'on refusait les droits politiques aux malheureux, parce qu'ils n'étaient plus indépendans.

M. Piaget demande qu'on supprime ces mots : *Qui n'auraient pas justifié de leurs pertes*, et qu'on s'en tienne à ceux-ci : *Tous les faillis non-réhabilités* ; car on peut presque toujours justifier des pertes, et celles-ci peuvent être peu honorables.

M. Landry. Il est répugnant d'admettre en général que tous les faillis non-réhabilités soient privés de leurs droits politiques. Il reconnaît du reste qu'une ligne de démarcation est bien difficile à établir, et conclut que l'on pourrait excepter tous ceux qui prouveraient que leurs pertes sont indépendantes de leur volonté.

M. Piaget fait observer que l'on ne demande pas toujours à un failli d'avoir payé tout ce qu'il doit pour le réhabiliter. C'est aux tribunaux de juger si un failli est un honnête homme ou s'il ne l'est pas. Il persiste dans son amendement, qui est adopté.

L'article 31, amendé par M. Piaget, est adopté.



ARTICLE 32.

*La loi règle la forme en laquelle le droit électoral sera exercé, et détermine le nombre et la circonscription des collèges.*

Après une discussion peu importante, cet article est adopté.

ARTICLE 33.

*Aucune votation du Grand-Conseil ne peut avoir lieu si les députés présens ne forment pas un nombre égal à celui de la majorité absolue des membres du corps.*

Cet article est adopté sans discussion.

ARTICLE 34.

*Les séances sont publiques ; cependant l'assemblée peut se former en comité secret.*

M. *Steck* voudrait par addition que les membres du Grand-Conseil prêtassent serment de se rendre aux séances de ce corps, lorsqu'ils en seront requis pour des cas graves.

M. *A. Humbert* voudrait laisser à l'art. 34 sa simplicité primitive, et ne faire figurer dans la Constitution aucun article qui respire la contrainte. A l'avenir si l'on est obligé d'employer les moyens coercitifs, il sera toujours assez tôt de les introduire dans un règlement, en admettant que la république ne puisse pas marcher sans cela.

M. *Steck* explique son amendement. Dans des cas d'une certaine gravité, il convient d'obliger tous les représentans à prendre leur part de responsabilité.

L'amendement de M. *Steck* est rejeté, et l'art. 34 est adopté.

ARTICLE 35.

*Le Grand-Conseil se réunit régulièrement deux fois par an. Il peut être convoqué extraordinairement par le*



*Conseil-Exécutif, et il doit l'être dès que cette convocation est réclamée par le tiers des membres du Grand-Conseil.*

Cet article est adopté.

ARTICLE 36.

*Le Grand-Conseil partage avec le pouvoir exécutif le droit d'initiative ; mais toute proposition ou projet de loi présenté par le Grand-Conseil devra, avant d'être mis en délibération, être renvoyé à l'examen préalable du Conseil d'état ou d'une commission législative.*

Cet article est adopté.

ARTICLE 37.

*Le Grand-Conseil décrète et révoque les lois, vote les impôts, les dépenses, les emprunts, achats et aliénation du domaine public ; il arrête le budget de l'état, fixe le traitement des fonctionnaires, ratifie les traités et concordats dans les limites du pacte fédéral, nomme les députés chargés de représenter le canton en Diète, et leur donne des instructions ; il accorde la naturalisation et en règle les conditions, exerce le droit de grâce et d'amnistie. Il prononce en cas de conflit entre les pouvoirs administratif et judiciaire. Il se fait rendre compte de l'exécution des lois et de l'administration de la justice, reçoit et arrête les comptes des finances de l'état.*

M. Steck demande l'adjonction des mots : « et pouvoir exécutif » à ceux ci : *pouvoir administratif et judiciaire.*

M. Eug. Huguenin demande l'adjonction à la fin de l'article du mot : *annuellement.* MM. Girard, Pettavel, Grand-pierre proposent des amendemens qui sont rejetés.

Les adjonctions de MM. Steck et Huguenin sont acceptées par l'Assemblée et l'article adopté.



— ART. 38. —

*Le grand-conseil nomme :  
Les membres du pouvoir exécutif et administratif. Il a  
le contrôle de ses actes.*

*Il nomme le commandant d'un corps de troupes mis en  
activité, les grades militaires au-dessus du grade de ca-  
pitaine exclusivement.*

*Il ratifie la nomination des membres de la cour suprême,  
des tribunaux de première instance et criminels, ainsi  
que celle des juges de paix.*

*Les juges de paix et leurs assesseurs sont nommés par  
les électeurs de leur ressort.*

*Cet article est adopté.*

ART. 39.

*Les membres du grand conseil pourront recevoir une in-  
dennité. L'opportunité de cette mesure et le chiffre de  
l'indemnité seront déterminés par une loi, cas échéant.*

*Adopté.*

DU CONSEIL D'ETAT.

ART. 40.

*Le pouvoir exécutif et l'administration générale du  
canton sont confiés à un conseil d'état composé de 7 mem-  
bres nommés par le grand-conseil.*

*Adopté.*

ART. 44.

*Le conseil d'état est nommé pour 6 ans, les conseillers  
sortants sont immédiatement rééligibles.*

*M. Eug. Huguenin voit un grave inconvénient à ce que  
la durée des fonctions des membres du conseil d'état soit  
plus longue que celle du grand-conseil, car il pourrait arri-*



ver qu'un nouveau grand-conseil fût en complet désaccord avec le conseil d'état continuant ses fonctions.

M. *Steck*. Si vous nommez des conseillers d'état seulement pour quatre ans, il vous sera bien difficile de trouver des hommes capables qui veuillent quitter soit une clientèle, soit une position quelconque, pour occuper ces fonctions précaires un si court laps de temps.

M. *Huguenin* ne peut s'empêcher de faire remarquer à l'honorable député de Boudry qu'il est plus royaliste que le roi, le gouvernement provisoire ayant dans le projet qu'il a présenté fixé la durée des fonctions du conseil d'état à 4 ans et demi.

M. *Th. Calame* appuie vivement la manière de voir de M. Huguenin, qui est combattue par MM. *Célestin Nicolet* et *Challandes*.

L'amendement de M. Huguenin est rejeté.

L'art. 44 est adopté.

#### ART. 42.

*Toute place au grand-conseil devenue vacante sera re-pourvue à la première réunion du grand-conseil; s'il sur-venait plus de deux vacances, il devrait y être pourvu im-médiatement.*

Après un débat sans importance cet article est adopté.

La séance est levée à 6 heures un quart.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.

*Les Secrétaires* { GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.  
EUG. DUCOMMUN, *secrét.*  
*provisoire adjoint.*

---



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**TREIZIÈME SÉANCE.**

JEUDI 20 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

La séance est ouverte à huit heures du matin.

L'appel nominal constate l'absence de onze membres, savoir :

MM. Landry, Fr.-G. Gaberel, Gustave Heinzely, Aimé Bourquin (malade), Fréd. Droz, W. Favre, Justin Billon (malade), Fréd. Girard, U. Debelly (excusé), Huguenin-Bergenat.

La dernière partie du procès-verbal de la séance du 18 avril est lue et adoptée avec une rectification.

BULLETIN n° 14.

1



Le procès-verbal de la séance d'hier matin est lu et adopté.

M. le président annonce six pétitions arrivées hier, savoir :

1<sup>o</sup> Une pétition de 43 citoyens de Fontaines, sur quelques modifications à la constitution.

2<sup>o</sup> Une pétition de 51 citoyens de Colombier, relative à quelques articles de la constitution.

3<sup>o</sup> Une de Plancemont, de 59 signatures, concernant la liberté de la presse.

4<sup>o</sup> Une pétition de 35 citoyens de Neuchâtel, pour le même objet que la précédente.

5<sup>o</sup> Une pétition de 108 citoyens de la Brévine, sur le même sujet.

6<sup>o</sup> Une pétition de 76 citoyens de Couvet, demandant aussi la liberté de la presse.

Conformément au règlement, ces pétitions resteront 24 heures déposées sur le bureau.

D'autres pétitions arrivées aujourd'hui sont annoncées par M. le président, et également déposées sur le bureau.

Elles sont signées par des citoyens de Boudevilliers (21 signatures), des Hauts-Geneveys (41 signatures), du Val-de-Ruz (66 signatures), des Ponts (234 signatures), de Villiers (87 signatures), et du Pâquier (22 signatures).

Il est fait lecture de quatre pétitions déposées hier sur le bureau, et qui sont toutes renvoyées successivement à la commission des pétitions.

ORDRE DU JOUR. Rapport de la commission sur les pétitions concernant la liberté de la presse.

M. *Charles Calame*, organe de la commission des pétitions, présente le rapport suivant :

Monsieur le président et messieurs,

Trois pétitions nous sont parvenues qui réclament la liberté de la presse. L'une, imprimée à vingt-trois exemplaires, ré-



pandue dans le pays et couverte d'un nombre très considérable de signatures, nous a paru assez convenable dans la forme. Elle se fonde, pour réclamer cette liberté, sur la loi qui la régit, loi promulguée par le gouvernement déchu, et dont les membres de la constituante sauront apprécier la valeur. L'autre pétition, émanant d'un particulier de Neuchâtel, et signée Borel-Perrin, rappelle que les circonstances actuelles semblent permettre que la liberté de la presse soit enfin décrétée, vu qu'aujourd'hui les citoyens neuchâtelois reconnaissent la *forme* du gouvernement républicain, et que cette liberté est désormais sans danger. La troisième, signée F. Rougemont, nous a paru digne de fixer votre attention, et pour la forme et pour le fond. Nous ne pouvons le dissimuler, messieurs, nous aimerions qu'un particulier qui s'adresse par pétition aux représentants du peuple, comprît ce que les convenances exigent et adoptât une manière de s'exprimer moins tranchante et moins impérieuse. Mais laissons à chacun le caractère qui le distingue, de peur qu'on ne nous accuse de vouloir niveler toutes choses et détruire jusqu'à l'originalité qui donne tant de charme et de pittoresque aux relations sociales. Passant au fond de la pétition, nous avons tous dans la mémoire les motifs si justes et si bien fondés qui ont porté le gouvernement à interdire provisoirement la publication d'un journal qui s'intitulait d'abord *Constitutionnel*, puis le *Neuchâtelois*, et qui paraît maintenant sous le modeste titre de *Bulletin*.

Messieurs, votre commission ne connaît, en temps de révolution, qu'une seule loi suprême, celle du salut public. Aucune loi antérieure ne peut être invoquée, car la révolution n'a de lois que celles que dicte le salut de la patrie. Les bons citoyens, en tête desquels nous plaçons les hommes que la confiance publique a appelés au pouvoir, ceux que nous aimons à voir encore siéger parmi nous, ont compris le besoin du moment et le vœu populaire; le 21 mars dernier, ils ont supprimé momentanément une publication qui n'avait qu'un seul but, celui d'entraver la démocratie, en réveillant chez les partisans encore nombreux du régime déchu des vœux, des espérances coupables, et serait devenue bientôt le catéchisme politique des hom-



mes qui rêvaient la contre-révolution. Quelle était alors, messieurs, la situation du pays ? Il serait inutile de vous la retracer ; elle est encore présente à votre mémoire. Toute la jeunesse, toutes nos troupes d'élite en marche pour le salut du pays ; une quantité de fonctionnaires civils et militaires qui refusaient leur soumission à la république au moment où leur concours franc et loyal eût été si nécessaire, et tournaient incessamment leurs yeux vers l'horizon, épiant le premier regard d'un astre qui s'obstinait à rester voilé ; les citoyens amis de l'ordre se groupant autour des comités provisoires pour le maintien de l'ordre public ; des populations entières se retirant derrière leurs remparts de neige et bravant nos soldats. Telle était la situation du canton au moment où, sur la demande d'une foule de citoyens, le gouvernement provisoire suspendit la publication du *Neuchâtelois*. Cette situation est-elle aujourd'hui tellement changée que nous devions être sans aucune crainte pour l'avenir ? Nullement, messieurs. Le calme qui a succédé à l'orage peut être trompeur, et la défiance est encore permise vis-à-vis d'hommes qui, pendant tant d'années, ont fait un si indigne usage de la presse. Quand nous aurons des tribunaux réguliers, quand la nation et nos futurs pouvoirs politiques auront sanctionné les grands principes que nous venons de poser ; alors, nous l'espérons, la liberté que réclament les pétitionnaires leur sera accordée, dans les limites de la vraie liberté, qui repousse la licence.

Ah ! monsieur le pétitionnaire, vous voulez qu'on organise, tout exprès pour vous, un tribunal exceptionnel ; mais vous savez bien que nous ne voulons pas de tribunaux semblables, que nous venons de le poser en principe, et que si les tribunaux ordinaires ne fonctionnent plus, ce n'est pas notre faute, mais la vôtre et celle de votre parti. Vous vous faites gloire d'appartenir à ce parti qui veut marcher côte à côte avec nous sous l'étendard de la monarchie ! Non, nous ne marcherons jamais dans la même ornière ; nous allons en sens inverse, et si nous venons jamais à nous heurter, le choc sera terrible et vous ne vous relèverez plus. Mais nous ne vous réservons pas les honneurs du martyre ; nous ne vous accorderons pas même les dou-



ceurs de la prison, que vous semblez préférer aux ennuis du silence auquel vous vous dites condamné.

Monsieur le président et messieurs ! Après avoir mûrement examiné les trois pétitions qui font l'objet de ce rapport : considérant que la liberté de la presse qu'elles réclament ne peut pour le moment être accordée sans danger, à cause de l'état provisoire et tout exceptionnel où nous nous trouvons ; que l'une d'elles porte des signatures évidemment influencées, ce qui est certifié par l'un des honorables membres de l'assemblée constituante ; qu'un des signataires du Locle se permet des expressions blessantes et injurieuses envers le gouvernement provisoire ; que celle signée Rougemont est conçue dans des termes qui froissent nos sentiments patriotiques et républicains, en même temps qu'ils donnent la mesure de l'ingratitude des hommes que nous avons jusqu'ici traités avec douceur et ménagement, votre commission propose à l'honorable assemblée de passer à l'ordre du jour sur ces pétitions.

*M. Leuba-Fatton* exprime son opinion comme suit :

Monsieur le président et messieurs !

Je remercie la commission du rapport qu'elle a bien voulu faire sur les pétitions identiques, et qui vient d'être communiqué à l'honorable assemblée. On réclame la liberté de la presse ! Je crois qu'elle existe ; j'en donne pour preuve les formules de pétitions imprimées qui sont sous nos yeux. C'est la licence de la presse que l'on réclame ; et je vous le demande, messieurs, est-ce le moment de la rétablir cette licence éhontée qui a travaillé pendant nombre d'années à avilir la nation suisse, ce peuple héroïque qui avait secoué le joug de l'étranger ; il désirait, ce journal impudent, que le fer et le feu parussent dans nos paisibles vallées ; il répandait avec profusion et gratuitement, messieurs, ses nombreux exemplaires parmi des populations paisibles qui étaient attachées de cœur à leur pays et à la mère-patrie ;



il a travaillé constamment à faire déverser un blâme général et européen sur l'Helvétie, et à mettre la Suisse au ban des nations. Je propose, monsieur le président et messieurs, de lui répondre, à ce journaliste, qu'il a travaillé assez long-temps et qu'il peut se reposer un moment, jusqu'à la promulgation d'une loi qui réprime les abus.

M. d'Ivernois pense qu'il y a une distinction à faire entre les diverses pétitions. Celle de M. Borel-Perrin est conçue dans des termes très mesurés; il ne s'y trouve pas un seul mot inconvenant. L'assemblée peut avoir ses raisons pour ne pas admettre la liberté de la presse, mais il serait peu convenable qu'elle passât à l'ordre du jour sur une demande formulée en termes convenables. L'orateur propose en conséquence qu'on renvoie la pétition de M. Borel-Perrin au gouvernement provisoire à titre de renseignement.

M. Ch. Calame fait observer que l'ordre du jour proposé par la commission est différemment motivé, ce qui prouve qu'elle n'a rien eu à blâmer dans la pétition de M. Borel-Perrin.

M. G. DuBois appuie l'opinion de M. d'Ivernois en ce qui concerne la pétition de M. Borel-Perrin. Quant à celle de M. Fr. de Rougemont, dont il signale les passages les plus incisifs, elle est écrite dans un esprit tel que tout ce qu'il y a de mieux à faire c'est de passer à l'ordre du jour.

A la votation, l'assemblée se prononce pour passer à l'ordre du jour sur la pétition de M. de Rougemont et sur les autres pétitions collectives présentées hier. Elle renvoie celle de M. Borel-Perrin au gouvernement provisoire à titre de renseignement.

La commission préconsultative à laquelle avaient été renvoyés les articles 14, 16, 23 et 29 du projet de constitution, présente, par l'organe de M. Aimé Humbert, le résultat de



son examen. La commission propose la rédaction suivante pour l'art. 14 :

*Chacun professe sa religion avec la même liberté, et obtient pour son culte la même protection, en se conformant aux prescriptions de la loi chargée d'en régler l'exercice extérieur.*

*Toutefois, l'exercice public d'un culte autre que l'un des cultes chrétiens et le culte israélite ne sera permis que dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. La loi pourra prendre des dispositions spéciales à ce sujet.*

M. Leuba-Fatton propose la suppression, dans le second paragraphe, des mots : « autre que l'un des cultes chrétiens » et le culte israélite. »

M. Ch. Calame présente un amendement dans le même sens.

M. Aimé Humbert pense que cette rédaction aurait l'inconvénient d'obliger le grand-conseil à des discussions sur des matières religieuses, tandis que si l'on reste neutre dans les débats de sectes, les affaires peuvent marcher beaucoup mieux. L'article que la commission propose a cet avantage, de laisser chacun parfaitement libre, mais qu'on peut avoir l'œil sur l'exercice extérieur du culte.

M. G. DuBois reproduit une rédaction ainsi conçue :

« Chacun professe sa religion avec la même liberté, et obtient pour son culte la même protection, en se conformant aux prescriptions de la loi chargée d'en régler l'exercice extérieur, et dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. »

M. Grandpierre combat l'amendement de M. DuBois, parce qu'il y voit un moyen d'entraver complètement la liberté religieuse.



M. DuBois répond que son amendement n'a point la portée que le préopinant lui a donnée; il déplorerait que le gouvernement voulût abuser de la disposition qu'il propose, mais s'il était tenté de le faire, il en serait sûrement empêché par le grand-conseil.

M. Steck fait observer que si les réunions religieuses n'ont rien d'illégal, elles ont des inconvénients quant à la forme; elles se font avec ostentation. Nous ne devons persécuter personne, mais nous sommes obligés de nous mettre en garde, d'autant plus que la religion sert souvent de masque à des intérêts politiques. L'orateur voudrait donc que le gouvernement eût une réserve contre des réunions qui peuvent conduire à des excès.

M. Calame père n'est point partisan non plus de persécutions religieuses, mais il y a quelque chose à dire sur les sectes qui abusent de la religion, entre autres le méthodisme, qui jette la division dans l'état, dans l'église et dans les familles. Il faut donc avoir des moyens de le surveiller.

M. Jeanrenaud-Besson envisage comme un devoir sacré pour lui d'appuyer l'opinion de M. Grandpierre, et de demander le maintien de l'art. 14 tel que la commission l'a rédigé définitivement. Suivant l'orateur, l'amendement de M. DuBois tendrait à limiter la première des libertés, la liberté religieuse; il envisage que ces mots : *chargée d'en régler l'exercice extérieur dans les limites incompatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs*, donneraient à l'autorité un pouvoir exorbitant dont elle pourrait abuser, et servirait de prétexte à certaines personnes pour se porter à des excès contre un culte domestique. On doit éviter de donner à la constitution une couleur d'intolérance; du moment où l'on se voit persécuté, on se lance dans les extrêmes. Les hommes qui dirigent les affaires dans le canton de Vaud ont eux-mêmes reconnu que les voies dans lesquelles ils s'étaient



engagés étaient pleines de difficultés et de périls. S'ils pouvaient nous donner des conseils, ils nous diraient comme le vénérable pasteur qui a officié le jour de l'ouverture de la constituante : « Gardez-vous avec soin de toucher à la liberté religieuse. » L'orateur repousse donc de toutes ses forces l'amendement de M. DuBois.

M. E. Huguenin, en approuvant l'opinion du préopinant, voudrait qu'on s'occupât moins des sectes religieuses, pour ne pas leur donner une importance qu'elles n'ont pas réellement.

M. Ch. Calame. Ce qu'il vient d'entendre le confirme au contraire dans l'opinion qu'il est très bon que le pouvoir reste toujours fort vis-à-vis des sectes.

M. G. DuBois s'étonne de la portée donnée à la rédaction qu'il propose, et il déclare qu'il est prêt à la retirer, si les conséquences en devaient être telles qu'on vient de les exposer.

M. Steck regretterait aussi qu'on voulût gêner la liberté religieuse, mais il pense que les mots qui ont été signalés ne comportent pas une pareille interprétation. Si le gouvernement vaudois est allé trop loin, il y a été en quelque sorte forcé par le mauvais esprit des dissidents.

M. A. Humbert. L'inconvénient de la rédaction de M. DuBois, c'est d'offrir une grande prise à l'arbitraire ; d'après sa rédaction, en effet, on pourrait toujours s'enquérir non seulement de l'extérieur, mais de l'intérieur d'un culte, ce qu'il faut éviter. Il est très vrai que les sectes ont jeté beaucoup de divisions dans les états, mais pourquoi ? parce qu'on s'est trop occupé d'elles. L'orateur voudrait que la république neuchâteloise entrât dans la voie dont les Etats-Unis offrent un si bel exemple.

M. Calame père fait observer que la liberté religieuse a toujours existé jusqu'à présent chez nous, et que malgré



cette liberté les sectes continuent à faire beaucoup de mal dans certaines localités.

M. DuBois retirera son amendement si on veut y découvrir ce qu'il ne saurait y voir. Il est clair que dans un pays où existe l'enchevêtrement des intérêts politiques et des intérêts religieux, on peut se servir de la religion pour des intérêts politiques. La législation des Etats-Unis peut difficilement être appliquée à la vieille Europe.

M. Girard. La discussion roule sur certaines craintes que peuvent présenter des sectes établies dans le pays. La rédaction du gouvernement provisoire et celle de la commission préconsultative réunissent tout ce qu'on peut désirer, puisqu'elles réservent à la loi le moyen de prévenir tout ce que l'on peut craindre de l'abus de la liberté religieuse.

M. Gretillat croit qu'on manifeste trop d'appréhension au sujet des sectes dissidentes; que s'il y a des individus qui outrent les choses en matières religieuses, cela n'est pas plus étonnant que d'en voir qui ont des sentiments exagérés en matières politiques. L'orateur voudrait que chacun fût libre d'exercer son culte comme il l'entend, et pût se rendre à une assemblée religieuse aussi librement qu'au cabaret. Il répond à un des préopinans que s'il n'y a pas eu persécution de la part du gouvernement contre les mômiers, du moment qu'on trouble leur culte par des insultes proférées contre eux, c'est là une espèce de persécution.

M. DuBois retire son amendement.

L'amendement de M. Leuba-Fatton, tendant à supprimer la phrase : *autre que l'un des cultes chrétiens et le culte israélite*, est rejeté par 39 voix contre 25.

#### ART. 16.

(Nouvelle rédaction proposée par la commission.)

*Toutes les personnes domiciliées dans le canton, toutes celles qui y possèdent un immeuble, les corporations, pour la portion*



*de leurs revenus qui n'est pas affectée à des établissemens d'utilité publique ou à des institutions de bienfaisance, contribuent indistinctement aux charges de l'état, dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources. Il sera pourvu par une loi à l'abolition des anciennes redevances féodales, à des conditions propres à ménager les intérêts de l'état, et surtout ceux des particuliers, afin d'opérer une équitable répartition des charges publiques.*

Comme il ne s'agit que d'une nouvelle rédaction, cet article est admis tel qu'il est présenté par la commission.

ART. 23.

(Tel que le propose de nouveau la commission.)

*Le pouvoir législatif est exercé par un grand-conseil composé de députés élus directement par le peuple, dans la proportion de un député pour 500 âmes de population neuchâteloise. Toute fraction au dessus de 500 comptera pour 500.*

M. A. Humbert. On a trouvé que l'article, tel qu'il avait été proposé d'abord par la commission, serait de nature à être mal interprété par les populations; qu'on ne devait pas diminuer le nombre de la représentation nationale; que les habitans des localités peu populeuses auraient été astreints à un trop grand déplacement; enfin, que le changement proposé aurait amené un remaniement complet de la circonscription électorale, et que ce serait là un travail fort inopportun. La seule difficulté de cet article était de le coordonner avec celui qui est relatif à l'admission des Suisses. Or, d'après l'article proposé, les Suisses voteront, quel que soit le chiffre admis. D'un autre côté, l'inconvénient qui peut résulter de ce qu'ils ne sont pas compris dans le relevé des électeurs n'est pas grand, parce que la population suisse est plus ou moins mobile, et il faudrait chaque année un nouveau recensement pour fixer le véritable chiffre des électeurs.



M. *Montandon* persiste dans le chiffre de 1000 ames, tel que le porte le projet primitif, par la raison que nous devons admettre les Suisses des cantons où la réciprocité existe. On devrait une fois sortir des anciens errements. On dit qu'il vaut mieux avoir une nombreuse représentation; mais quarante ou cinquante députés feront un meilleur travail que deux cents. Avec un grand nombre de collèges, la part de l'esprit de clocher est trop grande.

M. *Grandpierre*. Le régime démocratique qui comporte une représentation nombreuse, est peut-être un inconvénient, mais il faut savoir s'y soumettre.

M. *Th. Calame* appuie l'opinion de M. *Grandpierre*. On aura d'ailleurs plus de chance de rencontrer des capacités dans 80 personnes que dans 50 ou 40.

M. *Steck* approuve également le projet de la commission. En nous basant seulement sur la population neuchâteloise, nous aurons le chiffre le plus stable. Nous ne sommes pas encore assez mûrs pour donner trop d'extension aux collèges électoraux. Si nous formions de grands collèges, nous courrions risque qu'ils ne fussent fréquentés que par les royalistes.

M. *Huguenin* ne peut s'empêcher de faire remarquer que par la dernière rédaction proposée, on rend illusoire le droit électoral accordé aux Suisses.

M. *Challandes* n'est point de cet avis. Du moment que les Suisses coopèrent à la nomination d'un député, ils ont leur voix comme les électeurs neuchâtelois.

M. *E. Huguenin*. Puisque les Suisses ne sont comptés que comme chiffre surnuméraire, il est clair qu'ils ne seront pas représentés.

M. *Rosselet* propose d'ajouter « pour 1000 ames de population suisse. »

M. *Piaget* fait observer que l'adoption de cet amendement réduirait le nombre des députés à une cinquantaine.



M. C. Nicolet estime qu'en adoptant l'art. 22, on serait en opposition avec la loi transitoire.

M. Montandon demande que l'art. 23 ne soit discuté qu'après l'art. 29.

Cette motion d'ordre est rejetée.

L'art. 23, tel que le proposait en dernier lieu la commission, est adopté.

#### ART. 29.

(Nouvelle rédaction de commission.)

*Tous les citoyens neuchâtelois, âgés de 20 ans révolus, tous les Suisses de même âge, nés dans le canton ou qui depuis deux ans y auraient un établissement, sont électeurs. Ils exercent leurs droits dans le district électoral où se trouve leur domicile.*

M. Girard propose de supprimer le mot *établissement*, attendu que les trois quarts des Suisses fixés dans les montagnes sont des ouvriers.

M. Aimé Humbert. L'unique but de la commission a été d'éliminer les domestiques, mais il est bien entendu que les ouvriers sont envisagés comme étant établis.

M. d'Ivernois persiste à s'opposer à ce que les Suisses prennent part aux élections; c'est aussi, suivant lui, l'opinion de la population littorale du lac, qui voudrait des mesures restrictives contre les étrangers. On n'est pas encore mûr dans le pays pour l'extension proposée.

M. Renaud appuie l'opinion de M. d'Ivernois. On doit viser avant tout à faire accepter la constitution; or il y a des populations qui la repousseront à cause de l'extension du droit d'élection donné aux Suisses. Il vaut mieux laisser le pacte fédéral combler de lui-même cette lacune.



M. *Aimé Humbert* invoque une considération qui, à ses yeux, a quelque importance, c'est que la constitution de la nouvelle république neuchâteloise doit recevoir la sanction des états confédérés, et que les cantons ne la lui donneront pas si elle renferme des restrictions mesquines. Les exclusions qu'on propose produiraient un effet fâcheux dans toute la Confédération. Il serait étrange qu'après s'être présentés fiers et joyeux devant les Suisses, on leur déclarât qu'on ne veut rien d'eux comme électeurs. En admettant les Suisses à l'exercice des droits politiques, nous ne compromettons aucun intérêt; il en est autrement du droit d'établissement.

M. *Challandes* est aussi de l'avis du préopinant. Quand nous dirons aux Suisses: « Venez partager les charges de l'état, venez nous donner votre sang pour défendre la patrie; maintenant qu'il s'agit de voter, allez exercer vos droits dans votre patrie. » Ce serait là une véritable ironie.

M. *A. Girard* voudrait remplacer l'article de la commission par un amendement conçu en ces termes:

« Tous les citoyens neuchâtelois, âgés de vingt ans révolus, tous Suisses du même âge, nés dans le pays ou qui y sont fixés depuis deux ans et paient les contributions communales et cantonales, sont électeurs. Ils exercent leurs droits dans le district électoral où se trouve leur domicile. »

M. *Montandon* préférerait admettre quatre ans de domicile, en retranchant toute espèce de condition quelconque.

M. *W. DuBois*. Cet amendement ne pare pas complètement à la difficulté; il y a dans le canton une population flottante qui se rendrait aux élections sous la conduite de qui voudrait la diriger.

M. le colonel *Courant*. Nous ne devons pas reculer devant le principe de la réciprocité; nous nous exposons à être montrés au doigt si nous n'admettions pas les Suisses à exercer leurs droits politiques.



A la votation, l'amendement de M. Montandon est rejeté par 43 voix contre 26.

Celui de M. Girard l'est également par 42 voix contre 25.

L'article 29, amendé par la commission, est adopté.

On reprend la discussion des articles là où l'on en était resté hier.

#### ART. 43.

*L'administration de l'état est divisée en départements, placés sous la direction immédiate d'un membre du conseil. L'organisation des bureaux et leurs attributions, le nombre et les occupations des employés, sont déterminés par le conseil, qui fixe aussi leurs émoluments sous l'approbation du grand-conseil.*

M. Zuberbuhler demande, par motion d'ordre et pour la bonne règle, dit-il, que l'assemblée se prononce sur l'article 42 du projet primitif que la commission a cru devoir éliminer, et qui est ainsi conçu : « Le renouvellement doit avoir lieu six mois après celui du grand-conseil. Une disposition transitoire réglera le mode et l'époque du premier renouvellement. »

M. Gonzalve Petitpierre fait observer que ce qui sert de jalon à la discussion actuelle, c'est le projet de la commission et non le projet primitif, qu'à moins de tomber dans la confusion, une disposition de ce dernier ne peut être reproduite que sous forme d'un amendement au travail de la commission.

L'assemblée ne s'en prononce pas moins pour l'adoption de la motion de M. Zuberbuhler, en sanctionnant par un vote spécial la radiation de l'article 42 du projet primitif.

Quant à l'article 43, M. Girard désirerait qu'après avoir désigné les districts administratifs, on déterminât nominativement quels seront les départements.



M. Montandon fait observer qu'il serait difficile de préciser quelque chose à cet égard dans la constitution, attendu les perturbations qui ont eu lieu dans la sphère administrative.

L'amendement de M. Girard ayant été rejeté, l'article 45 est adopté sans changement.

ART. 44.

*La charge de conseiller d'état est incompatible avec toute autre fonction publique salariée. L'indemnité qui sera accordée aux membres du grand-conseil n'est point un salaire.*

M. Grandpierre pense que du moment que la séparation des pouvoirs a été proclamée dans la constitution, l'incompatibilité des charges de président du conseil d'état avec celle de président du grand-conseil devrait être aussi spécifiée dans cet article.

L'assemblée adopte l'article 44 avec l'amendement de M. Grandpierre.

ART. 45.

*Le conseil d'état promulgue les lois, pourvoit à leur exécution et à celle des sentences des tribunaux ; il prend à cet effet les arrêtés nécessaires. Il nomme et révoque les fonctionnaires et employés dont la nomination n'est pas réservée à d'autres corps par la constitution.*

Adopté sans discussion.

ART. 46.

*Le conseil d'état dirige les autorités inférieures ; il a la surveillance et la police des cultes et de l'instruction publique. Il fait les règlements de police dans les limites fixées par la loi, et veille à ce que les tribunaux remplissent exactement leurs fonctions.*

Adopté sans discussion.



ART. 47.

*Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public et la sûreté de l'état. Il ne peut employer à cet effet que des corps organisés par la loi.*

Adopté sans discussion.

ART. 48.

*Le conseil d'état est chargé des relations fédérales et étrangères, dans les limites du pacte et de la constitution.*

Adopté sans discussion.

ART. 49.

*Il autorise l'acquisition ou l'aliénation d'immeubles par les communes, et exerce sur leur administration une surveillance directe; il peut toujours se faire représenter dans leurs assemblées avec voix consultative; il peut suspendre provisoirement une administration communale après une enquête, et y pourvoir, sauf à en référer au grand-conseil, à bref délai.*

M. Charles Petitpierre demande le renvoi de la discussion de cet article après la discussion du titre relatif aux communes.

Cette proposition est rejetée par 31 voix contre 26, et l'article est adopté sans discussion.

DU POUVOIR JUDICIAIRE.

ART. 50.

*Le pouvoir judiciaire est séparé du pouvoir législatif et du pouvoir administratif.*

Cet article est adopté.



ART. 51.

*La justice civile sera rendue par des justices de paix, par des tribunaux de première instance, dont le nombre ne pourra excéder celui des districts, et par une seule cour d'appel; en matière criminelle, elle remplira les attributions de cour de cassation. Elle siégera à Neuchâtel.*

*Il pourra être institué des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes.*

*M. Montandon propose un amendement qui tend à établir des chambres de commerce.*

*Cet amendement n'est pas appuyé, et l'article est adopté avec un amendement proposé par M. Sandoz-Morthier, consistant à mettre un point et virgule après justices de paix, afin que l'on ne puisse appliquer à cette classe de fonctionnaires la limitation assignée sous le point de vue du nombre aux tribunaux de première instance.*

ART. 52.

*La loi déterminera l'organisation, la juridiction et la compétence de ces tribunaux, et celles des tribunaux criminels et correctionnels.*

*Adopté sans discussion.*

ART. 53.

*En matière criminelle, pour délits de presse et délits politiques, l'institution du jury est garantie. L'organisation et la compétence de cette institution seront réglées par la loi.*

*Adopté sans discussion.*

ART. 54.

*Les audiences sont publiques, sauf dans les cas où l'intérêt des mœurs exigerait une restriction à cette publicité.*

*Adopté sans discussion.*



ART. 55.

*Les sentences de tous tribunaux doivent être motivées, à peine de nullité.*

Adopté sans discussion.

ART. 56.

*Les fonctions judiciaires sont incompatibles avec des fonctions administratives salariées.*

Adopté sans discussion.

ART. 57.

*Aucun fonctionnaire de l'ordre judiciaire ne peut être destitué que par un jugement.*

M. Girard désirerait que la révocation des tribunaux de première instance fût réservée à la cour suprême, afin de consacrer d'autant mieux la séparation des pouvoirs.

M. Piaget. Le cas est, en quelque sorte, prévu par l'article 45, qui statue que le conseil d'état nomme et révoque les fonctionnaires et employés dont la nomination n'est pas réservée à d'autres corps par la constitution.

M. Girard insiste sur sa proposition ; il désirerait qu'un article fût ajouté dans ce sens au projet de constitution, et que la rédaction en fût renvoyée à la commission préconsultative.

M. Piaget complète la proposition de M. Girard, en demandant qu'on charge également cette commission de voir s'il n'y aurait pas quelque modification à apporter dans la rédaction de l'article 45 ; car l'intention du rédacteur n'a nullement été de laisser au conseil d'état le droit de nommer d'autres fonctionnaires que ceux de l'ordre administratif.

L'article 57 est adopté.



## DES COMMUNES.

### ART. 58.

*La constitution ne reconnaît aucun pouvoir en dehors ou à côté des trois pouvoirs établis par elle : elle est la loi commune de tous les citoyens, de toutes les corporations de l'état, quelles que soient leurs dénominations. Tous privilèges et toutes franchises, tous droits politiques et de police, hormis ceux consacrés par la présente constitution, sont abolis.*

M. d'Ivernois demande si cet article consacre l'abolition des bourgeoisies.

M. Piaget n'hésite pas à répondre que c'est ainsi qu'il faut l'entendre. La commission des quinze a été unanime à se prononcer pour l'abolition des bourgeoisies comme corporations politiques.

M. d'Ivernois reconnaît que l'institution des bourgeoisies comme corps politiques ne peut plus guère se concilier avec les institutions actuelles ; elles ont pu être très utiles dans le temps du régime monarchique en jetant un poids dans la balance en faveur du peuple ; mais les bourgeoisies ont des fonds très considérables, comment pourraient-elles les administrer si on leur refuse toute existence ?

M. Piaget. L'observation du préopinant est juste, mais elle trouve sa réponse dans l'article 59, qui dit que « la constitution reconnaît les communes ou bourgeoisies comme associations privées, et qu'à ce titre, elle leur garantit leurs biens et leur en admet l'administration. » Or, pour administrer des biens, il faut pouvoir s'assembler.

M. Petitpierre demande si les dîmes que possède l'hôpital de Neuchâtel seront abolies.



M. Girard fait observer que l'hôpital ne perdra jamais rien, parce que si les dîmes sont rachetées, celles de l'hôpital le seront aussi, comme toutes celles de l'état.

M. Leuba-Fatton propose un amendement qui réserve aux communes le droit de basse police.

M. Piaget, en faisant observer que ce droit n'est pas exercé de la même manière dans chaque commune, ajoute que par l'article 63 on a réservé de régulariser des droits de la nature de ceux en faveur desquels le préopinant réclame. Il ajoute qu'à mesure que la constitution établit d'une manière positive la séparation des pouvoirs, il est clair que le pouvoir administratif ne peut plus s'exercer comme autrefois, mais que les communes, sous le nouvel ordre de choses, auront, comme échelon du pouvoir administratif, des attributions de police plus étendues qu'auparavant.

M. Steck fait observer que l'article 63 qu'on a cité ne parle pas d'attributions de police, mais seulement des biens des communes.

M. Leuba retire son amendement ensuite des éclaircissements donnés par M. Piaget, et l'article 68 est adopté.

#### ART. 59.

*La constitution garantit les biens des communes et bourgeoisies, et leur en remet l'administration.*

Cet article est adopté.

#### ART. 60.

*Le produit de ces biens continuera à être employé pour satisfaire avant tout aux dépenses locales et générales mises par la loi à la charge des communes ou corporations; toutefois ceux de ces biens qui avaient une destination particulière, continueront à être employés conformément aux intentions des donateurs.*



M. *Steck* demande si c'est le produit des biens, tel qu'il est aujourd'hui, qui est garanti dans l'article. S'il en est ainsi, on ne pourrait pas séculariser les dîmes qui constituent une partie des biens.

M. *Piaget*. L'article ne présente aucune amphibologie. Si par l'effet d'une loi les dîmes sont abolies, il n'y a rien qui implique la nécessité de conserver les biens des communes en la forme qu'ils ont aujourd'hui.

L'article 60 est adopté.

ART. 61.

(Art. 62 du projet.)

*Les biens des communes, bourgeoisies et corporations sont sous la surveillance directe de l'état, qui devra se faire rendre un compte annuel de leur administration. Cette surveillance s'exerce d'une manière uniforme pour tout le pays.*

M. *Challandes* propose d'échanger le mot *devra* contre celui de *pourra*, qui paraîtrait un peu dur aux communes. Si les communes malversent, l'état a toujours le moyen de les faire rentrer dans le devoir.

M. *Piaget* répond que le mot *devra* a été adopté de préférence au mot *pourra*, plutôt pour se mettre en garde contre la paresse du pouvoir exécutif que pour imposer des volontés aux communes. Sous le régime précédent, il y avait des communes à l'égard desquelles on n'exerçait qu'une surveillance très insuffisante. C'est afin de parer à cet inconvénient qu'on a imposé au conseil d'état l'obligation de se faire rendre un compte annuel. Toutefois, l'orateur ne s'oppose pas à l'amendement de M. *Challandes*, qui lui paraît dicté par un bon esprit.

M. *Steck* déclare que le mot *devra* a choqué les populations qu'il représente.



M. d'Ivernois défend l'ancienne rédaction. Il est essentiel que les comptes des communes soient rendus chaque année.

L'amendement de M. Challandes est adopté par 44 voix contre 20.

Un amendement proposé par M. David Perret, consistant à changer le mot de *pays* en celui de *canton* est également admis.

L'article 62 est adopté, avec ces deux amendements.

ART. 62.

(Art. 64 du projet.)

*Tous les règlements communaux, quels qu'ils soient, seront soumis à l'approbation du conseil d'état.*

La séance est levée à midi et un quart, pour être reprise à deux heures.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD.

Les secrétaires : { GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
DE LA  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**QUATORZIÈME SÉANCE,**

*Judi 20 avril 1848.*

(Séance de l'après-midi.)

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

La fin du procès-verbal du 19 est lue et adoptée après quelques rectifications.

ART. 62. (Art. 63 du projet.)

*La loi déterminera l'organisation plus spéciale des communes et de leurs attributions : elle pourra créer des municipalités, si le besoin l'exige, en respectant les droits garantis aux communes quant à leurs biens.*

M. Guinand propose de modifier la rédaction de l'article; au lieu de dire qu'elle *pourra* créer des municipalités, il voudrait qu'il fût dit qu'elle *devra*.



M. *Challandes* combat cet amendement, qui n'est pas appuyé.

M. *Grandpierre* propose l'amendement suivant :

« Elle pourra créer des municipalités où le besoin l'exigera. »

M. *Piaget* ne croit pas que les communes puissent s'inquiéter de la portée de cet article ; il pense d'ailleurs qu'il ne sera établi de municipalités que lorsque les communes le demanderont.

M. *Grandpierre* craint qu'on ne les force à en établir.

M. *Challandes* combat l'opinion de M. *Grandpierre*.

M. *Steck* croit que les communes ne demanderont pas des municipalités, mais que les populations seront plus portées à le faire ; il adopte néanmoins la proposition de la Commission.

M. *Leuba-Fatton* voudrait amender l'article de cette manière :

« Elle pourra créer des municipalités quand les communes le demanderont. »

M. *Piaget* pense que ce serait faire injure au grand-conseil que de supposer qu'il abusera de l'art. 62 ; il y aura dans son sein des députés de toutes les localités qui sauront faire prévaloir les intérêts et les droits de leurs commettants.

M. *Girard* voudrait voir le principe des municipalités admis dans la Constitution. Il formule son amendement comme suit :

« Elle créera des municipalités. »

Cet amendement n'est pas appuyé et l'art. 62 est adopté,

ART. 63. (Art. 64 du projet.)

*Tous les règlements communaux, quels qu'ils soient, seront soumis à l'approbation du conseil d'état.*



Cet article est adopté sans discussion.

## DES CULTES.

### ART. 64. (Art. 65 du projet.)

*Tous les cultes, en ce qui touche le temporel, sont placés sous la suprématie du gouvernement.*

*La loi réglera les rapports de l'église et de l'état.*

*La nouvelle organisation ne pourra jamais constituer des corporations ecclésiastiques indépendantes du pouvoir souverain.*

*Les membres du clergé seront entendus lorsqu'on procèdera à cette organisation.*

M. Th. Calame propose de substituer au mot *constituer* celui de *reconnaître*.

M. Piaget croit que l'amendement de M. Calame va tout-à-fait contre le but que s'est proposé son auteur; si l'on veut un changement, il demande que l'on ajoute le mot *reconnaître* au mot *constituer*, et que l'on dise: « ne pourra jamais reconnaître ou constituer. »

L'amendement de M. Piaget est adopté.

L'art. 64 ainsi amendé est adopté.

### ART. 65. (Art. 66 du projet.)

*Aucune corporation religieuse ne pourra s'établir dans le canton sans une autorisation expresse et toujours révocable du grand-conseil.*

Cet art. est adopté sans discussion.

### ART. 66. (Art. nouveau.)

*Les biens et revenus de l'église sont réunis au domaine de l'état, qui salarie les fonctionnaires ecclésiastiques relevant des cures auxquelles ces biens et revenus appartenaient.*

M. Renaud demande le retranchement de la fin de l'art. « relevant des cures auxquelles ces biens et revenus appartenaient. »



M. *Piaget* fait observer que l'église catholique est très-restreinte dans l'état, mais qu'il pourrait arriver que ce culte s'étendit davantage et qu'il serait alors impossible au gouvernement de pourvoir à l'entretien de tous les pasteurs. C'est pourquoi il demande le maintien de l'article.

Cet article est adopté.

## DE L'ÉDUCATION.

### ART. 67. (Art. nouveau.)

*La Constitution garantit la liberté d'enseignement, sous réserve des dispositions constitutionnelles et législatives.*

M. *Steck* demande que la Commission des pétitions fasse rapport sur les pétitions du Locle qui ont trait à l'enseignement.

M. *Landry*, rapporteur de la Commission, déclare qu'elle s'associe aux vues des pétitionnaires qui demandent que l'enseignement soit basé sur les principes du christianisme et de la démocratie. Il annonce de plus que la Commission est prête à se joindre en temps opportun aux vœux des pétitionnaires tendant à proposer à l'Assemblée de faire un appel à M. le pasteur Andrié actuellement à Berlin pour le mettre dans notre canton à la tête de l'enseignement.

L'art. 67 est adopté.

### ART. 68. (Art. nouveau.)

*Tout citoyen doit donner à ses enfans ou pupilles le degré d'instruction fixé pour les écoles primaires publiques.*

*L'état, de concert avec les communes et les chambres d'éducation, a l'obligation de donner aux établissements d'instruction publique le degré de perfection dont ils sont susceptibles.*

*L'organisation de l'instruction publique est réservée à la loi.*

Cet article est adopté sans discussion.



## DISPOSITION FINALE.

### ART. 69. (Art. 67 du projet.)

*Les décrets, lois, coutumes, règlements et ordonnances actuellement existants et qui ne sont point contraires à la présente Constitution, demeurent en vigueur aussi long-temps qu'ils n'auront pas été abrogés ou modifiés par les pouvoirs compétents.*

Cet article est adopté sans discussion.

## REVISION DE LA CONSTITUTION.

### ART. 70. (Art. 68 du projet.)

*La Constitution ne pourra être révisée avant neuf ans.*

M. *Challandes* propose de ne pas renvoyer la révision de la Constitution à neuf ans, mais à cinq.

M. *Girard* demande de fixer le terme à quatre ans.

M. *Zuberbuhler* voudrait le prolonger à six ans.

M. *Aimé Humbert* expose les motifs qui ont engagé la Commission des quinze à appuyer la rédaction du projet primitif. Il insiste sur la nécessité de laisser au grand-conseil le temps de faire des lois, et il voudrait que la Constitution ne fût pas révisée avant neuf ans, pour qu'elle eût porté ses fruits.

M. *Challandes* pense que notre Constitution est imparfaite et que dans cinq ans nous pourrions voir en quoi elle est défectueuse.

M. *Georges DuBois* propose comme transaction de faire précéder l'art. 71 de ces mots ; *Si avant cette époque.*

M. *Grandpierre* fait observer à M. DuBois que son amendement tel qu'il est formulé peut amener la révision au bout de quinze jours.

M. *DuBois* espère que nous sommes des républicains et il a plus de confiance dans la majorité libérale.

M. *Girard* veut une époque fixe pour la révision de la



Constitution, et déclare se rallier à la proposition de M. Challandes.

M. *Eug. Favre* appuie l'amendement de M. Challandes, il croit comme lui que la Constitution est imparfaite au point de vue démocratique et républicain, parce que l'assemblée a dû tenir compte des opinions qui sont encore en force dans le pays. Il espère que dans cinq ans les idées démocratiques auront assez fructifié pour qu'elles engagent le grand-conseil à mettre de côté les intérêts que l'on appelle de clocher, et à substituer les intérêts généraux du pays. Il vote donc pour la révision dans cinq ans.

M. *Piaget* comme membre du gouvernement provisoire et de la commission préconsultative, croit devoir soumettre son opinion à l'assemblée.

Après avoir entendu tous les honorables préopinants, on pourrait nous comparer à des enfants qui, ayant semé une graine, iraient sans cesse bêcher à l'entour pour apercevoir ses progrès, et qui par leur impatience empêcheraient le développement de l'arbuste. Nous ne devons pas perdre de vue que dans la réorganisation constitutionnelle et politique de notre pays, l'œuvre que nous faisons n'en est que la charpente, et nous agissons en hommes sages en laissant le temps nécessaire au pouvoir législatif de compléter l'édifice, de manière à lui donner toujours plus de consistance.

On objecte que notre œuvre sera bien imparfaite. Rien n'est plus certain, mais elle a cela de commun avec toutes les constitutions, car il n'y a que les œuvres de Dieu et Dieu lui-même de parfait; mais demandons-nous : La constitution, tout imparfaite qu'elle est, est-elle appropriée à notre situation actuelle?... et si les temps sont calmes, si l'avenir est tel que l'on peut raisonnablement le prévoir, dans cinq, six, sept ans serons-nous tellement avancés dans la perfection démocratique que la Constitution actuelle nous



serve de chaînes ? Non, messieurs, on ne peut raisonnablement le croire, et si nous voulons fonder quelque chose de solide, laissons dans la Constitution ce terme de neuf ans qui, selon moi, est absolument nécessaire à l'achèvement de l'œuvre et à sa consolidation.

M. *Challandes* ne demande le terme de cinq ans que parce qu'il croit que le grand-conseil pourra, à cette époque, réviser partiellement la Constitution et cela sans troubler la tranquillité du pays.

M. *Piaget* craint qu'en n'accordant pas ces neuf ans, on ne s'expose à des dangers de la part de gens qui ne demandent qu'un changement, et qui saisiront avec empressement un prétexte quelconque pour nuire à la république; il comprend très-bien du reste que les députés qui demandent la révision dans cinq ans, le font dans une pensée démocratique.

M. *L. Humbert-Prince* propose l'amendement suivant :

« La Constitution ne pourra être révisée avant neuf ans; cependant si après six ans le grand-conseil ou au moins 5000 électeurs, etc. »

M. *Georges DuBois* modifie cet amendement comme suit :

« Si après six ans le grand-conseil, ou à défaut 5000 citoyens, etc. »

M. *A. Girard* préférerait le terme de neuf ans aux conditions contenues dans ces deux amendements; il croit que ce grand nombre de signatures exigées équivaldrait à dire aux électeurs : venez faire la révision.

M. *Napoléon Guinand* estime que le terme de six ans est bien assez éloigné, et que sur la demande de trois mille pétitionnaires, la Constitution puisse être révisée.

M. *Piaget* s'oppose à cet amendement parce qu'il croit qu'il faut au moins neuf ans pour rallier les deux partis dans notre canton.



M. *Erhard Borel* estime que le nombre de 5000 électeurs offre des garanties suffisantes, et il s'y ralliera si le projet de la Commission n'est pas adopté.

M. *Steck* demande que l'amendement de M. *Humbert* soit plus pratique, sinon il votera le projet de la Commission.

M. le *Président* met aux voix l'amendement de M. *Humbert-Prince*, qui est rejeté, et l'art. 70 est adopté à une grande majorité; à la contre-épreuve 7 membres seulement se lèvent.

ART. 71. (Art. 69 du projet.)

*Si, à cette époque, le grand-conseil ou au moins 3,000 électeurs, dont les signatures seraient dûment légalisées, trouvent opportun de réclamer une révision, la question sera soumise aux collèges électoraux réunis à cet effet, et ils décideront :*

1<sup>o</sup> *Si la révision doit avoir lieu;*

2<sup>o</sup> *Si elle doit avoir lieu par une assemblée constituante, ou par le grand-conseil.*

M. *Guillaume* propose un amendement qui porte à 4000 le nombre de personnes nécessaire pour que le peuple soit consulté pour la révision.

M. *Piaget* s'y oppose et maintient le nombre de 3000 par des raisons qui sont reçues avec acclamation par l'Assemblée; car, dit-il en terminant, autant j'ai insisté pour que la Constitution laissât le temps nécessaire au système républicain pour construire son édifice, autant j'insisterai pour qu'après ce temps le peuple ait des moyens pratiques pour arriver à la réalisation de ses vœux.

Après quelques explications données à M. d'Ivernois par M. *Piaget* touchant la manière de légaliser les signatures, l'art. 71 est adopté.

ART. 72. (Art. 70 du projet.)

*Si la votation du peuple se prononce affirmativement, le grand-*



*conseil et le pouvoir exécutif pourvoiront à l'exécution, chacun en ce qui le concerne.*

*Cet article est adopté sans discussion.*

**ART. 73. (Art. 71 du projet.)**

*La Constitution sera soumise à la sanction du peuple en la forme que l'assemblée constituante aura déterminée.*

*M. Grandpierre adopte l'article, mais il trouve qu'il implique le besoin d'une loi, et il invite en conséquence la Commission préconsultative à présenter cette loi.*

*Cette proposition appuyée et mise aux voix, obtient une grande majorité.*

*M. Piaget invite les membres de la Commission à se réunir immédiatement à l'issue de la séance.*

*L'art. 73 est adopté.*

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

*a) L'assemblée actuelle formera le premier grand-conseil du pays.*

*b) Cette disposition sera soumise à la votation du peuple en même temps que la Constitution, mais distinctement, de manière que la nation puisse manifester librement sa volonté sur les deux questions, sans qu'elles soient subordonnées l'une à l'autre.*

*c) Après la votation du peuple et dès que le résultat en sera connu et publié, l'assemblée constituante sera sur-le-champ convenue pour former le gouvernement définitif, et prendre telles mesures que les circonstances rendront nécessaires aux termes de la Constitution; ou pour élaborer une loi électorale afin qu'il soit immédiatement vaqué à l'élection d'un grand-conseil; ou pour travailler de nouveau à la Constitution si celle-ci n'avait point reçu la sanction du peuple.*

*Ces dispositions transitoires sont adoptées sans discussion.*



## DISPOSITION ADDITIONNELLE.

*Le grand-conseil déterminera dans sa première session les délais pendant lesquels devront être présentés les divers projets de lois prévus par les dispositions de la Constitution.*

Cette disposition additionnelle est adoptée sans discussion.

M. le *Président* annonce qu'il ne reste que l'art. 5 à discuter, mais il fait observer qu'il serait utile d'attendre le rapport de la Commission nommée pour examiner les comptes de l'ancien gouvernement.

M. *Humbert-Droz* demande que l'assemblée délibère immédiatement sur cet article.

M. *Steck* voterait immédiatement cet article, mais il voudrait dans ce cas que l'assemblée fit connaître au peuple par un bulletin que si la dette de l'état est reconnue, l'assemblée constituante par son décret du 14 avril n'en réserve pas moins son recours contre les membres de l'ancien gouvernement pour les sommes dont ils ne pourraient pas justifier l'emploi.

Cette proposition est adoptée et le bureau est chargé de la rédaction de cette proclamation.

M. *Jacot-Guillarmod* propose d'amender l'art. 5 comme suit.

« La dette de l'état est reconnue et *pourra* être consolidée. »

Cet amendement est adopté à une grande majorité; 4 membres se lèvent à la contre-épreuve.

L'art. 5 est adopté avec cet amendement.

MM. *Georges-Henri Lambelet* et *Jacot-Guillarmod* sont nommés membres de la Commission de la révision des



comptes en remplacement de MM. *Robert-Theurer* et *Eugène Huguenin* qui avaient demandé à être remplacés.

La séance est levée à 5 heures et demie.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*  
**CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.**

*Les Secrétaires* { **GONZALVE PETITPIERRE.**  
**AUGUSTE LAMBELET.**  
**EUG. DUCOMMUN, secrét.**  
*provisoire adjoint.*

REPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

Le Préfet d'arrondissement pour l'arrondissement de Neuchâtel, en vertu de la loi du 22 mars 1848, relative à l'organisation des cantons, a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez adressé le 15 mars 1848, en vertu de la loi du 22 mars 1848, relative à l'organisation des cantons, a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous lui avez adressé le 15 mars 1848, en vertu de la loi du 22 mars 1848, relative à l'organisation des cantons.

## QUINZIÈME SEANCE.

MARDI 25 AVRIL 1848

Président : M. ————

La séance s'ouvre à deux heures de midi.

L'appel nominal constate onze absences, savoir : MM. Ducommun, Singer, André Humbert, André Morfier, Justin Grégoire, Alp. Perceval, Lomax, Alce Bourquin (malade), Louis Veiss, François Richard, Justin Babin (malade), Frédéric Girard, Huguenin-Bergemont.

Le procès-verbal de la séance de jeudi dernier, 23 avril, est lu et adopté.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**QUINZIÈME SÉANCE.**

MARDI 25 AVRIL 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

La séance s'ouvre à neuf heures du matin.

L'appel nominal constate onze absences, savoir : MM. Ducommun-Steiger, Aimé Humbert, Sandoz-Morthier, Justin Gretillat, Alp. Perrochet (malade), Aimé Bourquin (malade), Louis Vuille, François Richard, Justin Billon (malade), Fréd. Girard, Huguenin-Bergenat.

Le procès-verbal de la séance de jeudi matin, 20 avril, est lu et adopté.



M. le président propose que toutes les pétitions relatives à la constitution soient lues dans la séance de ce jour.

Cette proposition ne rencontrant aucune opposition, il est donné lecture des pétitions suivantes :

1<sup>o</sup> Pétition de cent électeurs du village de Dombresson, concernant les 500,000 francs payés à titre d'amende à la Confédération, et réclamant quelques modifications à la constitution ;

2<sup>o</sup> Pétition de citoyens des villages de Savagnier, Saules, Villars, Fenin et Engollon, réclamant : a) des modifications à la constitution ; b) le remboursement par les anciens membres du gouvernement des frais de la garde soldée, des dilapidations de l'arsenal, du solde du compte de l'état ;

3<sup>o</sup> Pétition de 80 citoyens neuchâtelois, habitant Renan, réclamant au sujet de divers points de la constitution ;

4<sup>o</sup> Pétition de 58 citoyens du Val-de-Ruz, complètement identique avec la précédente ;

5<sup>o</sup> Pétition de 44 citoyens de Fontainemelon, également identique ;

6<sup>o</sup> Pétition de 75 citoyens neuchâtelois, habitant le Val-de-Saint-Imier, également identique ;

7<sup>o</sup> Pétition de 127 citoyens de Travers, également identique ;

8<sup>o</sup> Pétition de 54 habitants de Valangin, réclamant des modifications à la constitution ;

9<sup>o</sup> Pétition de 158 citoyens, délégués des comités patriotiques à l'assemblée de Rochefort du 25 avril, réclamant diverses modifications à la constitution ;

10<sup>o</sup> Pétition de 55 citoyens des Ponts, demandant que les frais occasionnés à l'état par le gouvernement déchu, qui ne seront pas convenablement justifiés, soient mis à sa charge ;



11° Pétition de la communauté de Coffrane, réclamant divers changements à la constitution ;

12° Pétition des président et secrétaire de la chambre économique des biens d'église, réclamant la suppression de l'article 66 de la constitution projetée ;

13° Pétition de 54 citoyens de Boudevilliers, sur diverses modifications à apporter à la constitution ;

14° Pétition de 14 citoyens du Locle, réclamant la liberté des cultes, et soumettant des idées sur l'organisation ecclésiastique.

Renvoi de ces quatorze pétitions à la commission des pétitions.

15° Pétition de commerçants de Neuchâtel, réclamant contre le décret de la constituante relatif au tarif des écus de Brabant.

Renvoi, sur la demande de M. G. DuBois, au département des finances.

16° Pétition de 99 citoyens du Val-de-Travers, sur la liberté de la presse.

Cette pétition étant identique à celles sur lesquelles l'assemblée s'est prononcée dans sa séance du 20 avril, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

17° Pétition de E.-H. Gaullieur, datée de Genève, et réclamant la liberté de la presse.

Renvoi à la commission des pétitions.

18° Motion de M. Aug. Pettavel, ainsi conçue :

« Le soussigné propose à cette honorable assemblée que, considérant que l'ex-conseil d'état n'ayant pas satisfait, dans le terme qui lui a été prescrit, aux justes exigences de la constituante relatives aux comptes de l'état, les membres qui composaient l'ancien gouvernement soient immédiatement réintégrés dans les prisons d'où ils sont sortis intem-



pestivement et contre le vœu général des populations, et qu'ils y demeurent détenus jusqu'au moment où ils auront été pleinement satisfaits aux légitimes réquisitions qui leur ont été adressées; qu'en outre ils soient tenus d'acquitter, dans le plus bref délai, les sommes dont ils sont reconnus être passibles, et qu'en conséquence la constituante décide, en sa qualité de pouvoir souverain, que toutes les sommes dont les membres de l'ancien conseil d'état ne pourront justifier l'emploi dans les intérêts du peuple, soient mises dès aujourd'hui à leur charge.

Signé, Aug. PETTAVEL, député.

Aux termes du règlement, cette motion restera déposée vingt-quatre heures sur le bureau.

*Ordre du jour* : Rapport de la commission chargée de recevoir et d'examiner les comptes de l'ancien gouvernement.

M. Steck donne lecture de ce rapport, qui est de la teneur suivante :

Monsieur le président et messieurs !

La commission que vous avez nommée vendredi 14 du courant pour s'occuper de la vérification des comptes de l'état à produire par l'ancien gouvernement, s'est réunie hier, 24 du courant, à huit heures du matin.

Comme jusques là aucun compte n'avait encore été rendu, elle a décidé d'inviter par lettre messieurs de l'ancien conseil d'état à la prompte reddition des dits comptes.

Par une lettre en réponse à cette invitation, et signée *Chambrier*, il a été répondu à votre commission que l'ancien conseil d'état se réunirait le soir même pour prendre connaissance des dits comptes, les approuver et en décider la transmission.

Ensuite de cette communication, votre commission, monsieur le président et messieurs, s'est réunie hier à six heures du soir,



pour commencer ses travaux. N'ayant encore trouvé aucune des pièces exigées, elle a dû s'ajourner à aujourd'hui à sept heures du matin.

Réunie à l'heure indiquée, elle a en effet trouvé les pièces suivantes :

- 1° Estimation des biens de l'état, avec tableaux à l'appui.
- 2° Tableau comparatif du mouvement des capitaux dès 1827 au 1<sup>er</sup> mars 1848.
- 3° Résumé et sommaire du mouvement des capitaux durant 21 ans.
- 4° Etat spécial du mouvement de la dette depuis l'année 1842, et enfin :
- 5° Un état comparatif rectificatif de celui de la dette présenté à la constituante.

Une lettre d'accompagnement aux pièces ci-dessus indiquées, et signée *Chambrier*, fait espérer à la commission que l'ensemble de la comptabilité de 1847 et des deux premiers mois de 1848 lui sera communiqué dès que messieurs de l'ancien conseil d'état seront en possession des comptes spéciaux et du compte général de la trésorerie.

Votre commission, monsieur le président et messieurs, va donc incessamment s'occuper de la mission que vous lui avez confiée, mais elle croit de son devoir de vous prévenir que les travaux que nécessite cette rectification seront longs, et qu'il est impossible de fixer dès à présent le jour où ils pourront être terminés.

Ce rapport ne contenant point de conclusions, ne donne lieu, pour le moment, à aucune observation.

Une délibération générale sur l'ensemble du projet de constitution est ouverte, après que lecture a été faite du projet de constitution tel qu'il a été modifié dans les débats qui se sont engagés dans la discussion article par article.

L'assemblée décide d'abord, contrairement à l'article 14 du règlement, que la discussion peut s'étendre à de nou-



veaux amendements, ainsi qu'à des amendements déjà repoussés en premier débat.

*M. Steck* reproduit la proposition qu'il avait faite d'ajouter, après l'article 32, un paragraphe ainsi conçu :

« Dans les circonstances graves, tout membre du grand-conseil sera cité par serment à assister aux séances. »

L'orateur fait connaître que l'assemblée des délégués patriotiques, qui a eu lieu à Rochefort avant-hier, a été unanime pour réclamer une disposition pareille. On punit un militaire qui déserte son poste, il importe qu'aucun représentant du peuple ne fasse défaut quand la patrie attend son concours, et qu'une responsabilité pèse sur les membres qui coopèrent à des décisions importantes.

*M. Piaget.* L'amendement de *M. Steck* est dicté par d'excellentes intentions, mais il peut paraître incomplet : Qui est-ce qui sera juge de la gravité des circonstances ? Et si les députés ne se rendent pas à la convocation qui leur sera adressée, qu'en résultera-t-il pour eux ?

*M. Steck.* Il est probable qu'un serment sera imposé aux représentants de la république ; ce serment les astreindra-t-il à remplir consciencieusement leurs fonctions ? Quand les objets qu'ils auront à traiter ne seront pas d'une grande importance, il suffira d'une simple excuse ; mais quand ils seront cités par serment, ils y réfléchiront à deux fois avant de ne pas se trouver à leur poste. Quant à la question de savoir quelles sont les circonstances graves, celles-ci sont de notoriété publique. Les événements qui ont eu lieu à l'époque du Sonderbund, à l'occasion du renvoi des jésuites, etc., étaient autant de circonstances dont la gravité ne pouvait être méconnue. Le président ne sera pas dans l'ignorance s'il en surgit de pareilles.

*M. Piaget.* D'après l'article 34 de la constitution, ce sera le pouvoir exécutif qui sera nécessairement tenu d'appré-



cier la gravité des circonstances. L'urgence peut être aussi appréciée par le tiers des membres du grand-conseil. Du reste, l'orateur voudrait qu'il y eût une clause pénale rigoureuse pour ceux qui feraient défaut dans une circonstance semblable.

*M. Auguste Lambelet.* Que peut-on espérer du soldat qui déserte le champ de bataille, ou du député qui décline sa part de responsabilité ? Il faut donc que l'amendement de *M. Steck* soit complété, et je demande que le grand-conseil prononce la déchéance du député qui, quoique convoqué sous serment, ne se rendrait pas à son poste.

*M. Steck* admet le sous-amendement proposé par *M. Lambelet*.

*M. Gonzalve Petitpierre* peut adopter l'amendement de *M. Steck*, mais il repousse de toutes ses forces le sous-amendement de *M. Lambelet*; il cite l'exemple de ce qui se passe dans d'autres grands-conseils de la Suisse où, lorsque les membres sont convoqués sous serment, les noms de ceux qui ne paraissent pas sont, pour toute punition, consignés dans le Bulletin des séances. Il pense que c'est là la seule pénalité à laquelle le grand-conseil puisse recourir sans inconvénient. En prononçant la déchéance, il peut s'engager dans une voie pleine de difficultés; car si le collège électoral renvoie le député dont le grand-conseil aura prononcé l'exclusion, il en résultera nécessairement un conflit beaucoup plus sérieux que ce que l'on voudrait éviter par l'introduction d'une clause pénale.

*M. Girard* appuie l'opinion du préopinant; il a vu avec peine l'introduction d'un sous-amendement; il n'a pas voté la pénalité qu'on a voulu introduire dans le règlement, et il se prononcera également contre celle qu'on veut faire admettre aujourd'hui. Laissons au peuple le soin de faire justice des mandataires qui failliraient à leur mission.



M. *Challandes* se range aussi à la proposition de M. *Gonzalve Petitpierre*; il trouve que la pénalité qui consiste à faire figurer le nom de l'absent dans les bulletins, est bien suffisante.

M. *Théodore Calame* est tout-à-fait partisan de la proposition de M. *Steck*; mais, quant à la pénalité proposée, il la trouve trop forte, et il voudrait que l'on abandonnât aux commettants le soin de se prononcer contre la conduite d'un mandataire qui aurait déserté son poste dans des circonstances importantes.

A la votation, le sous-amendement de M. *Lambelet* ne réunit que sept voix.

En revanche, l'article additionnel proposé par M. *Steck* est adopté.

M. *Girard* propose un article nouveau à introduire à la suite de l'article 16, et qui serait ainsi conçu :

« Il sera créé, dans le plus bref délai, un bureau cantonal d'hypothèques et une banque cantonale. »

L'orateur a été récemment dans les montagnes, et il a vu qu'on s'y préoccupait beaucoup plus de la pénurie d'argent que des questions politiques; il est donc important que l'assemblée fasse quelque chose pour remédier à cette crise, et qu'on consacre le principe de la création d'une banque. Le peuple verra dans cette disposition une garantie positive qu'on s'occupe de ses intérêts matériels.

M. *Calame père*. Depuis long-temps on demande dans notre pays un bureau d'hypothèques; le corps législatif a toujours repoussé cette demande, et l'a repoussée d'une manière qui pouvait faire croire qu'il y allait de la fortune et des intérêts d'un grand nombre de particuliers. L'orateur n'a jamais partagé cette appréhension; les inconvénients qu'on a vus dans cette création, il n'a pas pu les aperce-



voir, et il appuie fortement la proposition de M. Girard, envisageant la création d'un système hypothécaire comme nécessaire. Quant à la banque cantonale, il la croit nécessaire.

*M. Piaget.* Pour ce qui concerne l'établissement d'une banque cantonale, il ne sait pas trop si l'on peut en faire l'objet d'un article de la constitution; mais il y a une autre considération qu'il ne faut pas perdre de vue. Pour créer une banque, il faut de l'argent, et l'on sait que les circonstances ne sont pas favorables sous ce rapport. Quant au bureau d'hypothèques, l'orateur croit que la proposition n'est pas rédigée comme elle devrait l'être; il faudrait avant tout créer un système hypothécaire; nous en avons un, mais un très mauvais, or c'est là une matière qui rentre dans la sphère administrative. Tout au plus pourrait-on introduire dans la constitution une disposition qui statuerait que le système hypothécaire sera révisé par la loi.

*M. Droz* ne saurait partager l'opinion de M. Piaget, au sujet de la création d'une banque cantonale, et il pense que l'érection d'un tel établissement peut parfaitement figurer dans la constitution. Il déclare que le peuple attend qu'on en consacrera le principe, et il est persuadé qu'une banque qui ne fonctionnerait même que sur l'émission du papier neuchâtelois, procurerait de grands avantages à l'industrie et à l'agriculture.

*M. Girard.* Les avantages qui découlent de la création d'une banque cantonale sont sensibles dans les cantons qui possèdent de tels établissements. On a objecté des difficultés d'exécution; il est vrai que chez nous tout est encore à créer, mais plus vite on s'en occupera, mieux nous nous en trouverons. Quant au système hypothécaire, l'orateur ne peut pas comprendre qu'on ne puisse pas y apporter des changements; on voit des pays où le système hypothécaire



est établi et où les notaires chargés du placement de fonds ont des dépôts considérables. Si nous créons un bureau où toutes les hypothèques seront inscrites et où l'on pourra constater qu'il n'y en a pas deux sur une même propriété immobilière, cela aura le meilleur résultat pour notre pays.

M. *Steck* appuie jusqu'à un certain point l'opinion du préopinant, mais il voudrait substituer à la proposition qu'il a faite, relative à un bureau d'hypothèques, une rédaction ainsi conçue :

« Il sera créé un bureau de crédit fondé sur l'état du cadastre des propriétés. »

M. *Zuberbühler* appuie la proposition d'ériger une banque cantonale; c'est une nécessité positive. Quant à la convenance d'un bureau d'hypothèques, les opinions sont divergentes, et en présence des décisions prises par la chambre des députés de France, de soumettre tout le système hypothécaire à une révision, ce que nous avons de mieux à faire, c'est d'attendre le résultat des investigations auxquelles on se livrera dans ce pays, afin de profiter des lumières qui seront fournies. En inscrivant dans la constitution un article portant qu'il sera créé un bureau d'hypothèques dans le plus bref délai, nous pourrions nous créer bien des difficultés. Il paraîtrait donc plus convenable à l'orateur qu'on se bornât à admettre une disposition ainsi conçue :

« Le système hypothécaire sera revu et complété. »

M. *Piaget* pense, en ce qui concerne la création d'un bureau d'hypothèques, que les dispositions proposées ne résoudreont rien. Le système que le pays possède maintenant est très bizarre, c'est peut-être pour cela qu'il a été conservé; mais la matière est en elle-même une des plus ardues qui existent, et il vaudrait mieux renvoyer à la législation future toute révision à cet égard.



M. *Théodore Calame* a toujours été partisan d'un bon système hypothécaire ; mais il pense que l'on peut se borner à poser un principe dans la constitution.

M. *Grandjean* appuie chaudement la proposition de l'érection d'une banque cantonale ; un établissement de cette nature est tellement désiré dans les montagnes qu'il est persuadé qu'une disposition dans la constitution aura la plus heureuse influence sur l'issue de la votation du projet de constitution. Quant à la proposition relative au système hypothécaire, il préférerait laisser toute décision à prendre au grand-conseil futur.

M. *Grandpierre* croit, comme tous les préopinans, qu'une banque est nécessaire, mais il estime, d'un autre côté, qu'en consacrant dans la constitution le principe réclamé par les préopinans, l'on n'avancerait pas d'un seul jour la création d'un tel établissement. Quant au système hypothécaire, c'est là un objet qui est entièrement du domaine du code civil. Sans doute notre système actuel est détestable, mais il peut être changé quand nous nous occuperons de la législation civile, qui est complètement à faire dans notre pays.

M. *Erhard Borel*. Nous sommes tous d'accord sur l'utilité d'une banque cantonale, mais ce n'est pas le tout que de décréter un principe, il faut en assurer l'exécution. Une commission a été nommée spécialement d'affaires de finances, laissons-lui le soin de nous présenter un préavis sans rien introduire dans la constitution. Quant au système hypothécaire, il sera une suite naturelle de l'abolition de l'hérédité nécessaire.

La proposition de M. *Girard* est scindée lors de la votation.

Celle qui concerne l'établissement d'une banque cantonale, et qui est formulée dans ces termes : « Il est créé une banque cantonale, » est adoptée par 40 voix contre 32.



M. Girard ayant déclaré se réunir à la rédaction de M. Zuberbühler, ainsi formulée : « Le système hypothécaire » sera revu et complété, » cette proposition est votée à une assez grande majorité.

M. Steck retire son amendement.

Une motion de M. François Droz est déposée sur le bureau; elle est ainsi conçue :

« Le soussigné, membre de l'assemblée constituante, prie l'honorable assemblée de sommer la trésorerie de remettre dans la journée, aux ex-conseillers d'état, les pièces nécessaires pour qu'ils puissent établir les comptes des quatorze derniers mois de leur administration.

» En cas d'affirmative, le gouvernement provisoire est chargé de pourvoir à l'exécution de la décision de l'assemblée constituante.

» Le soussigné demande en outre, en évitation de perte de temps, qu'on passe immédiatement à la discussion de cette proposition. FRANÇOIS DROZ. »

La question de savoir si l'assemblée s'occupera immédiatement de cette proposition est résolue négativement par 40 voix contre 29.

La séance du matin est levée à midi.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.-L. JEANRENAUD.

*Les secrétaires :* { GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

**REPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**SEIZIÈME SÉANCE.**

MARDI 25 AVRIL 1848.

Deux heures après midi.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

Il est fait lecture à l'assemblée d'une adresse des patriotes neuchâtelois, domiciliés à New-York. Cette adresse, revêtue de 54 signatures, est ainsi conçue :

Patriotes neuchâtelois,

Vous venez de remplir une noble et digne tâche.

Vous venez de conquérir la liberté sur le despotisme.

BULLETIN n° 17.

1



Vous venez d'anéantir un gouvernement servile et arbitraire qui, dans son zèle monarchique, avait méconnu les plus chers intérêts de la patrie.

Vous venez de proclamer que le régime démocratique et républicain sera désormais celui du peuple neuchâtelois.

Il est doux, pour des hommes privés depuis si long-temps de leurs droits légitimes, de penser qu'ils ont enfin une patrie qu'ils gouverneront eux-mêmes.

Notre pays a repris la position que lui a marquée la nature. Entre la Suisse et la Prusse, le choix ne pouvait être douteux. Nous sommes maintenant fiers de pouvoir dire : *Nous sommes Suisses et Suisses pour toujours.*

De grandes réformes sont à faire ; elles doivent être en rapport avec le siècle dans lequel nous vivons. C'est à la sagesse de votre nouveau gouvernement que nous laissons le soin de les accomplir.

N'oublions jamais que l'union la plus fraternelle doit exister entre tous les Neuchâtelois.

Oubli des dissensions passées.

Amitié et concorde pour l'avenir.

Honneur à vous, braves patriotes, qui nous avez donné le droit de dire : *Vive la république neuchâteloise !*

*(Suivent les signatures.)*

Il est également fait lecture d'une pétition du Locle et des Ponts, sur la liberté religieuse, et revêtue de 85 signatures.

M. *Napoléon Guinand* se sent pressé du désir d'exprimer toute la joie qu'il a éprouvée à la lecture de cette manifestation des Neuchâtelois résidant à New-York. Cette pièce a d'autant plus de valeur à ses yeux, qu'indépendamment des bons sentiments qu'elle renferme, ceux qui l'ont signée lui sont chers à plus d'un titre. Il demande, en conséquence, que le bureau soit chargé de remercier nos compatriotes de New-York de la sympathie qu'ils ont montrée pour notre heureuse révolution.



Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Lecture est donnée du rapport de la commission des finances sur la pétition de Neuchâtel relative aux écus de Brabant. Ce rapport est ainsi conçu :

Pour répondre à la pétition de Neuchâtel relative au taux des écus de Brabant et florins d'Allemagne, la commission se borne à dire qu'il a été fixé, comme le porte le décret, en vue des circonstances et pour attirer du numéraire dans le pays, et que la crise existant toujours, cette mesure temporaire doit être maintenue; en conséquence, elle conclut à l'ordre du jour

M. *Erhard Borel* trouve cette conclusion un peu trop tranchante.

M. *G. DuBois* propose que cette pétition soit renvoyée au gouvernement provisoire à titre de renseignements; il fait observer que la mesure qui a donné lieu à la réclamation des pétitionnaires de Neuchâtel n'est que temporaire, et que malgré les observations formulées dans la pétition, il n'en résulte pas moins d'immenses avantages dans les circonstances actuelles.

La demande de M. *DuBois* est acceptée.

L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion sur l'ensemble de la constitution.

M. *G. DuBois* fait observer, au sujet de l'article 17, qu'il serait convenable que le canton de Neuchâtel se mît au niveau des autres cantons pour l'organisation militaire. Il signale, tout en l'expliquant fort bien, la tiédeur qui existait sous l'ancien régime pour le service militaire. Il demande qu'il soit ajouté dans la constitution un article qui oblige à l'acceptation d'un grade d'officier, en ayant toutefois égard aux cas d'infirmité.

M. *W. Favre* partage l'opinion du préopinant, mais il pense qu'en forçant un citoyen à accepter un grade d'offi-



cier, l'état contracterait des obligations envers les citoyens peu aisés et peu en état de se procurer les objets d'équipement.

M. G. DuBois, en n'admettant pas l'obligation rigoureuse, voudrait laisser à la loi ou au grand-conseil le droit d'astriction dans certains cas.

M. Girard ne doute pas qu'au moment du danger chacun ne se rende à son poste ; mais il faut que l'organisation militaire puisse produire des chefs capables ; il propose une rédaction conçue comme suit : « Doit le service militaire suivant ses facultés. »

M. DuBois répond que la rédaction lui importe peu, pourvu que le principe soit consacré.

M. Piaget propose l'amendement suivant, auquel se joint M. DuBois : « Nul ne peut refuser un grade militaire. »

M. E. Huguenin combat cet amendement. Tel peut être bon soldat et mauvais officier, et il est forcé d'accepter son grade.

M. DuBois combat ce que vient de dire M. Huguenin, il soutient qu'un soldat doit être, avant tout, soumis à l'autorité militaire.

M. Courant voit avec tristesse qu'on soit obligé de recourir à la contrainte pour avoir de bons militaires, ce n'est guère le moyen d'arriver à ce but.

M. G. DuBois revient encore à sa proposition. Selon lui, la répartition des grades doit être uniforme dans tout le canton.

M. Courant aime à croire que tout bon Suisse ne refusera pas les épaulettes.

L'amendement de M. DuBois, modifié dans la rédaction par M. Piaget, est adopté à une grande majorité.

M. Zuberbuhler propose à l'art. 30 la fin de l'art. 31.

Cette transposition est appuyée et votée.



M. *François Droz* propose une modification tendant à intercaler dans l'article 22, après les mots *députés élus directement par le peuple*, ceux-ci : *et pris parmi les citoyens qui ne seront pas agents révocables par le conseil d'état*. L'orateur veut un grand-conseil indépendant du pouvoir exécutif, et il pense que les fonctionnaires doivent être exclus comme ne présentant aucune garantie.

M. *Gonzalve Petitpierre* pense que le pays n'est pas assez riche en hommes capables pour se priver maintenant du concours des fonctionnaires dans l'œuvre si difficile de la confection des lois ; que telle disposition, qui peut facilement recevoir son exécution dans des cantons plus avancés que le nôtre en éducation politique, serait funeste à notre réorganisation. L'orateur trouve, du reste, que le moment est assez mal choisi pour montrer de la défiance à l'égard du nouveau pouvoir ; qu'en agissant ainsi, nous faisons beaucoup mieux les affaires des antagonistes du nouvel ordre de choses que les nôtres.

M. *Charles Calame* trouve qu'il convient d'appuyer la proposition de M. Droz et d'éloigner les fonctionnaires du grand-conseil.

M. *Droz*, répondant à M. *Petitpierre*, déclare qu'il n'a certainement aucune défiance du gouvernement provisoire, ni du gouvernement futur ; mais qu'il faut se prémunir pour l'avenir ; que la possession du pouvoir expose les hommes à des tentations auxquelles ils peuvent difficilement résister.

M. *Steck* pense qu'en adoptant l'amendement de M. Droz, ce serait s'exposer à n'avoir qu'un grand-conseil dépourvu des lumières nécessaires, et influencé par quelques-uns de ses membres.

M. *François Droz* persiste à demander que les préfets, les greffiers et tous les fonctionnaires nommés par le conseil d'état soient exclus du grand-conseil.



A la votation, l'amendement de M. Droz est repoussé par une très grande majorité.

M. Droz demande, à l'article 57, l'intercalation de ce paragraphe : « Il examine la gestion du conseil d'état que celui-ci doit lui soumettre annuellement et se prononce sur cette gestion. »

M. Piaget estime qu'en disant que « le grand-conseil a le contrôle des actes du pouvoir exécutif, » cela suffit.

M. Gonzalve Petitpierre insiste au contraire pour l'adoption de la proposition de M. Droz, qui va beaucoup au-delà de la disposition invoquée par le président du gouvernement provisoire. Il s'agit, en effet, de comptes-rendus annuels de nature tout à la fois à mettre au jour et à contrôler les travaux des différents dicastères, et à fournir aux populations des renseignements d'un haut intérêt sous le point de vue administratif et statistique.

M. Droz cite comme exemple de l'utilité des comptes-rendus, le rapport présenté par le gouvernement à l'ouverture de la constituante.

M. G. DuBois appuie pleinement la proposition de M. Droz ; il voit dans son adoption le moyen d'établir une bonne harmonie entre le grand-conseil et le gouvernement.

M. Girard propose, à l'article 56, un amendement ainsi conçu : « Seront rendus publics par la voie de l'impression. »

M. Pettavel appuie en la développant la proposition, et trouve qu'il est nécessaire que le peuple soit au courant de l'administration des comptes de l'état.

M. Steck fait observer qu'à la réunion qui a eu lieu à Rochefort, cet amendement a été proposé et approuvé.

M. Piaget reconnaît que l'amendement de M. Droz peut avoir son bon côté, cependant il demande que la commission des quinze ait la faculté de rédiger cet amendement comme elle le jugera convenable. L'orateur pose ensuite la



question de savoir s'il convient toujours de mettre annuellement les comptes de finance sous les yeux du public.

M. *Pettavel* répond à M. *Piaget* qu'il croit que toute administration doit une reddition de comptes à ses administrés ; rien ne doit rester caché pour le public à cet égard.

M. *Th. Calame* a confiance dans le présent, mais il veut se prémunir pour l'avenir ; si l'ancien gouvernement avait été tenu de rendre annuellement ses comptes, nous n'en serions pas où nous en sommes.

Cette manière de voir est partagée par M. *Girard*.

M. *Challandes* fait observer que tout le monde ne lit pas les journaux, et qu'il est important que les comptes soient publiés d'une manière spéciale.

A la votation, l'assemblée tombe d'accord pour adopter une proposition de M. *Piaget*, qui réunit et concilie les différents amendements présentés sur l'article 37.

Cette proposition tend à ce que la fin de cet article soit rédigée comme suit : « Il se fait rendre compte annuellement de la gestion du conseil d'état, reçoit et arrête les comptes de finance qui seront rendus publics. »

M. *F. Droz* propose de maintenir la rédaction de l'article 41 du projet primitif, qui fixait à quatre ans la durée des fonctions de membres du conseil d'état, au lieu de six ans que porte le projet amendé par la commission.

M. *Piaget* répond que par l'admission de l'article primitif, les deux conseils seraient renouvelés à la fois, ce qui serait préjudiciable à la marche de l'administration.

M. *Gonzalve Petitpierre* trouve qu'en renouvelant le grand-conseil au bout de quatre ans, pour laisser en fonctions le conseil d'état deux ans de plus, on s'expose à ce que la désharmonie se glisse entre ces deux pouvoirs, surtout si la nouvelle représentation est animée d'un esprit différent de celui du conseil exécutif.



*M. Piaget.* Si la désharmonie entre les deux pouvoirs existait, assurément le conseil exécutif se retirerait et il pourrait en résulter de la perturbation.

*M. Droz* répond que si l'administration s'en allait, le peuple ne s'en irait pas.

A la votation, la proposition de *M. Droz* est rejetée, et l'article 41 est maintenu.

*M. Droz* propose pour l'article 29 la rédaction suivante :  
« Tout citoyen neuchâtelois, âgé de vingt ans révolus, et tout Suisse du même âge, né dans le canton, ou qui depuis deux ans y est domicilié, sont électeurs ; ils exercent leurs droits dans le lieu de leur domicile. »

*M. Steck* demande que la rédaction de cet article soit conçue comme suit : « Tout Suisse, né dans le canton ou qui y est établi depuis deux ans, est électeur. »

*M. G. DuBois* propose un sous-amendement ainsi conçu :  
« Et en satisfaisant aux redevances communales. »

*M. Steck* fait remarquer qu'il y a beaucoup de jeunes gens, soit dans les bureaux, soit dans les ateliers, qui ne paient aucune redevance communale.

*M. DuBois* ajoute que les jeunes gens de la catégorie signalée par *M. Steck* paient la demi-habitation.

*M. Girard* fait remarquer à son tour que ce cas n'a lieu que dans les montagnes.

*M. Droz* se range à la proposition de *M. Steck*, mais il préfère le mot *domicilié* au mot *établi*.

*M. Gonzalve Petitpierre* rappelle que dans une séance précédente, *M. Aimé Humbert* a suffisamment expliqué la signification du mot *établi*, et la portée qu'on doit lui donner.

Les amendements proposés à l'article 29, successivement mis aux voix, sont rejetés.

*M. Grandpierre* propose une disposition additionnelle à



l'article 16, rédigée comme suit : « Cette loi réglera également les conditions d'abolition de ces redevances appartenant à des particuliers ou à des corporations. »

M. *Piaget* fait remarquer que si l'on rentre dans la discussion des matières qui ont déjà été longuement débattues, et que l'on rejette aujourd'hui ce qui a été adopté hier, on tombera dans une inconséquence peu digne de l'assemblée.

M. *Steck* demande que si les dîmes et les redevances sont rachetées à un taux très bas, l'état indemnise les particuliers possesseurs de dîmes, de la différence du rachat des dîmes de l'état à la valeur réelle de la dîme, déduction faite des frais de perception.

M. *Heinzely*. Je crois de mon devoir de ne point passer sous silence quelques observations que j'aurais peut-être dû faire dans une précédente assemblée, au sujet de l'adoption de l'article 16 de la commission, adoption qui a produit quelque mécontentement dans diverses localités du pays. Ces observations de ma part sont loin de tendre à ce que l'acceptation de la constitution n'ait pas lieu, car je désire ardemment qu'elle soit acceptée à une grande majorité.

Quant à ce rachat des redevances féodales, dont l'origine est si douteuse, et qui auraient dû être refondues à l'époque de la Réformation, je veux parler des cens-fonciers et dîmes, il doit paraître à toute personne raisonnable que la première imposition dont je viens de parler, celle des cens, repose sur une base, le fonds. Cet impôt, qui s'effectue essentiellement en argent, quoique sous des formes bizarres et partiales, est le plus raisonnable pour les particuliers, et aurait dû satisfaire l'état en ce qui concerne la part de la classe agricole.

Dans des temps quelque peu antérieurs à ceux où nous vivons, si les besoins administratifs augmentaient insensi-



blement par une population nouvelle, l'état aurait dû y pourvoir, en imposant quelque peu cette même population, selon ses ressources, et sans gêner son élan. Il n'en a point été ainsi ; les lois à cet égard sont restées les mêmes.

Nos gouvernants, de concert avec les bourgeoisies, semblaient avoir pris à tâche de paralyser toute espèce de réforme. Ils n'osaient ajouter ni retrancher une pierre à l'édifice, crainte de le faire crouler, tant ils le sentaient peu solide, malgré toutes ses ramifications.

Dans ces derniers temps surtout, où le moins clairvoyant prévoyait que dans un temps peu éloigné notre pays devait marcher d'une manière plus uniforme et selon le vœu du peuple, ces mêmes gouvernants, au lieu d'y préparer peu à peu les populations, se roidissaient davantage sans tact ni mesure. De là est venue l'explosion dont nous avons été témoins, et qui, j'espère, va produire ses fruits.

J'ai parlé plus haut des cens-fonciers comme étant suffisants et même justes en ce qui concerne la part de l'agriculteur, à cette exception près, qu'ils étaient très mal répartis, selon les temps plus ou moins anciens, selon la partialité des seigneurs ou la proximité plus ou moins rapprochée des lieux qu'habitaient les religieux.

Je dirai, pour appuyer ce dernier paragraphe, que les vignes jusqu'à un quart de lieue en bise de l'abbaye de Fontaine-André payaient, avant 1828, la dîme à la 6<sup>me</sup> gerle. A cette époque, l'état, ayant besoin d'argent, proposa aux deux petites communes de Hauterive et la Coudre, qui possédaient les vignes en question, de réduire cette dîme de la 6<sup>me</sup> gerle au taux de la 12<sup>me</sup>, moyennant rachat ; ces communes y consentirent à un taux très élevé qui leur fut proposé, et versèrent pour cela la somme énorme de 16 mille francs du pays entre les mains de l'état pour cette simple réduction.



Monsieur le président et messieurs ! je suis dans la ferme persuasion que la dîme a toujours été et qu'elle est, surtout à présent, une imposition injuste, que les gouvernements dans les derniers temps avaient honte de percevoir. C'est pourquoi on s'efforçait de tous côtés et dans tous les pays à la faire disparaître d'une façon ou d'une autre.

Il semble que la dîme ait été imposée aux cultivateurs pour favoriser la paresse ; car le paresseux qui abandonne ou néglige ses terres, ne paye que peu ou point de dîme ; tandis que le vrai agriculteur, qui fournit ses bras, son argent, ses engrais, pour obtenir de belles récoltes, est obligé de payer dans la proportion de ses produits.

La dîme semble avoir été inventée pour punir le bon et pour favoriser le mauvais ; elle est de toute immoralité, elle ne repose sur aucun fondement.

On dit que dans le canton de Neuchâtel l'industrie ne paie rien. Que sont nos récoltes, si ce n'est pas le produit de l'industrie ? Car sans bras, sans engrais, sans argent, nous n'obtiendrons rien.

On m'objectera sans doute que les terres ont été achetées avec leurs charges, mais je ne répondrai pas moins que cette double imposition est injuste, puisque, ainsi que je l'ai déjà dit, elle ne repose sur aucun fondement.

Dans une grande partie du vignoble, je puis prouver que, depuis 50 ans, la valeur des vignes a diminué de moitié ; je vous demande, monsieur le président et messieurs, quel capital déjà est perdu pour les anciens propriétaires, surtout par cette dépréciation qui devrait complètement servir de rachat, et qui est occasionnée par la facilité des communications, laquelle, bien que fort avantageuse sous divers rapports, a lieu au détriment du vignoble, puisque les liquides étrangers, ceux de France par exemple, entrent chez nous, dans nos montagnes au moins, sans aucune im-



position et sans même nous offrir de réciprocité ; tandis que nous, qui faisons partie de la Confédération suisse, ne pouvons entrer nos vins dans le canton de Berne, notre plus près voisin, qu'en payant l'entrée à raison de trois creutzers le pot du pays. Telle est, monsieur le président et messieurs, la situation du vignoble de Neuchâtel.

Je dirai encore aux personnes qui croient que l'agriculteur ne peut pas affranchir ses dîmes par lui-même, qu'elles se trompent : celui-ci n'a qu'à changer la nature de ses récoltes, mettre des fourrages partout, et il sera libéré de la dîme ; le cens-foncier seul subsistera. Le temps n'est peut-être pas éloigné où l'on ne sèmera de grains et ne gardera de vignes que ce qu'il en faut pour son simple usage.

Après la crise financière, qui bientôt j'espère aura son terme, nous verrons des chemins de fer s'établir où il n'en existe pas encore : dans le midi de la France pour les vins, dans le midi de l'Allemagne pour les grains, nous verrons une concurrence insoutenable pour la Suisse.

Un honorable député a dit, dans une précédente assemblée, que la dîme n'était pas si pesante ; qu'il était facile de payer un 11<sup>me</sup>, un 12<sup>me</sup>, etc.

Il a été calculé, en supposant la récolte de 1<sup>1</sup>/<sub>2</sub> gerle de vendange par ouvrier annuellement et en payant la dîme à la 12<sup>me</sup> gerle, que le particulier paie le quart net de sa récolte, car les frais de culture pour la vigne sont énormes.

On voudra bien pardonner à quelques honorables députés d'avoir, dans une autre assemblée, manifesté quelques idées plus ou moins radicales en parlant de l'abolition de la dîme et des cens, idées interprétées par quelques autres honorables députés dans un sens tout matériel, tandis qu'on ne devait y voir qu'un principe de justice. D'ailleurs ces messieurs n'avaient-ils pas devant les yeux le nouveau drapeau, dans lequel on avait eu soin, avec raison, de n'introduire aucune couleur qui pût rappeler la féodalité ?



Dans tous les cas, monsieur le président et messieurs, si le principe du rachat est maintenu dans les termes de l'article 16, il est alors de toute nécessité que le pouvoir législatif comprenne bien qu'aussi long-temps que l'agriculteur sera occupé à payer par parties brisées le capital du rachat des redevances féodales, ces mêmes terres ne pourront être soumises à un autre impôt, quelle qu'en soit la dénomination.

Je demande aux personnes qui ont racheté leurs dîmes et cens, sur quoi reposent les capitaux qu'ils ont versés pour leur rachat; s'ils ne le peuvent, j'estime qu'ils ont agi d'une manière insensée et que d'autres ne peuvent pas supporter les conséquences de cette imprévoyance.

M. W. Favre reproduit l'amendement qu'il avait déjà proposé à l'art. 10, et qui est ainsi conçu : « Aucune mesure fiscale ne pourra jamais grever la presse. » L'orateur le développe comme suit :

« Je désire ardemment que notre constitution soit acceptée par la nation ; cependant je ne puis m'empêcher de m'élever contre les contradictions qu'elle renferme. A vrai dire, notre constitution garantit tout, et, en fait, elle ne garantit rien..... Voyez plutôt : La séparation des pouvoirs?... Mais les deux pouvoirs de l'état sont mariés ensemble. — La liberté des cultes?... Mais ils seront placés sous la suprématie de l'état. — La liberté de la presse?... Mais le fisc la grèvera !

« C'est ici que je désirerais fixer votre attention. On l'a dit et répété : La liberté de la presse est une chose sacrée, c'est la vie quotidienne d'un peuple ; elle seule peut l'éclairer, l'émanciper et lui frayer la route de l'avenir en sauvegardant ses droits et ses libertés. Mettre une entrave quelconque à la presse, c'est vouloir donner en quelque sorte un narcotique au peuple ; au lieu de le tenir en éveil, on



arriverait à l'endormir.... et cela est un mal ; ce n'est pas seulement un mal , c'est une faute.

» Par le moyen des cautionnements que la loi établira plus tard, vous n'atteindrez pas plus votre but que le ministère Guizot n'a atteint le sien par ces mêmes entraves. C'est établir chez nous les lois de septembre qui viennent d'être biffées en France. Ceux que vous craignez possèdent des millions ; que leur pèseront les quelques milliers de francs que vous exigez comme caution ? Ils sacrifieront ces sommes avec joie , ne fût-ce que pour avoir le plaisir de vous braver ; ainsi, ils n'auront pas moins écrit ce qu'ils voulaient écrire , seulement votre but sera manqué.

» Mais par ce fisc, savez-vous qui vous priverez, et d'une manière absolue, de la liberté de la presse ? C'est le peuple. Dans son sein il se trouvera et il se trouve des ouvriers qui voudront aussi créer un journal, formuler leurs pensées, émettre leurs idées , revendiquer un droit qu'on voudrait ensevelir. Eh bien ! messieurs , ces hommes n'auront point part à la discussion, à ce débat général des intérêts de la famille humaine, car ils ne pourront pas fournir le cautionnement exigé de par la loi, et cette entrave de la pensée n'atteindra qu'eux seuls, et sera (passez-moi l'expression) un bâillon que vous leur mettrez.

» Il est étonnant que notre jeune république, née hier d'un souffle de la France, veuille instaurer les abus que celle-ci vient d'abattre. Sachons-le bien, messieurs, c'est la liberté qui maintient la liberté. Avec cet impôt énorme, vous détruisez complètement la liberté de la presse. »

M. *F. Droz* appuie M. Favre en ce sens que l'ouvrier ne saurait fournir une caution à l'égal des gens riches , ce qui le priverait de la faculté de faire un journal.

M. *Piaget* fait remarquer qu'un ouvrier pourra toujours manifester son opinion sans entrave par quelque brochure,



ce qui ne l'obligerait à aucun cautionnement. L'orateur pense qu'un ouvrier pourra toujours payer les frais que nécessiterait l'impression.

M. *W. Favre* persiste dans son amendement, attendu que la mesure prévue par l'article de la constitution n'atteint pas ceux qu'elle devrait atteindre.

A la votation, l'amendement de M. Favre est repoussé à une faible majorité.

M. *d'Ivernois* prend la parole sur la pétition de la chambre économique; il trouve que l'assemblée a voté sur des objets qui n'étaient pas de son ressort, et qu'elle a porté atteinte à des biens particuliers. Il n'est du reste pas partisan des amendements et des sous-amendements qui ne font qu'entraver la marche de la discussion.

M. le président donne lecture d'une partie de la pétition.

M. *Piaget* déclare que le tableau des biens d'église n'a pas été soumis au gouvernement provisoire, et qu'il ne pense pas que les fonds donnés par des particuliers à la classe dans un but déterminé, puissent être détournés de leur destination.

M. *d'Ivernois* se contente des explications de M. *Piaget*, et en demande l'insertion au procès-verbal.

M. *Girard* reproduit l'amendement qu'il a proposé relativement à l'art. 45, amendement ainsi conçu : « Il nomme les membres de la cour suprême et les présidents des tribunaux de première instance. »

M. *Piaget* lui répond comme il l'a fait dans la précédente discussion.

M. *Girard* ne veut pas accorder au gouvernement le droit de révoquer des fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

M. *Gonzalve Petitpierre* rappelle que M. *Piaget* a reconnu, dans la séance de jeudi dernier, que l'art. 45 devait subir



des modifications dans le sens de celles qui sont proposées par M. Girard.

M. *Girard* propose un second amendement à l'art. 57 :  
« Aucun fonctionnaire de l'ordre judiciaire ne peut être révoqué ni destitué que par un jugement. »

M. *Piaget* combat l'amendement de M. Girard, en faisant observer que le conseil exécutif est plus à même que le grand-conseil de bien choisir les personnes capables de remplir des fonctions judiciaires ; qu'au surplus le grand-conseil aura toujours la faculté de faire un choix dans les personnes présentées par le pouvoir exécutif.

M. *Girard* répond que dans ce qui vient d'être dit, il ne voit pas que la séparation qui doit exister entre les différens pouvoirs soit consacrée.

M. *Gonzalve Petitpierre* insiste sur l'adoption de l'amendement de M. Girard, au moins en ce qui concerne l'élection des membres de la cour suprême. Suivant lui, ce tribunal est placé dans la sphère judiciaire sur la même ligne que le conseil d'état dans la sphère administrative ; or, ce serait attribuer à ce dernier une suprématie peut-être dangereuse, et dans tous les cas attentatoire à l'indépendance que doit posséder le juge, que d'accorder à l'autorité exécutive supérieure le droit de nommer les membres de la cour suprême, lors même que le grand-conseil aura à ratifier le choix qui sera fait. Toute autre considération doit fléchir devant celle-là.

Le sous-amendement de M. Petitpierre, mis aux voix, est repoussé par 56 voix contre 28.

L'amendement de M. Girard est également rejeté par 59 voix contre 26.

Celui relatif à l'art. 57 a le même sort.

M. *Zuberbühler* demande une explication au sujet de la question des bénéfices d'inventaire ; il désirerait savoir si



cette disposition doit être exprimée dans la constitution, ou si elle est du ressort de la loi.

M. *Piaget* répond que cette disposition est du domaine de la loi.

M. *Steck* propose à l'art. 58 cet amendement : « Tout fonctionnaire est responsable des actes de sa gestion. »

M. *Piaget* déclare que la commission des quinze s'est occupée sérieusement de cette question, mais il pense que l'amendement proposé ne peut être admis, parce qu'il faudrait une loi spéciale à cet égard.

M. *Steck* ne voit pas pourquoi son amendement ne pourrait pas figurer dans la constitution, car un fonctionnaire doit être responsable de ses actes.

Cet amendement de M. *Steck* est rejeté par 43 voix contre 21.

M. le président propose un article additionnel concernant le serment que doivent prêter les membres du futur grand-conseil. Voici la formule de ce serment :

« Je promets et je jure de respecter les lois et les libertés  
du peuple et des citoyens, d'observer strictement la constitution et les lois constitutionnelles, et de remplir fidèlement et consciencieusement les devoirs de ma charge.

« Aussi vrai que Dieu m'assiste, sans dol ni fraude. »

M. *Steck* appuie la proposition de M. le président.

M. *Montandon* ne voit pas la nécessité d'introduire cette formalité dans la constitution ; on sait ce que valent les sermens politiques.

M. *Challandes* demande si l'on veut un serment oui ou non ; car si l'on en veut un, il faut qu'il soit formulé dans la constitution.

M. *W. Favre* fait observer que l'assemblée constituante n'est pas ici sous la foi d'un serment, et que quand un dé-



puté accepte un mandat, il est décidé à le tenir, d'ailleurs le peuple veillera.

M. *Steck* croit que dans notre situation actuelle un serment est nécessaire, parce qu'on ne peut mettre les intérêts de la république que dans les mains de républicains.

M. *François Droz* dit qu'il y a serment et serment ; il y a le serment qu'on prête à un homme, et celui qu'on prête à son pays.

M. *Th. Calame* regarde le serment comme sacré.

M. *Pettavel*. *A tous les cœurs bien nés, la patrie doit être chère.*

La formule du serment est adoptée.

M. *Gonzalve Petitpierre* donne lecture du projet de constitution tel qu'il a été amendé en second débat. Ce projet est de la teneur suivante :

# **CONSTITUTION**

DE LA

# **RÉPUBLIQUE**

# **ET CANTON DE NEUCHÂTEL,**

---

## **ÉTAT POLITIQUE.**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Le canton de Neuchâtel est une république démocratique et l'un des états de la Confédération suisse.



**ART. 2.**

La souveraineté réside dans le peuple qui l'exerce en la forme déterminée par la constitution.

**TERRITOIRE.**

**ART. 3.**

Le territoire du canton est inaliénable. Les rectifications de limites sont du domaine de la loi.

**ART. 4.**

Le canton est divisé en six districts administratifs et judiciaires, composés d'un certain nombre de communes. La loi en réglera la circonscription et pourvoira aux autres divisions territoriales qui seraient jugées nécessaires.

Les six districts administratifs et judiciaires établis par la constitution sont ceux de Neuchâtel, de Boudry, du Val-de-Travers, du Val-de-Ruz, du Locle et de la Chaux-de-Fonds.

**DETTE PUBLIQUE.**

**ART. 5.**

La dette de l'état est reconnue et pourra être consolidée.

**DROIT PUBLIC DES NEUCHATELOIS.**

**ART. 6.**

Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Il n'existe dans le canton aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.

L'état ne reconnaît aucune qualification nobiliaire.

**ART. 7.**

Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics.



ART. 8.

La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties : personne ne peut être poursuivi ni arrêté, aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Tout individu arrêté devra nécessairement être interrogé dans les quarante-huit heures qui suivront son arrestation.

ART. 9.

La propriété est inviolable. Cependant l'état peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, et avec une juste et préalable indemnité.

ART. 10.

La presse est libre. La loi en règle l'exercice et en réprime les abus ; ses dispositions ne peuvent être préventives.

ART. 11.

Le droit de pétition est garanti. Les pétitions doivent être signées par une ou plusieurs personnes comme individus. Toutefois les communes et les personnes morales pourront pétitionner, comme telles, pour des objets de leur administration.

ART. 12.

Les associations ou assemblées publiques, qui, soit dans leur but, soit dans leurs moyens, n'ont rien d'illégal, ne peuvent être ni restreintes, ni interdites.

ART. 13.

Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. Il ne pourra jamais être établi de tribunaux temporaires exceptionnels.

ART. 14.

Chacun professe sa religion avec la même liberté et obtient pour son culte la même protection, en se conformant aux prescriptions de la loi chargée d'en régler l'exercice extérieur.



Toutefois l'exercice public d'un culte autre que l'un des cultes chrétiens et le culte israélite, ne sera permis que dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

La loi pourra prendre des dispositions spéciales à ce sujet.

**ART. 15.**

Le droit de libre établissement et industrie dans tout le pays est garanti à tous les Neuchâtelois, en se conformant aux lois de police relatives à l'exercice de certaines professions et en satisfaisant aux redevances communales.

Tout Suisse jouira des mêmes droits, s'il offre les garanties nécessaires ; la loi déterminera ces garanties.

**ART. 16.**

Toutes les personnes domiciliées dans le canton, toutes celles qui y possèdent un immeuble, les corporations, pour la portion de leurs revenus qui n'est pas affectée à des établissements d'utilité publique ou à des institutions de bienfaisance, contribuent indistinctement aux charges de l'état, dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources.

Il sera pourvu par une loi, dans le plus bref délai, à l'abolition des anciennes redevances féodales, à des conditions propres à ménager les intérêts de l'état et surtout ceux des particuliers, afin d'opérer une équitable répartition des charges publiques. Cette loi réglera également les conditions d'abolition de ces redevances appartenant à des particuliers ou à des corporations.

**ART. 17.**

Tout citoyen neuchâtelois, tout citoyen suisse habitant le territoire neuchâtelois doit le service militaire dans les limites déterminées par la loi.

Nul ne peut refuser un grade militaire.

**ART. 18.**

Il ne pourra être conclu de capitulation militaire avec aucune puissance étrangère.



## **FORME DU GOUVERNEMENT.**

### **ART. 19.**

Le peuple exerce la souveraineté par le concours de trois pouvoirs distincts et séparés :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire.

### **ART. 20.**

Aucune fonction publique ne peut être conférée à vie ; mais tout fonctionnaire est susceptible d'être réélu ou confirmé dans ses fonctions.

### **ART. 21.**

Aucun fonctionnaire ne peut accepter de titre, pensions, présents, décorations et fonctions d'une puissance étrangère, sans l'autorisation du pouvoir législatif, à peine de déchéance.

### **ART. 22.**

La loi règle les incompatibilités non prévues par la constitution et détermine les degrés de parenté qui ne permettent point de siéger ensemble dans le même corps.

## **DU GRAND-CONSEIL.**

### **ART. 23.**

Le pouvoir législatif est exercé par un grand-conseil composé de députés élus directement par le peuple, dans la proportion de un député pour 500 âmes de population neuchâtoise. Toute fraction au-dessus de 500 comptera pour 500.

### **ART. 24.**

Ces députés sont élus pour quatre ans et rééligibles. Leurs fonc-



tions ne cessent cependant qu'au moment où la nouvelle législature a été élue.

**ART. 25.**

Les députés représentent le canton et non la localité qui les a nommés. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

**ART. 26.**

Tout siège au grand-conseil devenu vacant doit être immédiatement repourvu.

**ART. 27.**

Aucun membre du grand-conseil ne peut être recherché pour une opinion émise dans l'assemblée. Il n'en est responsable que vis-à-vis de ce corps.

**ART. 28.**

Pendant les sessions du grand-conseil aucun de ses membres ne peut être arrêté ou soumis à une enquête criminelle, hors le cas de flagrant délit, sans l'autorisation du conseil.

**ART. 29.**

Tous les citoyens neuchâtelois, âgés de vingt ans révolus, tous les Suisses du même âge, nés dans le canton ou qui depuis deux ans y auraient un établissement, sont électeurs. Ils exercent leurs droits dans le district électoral où se trouve leur domicile.

**ART. 30.**

Tout citoyen neuchâtelois, âgé de vingt-cinq ans révolus, et domicilié dans le canton, est éligible.

Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec celles de membres du grand-conseil.

**ART. 31.**

Ceux qui exercent des droits politiques hors du canton, ceux qui sont au service d'une puissance étrangère, les faillis non



réhabilités, les interdits et les assistés régulièrement à titre d'aumône par les fonds de charité, ceux qui sont sous le poids d'une sentence infamante, ne peuvent être électeurs ni éligibles.

**ART. 32.**

La loi règle la forme en laquelle le droit électoral sera exercé et détermine le nombre et la circonscription des collèges.

**ART. 33.**

Aucune votation du grand-conseil ne peut avoir lieu si les députés présents ne forment pas un nombre égal à celui de la majorité absolue de la totalité des membres du corps.

Dans les circonstances graves, tous les membres du grand-conseil seront invités sous serment à assister aux séances.

**ART. 34.**

Les séances sont publiques ; cependant l'assemblée peut se former en comité secret.

**ART. 35.**

Le grand-conseil se réunit régulièrement deux fois par an. Il peut être convoqué extraordinairement par le conseil exécutif et il doit l'être dès que cette convocation est réclamée par le tiers des membres du grand-conseil.

**ART. 36.**

Le grand-conseil partage avec le pouvoir exécutif le droit d'initiative ; mais toute proposition ou projet de loi présenté par le grand-conseil devra, avant d'être mis en délibération, être renvoyé à l'examen préalable du conseil d'état ou d'une commission législative.

**ART. 37.**

Le grand-conseil décrète et abroge les lois, vote les impôts, les dépenses, les emprunts, achats et aliénation du domaine public ; il arrête le budget de l'état, fixe le traitement des fonc-



tionnaires, ratifie les traités et concordats dans les limites du pacte fédéral, nomme les députés chargés de représenter le canton à la diète et leur donne des instructions. Il accorde la naturalisation et en règle les conditions, exerce le droit de grâce et d'amnistie. Il prononce en cas de conflits entre les pouvoirs exécutif, administratif et judiciaire. Il se fait rendre compte annuellement de la gestion du conseil d'état, reçoit et arrête les comptes de finance qui seront rendus publics.

**ART. 38.**

Le grand-conseil nomme :

Les membres du pouvoir exécutif et administratif.

Il nomme le commandant d'un corps de troupes mis en activité, et confère les grades militaires au-dessus du grade de capitaine exclusivement.

Il ratifie la nomination des membres de la cour suprême, des tribunaux de première instance et des tribunaux criminels, ainsi que celle des juges de paix.

Les juges de paix et leurs assesseurs sont nommés par les électeurs de leur ressort.

**ART. 39.**

Les membres du grand-conseil pourront recevoir une indemnité. L'opportunité de cette mesure et le chiffre de l'indemnité seront déterminés par une loi, cas échéant.

**DU CONSEIL D'ÉTAT.**

**ART. 40.**

Le pouvoir exécutif et l'administration générale du canton sont confiés à un conseil d'état composé de sept membres nommés par le grand-conseil.

**ART. 41.**

Le conseil d'état est nommé pour six ans ; les conseillers sortans sont immédiatement rééligibles.



**ART. 42.**

Toute place au conseil devenue vacante sera repourvue à la première réunion du grand-conseil. S'il survenait plus de deux vacances, il devrait y être pourvu immédiatement.

**ART. 43.**

L'administration de l'état est divisée en départements placés sous la direction immédiate d'un membre du conseil. L'organisation des bureaux et leurs attributions, le nombre et les occupations des employés, sont déterminés par le conseil, qui fixe aussi leurs émolumens sous l'approbation du grand-conseil.

**ART. 44.**

La charge de conseiller d'état est incompatible avec celle de président du grand-conseil et avec toute fonction publique salariée.

L'indemnité qui serait accordée aux membres du grand-conseil n'est point un salaire.

**ART. 45.**

Le conseil d'état promulgue les lois, pourvoit à leur exécution et à celle des sentences des tribunaux ; il prend à cet effet les arrêtés nécessaires. Il nomme et révoque les fonctionnaires et employés dont la nomination n'est pas réservée à d'autres corps par la constitution.

**ART. 46.**

Le conseil d'état dirige les autorités inférieures ; il a la surveillance et la police des cultes et de l'instruction publique. Il fait les réglemens de police dans les limites fixées par la loi, et veille à ce que les tribunaux remplissent exactement leurs fonctions.

**ART. 47.**

Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public et la sûreté de l'état. Il ne peut employer à cet effet que des corps organisés par la loi.



**ART. 48.**

Le conseil d'état est chargé des relations fédérales et étrangères dans les limites du pacte et de la constitution.

**ART. 49.**

Il autorise l'acquisition ou l'aliénation d'immeubles par les communes, et exerce sur leur administration une surveillance directe ; il peut toujours se faire représenter dans leurs assemblées avec voix consultative. Il peut suspendre provisoirement une administration communale après une enquête préalable, et y pourvoir, sauf à en référer au grand-conseil à bref délai.

**DU POUVOIR JUDICIAIRE.**

**ART. 50.**

Le pouvoir judiciaire est séparé du pouvoir législatif et du pouvoir administratif.

**ART. 51.**

La justice civile sera rendue par des justices de paix ; par des tribunaux de première instance dont le nombre ne pourra excéder celui des districts, et par une seule cour d'appel. En matière criminelle, cette cour aura les attributions de cour de cassation. Elle siégera à Neuchâtel.

Il pourra être institué des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes.

**ART. 52.**

La loi déterminera l'organisation, la juridiction et la compétence de ces tribunaux, ainsi que celle des tribunaux criminels et correctionnels.

**ART. 53.**

En matière criminelle, pour délits de presse et délits politiques, l'institution du jury est garantie. L'organisation et la compétence de cette institution seront réglées par la loi.



**ART. 54.**

Les audiences sont publiques, sauf dans les cas où l'intérêt des mœurs exigerait une restriction à cette publicité.

**ART. 55.**

Les sentences de tous les tribunaux doivent être motivées, à peine de nullité.

**ART. 56.**

Les fonctions judiciaires sont incompatibles avec des fonctions administratives salariées.

**ART. 57.**

Aucun fonctionnaire de l'ordre judiciaire ne peut être destitué que par un jugement.

**DES COMMUNES.**

**ART. 58.**

La constitution ne reconnaît aucun pouvoir en dehors ou à côté des trois pouvoirs établis par elle. Elle est la loi commune de tous les citoyens, de toutes les corporations de l'état, quelles que soient leurs dénominations. Tous privilèges et toutes franchises, tous droits politiques et de police, hormis ceux consacrés par la présente constitution, sont abolis.

**ART. 59.**

La constitution garantit les biens des communes et bourgeoisies, et leur en remet l'administration.

**ART. 60.**

Le produit de ces biens continuera à être employé pour satisfaire avant tout aux dépenses locales ou générales mises par la loi à la charge des communes ou corporations; toutefois ceux de ces biens qui avaient une destination particulière, continueront à être employés conformément aux intentions des donateurs.



**ART. 61.**

Les biens des communes, bourgeoisies et corporations, sont sous la surveillance directe de l'état, qui pourra se faire rendre un compte annuel de leur administration. Cette surveillance s'exercera d'une manière uniforme pour tout le canton.

**ART. 62.**

La loi déterminera l'organisation plus spéciale des communes et de leurs attributions ; elle pourra créer des municipalités, si le besoin l'exige, en respectant les droits garantis aux communes quant à leurs biens.

**ART. 63.**

Tous les réglemens communaux, quels qu'ils soient, seront soumis à l'approbation du conseil d'état.

**DES CULTES.**

**ART. 64.**

Tous les cultes, en ce qui touche le temporel, sont placés sous la suprématie du gouvernement.

La loi réglera les rapports de l'église avec l'état.

La nouvelle organisation ne pourra jamais reconnaître ou constituer des corporations ecclésiastiques indépendantes du pouvoir souverain.

Les membres du clergé seront entendus lorsqu'on procédera à cette organisation.

**ART. 65.**

Aucune corporation religieuse ne pourra s'établir dans le canton sans une autorisation expresse et toujours révocable du grand-conseil.

**ART. 66.**

Les biens et revenus de l'église sont réunis au domaine de l'état, qui salarie les fonctionnaires ecclésiastiques relevant des cures auxquelles ces biens et revenus appartenaient.



## DE L'ÉDUCATION.

### ART. 67.

La constitution garantit la liberté d'enseignement, sous réserve des dispositions constitutionnelles et législatives.

### ART. 68.

Tout citoyen doit donner à ses enfants ou pupilles le degré d'instruction fixé pour les écoles primaires publiques.

L'état, de concert avec les communes et les chambres d'éducation, a l'obligation de donner aux établissements d'instruction publique le degré de perfection dont ils sont susceptibles.

L'organisation de l'instruction publique est réservée à la loi.

## DISPOSITION PARTICULIÈRE.

### ART. 69.

Il sera créé une banque cantonale.

Le système hypothécaire sera revu et complété.

## DISPOSITION FINALE.

### ART. 70.

Les décrets, lois, coutumes, règlements, arrêts et ordonnances actuellement existants et qui ne sont point contraires à la présente constitution, demeurent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'auront pas été abrogés ou modifiés par les pouvoirs compétents.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION.

### ART. 71.

La constitution ne pourra être révisée avant neuf ans.



**ART. 72.**

Si, à cette époque, le grand-conseil ou au moins 3,000 électeurs, dont les signatures seraient dûment légalisées, trouvent opportun de réclamer une révision, la question sera soumise aux collèges électoraux réunis à cet effet, et ils décideront :

1<sup>o</sup> Si la révision doit avoir lieu ;

2<sup>o</sup> Si elle doit avoir lieu par une assemblée constituante ou par le grand conseil.

**ART. 73.**

Si la votation du peuple est affirmative, le grand-conseil et le pouvoir exécutif pourvoiront à l'exécution, chacun en ce qui le concerne.

**ART. 74.**

La constitution sera soumise à la sanction du peuple en la forme que l'assemblée constituante aura déterminé.

**ART. 75.**

Lors de leur entrée en fonction les membres des autorités de l'état, les fonctionnaires et employés prêtent le serment suivant :

« Je promets et je jure de respecter les droits et les libertés  
» du peuple et des citoyens, d'observer strictement la consti-  
» tution et les lois constitutionnelles et de remplir fidèlement  
» et consciencieusement les devoirs de ma charge.

» Aussi vrai que Dieu m'assiste, sans dol ni fraude. »

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

a. L'assemblée constituante actuelle formera le premier grand-conseil du pays.

b. Cette disposition sera soumise à la votation du peuple en même temps que la constitution, mais distinctement, de ma-



nière que la nation puisse manifester librement sa volonté sur les deux questions, sans qu'elles soient subordonnées l'une à l'autre.

c. Après la votation du peuple et dès que le résultat en sera connu et publié, l'assemblée constituante sera sur-le-champ convoquée pour former le gouvernement définitif et prendre telles mesures que les circonstances rendront nécessaires, aux termes de la constitution; ou pour élaborer une loi électorale, afin qu'il soit immédiatement procédé à l'élection d'un grand-conseil; ou pour travailler de nouveau à la constitution, si celle-ci n'avait point reçu la sanction du peuple.

### **DISPOSITION ADDITIONNELLE.**

Ce grand-conseil déterminera, dans sa première session, les délais pendant lesquels devront être présentés les divers projets de loi prévus par les dispositions de la constitution.

Ainsi délibéré par l'assemblée constituante.

Neuchâtel, le 25 avril 1848.

Au nom de l'assemblée constituante,

*Le président :*

**CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.**

*Les secrétaires :* { **GONZALVE PETITPIERRE.**  
                                  { **AUGUSTE LAMBELET.**

Le projet de constitution dont il vient d'être donné lecture, mis aux voix, est adopté dans son ensemble par les 73 membres présents. Un seul député se lève à la contre-épreuve (M. d'Ivernois).

M. Gonzalve Petitpierre propose que le projet soit imprimé à 3 ou 4,000 exemplaires.



M. *Humbert-Droz* propose que la votation sur la constitution ait lieu dimanche prochain, à 10 heures du matin.

M. *Piaget* appuie la proposition de M. *Humbert*.

M. *François Droz* propose dimanche prochain, à 2 heures après-midi.

M. *Steck* voudrait que le service divin fût renvoyé à 2 heures, afin qu'avant la votation il n'y eût pas de sermon politique; mais comme cette proposition ne sera probablement pas agréée, il se range à l'avis de ceux qui opinent pour qu'elle ait lieu à 10 heures.

M. *Th. Calame* propose 10 heures et demie.

M. *Challandes* fait quelques observations relatives aux annexes de quelques paroisses.

Le gouvernement provisoire propose 11 heures.

M. le président met aux voix la proposition du gouvernement provisoire, qui est adoptée à une grande majorité.

L'ordre du jour appelle une communication du gouvernement provisoire relativement au décret qui devra régler la manière dont la votation aura lieu dans tout le pays.

Lecture est faite de ce projet de décret. Il est adopté avec un amendement proposé par M. *Steck*, et qui tend à ce que l'on ajoute au mot « pauvres » la phrase suivante : « régulièrement assistés par les fonds publics. »

Ce décret, tel qu'il est définitivement adopté, est ainsi conçu :

### DÉCRET.

1° La constitution votée ce jour par l'assemblée constituante sera soumise à la sanction du peuple réuni en collèges à cet effet.

Les collèges sont convoqués pour le dimanche 30 avril courant, à 11 heures du matin.



2° Le peuple votera le même jour sur la disposition a) des dispositions transitoires ainsi conçue :

a) *L'assemblée constituante actuelle formera le premier grand-conseil du pays.*

Cette votation sera distincte et séparée de la première, conformément à la disposition b) des dispositions transitoires.

3° Tout citoyen Neuchâtelois âgé de 20 ans révolus, jouissant de ses droits civils et politiques, est admis à voter, quel que soit le lieu de son domicile.

4° Le citoyen domicilié dans le canton votera dans le collège où est situé son domicile.

Le citoyen domicilié hors du canton sera admis dans un collège quelconque, moyennant qu'il justifie de son origine neuchâteloise.

Tous les citoyens retenus hors de leur domicile par des fonctions ou services publics, voteront au lieu de leur résidence momentanée.

5° Les faillis non réhabilités, les interdits, les assistés régulièrement à titre d'aumônes par les fonds de charité, ceux qui sont sous le poids d'une sentence infamante, ne sont point admis à voter.

6° Les citoyens se réuniront aux chefs-lieux des arrondissements électoraux tels qu'ils sont indiqués dans l'état ci-dessous.

7° Vu la nombreuse population du Locle, de la Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel, et l'impossibilité d'y faire une application sérieuse de l'art. 5 du règlement ci-dessous, la mesure exceptionnelle suivante est ordonnée pour ces trois localités :

Par les soins des comités administratifs du Locle et de la Chaux-de-Fonds et du commissaire du gouvernement à Neuchâtel, il sera formé sur-le-champ un bureau composé



de cinq membres au moins , choisis parmi des personnes neutres et impartiales. Ce bureau aura son siège en permanence à la maison-de-ville de chaque localité, et devra faire publier son existence immédiatement et par les moyens les plus propres à la porter à la connaissance du public. Ce bureau aura pour mission spéciale de vérifier les droits de chaque citoyen à voter.

En conséquence, chaque citoyen sera tenu de se présenter audit bureau, muni des pièces suffisantes pour se faire reconnaître et recevoir une carte, portant son nom, son âge, son lieu d'origine et un timbre spécial. Les citoyens porteurs de cette carte seront seuls admis à se présenter pour la votation ; toutes difficultés qui pourraient s'élever relativement à la qualité des citoyens se prétendant aptes à voter, seront jugées souverainement par le bureau. Ce bureau demeurera ouvert au public depuis huit heures du matin jusqu'à midi et de deux heures jusqu'à neuf heures du soir. Il sera fermé le dimanche 30 avril, à neuf heures du matin.

*Règlement instructionnel pour la votation.*

1° Les assemblées se tiendront dans le temple ou dans la maison de commune des chefs-lieux d'arrondissement.

2° Chaque collège sera présidé par un délégué du gouvernement, qui justifiera de ses pouvoirs en prenant la présidence.

3° Le président ouvrira la séance en faisant faire lecture du décret de convocation, ainsi que du présent règlement.

4° L'assemblée procédera immédiatement à la nomination de deux secrétaires et de deux contrôleurs au moins, qui, avec le président, formeront le bureau. Ces nominations seront faites au scrutin de liste et à la majorité relative des suffrages. Si une première proposition pour la forma-



tion du bureau était admise sans réclamations, le scrutin deviendrait superflu.

5° Le président invitera ensuite l'assemblée à déclarer si les personnes présentes ont le droit de voter aux termes du décret de convocation. En conséquence, si un membre de l'assemblée fait observer qu'un autre membre présent n'a pas les qualités prescrites pour voter, ce dernier répondra, puis sortira avec ses parents jusques et y compris les cousins-germains, et l'assemblée décidera par assis et levé, son exclusion ou son admission.

6° Lorsqu'après l'accomplissement des formalités précédentes, l'assemblée aura été légalement composée, les portes du lieu de réunion seront sur-le-champ fermées et les clefs en seront remises sur le bureau. Dès ce moment, nul ne sera admis à pénétrer dans la salle jusques à la conclusion des votations.

*Mode de votation.*

7° Il sera remis au bureau quatre boîtes à scrutin, deux seront d'abord disposées de manière à permettre à chaque citoyen de déposer son vote secrètement. Au-dessus de l'une seront écrits en gros caractères les mots : POUR LA CONSTITUTION. Au-dessous de l'autre : CONTRE LA CONSTITUTION.

Les mêmes mots seront répétés sur les boîtes mêmes, et celles-ci seront assujetties de manière à ne pouvoir être déplacées.

8° Le gouvernement provisoire fera déposer sur le bureau des cartes portant un timbre spécial, dont le nombre sera constaté et annoncé par les secrétaires : chaque membre de l'assemblée recevra une de ces cartes, puis le nombre des cartes non-distribuées sera constaté, et ces dernières seront mises sous cachet, afin d'éviter toute erreur lors du dépouillement des scrutins.



Chaque citoyen ira ensuite successivement déposer sa carte dans l'une ou dans l'autre des boîtes, selon qu'il voudra sanctionner ou rejeter la constitution. Quand cette opération sera terminée, les deux boîtes seront enlevées par les secrétaires et déposées sur le bureau.

9° Deux nouvelles boîtes seront alors mises à la place des premières ; au-dessus de l'une sera écrit : POUR CONSERVER LA CONSTITUANTE COMME PREMIER GRAND-CONSEIL. Au-dessus de l'autre : CONTRE.

Les mêmes mots seront répétés sur les boîtes mêmes, et ces boîtes seront assujetties comme les premières, de manière à ne pouvoir être déplacées.

10° La votation se fera en la même forme que pour la constitution, mais au moyen de carte d'une autre couleur, afin de rendre toute confusion impossible.

#### *Dépouillement des scrutins.*

11° Le bureau ouvrira successivement les boîtes, constatera et annoncera le nombre de cartes contenues dans chacune d'elles, s'assurera de leur identité et les réintégrera dans la boîte avant qu'il soit procédé à l'ouverture d'une autre.

Le bureau contrôlera ensuite le résultat de l'opération en additionnant les votes POUR et les votes CONTRE, avec le nombre des cartes non-distribuées. Si la somme est égale ou inférieure au nombre des cartes primitivement déposées sur le bureau, l'opération sera valable ; s'il venait à se trouver dans les boîtes à scrutin d'autres cartes que celles distribuées par le bureau, elles seront purement et simplement déclarées nulles.

Le procès-verbal de la votation sera rédigé séance tenante, signé par le président et les membres du bureau, et lu à l'assemblée. Une expédition en sera envoyée sur-le-



champ par estafette au président du gouvernement provisoire. Dès que la totalité des procès-verbaux sera parvenue entre les mains du gouvernement provisoire, celui-ci dressera un tableau général de toutes les votations POUR et CONTRE sur chacune des questions, et la somme de toutes les votations partielles réunies déterminera la solution affirmative ou négative.

Ce tableau sera publié et soumis à l'assemblée constituante convoquée sur-le-champ, afin qu'elle procède à l'examen des procès-verbaux et prenne les mesures que commanderont les résultats obtenus.

12<sup>o</sup> Le gouvernement provisoire est chargé de pourvoir à l'exécution des présents décret et règlement.

Neuchâtel, le 25 avril 1848.

*Le président de l'assemblée constituante,*

**JEANRENAUD-BESSON.**

*L'un des secrétaires : GONZALVE PETITPIERRE.*

M. *Steck* désirerait que les bureaux établis lors de la votation fussent composés moitié de libéraux et moitié de conservateurs.

M. *Auguste Rougemont* désirerait que les trois collèges de la Paroisse fussent réunis pour la votation.

M. *Piaget* répond que le gouvernement provisoire n'a pas voulu changer les cercles électoraux, pour qu'on ne pût pas suspecter ses intentions.

M. *Steck* appuie la motion de M. Rougemont.

M. *Gonzalve Petitpierre* propose d'accorder la latitude nécessaire au gouvernement provisoire pour apporter aux cercles électoraux les modifications temporaires qu'il trouvera convenables d'après les demandes des communes.

M. *Girardbille* demande que la votation se fasse à Bou-



devilliers et non à Valangin, parce que le premier de ces villages est plus populeux que l'autre.

La proposition de M. *Gonzalve Petitpierre* est mise aux voix et adoptée par 42 voix contre 21.

M. *Challandes* prie le gouvernement de prendre en considération la motion de M. *Girardbille*, relativement à Boudevilliers.

M. *le président* met aux voix le projet de loi transitoire, qui est adopté à une grande majorité.

Une motion tendant à fixer la séance de demain 26 à onze heures du matin, est adoptée.

La séance est levée à sept heures du soir.

*Le président de l'assemblée constituante,*

CH.—L. JEANRENAUD.

*Les secrétaires :* { GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.



**BULLETIN OFFICIEL**  
**DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**  
**DE LA**  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton.—On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois*, Grand'rue, ainsi qu'à l'Office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

**DIX-SEPTIÈME SÉANCE,**

*Mercredi 26 avril 1848.*

Présidence de M. JEANRENAUD-BESSON.

La séance est ouverte à onze heures du matin.

L'appel nominal constate 33 absences, savoir : MM. Ferd. DuBois, Ch.-Ant. Borel, Eug. Ducommun, Aimé Humbert, Ed. Perrochet, J.-J. Comtesse, James Clottu, Sandoz-Morthier, Justin Gretillat, Eug. Favre, Fréd. Verdan, Aug. Leuba, Adolphe Veuve, Constant Chiffel, Louis Lambert, H. d'Ivernois, Huguenin-Bergenat, Alph. Perrochet, Ch.-Fréd. Girardbille, Ariste Lesquereux, Oscar Nicolet, Ed. Montandon, H. Jeanneret, Ch.-Fréd. Benoît,



J.-Fréd. Porret, Justin Huguenin-Vuillemin, H. Grandjean, H.-Franç. Montandon, Georges Bonjour, J.-Bapt. Ruedin, Aug. Rougemont, Ch.-Phil. Benoit, Alfred Montandon.

Le procès-verbal de la séance du 20 avril après-midi est lu et adopté.

Le procès-verbal de la séance d'hier matin est également lu et adopté.

Enfin le procès-verbal de la séance d'hier après-midi est lu et adopté avec quelques rectifications.

On fait lecture des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Pétition de la Chaux-du-Milieu concernant des modifications à apporter à la Constitution.

2<sup>o</sup> Pétition du Cerneux-Péquignot conforme à la précédente ;

3<sup>o</sup> Pétition de 40 citoyens de la Chaux-de-Fonds conçue dans les mêmes termes que les pétitions imprimées qui ont demandé des modifications à la Constitution.

L'ordre du jour appelle la discussion de la motion déposée hier sur le bureau par M. *Pettavel*, et qui est ainsi conçue :

« Le soussigné propose à cette honorable assemblée que, considérant que l'ex-conseil d'état n'a pas satisfait, dans le terme qui lui a été prescrit, aux justes exigences de la Constituante relatives aux comptes de l'état, les membres qui composaient l'ancien gouvernement soient immédiatement réintégrés dans les prisons d'où ils sont sortis intempestivement et contre le vœu général des populations, et qu'ils y demeurent détenus jusqu'au moment où ils auront pleinement satisfait aux légitimes réquisitions qui leur ont été adressées ; qu'en outre, ils soient tenus d'acquitter, dans le plus bref délai, les sommes dont ils seront reconnus être passibles, et qu'en conséquence la Constituante décide, en



sa qualité de pouvoir souverain, que toutes les sommes dont les membres de l'ancien conseil d'état ne pourront justifier l'emploi dans l'intérêt du peuple, soient mises dès aujourd'hui à leur charge. »

Signé : AUGUSTE PETTAVEL, député.

M. *Brandt-Stauffer* annonce que les comptes que l'on avait demandés aux membres de l'ancien gouvernement ont été remis lundi soir.

M. *Steck* prononce le discours suivant :

A la veille de nous séparer je me demande : La Constituante a-t-elle rempli sa mission, toute sa mission? va-t-elle présenter à l'acceptation du peuple non une œuvre absolument bonne, il n'est pas donné à l'homme d'en produire de telles, mais une œuvre conforme aux besoins de notre époque, à ceux du peuple auquel nous la destinons? et c'est avec la plus intime conviction, je dirai même avec une profonde reconnaissance envers la sagesse divine qui a présidé à nos délibérations, qui a guidé nos cœurs, inspiré nos esprits, que je me réponds *oui*. A-t-elle, cette honorable assemblée, également satisfait aux justes réclamations que des milliers de signataires de toutes les parties du canton lui ont fait parvenir contre les membres déchus d'un pouvoir avilissant et tyrannique? à cette question la réponse que je me fais est moins positive, moins affirmative, et j'avoue que, à tort ou à raison, je suis peu satisfait de moi-même : si mes honorables collègues pensent différemment d'eux, eh bien! je les en félicite; je suis, moi, pour ce qui me regarde, quelque peu difficile à contenter.

La Constituante, il est vrai, a réservé le juste recours du peuple; elle a exigé la reddition des comptes, elle a fixé le terme où ces comptes devaient être rendus; elle a prévu, ou plutôt elle est certaine que dans ces comptes il y a un déficit, que ce déficit est considérable, qu'il a été occasionné pour mettre à exécution des mesures tendant à retremper les fers du peuple, des mesures désastreuses, sanguinaires. Eh bien! elle sait tout cela, et pourtant elle va se séparer sans rien décider à cet égard, sans même dire à quel tribunal elle renvoie cette cause; elle va se séparer, sachant, comme je l'ai déjà clairement prouvé, que, faute de lois, aucune cour de justice n'est compétente pour connaître et juger des crimes de cette nature.



Mais Messieurs du gouvernement déchu ont-ils satisfait, pleinement satisfait à ce qu'on a exigé d'eux ? On leur a demandé d'établir les comptes de l'état jusqu'à l'expiration de leur règne ; les ont-ils rendus ? Oui et non.

Cette administration d'exécrable mémoire, a duré jusqu'au 1<sup>er</sup> ou 2 mars, et elle ne rend de comptes que jusqu'à la fin de décembre 1846 : quatorze mois, la partie la plus importante de cette comptabilité, celle sur laquelle le peuple a justement récriminé, sur laquelle il entend que bonne et prompte justice soit faite, celle-là nous manque, et quelle excuse en donnent-ils ? La trésorerie ne leur a pas encore fait passer le compte général ni les comptes particuliers. Mais, leur dirai-je, le gouvernement provisoire les a-t-il eu ces comptes ? s'il a établi, lui, le passif de l'état jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, sur quels documents s'est-il basé ? S'il a pu le faire sans les comptes de la trésorerie, lui qui ne connaissait pas tous les biais de votre comptabilité, ne pouvez-vous les établir aussi, vous qui devez avoir en main le fil de ce labyrinthe ? Sans doute vous le pouviez, et si vous ne l'avez pas fait, c'est que vous ne l'avez pas voulu ; c'est que vous avez eu de bonnes raisons pour ne pas le faire, c'est que vous avez compté sur l'inexpérience en affaires de concitoyens que vous savez être plus généreux que vous.

J'opine, moi, pour que la Constituante décide sans appel que les membres de l'ancien gouvernement paieront solidairement au trésor de la république :

- |   |            |
|---|------------|
| 1° La somme de . . . . .  | fr. 80,000 |
| montant de la solde du corps enrôlé.  |            |
| 2° Le montant des déprédations faites à l'arsenal, dès<br>que le chiffre en aura été constaté, environ . . .          | 16,000     |
| 3° La somme payée par eux au général Pfuel le 2<br>mars année courante, en avance de ses appointe-<br>ments . . . . . | 2,500      |

Fr. 98,500

Je demande que, pour plus de sûreté, et jusqu'à ce que cet argent ait été compté, le gouvernement provisoire soit autorisé à mettre le séquestre sur les immeubles des débiteurs, et que si dans le terme d'un mois l'argent n'est pas versé au trésor, on procède à la vente des dits immeubles jusqu'à la concurrence du chiffre qui aura été arrêté.

M. *Calame, fils*, émet également une opinion conçue en ces termes :



Un de nos honorables collègues, M. Pettavel, député de Bôle, a fait hier une proposition à laquelle je crois devoir me joindre. Moi aussi, je pense que la mesure que nous avons prise dernièrement de relâcher les membres de l'ancien conseil d'état était impolitique, et que nous n'avons donné cette satisfaction au gouvernement provisoire qu'aux dépens de notre popularité. Messieurs, nous n'avons pas assez tenu compte du vœu populaire exprimé nettement et franchement dans une foule de pétitions. — Nos anciens et éternels ennemis, ces hommes qui seront toujours nos ennemis, quels que soient nos procédés à leur égard, ne devaient être remis en liberté qu'après avoir rendu les comptes de l'état d'une manière satisfaisante. Nous ne l'avons pas fait, Messieurs; nous nous sommes contentés de leur parole, et je désire que notre confiance ne soit pas mal placée. Dix jours, Messieurs, devaient leur suffire pour satisfaire aux justes exigences de la Constituante. Le terme fatal arrivé, nous ne voyons point de comptes, et nous sommes encore dans la plus parfaite ignorance sur l'emploi des deniers publics pendant l'année 1847 et le commencement de 1848; triste indice, qui montre que ces comptes on ne veut pas les rendre, et qu'on compte déjà sur un acquittement complet. Convient-il à notre dignité de transiger toujours, et laisserons-nous le pays dans l'attente d'une mesure énergique et nécessaire? Non, messieurs, il faut en finir, et pour en finir, un moyen me paraît entre tous excellent; c'est de mettre de nouveau sous clé les anciens conseillers d'état, ainsi que l'a demandé hier un de nos honorables collègues.

Si cependant cette mesure est repoussée par la Constituante, si l'on veut s'obstiner à faire de la générosité quand même, je me rangerai à la motion de l'honorable M. Steck, qui demande qu'avant de se séparer, la Constituante, sans recourir à des tribunaux impossibles, et faisant usage des pouvoirs sans limite que lui confère la nation, décrète que la somme de 98000 francs, dont le détail se trouve dans la proposition de l'honorable député de Boudry, soit d'ors et déjà mise à la charge des anciens conseillers d'état, sans préjudice des sommes que le Grand-Conseil futur pourra leur réclamer.

Je me permettrai de rappeler, en finissant, que la dilapidation de l'arsenal, arrivée récemment, n'est point la seule dont le pays ait à se plaindre; qu'une dilapidation bien autrement coupable avait déjà eu lieu dans ce même arsenal pour favoriser la réaction dans un canton voisin, en 1832.

Je termine, en priant messieurs les membres de la Consti-



tuante de regarder autour d'eux, de prendre en sérieuse considération l'état d'agitation où se trouvent plusieurs parties royalistes du pays, et de se demander si notre mansuétude a produit l'effet qu'on en attendait. Quant à moi, messieurs, je l'ai dit et je le répète, la bonté poussée à l'excès envers certains hommes est une duperie, et le peuple se lasse facilement du rôle de dupe.

La discussion qui s'engage d'abord a moins pour objet le fond même de la motion de M. Pettavel, que la question de savoir si l'assemblée, n'étant pas en nombre, peut délibérer sur une proposition, quand toute votation est rendue impossible par la non-présence du nombre de députés voulu par le règlement.

Des explications sont échangées sur le sens et la portée d'une expression employée dans la séance de la veille par M. le président, et que quelques membres interprètent comme pouvant motiver l'absence de plusieurs de leurs collègues. Ces explications aboutissent à ce que l'assemblée reconnaît que M. le président est tout-à-fait en dehors de cause dans la circonstance dont il s'agit. Lorsque levant la séance d'hier il a annoncé qu'il n'y avait à l'ordre du jour que la lecture du procès-verbal, personne ne s'était élevé ni contre la fixation de cet ordre du jour, ni contre la lacune qu'il contenait, tandis que c'est alors que les députés qui élèvent dans ce moment des réclamations auraient dû prendre la parole.

Quant à la proposition même de M. Pettavel, les opinions sont généralement d'accord qu'elle ne pourrait recevoir sa solution avant que la Commission chargée d'examiner les comptes de l'ancien conseil d'état et de présenter un rapport à cet égard, se soit acquittée de son mandat. Quelques orateurs trouvent d'ailleurs que cette motion n'est point faite pour rétablir la paix et l'harmonie dans le pays, et c'est dans ce sens surtout que se prononce avec force le dé-



puté de Fontaines , M. *Challandes*. L'adoption de la proposition de M. Pettavel constituerait à ses yeux une véritable injustice dont il ne pourrait jamais accepter la solidarité.

Aucune votation ne pouvant intervenir aujourd'hui, ni sur la proposition elle-même , ni sur les motions d'ordre auxquelles elle donne lieu , la séance est levée à une heure , et la session est ajournée jusqu'à ce que l'on soit en mesure de faire connaître à la Constituante le résultat de la votation qui aura lieu le 30 avril sur le projet de Constitution.

*Le Président de l'Assemblée constituante,*  
CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.

*Les Secrétaires* { GONZALVE PETITPIERRE.  
AUGUSTE LAMBELET.  
EUG. DUCOMMUN , *secrét.*  
*provisoire adjoint.*



# **BULLETIN OFFICIEL**

## **DES DÉLIBÉRATIONS**

### **DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE**

DE LA

**REPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL.**

---

Le prix d'abonnement pour toute la session de l'Assemblée comme corps constituant, est de 5 fr. de France, rendu franco dans tout le canton. — On s'abonne à Neuchâtel, au bureau du *Patriote neuchâtelois* à la Grande rue, à l'office des postes et au bureau d'avis; à la Chaux-de-Fonds et au Locle dans les bureaux de poste.

---

## **DIX-HUITIÈME SÉANCE.**

MARDI 5 MAI 1848.

*Présidence de M. Jeanrenaud-Besson.*

L'appel nominal constate l'absence de MM. Aimé Humbert, Célestin Nicolet (malade), Edouard Montandon, Dubied, Bovet-Clerc, Leuba-Fatton (excusé), William DuBois, Eugène Huguenin (malade), Justin Billon (malade), Adolphe Veuve, Henri d'Ivernois (excusé), Huguenin-Bergenat.

M. le président du gouvernement provisoire donne connaissance à l'assemblée du résultat de la double votation qui a eu lieu dimanche 30 avril, et par suite de laquelle la constitution a été adoptée par 5,813 et rejetée par 4,595 voix; et la constituante conservée comme premier grand-



conseil par 5,487 voix contre 4,679. Le nombre total des citoyens qui ont pris part au vote a été de 10,208.

M. le président déclare que les procès-verbaux de cette double votation ont été trouvés en règle par le gouvernement, mais que cependant ils sont soumis à cette assemblée pour qu'elle en fasse faire la vérification.

M. le président de l'assemblée propose de renvoyer les procès-verbaux aux membres du bureau pour qu'ils en fassent immédiatement le dépouillement.

Cette proposition est adoptée et la séance est suspendue pour donner le temps au bureau de procéder à cette vérification.

Le bureau fait ensuite, par l'organe de M. *Gonzalve Petitpierre*, son rapport sur cette opération, lequel constate que les procès-verbaux sont tous en règle.

L'assemblée décide ensuite que les propositions faites par MM. *Pettavel* et *Droz* dans la dernière séance et sur lesquelles elle n'a pu se prononcer, seront renvoyées au prochain grand-conseil.

Il est ensuite fait lecture des deux projets de décrets suivants, qui sont proposés par le bureau :

### DÉCRET.

L'assemblée constituante de la république et canton de Neuchâtel,

Ayant pris connaissance des procès-verbaux relatifs à la votation qui a eu lieu le 30 avril 1848, et qui constatent que la disposition transitoire, lettre *a*, qui porte : que l'assemblée constituante formera le premier grand-conseil du pays, a été acceptée par cinq mille quatre cent quatre vingt-sept citoyens sur dix mille deux cent huit votants ;

### DÉCRÈTE :

L'assemblée constituante déclare que son mandat comme



elle est expiré. Elle se proclame en conséquence grand-conseil pour le terme de quatre ans, en vertu de l'art. 24 de la constitution.

Neuchâtel, le 3 mai 1848.

*Le président,*

**CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.**

*L'un des secrétaires,*

**GONZALVE PETITPIERRE.**

Le gouvernement provisoire ordonne la publication du présent décret.

Neuchâtel, le 3 mai 1848.

*Le président,*

**PIAGET.**

*Le chancelier,*

**ERHARD BOREL.**

### **DÉCRET.**

L'assemblée constituante de la république et canton de Neuchâtel,

Ayant pris connaissance des procès-verbaux relatifs à la votation qui a eu lieu le 30 avril, et qui constatent que la constitution, adoptée par elle le 25 avril 1848, a été acceptée par cinq mille huit cent treize citoyens, sur dix mille deux cent huit votants ;

#### **PROCLAME PAR LES PRÉSENTES :**

Que la constitution, acceptée par le peuple neuchâtelois, entre en vigueur dès ce jour.

Elle charge en conséquence le gouvernement provisoire de promulguer le présent décret.

Neuchâtel, le 3 mai 1848.

*Le président,*

**CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.**

*L'un des secrétaires,*

**GONZALVE PETITPIERRE.**



Le gouvernement provisoire ordonne la publication du présent décret.

Neuchâtel, le 5 mai 1848.

*Le président,*

**PIAGET.**

*Le chancelier,*

**ERHARD BOREL.**

M. *Jeanrenaud-Besson*, président de l'assemblée, prend la parole en ces termes : « Avant de descendre du siège de la présidence que, par un vote presque unanime, vous avez daigné me confier, j'éprouve le besoin, messieurs, de vous témoigner ma reconnaissance pour le concours bienveillant que vous m'avez prêté. Nos débats ont pu quelquefois être vifs, ardents, comme le caractère neuchâtelois, mais ils ont néanmoins toujours été empreints de cet esprit d'équité qui forme l'essence du véritable républicain. Cette époque mémorable de l'histoire de Neuchâtel, qui a inauguré un ordre de choses tout nouveau, restera à jamais gravée dans nos cœurs, à nous les enfants du peuple, les doubles élus du peuple (nous pouvons le dire).

» Espérons que la constitution que nous avons donnée à notre pays, et qu'il a acceptée à une majorité respectable, fera son bonheur et celui de ses enfants ; espérons que tous bientôt se donneront la main dans une époque prochaine.

» Je déclare le mandat de l'assemblée constituante expiré pour faire place au grand-conseil, dont vous êtes appelés à faire tous-partie. »

La session de l'assemblée constituante est close à dix heures du matin.

*Le président de l'assemblée constituante,*

**CH.-L. JEANRENAUD-BESSON.**

*Les secrétaires :* { **GONZALVE PETITPIERRE.**  
**AUGUSTE LAMBELET.**



